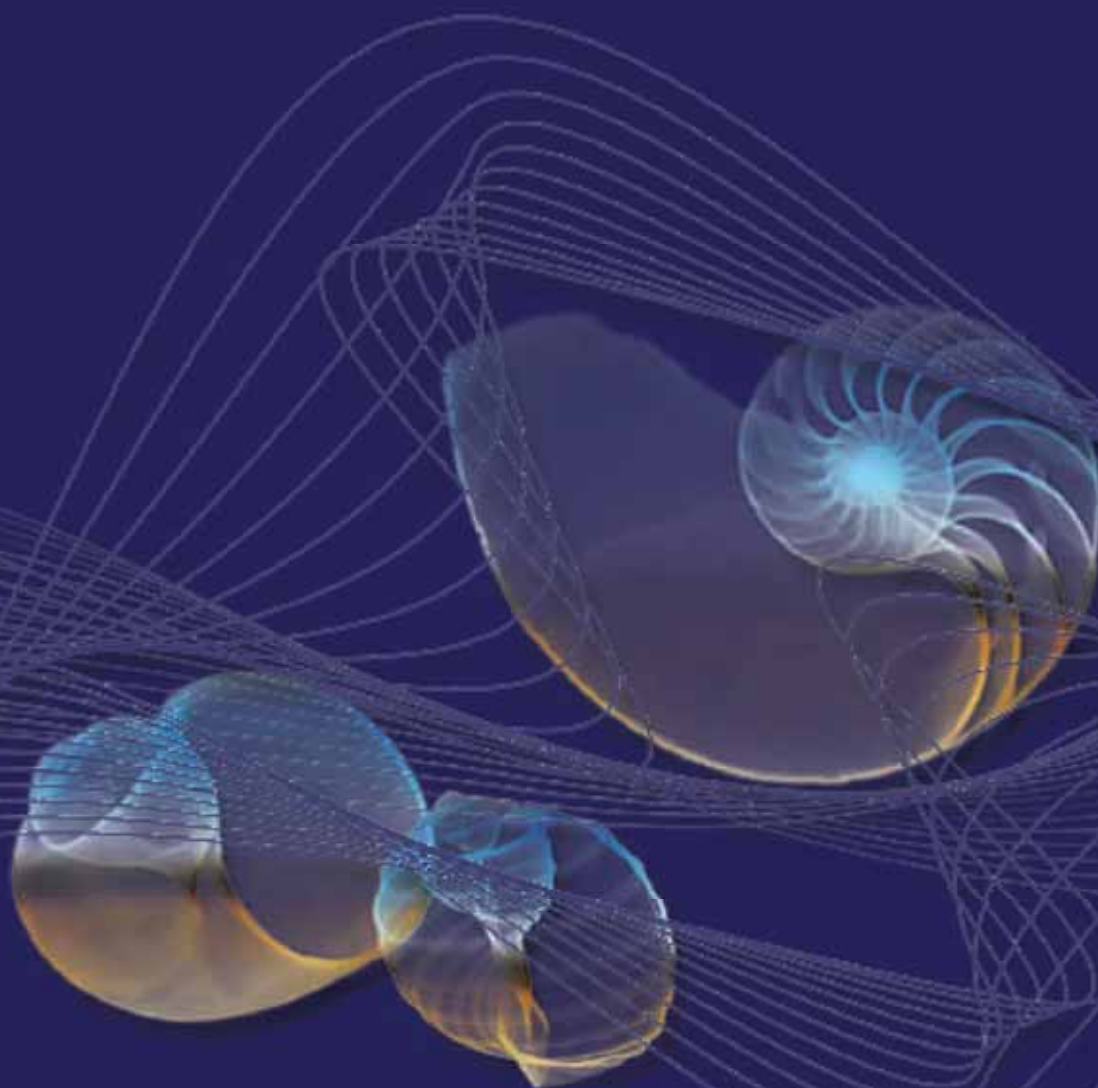


R A P P O R T A N N U E L

BMCE BANK

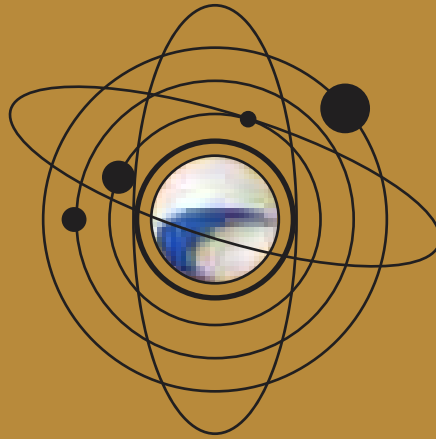
2009





Sommaire

Mot du Président	2
Appartenance au Groupe FinanceCom	4
<i>Le Groupe BMCE Bank en 2009</i>	
Profil du Groupe	6
Structure du Groupe	8
Chiffres Clés 2009	10
Stratégie du Groupe BMCE Bank	13
Faits Marquants	14
Perspectives	15
<i>Rating</i> de BMCE Bank	16
<i>BMCE Bank et sa Gouvernance</i>	
Conseil d'Administration	18
Activités du Conseil d'Administration	20
<i>Senior Management</i>	22
Organigramme	26
<i>Management</i> à l'International	28
Management des Filiales au Maroc	29
Gouvernement d'Entreprise	30
<i>BMCE Bank et ses Actionnaires</i>	
Lettre aux Actionnaires	36
BMCE Bank et ses Actionnaires	37
Action BMCE Bank en Bourse	39
Agenda de la Communication Financière 2010	42
<i>BMCE Bank et son Environnement</i>	
Economie Mondiale	44
Economie Marocaine	46
<i>BMCE Bank au Maroc</i>	
La Banque des Particuliers et des Professionnels	50
La Banque de l'Entreprise	54
La Banque d'Investissement	58
Ressources et Moyens au Service du Développement	62
<i>Remedial Management</i> Groupe	68
Les filiales Financières Spécialisées	70
<i>BMCE Bank à l'International</i>	
La Banque à l'International	74
<i>Gestion des Risques et Finances</i>	
<i>Responsabilité Sociétale et Environnementale</i>	
Un Bilan Social des plus probants	92
La Fondation BMCE Bank	95
Soutien Mécénal et Social dans la Continuité	97
Un engagement Résolu en Faveur du Développement Durable	98
<i>Rapport Financier</i>	
Rapport de Gestion du Conseil à l'Assemblée Générale	100
Résolutions	108
Rapports des Commissaires aux Comptes	110
Principes Comptables	115
Comptes Annuels Agrégés	118
Comptes Annuels Maroc	136
Comptes Annuels de la Succursale de Paris	139
Comptes Annuels BMCE Bank, Banque Offshore	145
Comptes Annuels Consolidés	162
<i>Réseau de BMCE Bank à l'International</i>	
<i>Filiales du Groupe BMCE Bank</i>	



Consacrant son 50^{ème} anniversaire, 2009 a été marquée pour BMCE Bank par une consolidation de sa dimension continentale de même que par la poursuite des efforts de bancarisation au Maroc, qu'accompagne un renforcement de son assise financière de même qu'organisationnelle et managériale.

Les actifs consolidés du Groupe ont ainsi connu un développement soutenu, +12%, dépassant les 168 Milliards de Dirhams. Le PNB de la Banque a, pour sa part, enregistré une croissance à deux chiffres, +27%, tandis que le RBE dépasse 1,1 Milliard en agrégé et 2,2 Milliards en consolidé.

Ces performances procèdent, au Maroc, d'un dynamisme affirmé de BMCE Bank sur les activités de marchés et une amélioration de revenus de la clientèle que favorise un positionnement judicieux sur le marché des particuliers & professionnels et la consolidation des acquis sur le marché de l'Entreprise. A l'international, la contribution des filiales africaines à la performance du Groupe se confirme.



Mot du Président



Cet exercice a également été marqué par un effort exceptionnel de provisionnement de plus d'un milliard de Dirhams, consenti dans le cadre d'actions substantielles d'assainissement du portefeuille de crédit.

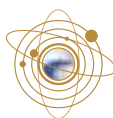
Par ailleurs, la dimension élargie du Groupe et sa dimension continentale de plus en plus affirmée ont requis que sa gouvernance soit renforcée et ce, à travers une consolidation organisationnelle et managériale, de nouvelles responsabilités ayant été conférées aux Administrateurs Directeurs Généraux Délégués et 3 nouveaux Pôles de Direction Générale mis en place pour les activités de Finances & Risques Groupe, IT & Process Groupe et la Banque de l'Entreprise.

Le renforcement des fonds propres, opéré en 2010 à travers l'entrée dans le capital d'un partenaire historique de référence – Groupe CDG – suite à la cession des actions détenues en autocontrôle et de deux augmentations de capital prévues,

l'une réservée au Groupe CM-CIC et l'autre aux salariés, démontre que le Groupe BMCE Bank se donne les moyens de ses ambitions en faveur d'une croissance pérenne.

L'appui et la confiance permanents que nous témoignent nos actionnaires nous conforte dans notre choix judicieux d'un développement sans précédent du Groupe à travers les actions de bancarisation qui sont menées de même que dans notre volonté résolue d'être au service d'une économie marocaine qui intensifie ses relations d'échanges et d'investissements avec ses partenaires et alliés d'Europe et des économies africaines subsahariennes et ailleurs de par le monde où le Groupe BMCE Bank choisit de s'implanter

Président Directeur Général

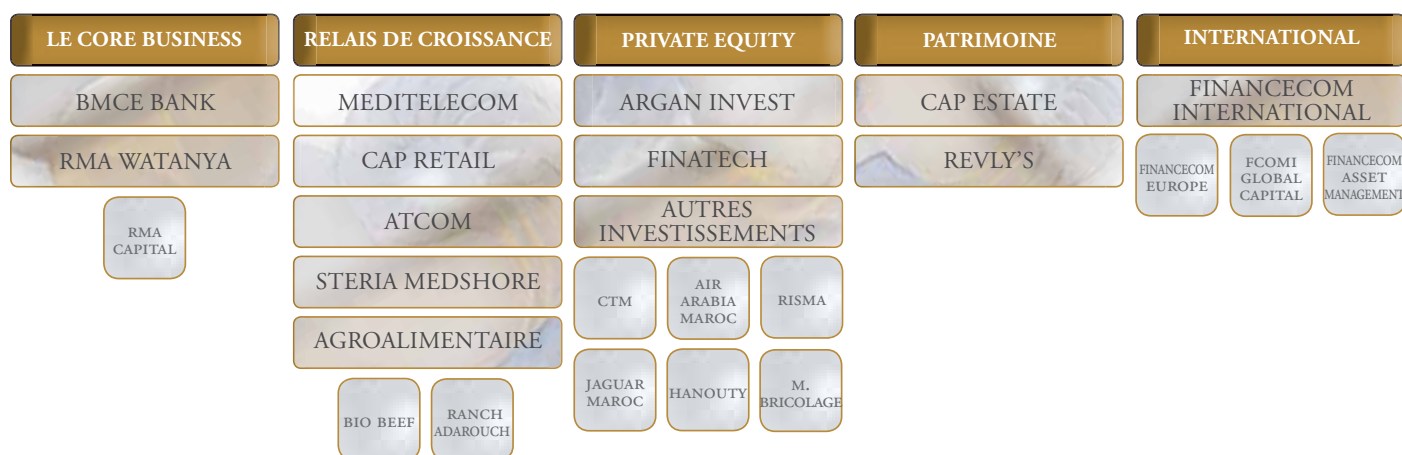


Appartenance au Groupe FinanceCom

Groupe leader régional résolument ouvert à l'international, FinanceCom intervient dans divers secteurs d'activités à fort potentiel de croissance conjuguant Banque, Assurance, Technologies, Media & Télécoms et Services.



FINANCECOM



Le Core Business

- > **BMCE Bank** : Banque universelle, 2^{ème} banque privée du Maroc avec des parts de marché de crédits et dépôts de 14,56% et 12,83%, respectivement.
- > **RMA Watanya** : Parmi les *leaders* de l'assurance au Maroc avec près de 20,1% de part de marché.
- > **RMA Capital** : Société de gestion de RMA WATANYA.

Relais de Croissance

- > **Méditel** : 2^{ème} opérateur global de télécommunications au Royaume, avec près de 10 millions d'abonnés.
- > **Cap Retail** : Opérateur maghrébin spécialisé dans la distribution spécialisée et structuré autour de 5 segments : Equipements Maison et Personne, Luxe, Distribution Automobile, Loisirs & Restauration.
- > **Steria Medshore** : Joint Venture avec Stéria, leader européen des métiers SSII dans la finance.
- > **ATCOM** : Africa Télédis & Communication, opérateur de référence dans les secteurs des média et de la communication au Maroc et en Afrique (*Mosaik...*).
- > **Agroalimentaire** : *Ranch Adarouch*, plus grand élevage d'Afrique de bovins et *Bio Beef*, 1^{er} abattoir aux normes européennes.

Private Equity

- > **Argan Invest** : Pôle de gestion des fonds d'investissements du Groupe FinanceCom.
- > **Finattech** : Groupe marocain investi dans les Nouvelles Technologies de l'information de 18 sociétés, articulées autour des pôles Infrastructures & Réseaux, *Payment Systems & Security*, *Offshoring & IT services*, et *Innovation Technologies*.
- > **Autres Investissements** : CTM, *Air Arabia Maroc*, RISMA, *Hanouty Shop*, M. Bricolage et Jaguar Maroc.

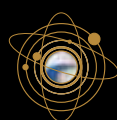
Patrimoine Foncier et Immobilier

- > **CAP ESTATE** : Filiale immobilière du Groupe au capital de 500 Millions de dirhams.
- > **REVLV'S** : Société de financement touristique détenue à part égale entre le Groupe FinanceCom et *AMAN RESORT*.

International

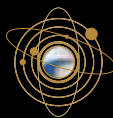
- > **FinanceCom Europe**, entité de support et de coordination stratégique des principales *Business Units* pour le développement international en Afrique, Moyen Orient et Europe.
- > **FCOMI Global Capital** : Fonds européen de gestion multi stratégies.
- > **FinanceCom Asset Management** : Société de gestion de portefeuille couvrant les marchés des deux rives de la Méditerranée.

L'Eau : Naissance et Renaissance



*Le Groupe BMCE Bank
en 2009*





Profil du Groupe

Un Groupe bancaire multi-métiers et multi-enseignes...

Banque au Maroc

BMCE Bank

Autres Activités

Location longue durée
Système d'information
Distribution, Conseil

Activités de Banque d'Affaires

BMCE Capital
BMCE Capital Bourse
BMCE Capital Gestion
CFG Groupe

Activités à l'International

BMCE Bank International
Bank of Africa
Banque de Développement du Mali
La Congolaise de Banque

Services Financiers Spécialisés

Maghrebail
Salafin
Maroc Factoring
Heuler Hermes Acmar

...qui poursuit son développement au Maroc

- > Près de 5000 collaborateurs au Maroc
- > Près de 2 millions de comptes bancaires
- > Plus de 560 agences dont 20 Centres d'affaires et une agence Corporate
- > Plus de 600 guichets automatiques bancaires
- > Près de 1 million de cartes bancaires émises
- > Plus de 170 produits & services
- > Acteur de référence sur les marchés des capitaux, les activités de conseil et d'investissement
- > Positionnement privilégié sur le marché *Corporate*
- > Banque de référence du commerce extérieur et des opérations internationales
- > Acteur majeur de la bancassurance et de la monétique
- > Banque innovante en termes de produits et services sur ses différents segments de marché (Particuliers/ Professionnels, MRE, *Low Income*, ...)

...et à l'international

- Présence dans une vingtaine de pays (Afrique, Europe et Asie)
- Plus de 7 800 collaborateurs

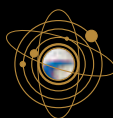


Un Groupe résolument engagé dans le développement durable ...

- Promotion de l'éducation dans le monde rural à travers le programme *Medersat.com* de la Fondation BMCE Bank
- Développement communautaire intégré : alphabétisation, éducation sanitaire et sportive, électrification et approvisionnement en eau potable des douars, préservation de l'environnement...
- Contribution significative au développement de la micro-finance
- Engagement dans la finance durable à travers la mise en place d'un système de gestion des impacts environnementaux et sociaux, une première dans le secteur bancaire.

... toujours en quête d'amélioration de la qualité de service

- Certification ISO 9001 version 2000 pour les activités : Etranger, Monétique, Titres, Crédits aux particuliers, Financement de projets, Recouvrement, Bancassurance, RH, Salle des Marchés de BMCE Capital



Structure du Groupe

BMCE Bank

Aux premiers rangs des banques marocaines, le Groupe BMCE Bank s'impose comme acteur de référence au Maroc et à l'international avec un large réseau national de 562 agences dont 20 centres d'affaires et une agence Corporate et près de 9 000 collaborateurs, de part le monde outre un modèle de synergies optimisées avec ses filiales et une expertise développée sur les métiers de banque d'affaires.

Activités à l'International

MEDICAPITAL BANK 100%

Basée à Londres, *MediCapital Bank* fédère l'ensemble des activités de BMCE Bank à l'international et est spécialisée dans le Corporate Banking, la Banque d'Investissement et de Marchés.

Chiffres Clés 2009

PNB : **225 MDH** • Total Bilan : **4 175 MDH** • Effectif : **153**

BANK OF AFRICA 42,5%

Deuxième réseau de l'UEMOA, le Groupe, fondé en 1982 au Mali, est aujourd'hui présent dans 11 pays, à travers un réseau de banques commerciales et de sociétés financières, dédiées au continent africain.

Chiffres Clés 2009

PNB : **1 831 MDH** • Total Bilan : **28 831 MDH** • Effectif : **2 900**

BMCE INTERNACIONAL MADRID 100%

Basée à Madrid, *BMCE Internacional* est une Banque de droit espagnol créée en 1993 par BMCE Bank et des partenaires nationaux. Détenue aujourd'hui à 100% par le Groupe BMCE Bank, *BMCE Internacional Madrid* est en cours d'intégration dans le réseau de *MediCapital Bank*.

Chiffres Clés 2009

PNB : **75 MDH** • Total Bilan : **1 998 MDH** • Effectif : **48**

LA CONGOLAISE DE BANQUE 25%

La Congolaise de Banque (LCB), créée en 2004 suite à la privatisation du Crédit pour l'Agriculture, l'Industrie et le Commerce (CAIC), emploie plus de 200 collaborateurs répartis sur un réseau de 13 agences.

Chiffres Clés 2009

PNB : **210 MDH** • Total Bilan : **3 089 MDH** • Effectif : **230**

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI 27,38%

BDM-SA figure parmi les banques *leaders* du Mali, avec un réseau de 33 agences. BMCE Bank détient aujourd'hui 27,38% du capital de BDM-SA.

Chiffres Clés 2009

PNB : **313 MDH** • Total Bilan : **6 312 MDH** • Effectif : **392**

Activités de Banque d'Affaires

BMCE CAPITAL 100%

Entité d'affaires du Groupe BMCE Bank, BMCE Capital coordonne, développe les synergies, mutualise les coûts de ses différentes lignes métier, à savoir, Marchés des capitaux, Conseil, Gestion d'actifs, Intermédiation Bourse, Titres et Opérations et Gestion Privée.

Chiffres Clés 2009

PNB : **152 MDH** • Total Bilan : **244 MDH** • Effectif : **129**

BMCE CAPITAL BOURSE 100%

Société d'intermédiation en Bourse du Groupe BMCE Bank, BMCE Capital Bourse a été créée en 1995. Acteur dynamique du marché marocain de l'*Equity*, elle détient une part de marché de 16%, se positionnant au deuxième rang des sociétés de bourse de la place.

Chiffres Clés 2009

PNB : **41,4 MDH** • Total Bilan : **156 MDH** • Effectif : **19**

BMCE CAPITAL GESTION 100%

Créée en 1995, BMCE Capital Gestion est une filiale à 100% de BMCE Bank. Elle gère près de 23 milliards de dirhams d'actifs, correspondant à une part de marché de 12,6%. La filiale *Asset Management* a obtenu en 2007 la notation M2 Excellent accordée par l'agence *Fitch Ratings*.

Chiffres Clés 2009

PNB : **64 MDH** • Total Bilan : **118 MDH** • Effectif : **29**

CASABLANCA FINANCE MARKETS 33,3%

Adossée à *Casablanca Finance Group*, Banque d'affaires indépendante, *Casablanca Finance Markets* intervient sur le marché des titres négociables de la dette.

Chiffres Clés 2009

Chiffres d'Affaires : **6 MDH** • Total Bilan : **437 MDH**

Maison Mère

Capitalisant sur sa vocation historique du commerce extérieur, le Groupe BMCE Bank a renforcé sa volonté d'ouverture et de positionnement à l'international, prônant des valeurs fortes et partagées de proximité, transfert de savoir-faire, transparence et citoyenneté ; comme en atteste son engagement résolu dans la responsabilité sociétale et environnementale.

Services Financiers Spécialisés

SALAFIN 73,8%

Filiale du Groupe BMCE BANK, *Salafin* est une société de financement qui offre un jeu complet de services de crédit à la consommation à travers trois principales catégories de produits : le crédit personnel, le crédit automobile et le crédit revolving..

Chiffres Clés 2009

PNB : **269 MDH** • Total Bilan : **3 352 MDH** • Effectif : **172**

MAGHREBAIL 35,92%

Créée en 1972, *Maghrebail* compte parmi les *leaders* du secteur de crédit bail au Maroc, avec une part de marché de 18,4%.

Chiffres Clés 2009

PNB : **186 MDH** • Total Bilan : **6 776 MDH** • Effectif : **69**

MAROC FACTORING 100%

Créée en 1988 à l'initiative de BMCE Bank qui détient aujourd'hui 100% de son capital, la société *Maroc Factoring* est pionnière de l'activité d'affacturage au Maroc.

Chiffres Clés 2009

PNB : **33 MDH** • Total Bilan : **1 070 MDH** • Effectif : **32**

EULER HERMES ACMAR 20%

Leader des sociétés d'assurance crédit, Euler Hermès Acmar est une filiale d'Euler Hermès Group qui détient 55% de son capital.

Chiffres Clés 2009

PNB : **52 MDH** • Total Bilan : **267 MDH** • Effectif : **129**

Autres Activités

LOCASOM 76%

Créée en 1980, la société Locasom est aujourd'hui le *leader* incontesté de la location longue durée au Maroc.

Chiffres Clés 2009

Chiffres d'Affaires : **64 MDH** • Total Bilan : **463 MDH** • Effectif : **69**

EURAFRIC INFORMATION 41%

Plate-forme technologique créée en joint venture avec RMA Wanyanya et le Groupe Crédit Mutuel-CIC avec pour objectif majeur de bâtir un nouveau Système d'Information Banque et Assurance à la pointe de l'innovation technologique.

Chiffres Clés 2009

Chiffres d'Affaires : **55 MDH** • Total Bilan : **140 MDH** • Effectif : **67**

HANOUTY SHOP 45,55%

Réseau de franchise de commerces multiservices de proximité..

Chiffres Clés 2009

Chiffres d'Affaires : **97 MDH** • Total Bilan : **112 MDH**

CONSEIL INGÉNIERIE ET DÉVELOPPEMENT 38,9%

Le CID est une société d'ingénierie pluridisciplinaire intervenant dans les projets de génie civil, de bâtiment, de transport et d'hydraulique.

Chiffres Clés 2009

Chiffres d'Affaires : **228 MDH** • Total Bilan : **363 MDH**



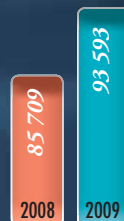
Chiffres Clés 2009

ACTIVITE CONSOLIDEE – NORMES IFRS

DONNEES BILANTIELLES		2009			2008
ACTIF	Euros	Dollars	DH	Var % 08-09	DH
Trésorerie Actif	1 058	1 514	11 961	36,5%	8 762
Actifs financiers évalués à la juste valeur	2046	2 928	23 125	37,4%	16 831
Actifs financiers disponibles à la vente	137	197	1 554	11,2%	1 397
Prêts et créances sur les EDC et assimilés	1 852	2 651	20 940	-3%	21 586
Prêts et créances sur la clientèle	8 280	11 848	93 593	9,2%	85 709
Placements détenus jusqu'à leur échéance	563	806	6 368	7,4%	5 928
Immeubles de placement	45	64	509	0,8%	505
Immobilisations corporelles	374	535	4 226	18,4%	3 570
Immobilisations incorporelles	57	81	642	17,2%	548
Ecarts d'acquisition	43	61	486	94,2%	250
Autres Actifs	442	633	5 002	-6,9%	5 375
TOTAL ACTIF	14 898	21 319	168 406	11,9%	150 461
<i>En millions</i>					
PASSIF					
Dettes envers les EDC et assimilés	1 175	1 682	13 285	5,0%	12 647
Dettes envers la clientèle	10 837	15 507	122 496	8,0%	113 450
Titres de créances émis	752	1 076	8 501	85,3%	4 587
Provisions	27	38	300	-7,5%	325
Dettes subordonnées et fond spéciaux de garantie	453	648	5 120	23,2%	4 156
Capitaux Propres	816	1 168	9 226	11,6%	8 265
Part du Groupe	543	777	6 139	10,5%	5 557
Intérêts Minoritaires	273	391	3 087	14%	2 708
Autres passifs	838	1 200	9 478	34,8%	7 030
TOTAL PASSIF	14 898	21 319	168 406	11,9%	150 461
<i>En millions</i>					
DONNEES FINANCIERES					
Marge d'intérêt	377	539	4 257	3,2%	4 125
Marge sur commissions	108	155	1 222	6,2%	1 150
Résultat des activités de marché	65	93	735	46,2%	503
Net Divers	18	25	200	-16,5%	240
Produit Net Bancaire	567	812	6 414	6,6%	6 018
Charges Générales d'Exploitation	332	476	3 758	5,3%	3 570
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	38	54	430	29,5%	332
Résultat Brut d'Exploitation	197	282	2 226	5,2%	2 117
Coût du Risque	100	144	1 134	x12,7	89
Résultat d'Exploitation	97	138	1 092	-46,1%	2 028
Résultat avant impôt	103	147	1 163	-44,9%	2 110
Impôt sur les résultats	30	43	343	-49,1%	673
Résultat Net	73	104	820	-42,9%	1 437
Intérêts minoritaires	39	55	435	-28,2%	607
Résultat Net Part du Groupe	34	49	385	-53,7%	830
USD/DH : 8,055 EUR/DH : 11,258					<i>En millions</i>

Crédits à la Clientèle

+ 9,2%



Progression des crédits à la clientèle de 9,2%, à DH 93 milliards, contre DH 85 milliards en 2008.

Dépôts de la Clientèle

+ 8%



Augmentation des dépôts de la clientèle de 8% à DH 122 milliards en décembre 2009 contre DH 113 milliards en 2008.

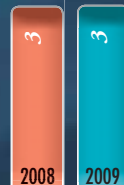
Résultat Brut d'Exploitation

+ 5,2%



Résultat Brut d'Exploitation en croissance de 5,2% à MDH 2 226 à fin décembre 2009 contre MDH 2 117 en 2008.

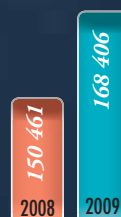
Dividende par action



Dividende stable à 3 DH par action. Dans un contexte de poursuite de l'effort d'investissement avec le développement du réseau d'agences.

Total Bilan

+ 12%



Hausse de +12% du Total Bilan du Groupe BMCE Bank, franchissant le seuil des DH 168 milliards contre DH 150 milliards en 2008.

Produit Net Bancaire

+ 6,6%



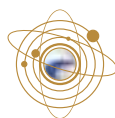
Progression de +6,6% du PNB consolidé à DH 6,4 milliards, porté par une évolution favorable du résultat sur opérations de marché (+46%), de la marge sur commission (+6%) et de la marge d'intérêts (+3%).

Résultat Net Part du Groupe

- 53,7%



Résultat Net Part du Groupe en baisse à MDH 385, induit par un effort de dotations de plus d'un milliard, traduisant des efforts substantiels en termes d'assainissement du portefeuille de crédit.



Chiffres Clés 2009

ACTIVITE AGREEE

DONNEES BILANTIELLES

	2009				2008
ACTIF	Euros	Dollars	DH	Var % 08-09	DH
Trésorerie Actif	707	1011	7 989	0,7%	7 936
Créances sur les établissements de crédit	1 428	2 043	16 139	6,02%	15 223
Créances sur la clientèle	5 789	8 285	65 440	10,58%	59 181
Titres de transaction et de placement	2 408	3 446	27 219	25%	21 776
Titres d'investissement	126	180	1 425	79,47%	794
Titres de participation	348	498	3 936	12,46%	3 500
Immobilisations incorporelles	21	29	232	49,7%	155
Immobilisations corporelles	160	229	1 809	11,2%	1 626
Autres actifs	199	285	2 253	-26,28%	3 056
TOTAL ACTIF	11 186	16 007	126 442	11,65%	113 247

En millions

PASSIF

Dettes envers les établissements de crédits	563	806	6 346	12,54%	5 639
Dépôts de la clientèle	8 520	12 192	96 305	8,06%	89 124
Titres de créances émis	426	610	4 818	84,60%	2 610
Provisions pour risques & charges	1	2	15	-93,42%	228
Provisions réglementées	12	17	135	-45,34%	247
Dettes subordonnées	437	625	4 940	26,38%	3 909
Capitaux propres	692	990	7 824	0,71%	7 775
Autres Passifs	534	765	6 041	62,61%	3 715
TOTAL PASSIF	11 186	16 007	126 442	11,65%	113 247

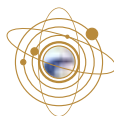
En millions

DONNEES FINANCIERES

Marge d'intérêt	185	265	2 096	4,2%	2 011
Marge sur commissions	55	78	616	3,8%	594
Résultat des opérations de marché	83	118	935	217,8%	294
Net divers	6	8	66	157,3%	26
Produit Net Bancaire	329	470	3 714	26,9%	2 925
Résultat des opérations sur immobilisations financières	-42	-61	-478	-332,5%	206
Produits nets d'exploitation non bancaire	3	4	33	-39,5%	54
Charges générales d'exploitation	203	291	2 299	5,5%	2 178
Résultat Brut d'Exploitation	86	123	970	-3,7%	1 007
Dotations nettes des reprises aux provisions	28	40	314	1	
Résultat non courant	0	0	0	-100%	148
Impôts sur les résultats	13	19	152	-56,1%	347
RESULTAT NET	44	64	503	-37,7%	807

En millions

USD/DH : 8,055
EUR/DH : 11,258



Stratégie du Groupe BMCE Bank

Aux premiers rangs des banques marocaines, le Groupe BMCE Bank s'impose comme acteur de référence au Maroc et à l'international avec un large réseau d'agences, outre un modèle de synergies optimisé avec ses filiales et une expertise développée sur les métiers de banque d'affaires. En tant que banque universelle, multinationale, pionnière et citoyenne, BMCE Bank ambitionne de devenir un acteur clé de la bancarisation sur le continent africain en offrant les meilleurs produits et services.

Des Fonds Propres au Service de la Stratégie du Groupe

En 2010, BMCE Bank se donne les moyens de ses ambitions avec l'entrée du Groupe CDG dans le capital de BMCE Bank à hauteur de 8% suite à la cession des actions détenues en autocontrôle, le projet d'augmentation de capital réservée au partenaire étranger de référence, le Groupe CM-CIC, ainsi que le projet d'augmentation de capital, réservée aux membres du personnel du Groupe.

Cap sur la Rentabilité

Afin de renforcer sa productivité dans un contexte de dynamique de développement impliquant des investissements importants, BMCE Bank lance un chantier pour rationaliser ses charges et développer ses sources de revenus et ce, à travers l'amélioration des dispositifs de gestion des risques et processus internes, ainsi que le développement des activités para-bancaires génératrices de commissions.

Diversification plus Prononcée des Activités de BMCE Bank

BMCE Bank entend intensifier l'activité d'intermédiation, accroître la part des commissions dans le PNB et diversifier ses sources de revenus à travers ses différents marchés.

En effet, sur le marché Particuliers/Professionnels et MRE, BMCE Bank approfondit son cœur de métier grâce à l'enrichissement de l'offre de produits et services, l'amélioration de la connaissance des besoins et exigences de la clientèle (Outil GRC), la poursuite du programme d'extension du Réseau de distribution avec l'ouverture de 50 agences par an au Maroc, de même que l'exploration de nouveaux marchés, notamment le Haut de Gamme, *Mobile Banking* et *Low Income Banking*. Par ailleurs, afin d'accroître ses parts de marché sur le segment MRE, la Banque a redynamisé l'activité en s'appuyant sur un large réseau de bureaux de représentation à l'étranger, une stratégie commerciale ciblée et des accords de collaboration avec ses partenaires de référence.

Le marché des Entreprises & Corporate poursuit la dynamisation de l'activité commerciale avec la création de nouveaux centres d'affaires spécialisés dans la gestion de la clientèle des entreprises, l'accompagnement des entreprises à travers une démarche de conseil adossée à une offre complète et évolutive de produits et services et ce, pour demeurer une référence dans le marché, et le développement d'activités génératrices de commissions, notamment les activités de conseil.

Capitalisant sur son positionnement de *leader* sur l'activité de *Project Finance* au Maroc et d'une conjoncture économique soutenue par l'investissement public global en 2009, BMCE Bank compte participer à de nombreux projets de financement, notamment les projets de priorité nationale : infrastructure et industrie, télécoms, tourisme, immobilier et BTP, outre le renforcement des relations avec les institutionnels. Ainsi, la Banque demeure la première banque du secteur bancaire marocain à être certifiée ISO 9001 pour les activités de *Project Finance*. BMCE Bank est également acteur majeur sur le *Correspondent Banking* à travers le renforcement des relations avec les correspondants bancaires.

Sur l'*Investment Banking*, la Banque d'affaires de BMCE Bank vise la consolidation de son *leadership* à travers l'ancrage affirmé de la culture d'innovation financière avec une offre de produits sophistiqués et adaptés, en capitalisant sur l'expertise reconnue, et l'intensification du *cross-selling* sous l'impulsion des synergies intra-groupe.

Les filiales financières spécialisées du Groupe poursuivant le renforcement de leur positionnement sur le marché marocain, à travers le développement d'une culture de performance et d'une offre de produits et services innovants.

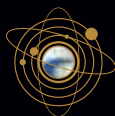
Une Banque Multinationale Naissante Renforçant Davantage son Envergure Géographique

Le Groupe BMCE Bank, d'ores et déjà présent dans une vingtaine de pays africains, ambitionne de devenir un acteur financier national, régional et continental de référence avec une couverture géographique étendue sur la majeure partie de l'Afrique grâce à l'acquisition, en cours, de la majorité du capital de *Bank of Africa*.

Cette stratégie d'expansion à l'international du Groupe BMCE Bank repose sur la convergence, entre *MediCapital Bank* et *Bank of Africa*, motivée par leur haut potentiel synergique, devant permettre un partage intelligent de savoir-faire et d'expertise, englobant les différents domaines de la Banque commerciale, d'investissement, mais aussi le crédit-bail, le crédit à la consommation et la bancassurance.

Il s'agit d'un modèle pionnier de coopération sud-sud à l'échelle africaine, qui ambitionne d'apporter sa contribution au développement des systèmes financiers locaux et ce, en développant la bancarisation, en renforçant le contrôle des risques et en dupliquant les *best practices*.

Ce projet mettra l'accent sur l'intensification des activités à l'international, l'extension du réseau bancaire de *Bank of Africa*, le développement des synergies, l'accélération de la concrétisation et/ou de l'extension de nouveaux champs d'activité (Financement de l'habitat, Monétique, Crédit à la consommation, Gestion d'actifs..).



Faits Marquants

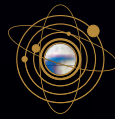


2010

- Entrée du Groupe CDG dans le capital de BMCE Bank à hauteur de près de 8% par cession des actions détenues en propre par cette dernière
- Cooptation au Conseil d'Administration de BMCE Bank, de la Caisse de Dépôt et de Gestion, représenté par son Directeur Général Monsieur Anass ALAMI

2009

- Ouverture de 53 agences en 2009 dont 3 centres d'affaires dédiés aux entreprises, portant la taille du réseau à 562 agences
- Lancement d'une vingtaine de nouveaux produits et services notamment les cartes prépayées s'adressant prioritairement aux non bancarisés
- Obtention par BMCE Bank du prix « *Best Bank in Morocco* », *EMEA Finance* et du Trophée « *Morocco Awards 2009* » dans la catégorie services de l'OMPIC
- Certification ISO 9001, pour la première fois au Maroc, de la gestion des Ressources Humaines
- Emission d'un emprunt obligataire subordonné perpétuel d'un montant de DH 1 milliard auprès d'institutionnels marocains de renom
- Emission de Certificats de Dépôt pour un montant de DH 4,7 milliards au 31 décembre 2009



Perspectives



Renforcement en cours de l'assise financière grâce à :

- L'augmentation de capital réservée auprès du partenaire étranger de référence, le Groupe CIC à travers sa société Holding BFCM
- L'augmentation de capital de 3% au maximum, réservée aux membres du personnel du Groupe, prévue d'être menée en deux tranches



Poursuite de l'extension du réseau de distribution au Maroc



Renforcement de la présence du Groupe à l'international portée par la convergence des activités de *MediCapital Bank* et *Bank of Africa*



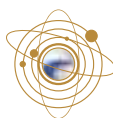
Développement des synergies entre les métiers fondamentaux socle de la relation clientèle (marchés des particuliers & professionnels et de l'entreprise, activités d'investissement et activités à l'international) et les activités para bancaires (financements spécialisés, assurance, *mobile banking*...)



Amélioration de l'efficacité opérationnelle de la Banque à travers la rationalisation des charges générales d'exploitation



Intensification des efforts de recouvrement



Rating de BMCE Bank

MOODY'S

MAI 2010

DEPOTS BANCAIRES EN DH :
BAA3/P3 (INVESTMENT
GRADE)

DEPOTS BANCAIRES EN
DEVICES : Ba2/NP

SOLIDITE FINANCIERE : D
PERSPECTIVES : STABLE

STANDARD & POOR'S

FÉVRIER 2010

BBPI

FITCH RATINGS

NOVEMBRE 2009

SOUTIEN : 3

CAPITAL INTELLIGENCE

MARS 2010

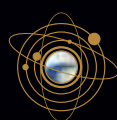
SOLIDITE FINANCIERE : BBB
SUPPORT : 3
PERSPECTIVES : STABLE

« BMCE Bank se targue d'un fort positionnement sur le marché bancaire marocain et figure parmi les leaders sur les activités de marché, Corporate Banking et Financement de projets... Les activités africaines offrent un gisement d'opportunités pour la Banque »

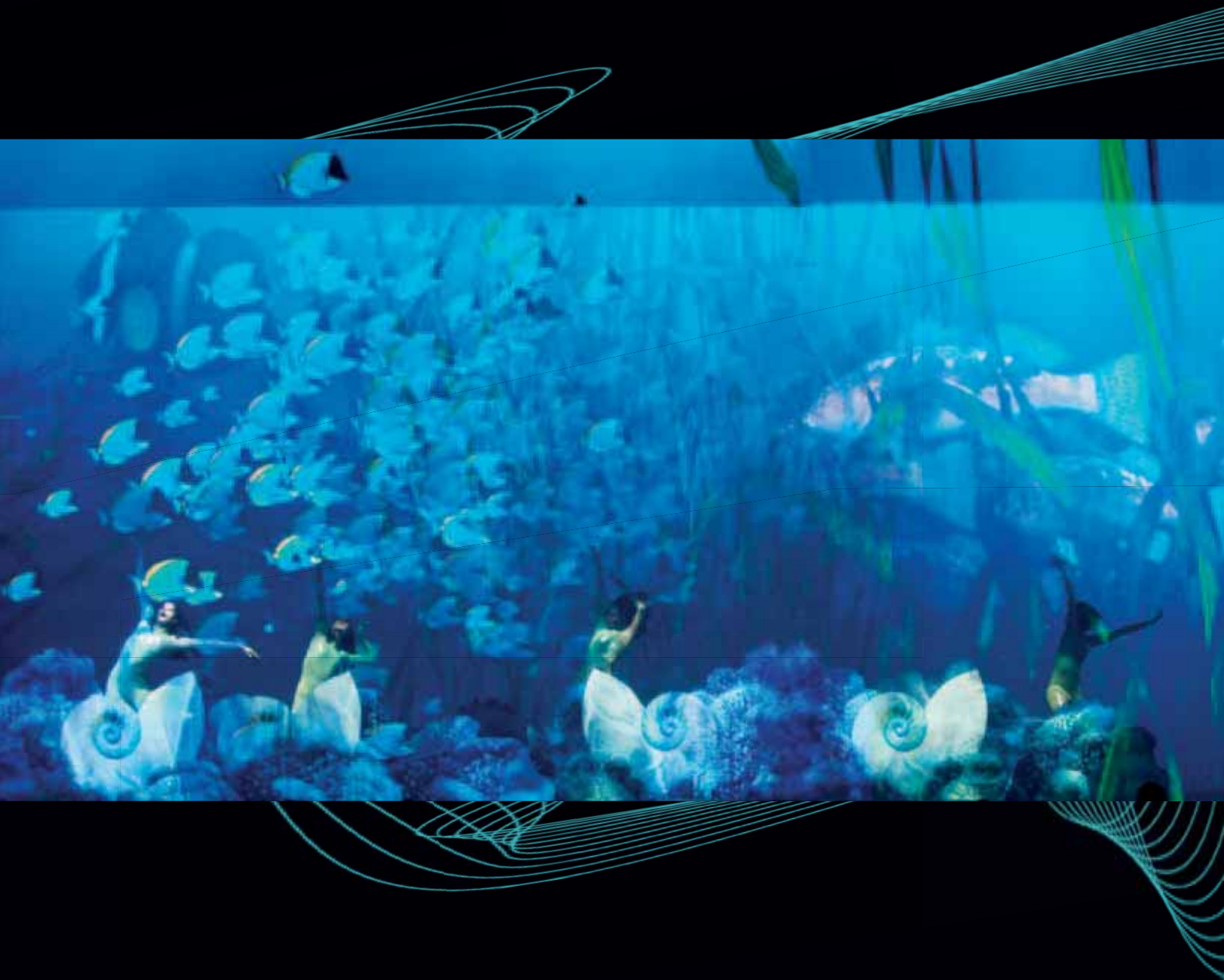
« Le niveau de liquidité de BMCE Bank demeure suffisant. L'activité de crédit est largement couverte par des ressources peu rémunérées et ce, compte tenu de la structure de refinancement de la Banque »

« Le risque de marché demeure assez limité. Le risque opérationnel s'est avéré être bien géré à ce jour, notamment dans le contexte récent de développement de la Banque »

« BMCE Bank jouit d'une qualité d'actifs saine, avec un taux de contentieux inférieur à celui du secteur, ainsi que d'un niveau adéquat de provisionnement »



*BMCE Bank
et sa Gouvernance*





Conseil d'Administration



Othman BENJELLOUN



Michel LUCAS



Mario MOSQUEIRA DO
AMARAL



Roberto LOPEZ ABAD



David SURATGAR



Zouheir BENSAÏD

Othman BENJELLOUN
Président Directeur Général

GROUPE CREDIT MUTUEL - CIC
Représentée par Michel LUCAS

BANCO ESPIRITO SANTO
Représentée par Mario MOSQUEIRA DO AMARAL

CAJA MEDITERRANEO
Représentée par Roberto LOPEZ ABAD

David SURATGAR

FINANCECOM
représentée par Zouheir BENSAÏD



Azeddine GUESSOUS



Anass ALAMI



Adil DOURI



Amine BOUABID



Jaloul AYED



Mamoun BELGHITI



**Brahim BENJELLOUN-
TOUIMI**



Mohamed BENNANI

RMA WATANYA

Représentée par Azeddine GUESSOUS

CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION

Représentée par Anass ALAMI

Adil DOURI

Amine BOUABID

Jaloul AYED

Administrateur Directeur Général Délégué

Mamoun BELGHITI

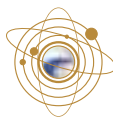
Administrateur Directeur Général Délégué

Brahim BENJELLOUN - TOUIMI

Administrateur Directeur Général Délégué

Mohamed BENNANI

Administrateur Directeur Général Délégué



Activités du Conseil d'Administration

Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est régi par un Règlement Intérieur, conformément aux dispositions de la Directive de Bank Al-Maghrib et des meilleures pratiques de bonne gouvernance. Il recense les règles régissant la composition et les missions, le mode de fonctionnement, les mandats spéciaux du Conseil d'Administration. Ce règlement intérieur est complété d'une Charte de l'Administrateur qui précise les droits et obligations, en termes de mission, d'indépendance, de diligence, de déontologie des opérations de bourse, de respect des prescriptions légales, de conflits d'intérêt, de secret professionnel et de loyauté. Tous les membres du Conseil d'Administration adhèrent de facto aux principes fédérateurs.

Extrait du Règlement Intérieur du Conseil d'Administration

« ...La mission première du Conseil d'Administration est de maintenir un équilibre entre les intérêts des actionnaires et les perspectives de croissance, de création de valeur à long terme et de protection des déposants. Cette mission repose sur deux éléments fondamentaux : la prise de décision et la surveillance. La fonction de prise de décision comporte l'élaboration, de concert avec la Direction Générale, de politiques fondamentales et d'objectifs stratégiques ainsi que l'approbation de certaines décisions importantes. La fonction de surveillance a trait à l'examen des décisions de la Direction Générale, à la conformité des systèmes, des contrôles et à la mise en œuvre des politiques.

Le Conseil d'Administration remplit une quadruple mission. Il définit la stratégie de l'entreprise, désigne les mandataires sociaux chargés de gérer l'entreprise dans le cadre de cette stratégie, choisit le mode d'organisation, contrôle la gestion et veille à la qualité de l'information soumise aux Actionnaires ainsi qu'au marché, à travers les comptes ou à l'occasion d'opérations importantes. Le Conseil d'Administration est responsable des missions suivantes :

Processus de planification stratégique

- Superviser l'élaboration de l'orientation, des plans et des priorités stratégiques de la Banque ;
- Surveiller la mise en œuvre et l'efficacité des plans stratégiques et d'exploitation approuvés ;
- Revoir et approuver les objectifs financiers et les plans d'exploitation ainsi que les mesures prises par la Banque, y compris les attributions de capital, les dépenses et les opérations dont les montants excèdent les seuils fixés par le Conseil d'Administration.

Détermination et gestion des risques

- S'assurer que des processus sont mis en œuvre afin de déterminer les principaux risques associés aux activités de la Banque ;
- Examiner les systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques ;
- Examiner les processus qui assurent le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales.

Contrôle interne

- Veiller à la mise en œuvre et au fonctionnement effectif d'un système de contrôle interne et à l'adhésion de tout l'établissement à une culture de contrôle et de responsabilisation ;
- Examiner l'efficacité des contrôles internes et des systèmes de gestion de l'information de la Banque ;
- Examiner les états financiers de la Banque et superviser leur conformité aux exigences en matière de vérification, de comptabilisation et de présentation de l'information ;
- Fixer les propositions de dividendes à soumettre aux Actionnaires ;
- Approuver les dépenses et les opérations dont les montants dépassent les seuils fixés par le Conseil.

Gouvernance

- Elaborer des structures et des procédures appropriées qui permettent au Conseil d'agir de manière indépendante de la Direction Générale ;
- Surveiller et gérer les conflits d'intérêts pouvant exister entre ses membres et ceux de l'organe de Direction ou les actionnaires ;
- Mettre en place des Comités du Conseil et définir leurs mandats afin d'aider le Conseil à s'acquitter de son rôle et de ses responsabilités ;
- Procéder régulièrement à l'évaluation de ses Comités et examiner sa composition dans une optique d'efficacité et d'indépendance du Conseil et de ses membres».

Composition du Conseil d'Administration

Selon les statuts de la Banque, «le Conseil d'Administration est composé de six membres au moins et de quinze membres au plus, pris parmi les actionnaires et nommés par l'Assemblée Générale».

Actuellement, sur les quinze membres possibles du CA, neuf sont des Administrateurs non dirigeants, cinq des Administrateurs dirigeants de BMCE Bank, et 1 siège est vacant.

L'Assemblée Générale Ordinaire, statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009, a ratifié la cooptation par le Conseil d'Administration de la Caisse de Dépôt et de Gestion, représentée par son Directeur Général Monsieur Anass ALAMI, pour une durée de six années venant à expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Par ailleurs, l'Assemblée Générale, du 26 mai 2010, a renouvelé le mandat d'Administrateur pour Messieurs, Abdeljélil AYED, Mamoun BELGHITI, Brahim BENJELLOUN – TOUIMI, Mohamed BENNANI, Adil DOUIRI et ce, pour une nouvelle période de 6 années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Travaux du Conseil d'Administration

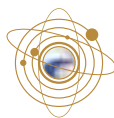
Le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises en 2009 et ce, pour débattre et statuer sur les questions suivantes :

- Examen des rapports du Comité d'Audit et de Contrôle Interne ;
- Examen de l'activité et résultat & prévisions de la Banque ;
- Renforcement des fonds propres de la Banque et du Groupe BMCE Bank ;
- Augmentation de capital de MediCapital Bank ;
- Examen du partenariat technologique dans le domaine du système d'information ;
- Arrêté des comptes et proposition d'affectation du bénéfice ;
- Autorisation des Conventions réglementées ;
- Cooptation d'Administrateur ou renouvellement de mandat.

L'un des événements majeurs ayant marqué l'activité du Conseil d'Administration, au titre de l'année 2009, fut le renforcement de la gouvernance au sein du Groupe BMCE Bank et ce, pour accompagner la stratégie de développement à l'échelle nationale et internationale, avec la nomination de Messieurs :

- Brahim BENJELLOUN-TOUIMI en tant qu'Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence en charge de la coordination de l'ensemble des entités du Groupe ;
- Jaloul AYED en tant qu'Administrateur Directeur Général Délégué, en charge de conduire le processus de convergence entre MediCapital Bank et le Groupe Bank of Africa ;
- Mohamed BENNANI en tant qu'Administrateur Directeur Général Délégué, en charge du Réseau Bank Of Africa dans la perspective d'en être désigné Président Directeur Général ;
- Mamoun BELGHITI en tant qu'Administrateur Directeur Général Délégué, désigné pour présider aux destinées d'une nouvelle entité, en cours de création, dédiée au métier de recouvrement.

Par ailleurs, la participation moyenne aux séances du Conseil d'Administration a été de 100%.



Senior Management



Jaloul AYED

Administrateur Directeur Général Délégué
Vice Président et CEO de *BMCE International* Londres

M. Jaloul AYED Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank, fut nommé Vice Président & CEO de *BMCE International* Londres (*MediCapital Bank plc*) en juin 2010.

Avant d'intégrer le Groupe BMCE Bank en 1998, M. Jaloul AYED a passé 18 ans de sa carrière au sein de *Citibank*. De 1990 à 1995, il a été Administrateur Délégué de *Citibank Maghreb* à Casablanca, et *Citicorp - Citibank Country Corporate Officer* pour le Maroc.

En 1996, il a rejoint les bureaux de *Citicorp International Ltd* à Londres, au sein des Marchés de Capitaux, où il avait des responsabilités en tant que *Senior Banker* dans la division des financements pour l'Europe, l'Afrique, et le Moyen-Orient.

Depuis son intégration au Groupe BMCE Bank, M. AYED a fortement contribué à ériger le pôle banque d'affaires du Groupe, BMCE

Capital et au lancement, en 2003 des premières opérations de BMCE Capital en Afrique de l'Ouest et du Centre en créant une première filiale à Dakar, et récemment au Cameroun.

En 2006, BMCE Capital a inauguré *AXIS Capital* en Tunisie. M. AYED a conduit le chantier de création d'une filiale bancaire de BMCE Bank à Londres, *MediCapital Bank*, qui a obtenu l'autorisation du Financial Services Authority en mai 2007.

M. Jaloul AYED a été nommé Administrateur Directeur Général de la Banque en mars 2004, en charge de la *Wholesale Bank*, jusqu'en mars 2010.

Lauréat de l'université du Maryland, USA, où il a obtenu son Master en Economie en 1979, M. AYED est marié et père de trois enfants.



Mamoun BELGHITI

Administrateur Directeur Général Délégué
en charge du *Remedial Management*

M. Mamoun BELGHITI est Administrateur Directeur Général Délégué en charge du *Remedial Management* Groupe. Il fut désigné pour présider aux destinées d'une nouvelle entité, filiale du Groupe, *Recovery International Management & Expertise*, en cours de création, dédiée au recouvrement.

Monsieur Mamoun BELGHITI a débuté sa carrière en 1972 au sein des Services Généraux puis à la Direction de l'Inspection. Il s'est vu confier, en 1981, la responsabilité de la Direction Crédit et Trésorerie et, en 1991, celle de la Direction de l'Investissement et du Crédit. A ce titre, M. BELGHITI a négocié au nom de la Banque plusieurs lignes de crédit notamment avec la Banque Mondiale, la SFI, le FMI, la BAD et la BEL.

Dès 1996, il prend en charge la Direction des Affaires Financières, où il participe activement à la mise en place du plan stratégique de développement et à la réorganisation de la Banque. Durant la même année, il participera, aux côtés du Président et d'autres cadres supérieurs, à l'opération GDR qui a permis à BMCE Bank

d'augmenter son capital à travers les marchés internationaux de capitaux. Durant ce même exercice, M. BELGHITI est promu au poste de Directeur Général Adjoint.

En février 1998, il est nommé en tant que Directeur Général en charge aussi bien de la Direction des Affaires Financières que de la Banque du Réseau Maroc. En avril 2002, il accède au titre de Conseiller Principal du Président en charge notamment de la représentation de la Banque auprès des Institutions Nationales et Internationales ainsi que des relations avec les autorités monétaires. Il siège, par ailleurs, dans les instances où la Banque est actionnaire.

En mars 2004, M. BELGHITI est coopté Administrateur Directeur Général. Depuis cette date, il a la responsabilité du *Remedial Management* Groupe.

Il compte également, à son actif, de nombreux séminaires dont il a assuré l'animation aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Né en 1948, M. BELGHITI est marié et père de deux enfants.



Brahim BENJELLOUN-TOUIMI

Administrateur Directeur Général Délégué
auprès de la Présidence

M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence en charge de la coordination des entités du Groupe BMCE Bank depuis mars 2010. Il assure également la Présidence du Comité de Direction Générale, la Vice Présidence du Comité de Crédit *Senior* et la Présidence du Conseil de Surveillance de BMCE Capital S.A ; de même, il est membre des Conseils des filiales de la Banque d'Affaires et de Filiales Financières Spécialisées.

Ayant rejoint BMCE Bank en 1990, son parcours a notamment été marqué par la mise en place, à travers des filiales dédiées, des activités d'intermédiation boursière et de gestion d'actifs, ainsi que par la création des premiers OPCVM de la Bourse de Casablanca.

Au titre de ses fonctions au sein de la Banque, il est Administrateur de *Bank of Africa Holding* et *BOA Kenya*, de même qu'il est Président du Conseil de Surveillance d'*Eurafric Information* - une *joint venture* spécialisée dans le domaine technologique, créée par BMCE Bank, RMA Watanya, et le Groupe Crédit Mutuel-CIC.

Membre du Conseil d'Administration d'*Euro Information* en France, filiale technologique du Groupe Crédit Mutuel, M. BENJELLOUN-TOUIMI préside le Conseil d'Administration de plusieurs filiales technologiques du Groupe BMCE Bank.

Administrateur de la Fondation BMCE Bank et d'autres ONG à caractère éducatif, il est Président de *PlaNet Finance* Maroc, Organisation de Solidarité Internationale dédiée au développement de la Micro Finance ainsi que Président de l'Association Nationale des sociétés Marocaines par Actions (ANMA).

M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Docteur en Monnaie, Finance et Banque de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne. Au cours de son cycle de Doctorat, il avait été sélectionné par le FMI pour conduire des recherches sur le système financier d'un de ses pays membres. Il a débuté sa carrière sur les marchés financiers en France et a assumé la responsabilité de la recherche au sein de la Salle des Marchés d'une grande banque d'affaires française.

Né en 1960, M. BENJELLOUN-TOUIMI est marié et père de trois enfants.



Mohamed BENNANI

Administrateur Directeur Général Délégué
en charge du Réseau BOA

M. Mohamed BENNANI est Administrateur Directeur Général Délégué en charge du Réseau *Bank Of Africa*. Depuis 2002 jusqu'en 2009, M. BENNANI était en charge de la Retail Bank. BMCE Bank a renforcé, pendant cette période, son rôle de Banque de proximité et ce, grâce à la réorganisation du réseau de distribution, la mise en place du programme d'ouverture des agences et l'enrichissement soutenu de l'offre de produits et services.

De 1993 à 1997, M. BENNANI assura la Direction Générale de BMCE *Internacional Madrid*, banque de droit espagnol, créée en 1993 par BMCE Bank et des partenaires nationaux et en 1997, il a pris en charge la Banque de l'International.

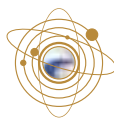
En 1989, il fut détaché auprès de la Banque de Développement du Mali pour en assurer le redressement avec l'appui des Institutions Financières Internationales et des Institutions régionales.

De 1976 à 1988, M. BENNANI était en charge des activités internationales et du financement des exportations dans la région du Moyen-Orient et en France, au sein du Département International de la BMCE.

De 1974 à 1976, il avait assumé la responsabilité du Bureau de Représentation de la Banque à Beyrouth pour le Moyen-Orient et les pays du Golfe.

Il est titulaire d'une Licence en Sciences Economiques de la Faculté Mohammed V de Casablanca. Il a été décoré du titre de Chevalier de l'Ordre National du Mali.

Né en 1949, M. BENNANI est marié et père de deux enfants.



Senior Management



Driss BENJELLOUN

Directeur Général Délégué des Finances
& Risques Groupe

M. Driss BENJELLOUN est Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques du Groupe BMCE Bank.

Ayant intégré le Groupe BMCE Bank en 1986, M. Driss BENJELLOUN a été chargé de conduire le projet de création d'une entité de Contrôle de Gestion visant l'amélioration du pilotage des activités puis chargé, à partir de 1990, de doter la Banque d'une Direction Audit et Contrôle de Gestion.

Après la privatisation de BMCE Bank, M. Driss BENJELLOUN fut nommé Responsable de la Direction Production Bancaire - *Back Office* de la Banque - avec pour mission de rationaliser ces entités et les doter d'outils et de moyens nécessaires pour mieux servir les clients.

En 1998, M. Driss BENJELLOUN fut nommé Directeur Général Adjoint en charge de plusieurs Directions de la Banque constituant le Pôle de Support Groupe - Production Bancaire, Systèmes d'Information, Organisation, Moyens Généraux, Sécurité -. La principale mission de ce Pôle était de coordonner et de mobiliser ses entités pour mieux répondre aux nouveaux défis de développement de la Banque tant à l'international qu'au niveau national.

En 2003, M. Driss BENJELLOUN a pris en charge le Pôle Financier Groupe en vue de renforcer notamment l'intégration des différentes filiales de la BMCE, que ce soit au Maroc, en Europe ou en Afrique.

En parallèle, il était chargé de conduire deux grands projets structurants de la place, à savoir le passage aux normes IFRS des comptes du Groupe et l'implémentation des normes édictées par Bâle II.

Il a piloté le processus de création de plusieurs entités telles que BMCE *Internacional Madrid*, *Maroc Factoring*, le Centre Monétique Interbancaire et Docuprint. En Afrique, il a participé à la restructuration de la BDM et piloté la fusion de cette dernière avec la BMCD.

Il a débuté sa carrière en tant qu'Auditeur-Consultant dans divers cabinets étrangers de renom et a été chargé de cours à l'Université de Picardie.

M. BENJELLOUN est titulaire d'un Doctorat en Finance de l'Université Paris Dauphine et du diplôme d'Etudes Comptables Supérieures.

Né en 1955, M. BENJELLOUN est marié et père de trois enfants.



Mounir CHRAIBI

Directeur Général Délégué en charge du Pôle
Information Technology & Process Groupe

M. Mounir CHRAIBI est Directeur Général Délégué en charge du Pôle *Information Technology & Process* Groupe depuis mars 2010.

M. Mounir CHRAIBI a débuté sa carrière en 1987 comme chef de projet du schéma directeur du système d'information du Crédit du Maroc. Il a ensuite été Directeur de l'Organisation et des Systèmes d'Information de l'Office d'Exploitation des Ports. Il a conduit notamment pendant cette période des missions de simplification du commerce extérieur pour le compte du Ministère du Commerce Extérieur.

En 1994, M. CHRAIBI est nommé Directeur Général de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail. Son passage à l'Office est marqué par le développement de la formation continue en entreprise et le lancement des programmes d'insertion des jeunes, et notamment dans le domaine de l'IT. Son action à l'Office a également contribué à la création de l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANAPEC).

En 2001, M. CHRAIBI est nommé Directeur Général de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale. Lors de son passage à la CNSS,

l'organisme connaît une modernisation de ses méthodes de gestion, marquée notamment par la mise en place des télé-déclarations des salaires des entreprises du secteur privé et des télé-paiements des cotisations sociales. Cette période sera également particulièrement marquée par l'instauration de l'assurance maladie obligatoire, nouvelle branche de sécurité sociale.

En 2005, M. CHRAIBI est nommé Wali de la Région de Marrakech Tensift Al Haouz qui connaît pendant son passage un développement important des investissements du secteur privé, ainsi que la mise en œuvre pour la Région de Marrakech de grands investissements publics structurants.

M. Mounir CHRAIBI est ingénieur de l'Ecole Polytechnique de Paris et Ingénieur de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications de Paris. Il a été décoré par SM le Roi du Wissam al Arch de l'Ordre de Chevalier. Il a également reçu une décoration de Chevalier de l'Ordre de Leopold par le Royaume de Belgique.

Né en 1963, M. CHRAIBI est marié et père de deux enfants.



M'Fadel EL HALAISSI

Directeur Général Délégué en charge de la
Banque de l'Entreprise

M. M'fadel EL HALAISSI est Directeur Général Délégué en charge de la Banque de l'Entreprise. Ce nouveau pôle de Direction Générale a été érigé début 2010 au sein de BMCE Bank afin de regrouper et de dynamiser le marché des Entreprises, de la PME-PMI à la Grande Entreprise.

Cette responsabilité lui est confiée après 25 ans de carrière au sein de BMCE Bank, dans les activités de crédit, de financement d'investissement, de restructuration de crédits, de mise en place de solutions de haut de bilan, spécialisée sur le marché des entreprises.

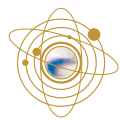
Depuis son intégration à BMCE Bank, il s'était vu confier la création du département de Restructuration des crédits d'investissements et avait participé à la négociation et la mise en place de plusieurs lignes de crédits extérieurs notamment les lignes de la Banque Mondiale, ligne S.F.I., les lignes B.E.I, ... Ces premières années se sont poursuivies par la prise en

charge de la Direction de l'Investissement et des Marchés d'Entreprises en 1998.

En avril 2002, il fut nommé Directeur Général Adjoint en charge de la *Corporate Bank*, un pôle étendu ensuite à l'International.

Il a participé activement à la montée en puissance des financements en *Project Finance*, au conseil financier et à l'accompagnement spécifique des opérateurs ayant eu recours à ces types d'investissement.

Titulaire d'un Doctorat en Economie de l'Université de Lille, M. EL HALAISSI est marié et père de 2 enfants.



Organigramme

GROUPE BMCE BANK OTHMAN BENJELLOUN *Président Directeur Général*

RELATIONS PUBLIQUES GROUPE
R. KABBAJ

CONTROLE GENERAL GROUPE
K. LAABI

INSPECTION GENERALE GROUPE
A. REZKI

AUDIT INTERNE GROUPE
R. TOUBI

COMITE D'AUDIT & DE CONTROLE
INTERNE GROUPE

COMITE STRATEGIQUE GROUPE

COMITE DE
GOUVERNANCE

FONDATION BMCE BANK
DR. L. MEZIAN-BENJELLOUN

CHAIRMAN'S OFFICE
N. ECHICHERKI

B M C E B A N K S.A. OTHMAN BENJELLOUN *Président Directeur Général*

ADG DELEGUE AUPRES DE LA PRESIDENCE
B. BENJELLOUN-TOUIMI

COMITE D'AUDIT & DE CONTROLE
INTERNE BANQUE

COMITE DE DIRECTION GENERALE

CONSEILLER AUPRES DE LA DG
M. BENNOUNA

CONFORMITE &
DEONTOLOGIE GROUPE

DG BANQUE DES PARTICULIERS & PROFESSIONNELS
M. BENNANI SMILES

DG BANQUE DE L'ENTREPRISE
M. EL HALAISSI

DG FINANCES & RISQUES
D. BENJELLOUN

DG INFORMATION TECHNOLOGY & PROCESS GROUPE
M. CHRAIBI

DGA DELEGUE
R. LAHLOU

F. BABY-BERRADA
DC DELEGUEE

FISCALITE GROUPE
H. SAADANI

BANQUE DES PARTICULIERS & PROFESSIONNELS

LA BANQUE DE L'ENTREPRISE

BMCE CAPITAL
K. NASR, Président Directoire
Y. BENKIRANE, Vice Président Directoire
M. IDRISSE, Membre Directoire

RISQUES GROUPE
M. ZAHED

SECTEURS TRAITEMENTS BANCAIRES
E. BENNIS

MAITRISE D'OUVrage & SYNERGIES
I. EL BOUKHARI

QUALITE GROUPE
Y. BOUKROUTI

SECRÉTARIAT GENERAL GROUPE
H. SIDI

COMITE FINANCIERE
M. ELAOUFI

GOVERNANCE & DIRIGEANCE
N. REGRAGUI

DEVELOPPEMENT DURABLE & RSE
S. SEBTI

INTELLIGENCE ECONOMIQUE
M. TAHRI JOUTET

JURIDIQUE GROUPE
A. BERRADA

JURIDIQUE ENTREPRISE
T. AMMA

JURIDIQUE P&P
K. AIT ELMOUDDEN

PLATFORME ADMINISTRATIVE
M. BARKA

CONTROLE INTERNE
A. ZEIFRI

COMMUNICATION GROUPE
Z. FASSI FIHRI

COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE
L. BENKIRANE

COMMUNICATION COMMERCIALE
M. JAZOULI

COMMUNICATION INTERACTIVE
L. AHLAFI

CAPITAL HUMAIN GROUPE
M. NACIRI

RELATIONS & DEVELOPPEMENT
HUMAIN
A. ZERMOUNI

BMCE BANK OF AFRICA
ACADEMY
K. BENGHEQROUN

INGENIERIE RH &
COMMUNICATION INTERNE
H. SELLAMI

CONTROLE INTERNE

LOGISTIQUE GROUPE
N. BENABDALLAH

BATIMENTS & PATRIMOINE
Y. BENGHAABOUN

MOYENS GENERAUX
H. GOURRAM

COORDINATION DES ACHATS
K. JADI

CONTROLE INTERNE

MANAGEMENT SECURITE GROUPE
A. BENALYALAA

CHAIRMAN
D. SURATGAR

EXECUTIVE VICE CHAIRMAN & CEO
J. AYED

BMCE BANK INTERNATIONAL

BMCE BANK INTERNATIONAL U.K
J. AYED

BMCE BANK INTERNATIONAL FRANCE
M. BENCHAIIB

BMCE BANK INTERNATIONAL ESPAGNE
R. HAMUDEH

AXIS CAPITAL TUNISIE
A. BENGHAZI

AUDIT INTERNE
S. RUGHANI

FINANCES & SUPPORT
M. BIRCHAREF

RISQUES
M. HABROUCHA

LEGAL & COMPLIANCE
Y. LAHLOU

FINANCIAL MARKETS &
CORPORATE BANKING
R. HAMZAOUTI

ADVISORY
J. ROUAYROUX

PRÉSIDENT DG
P. DERREUMAUX

ADMINISTATEUR
M. BENNANI

BOA GROUP S.A.

SECRÉTAIRE GENERAL
S. CARRER

AFH OCEAN INDIEN
P. DERREUMAUX, PRÉSIDENT

AFH SERVICES
P. DERREUMAUX, PRÉSIDENT

BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA
T. RUTUMO

BOA FRANCE
P. ROBIN

BOA KENYA
K. AHADZI

BOA MADAGASCAR
J. DILET

BOA RD CONGO
C. LASSUS LALANNE

BOA TANZANIA
K. ANDAH

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
A. ZEBDANI

BOA TOGO

BOA UGANDA
M. KHAN

BOA WEST AFRICA

BANQUE DE L'HABITAT DU BENIN
M. MBENGUE

BOA BENIN
T. N'DIANE

BOA BURKINA FASO
L. BASQUE

BOA COTE D'IVOIRE
L. MOULAYE

BOA MALI
M. SENE

BOA NIGER
H. BOUGHALEB

BOA SENEGAL
F. AMOUSSOU

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI
A. DAFIE, PRÉSIDENT DIRECTEUR GENERAL

LA CONGOLAISE DE BANQUE
Y. EL MASLOUMI, DIRECTEUR GENERAL

FILIALES SPÉCIALISÉES & PARTICIPATIONS
AGORA - AGORA MALI - AGORA ASSET MANAGEMENT

MAGHREBAIL
A. GUESSOUS P.d.g

RECOVERY INT'L MANAGEMENT & EXPERTISE
M. BELGHITTI

SALAFIN
A. BOUABID PRÉSIDENT DIRECTOIRE

LOCASOM
A. ECHICHERKI P.d.g

MAROC FACTORING
H. DAOUK P.d.g

BMCE ASSURANCES
F. LAHLOU P.d.g

EULER HERMES ACMAR
J.-C. BATTLE P.d.g

HANOUI
J. BENNIS P.d.g

PARTICIPATIONS & SYNERGIES
M. HABIT IDRISSE

Leasing

Remedial Management

Credit à la Consommation

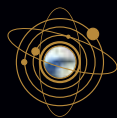
Location Longue Durée
Location Court Durée

Factoring

Assurances

Assurance Crédit

Distribution



Management à l'International

EUROPE & MAGHREB

BMCE International Londres



Jaloul AYED
Vice Président et CEO

BMCE International France



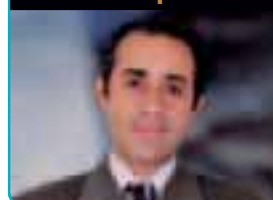
Mohamed BENCHAIIB
Directeur Général

BMCE International Madrid



Radi HAMUDEH
Directeur Général

Axis Capital



Ahmed BENGHAZI
Directeur Général

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Bank of Africa



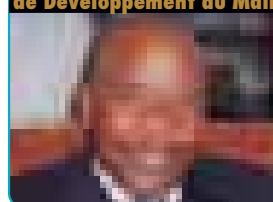
Paul DERREUMAUX
Président Directeur Général

La Congolaise de Banque



Younes EL MASLOUMI
Directeur Général

Banque de Développement du Mali



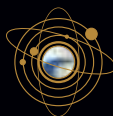
Abdoulaye DAFPE
Président Directeur Général

ASIE

BMCE Beijing



Chang CHONG YANG



Management des Filiales au Maroc

BMCE BANK

ACTIVITES DE BANQUE D'AFFAIRES

BMCE CAPITAL Banque d'Affaires

Président du Directoire
Khalid NASR

BMCE CAPITAL BOURSE Société d'intermédiation boursière

Président du Directoire
Youssef BENKIRANE

BMCE CAPITAL GESTION Société de gestion d'actifs

Directeur Général
Amine AMOR

CASABLANCA FINANCE MARKETS Banque d'investissement

Directeur Général
Younes BENJELLOUN

FILIALES FINANCIERES SPECIALISEES

SALAFIN Société de crédit à la consommation

Président du Directoire
Amine BOUABID

MAGHREBAIL Société de leasing

Président Directeur Général
Azeddine GUESSOUS

MAROC FACTORING Société d'affacturage

Directeur Général
Hicham DAOUK

EULER HERMES ACMAR Société d'assurance crédit

Directeur Général
Jean-christophe BATLLE

AUTRES ACTIVITES

EURAFRIC INFORMATION Services technologiques

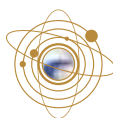
Président du Directoire
Younes KARKOURI

LOCASOM Location longue durée

Président Directeur Général
Amine ECHCHERKI

HANOUTY Distribution

Président Directeur Général
Jawad BENNIS



Gouvernement d'Entreprise

Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe

COMPOSITION	PERIODICITE	MISSION
PRESIDENT AZEDDINE GUESSOUS <i>Intuitu personae</i> MEMBRES DE DROIT FINANCECOM représentée par M. Zouheir BENSAID, Vice-Président Directeur Général GROUPE CREDIT MUTUEL - CIC représenté par Jean-Jacques TAMBURINI Membre du Directoire du CIC Mario Mosqueira DO AMARAL <i>Intuitu personae</i> MEMBRES ASSOCIES • M. l'Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence • M. le Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques Groupe • M. Mohamed BENNOUNA, Conseiller auprès de la Direction Générale • M. le Contrôleur Général Groupe MEMBRES INVITES • Les Auditeurs Externes • Le Comité peut demander audition et la collaboration de toute personne faisant partie du staff dirigeant et tout responsable dont les fonctions entrent dans le cadre de son domaine d'intervention SECRETARIAT M. Khalid LAABI Directeur Général Adjoint & Contrôleur Général du Groupe BMCE Bank	Au minimum 3 fois par an	Le Comité s'assure en permanence de la poursuite et de la réalisation de l'ensemble des missions et des objectifs ci-dessous définis : • Vérification des opérations et des procédures internes ; • Mesure, maîtrise et surveillance des risques ; • Vérification de la fiabilité de la collecte, du traitement approprié et de la conservation des données comptables ; • Circulation efficace de la documentation et de l'information tant au plan interne qu'externe ; • Evaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ; • Evaluation de la pertinence des mesures correctrices proposées ou mises en œuvre ; • S'assurer de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe ; • Examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission, pour approbation, au Conseil d'Administration ; • Elaboration du rapport annuel de l'activité et des résultats du contrôle interne qui est soumis à l'examen du Conseil d'Administration ; • Examen de la pertinence des activités de l'Audit Interne dans les entités du Groupe ; • Examen de la situation de conformité - Compliance - dans le Groupe et l'état d'avancement des actions dans ce domaine pour chacune des entités composant le Groupe ; • Présentation, au moins deux fois par an, au Conseil d'Administration, de la situation des encours des créances en souffrance, des résultats des démarches amiables et du recouvrement contentieux des créances, des encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement ; • Veiller à la qualité et à la véracité de l'information délivrée aux Actionnaires. Le dispositif de vérification des opérations et des procédures internes doit, en outre, permettre de s'assurer : • De la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions légales et réglementaires ainsi qu'aux normes et usages professionnels et déontologiques en vigueur ; • Du respect des normes de gestion et des procédures internes fixées par les organes compétents ; <i>Les modalités d'exécution des opérations doivent comporter, comme partie intégrante, les procédures de contrôle et de pistes d'audit appropriées. Des vérifications périodiques visant le contrôle du respect des procédures doivent être effectuées.</i>

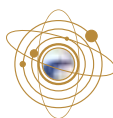
Comité d'Audit et de Contrôle Interne Banque

COMPOSITION		MISSION
PRESIDENT MARIO MOSQUEIRA DO AMARAL <i>Intuitu personae</i>	Au minimum 2 fois par an	• Vérification des opérations et des procédures internes ; • Mesure, maîtrise et surveillance des risques ; • Vérification de la fiabilité de la collecte, du traitement, de la diffusion et de la conservation des données comptables ; • Circulation efficace de la documentation et de l'information tant au plan interne qu'externe ; • Evaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ; • Evaluation de la pertinence des mesures correctrices proposées ou mises en œuvre ; • S'assurer de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe ; • Examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission au Conseil d'Administration ; • Elaboration du rapport annuel de l'activité et des résultats du contrôle interne qui est soumis à l'examen du Conseil d'Administration ; • Information, au moins deux fois par an, du Conseil d'Administration relativement aux encours des créances en souffrance, aux résultats des démarches amiables ou judiciaires entreprises, de même qu'aux encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement ; • Veiller à la qualité de l'information délivrée aux Actionnaires.
MEMBRES DE DROIT • GROUPE CREDIT MUTUEL - CIC représenté par Jean-Jacques TAMBURINI, Membre du Directoire du CIC • FINANCECOM représentée par M. Zouheir BENSAID, Vice-Président Directeur Général • RMA WATANYA représentée par M. Azeddine GUESSOUS • M. Taha Salaheddine SEBTI, <i>Intuitu personae</i>		
MEMBRES ASSOCIES • M. l'Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence • M. le Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques Groupe • M. Mohamed BENNOUNA, Conseiller auprès de la Direction Générale • M. le Contrôleur Général Groupe • M. le Responsable du Pôle Risques Groupe • M. le Responsable du Pôle Finances Groupe		
MEMBRES INVITES • Les Auditeurs Externes • Les Responsables en charge des entités en rapport avec les points inscrits à l'ordre du jour de la séance du Comité peuvent être invités à assister aux réunions		
SECRETARIAT M. Khalid LAABI Directeur Général Adjoint & Contrôleur Général du Groupe BMCE Bank		

BILAN DES TRAVAUX DU COMITE D'AUDIT ET DE CONTROLE INTERNE BANQUE

Le CACI de BMCE Bank s'est réuni à trois reprises en 2009

- Durant la séance du 19 mars, le CACI s'est attelé à examiner le bilan d'activité du Contrôle Général, la mise en œuvre des recommandations des précédents CACI, l'avancement du partenariat technologique, le portefeuille engagements de la Banque, les performances de *MediCapital Bank*, les enjeux en termes de gestion des risques au niveau de *Bank of Africa*, la situation des Fonds propres de BMCE Bank et la validation des limites sectorielles.
- Lors de la séance tenue le 23 juin, les travaux ont été consacrés à l'examen du rapport des Auditeurs Externes, de la cartographie des risques et à la mise en œuvre des recommandations des précédents CACI.
- Les travaux de la séance du 14 septembre ont concerné, le processus d'établissement des comptes consolidés, la remontée d'information des filiales, le processus de validation des business plan des filiales, la mise en œuvre des recommandations du Contrôle Général, la revue du portefeuille des engagements et la communication financière.



Gouvernement d'Entreprise

Comité de Gouvernance

COMPOSITION	PERIODICITE	
PRESIDENT GROUPE CRÉDIT MUTUEL - CIC MEMBRES PERMANENTS • CAISSE DE DÉPÔT ET DE GESTION • M. David SURATGAR • M. Adil DOUIRI MEMBRES INVITES Le Comité de Gouvernance pourra s'adjoindre, à sa discrétion, toute personne membre ou non membre de BMCE Bank ou de son Groupe, en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour, notamment au niveau des commissions devant traiter des points en relation avec l'examen des conventions ou des nominations et rémunérations. SECRETAIRE DU COMITE M. l'Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence	Trimestrielle ou chaque fois que nécessaire, à la discrétion des membres du Comité	• Veiller au respect des principes de bonne gouvernance et des dispositions légales et réglementaires en vigueur et communiquer aux actionnaires sur ces points ; • Examiner et faire des recommandations par rapport à la composition et aux missions et travaux du Conseil d'Administration et de ses Comités Spécialisés ; • Prévenir et veiller à la résolution d'éventuels conflits d'intérêt pouvant survenir entre les membres du Conseil d'Administration, liés à des opérations ou transactions associant les dirigeants ou les actionnaires ; • Proposer des procédures de cooptation des Administrateurs et des membres de la Direction Générale ainsi que formuler des recommandations au Conseil pour la désignation de nouveaux membres ; • Proposer une politique de rémunération des Administrateurs et des membres de la Direction Générale conformément aux critères fixés au préalable par le Conseil d'Administration.

Comité Stratégique Groupe

COMPOSITION	PERIODICITE	MISSION
PRESIDENT Monsieur Othman BENJELLOUN, <i>Président Directeur Général</i> VICE PRESIDENT M. Azeddine GUESSOUS, <i>Président du CACI Groupe BMCE Bank</i> AUTRES MEMBRES PERMANENTS • Le Représentant désigné du Groupe Crédit Mutuel - CIC • Le Représentant désigné de FinanceCom MEMBRES ASSOCIES • Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence • Les Présidents & Directeurs Généraux des grandes filiales du Groupe (Groupe Bank of Africa, MediCapital Bank, Maghrebail et Salafin) • Le Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques Groupe • Le Directeur Général Délégué en charge du Pôle Information Technology & Process Groupe • Mohamed BENNOUNA, Conseiller auprès de la Direction Générale SECRETAIRE DU COMITE Le Directeur du Pôle Finances Groupe	Trimestrielle ou, si la situation l'exige, à la demande du Président ou de deux membres permanents	Le Comité Stratégique est en charge de l'animation de la réflexion stratégique au sein du Groupe BMCE Bank et émet des recommandations, au Conseil d'Administration sur la stratégie du Groupe. Sa mission est articulée autour de quatre axes clés : Réflexion et définition des orientations stratégiques du Groupe BMCE Bank • Construire et formaliser le plan stratégique du Groupe ; • Coordonner la réflexion stratégique entre les différentes entités du Groupe ; • Evaluer les scénarii de croissance pertinents pour le Groupe, en examinant les options au Maroc et à l'international ; Initiation & exécution de la stratégie et lancement de grands projets transversaux • Veiller à l'alignement stratégique au sein du Groupe au Maroc et à l'international ; • S'assurer de la bonne mise en œuvre du plan stratégique Groupe et suivi des accords de partenariat stratégique ; • Identifier et lancer les grands projets de transformation structurants pour le Groupe ; Evaluation, pour le Conseil, des opérations nouvelles pour la stratégie du Groupe • Opportunités de développement, d'investissement, de prise de participation stratégique et de synergie du Groupe BMCE Bank ; • Opportunités d'extension d'activité du périmètre du Groupe BMCE Bank (croissance interne/externe, cessions, diversification) ; Suivi de l'environnement concurrentiel et ses développements stratégiques au niveau national et international • Analyse des forces et faiblesses des compétiteurs ; • Analyse des grandes tendances de l'industrie bancaire ; • Benchmarking des meilleures pratiques du métier.

Comité de Direction Générale

COMPOSITION	PERIODICITE	MISSION
PRESIDENT M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI MEMBRES PERMANENTS • L'Administrateur Directeur Général Délégué en charge du <i>Remedial Management</i> • Le Directeur Général Délégué en charge des Finances & Risques Groupe • Le Directeur Général Délégué en charge du Pôle <i>Information Technology & Process</i> Groupe • Le Directeur Général Délégué en charge de la Banque de l'Entreprise • Le Directeur Général Délégué en charge de la Banque des Particuliers & Professionnels • Le Directeur Général Délégué en charge du Réseau Entreprises • Mohamed BENNOUNA, Conseiller auprès de la Direction Générale • Le Contrôleur Général Groupe MEMBRES ASSOCIES • Le Président du Directoire de BMCE Capital • Les autres Directeurs Généraux Adjoints de BMCE Bank SECRETAIRE DU COMITE Houda SBIHI, Secrétaire Générale	Hebdomadaire	Le Comité de Direction Générale est le relais opérationnel du Comité Stratégique Groupe, au sein de la Banque, dans l'élaboration de proposition d'axes de développement et la mise en œuvre de la stratégie telle que validée par le Conseil d'Administration. Il pilote les activités de la Banque et arbitre toute question opérationnelle et fonctionnelle relevant de la compétence des directions et des comités internes. Pilotage de l'activité • <i>Piloter l'élaboration du plan stratégique de la Banque en cohérence avec les décisions du Comité Exécutif et assurer le suivi de sa mise en œuvre ;</i> • <i>Impulser et examiner l'avancement du déploiement des grands projets transversaux impactant le fonctionnement et le développement de la Banque ;</i> • <i>Traduire le plan stratégique en objectifs budgétaires clairs pour les entités de la Banque ;</i> • <i>Valider les budgets annuels, suivre l'allocation et veiller à l'optimisation des ressources des entités de la Banque ;</i> • <i>Surveiller la réalisation effective du plan budgétaire de la Banque et de chacune de ses entités et, s'assurer de la mise en place d'actions correctives en cas d'écart ;</i> • <i>Décider de la politique de tarification des produits et services, tout en veillant à la rentabilité des métiers ;</i> • <i>Evaluer les opportunités de lancement de nouvelles activités ou produits et services et, en assurer le suivi de mise en œuvre ;</i> • <i>Arbitrer les questions opérationnelles relevant des Pôles, Directions et des Comités internes dont il fixe les objectifs ;</i> • <i>Veiller à l'efficacité de l'organisation en mettant en œuvre les actions nécessaires relatives aux ressources humaines, à l'organisation, à l'informatique, à la logistique et à la sécurité qui concourent au développement de la Banque.</i> Contrôle interne, audit & gestion des risques • <i>Formuler les orientations en termes de politique de risque de la Banque et s'assurer de l'alignement avec la politique de risque Groupe ;</i> • <i>Fixer et suivre, sur proposition de l'entité en charge de la gestion des risques, les limites et niveaux de risques agrégés pour chacun des métiers de la Banque ;</i> • <i>S'assurer du respect des ratios réglementaires, de la réglementation en matière de risques et de l'efficacité du contrôle Interne.</i> Ressources Humaines • <i>Examiner la politique de rémunération, de formation, de mobilité et de recrutement du personnel de la Banque ;</i> • <i>S'assurer de l'adéquation entre les priorités opérationnelles et les politiques de recrutement et de formation ;</i> • <i>Suivre la gestion des carrières des hauts potentiels de la Banque.</i> Autres prérogatives • <i>Veiller à une politique de communication commerciale, institutionnelle et financière cohérente ;</i> • <i>Arbitrer les éventuels conflits d'intérêts et l'ensemble des dossiers non résolus relevant de la compétence des entités de la Banque et des comités internes ;</i> • <i>Proposer au Comité Exécutif Groupe des axes de développement de la Banque.</i>

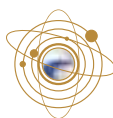
BILAN DES TRAVAUX DU COMITE DE DIRECTION GENERALE

Parmi les principales thématiques traitées lors des 32 séances du Comité de Direction Générale en 2009, figurent le suivi de la mise en œuvre des exigences bâloises, à travers l'examen de l'état d'avancement du projet notation interne et la mise en œuvre du Plan de Continuité d'Activité. De même, a-t-il examiné l'avancement du projet de renforcement du pilotage de la performance au niveau Groupe.

Par ailleurs, il a inscrit régulièrement la réalisation des performances commerciales et financières et a procédé à la revue des expositions aux risques du portefeuille crédits et des créances compromises.

Sur un autre registre, il a examiné les modalités de lancement des différents produits et services élaborés par la Banque, notamment, le produit Lilkoul, BMCE Imtiaz et BMCE Moussanada.

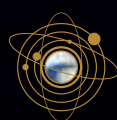
Relativement aux aspects RH, le Comité a été informé des résultats de l'enquête sur le climat social, du lancement des ateliers d'intelligence collective et de la mise en place de l'université virtuelle.



Gouvernement d'Entreprise

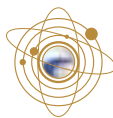
Comité de Fonctionnement

COMPOSITION	PERIODICITE	MISSION
PRESIDENT M. le Directeur Général Délégué en charge du Pôle <i>Information Technology & Process</i> Groupe MEMBRES PERMANENTS • Banque des Particuliers et Professionnels • Banque de l'Entreprise • Logistique Groupe • Capital Humain Groupe • Risques Groupe • Finances Groupe • Contrôle Général Groupe MEMBRES ASSOCIES Tous les responsables des Pôles et Directions, hormis les membres permanents, sont membres associés, traitant aux séances les sujets à l'ordre du jour qu'ils proposent aux délibérations du comité de fonctionnement. SECRETAIRE DU COMITE Maîtrise d'Ouvrage & Synergies Technologiques	Hebdomadaire	Créé en 2010, le Comité de Fonctionnement est l'instance de remontée, de partage de l'information et d'arbitrage de toute problématique technique, organisationnelle, logistique liée au fonctionnement des activités de la Banque. Il apporte ainsi une expertise métier/technique et émet des recommandations au Comité de Direction Générale afin d'éclairer ses décisions sur ces aspects. • <i>Veiller à la rationalisation du portefeuille de projets organisationnels et informatiques et la mutualisation des systèmes et outils mis en place ;</i> • <i>Evaluer la viabilité des projets en termes de gains de productivité, de retour sur investissements et de délais de mise en œuvre ;</i> • <i>Prioriser les projets sur la base de leur alignement aux orientations stratégiques ;</i> • <i>Examiner l'avancement du déploiement des projets impactant le fonctionnement et le développement de la Banque ;</i> • <i>S'assurer de la célérité du processus d'élaboration de product programs des nouveaux produits et services, en veillant à la dimension time to market et ce, à travers la résolution de toute problématique opérationnelle et fonctionnelle y relative ;</i> • <i>Assurer le suivi de mise en œuvre du lancement des produits et services une fois les product programs validés ;</i> • <i>Soumettre au Comité de Direction Générale d'éventuels conflits d'intérêts et l'ensemble des dossiers non résolus relevant de la compétence des entités de la Banque et des comités internes.</i>



BMCE Bank
et ses Actionnaires





Lettre aux Actionnaires

Chers actionnaires,

En 2009, année de célébration de son Cinquantenaire, le Groupe BMCE Bank s'est engagé dans une dynamique de développement de moyens stratégiques et partenariaux ambitieux, lui ayant permis de tisser, à l'aube de 2010, des alliances stratégiques, avec d'une part, la Caisse de Dépôt et de Gestion, et d'autre part, l'actionnaire étranger de référence de BMCE Bank, le Groupe Crédit Mutuel-CIC. BMCE Bank a pareillement entrepris une consolidation organisationnelle et managériale avec de nouvelles responsabilités confiées aux Administrateurs Directeurs Généraux Délégués de la Banque de même que la nomination de trois nouveaux Directeurs Généraux Délégués.

Parmi les éléments essentiels du bilan de BMCE Bank, celle-ci continue de créer de la richesse, les évolutions des PNB et des RBE tant agrégés que consolidés l'illustrent : en effet, ils croissent à un rythme tout à fait honorable, à deux chiffres pour le PNB agrégé (+27%) tandis que le RBE dépasse 1,1 Milliard en agrégé et 2,2 Milliards en consolidé. Les actifs consolidés du Groupe connaissent un développement soutenu (12%) et dépassent les 168 Milliards de Dirhams.

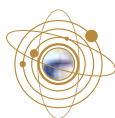
Dans le même temps, un effort exceptionnel de provisionnement, de plus d'un Milliard de Dirhams, 1,13 Milliards de Dirhams en comptes consolidés, a été consenti. Ceci dénote des actions substantielles d'assainissement du portefeuille de crédit et représente pour une partie significative un gisement potentiel de reprises de provisions qui viendra alors améliorer les performances de l'exercice 2010.

L'exercice 2009 aura été également marqué par une évolution contenue des frais généraux qui, à 5,5% en agrégé, permet au coefficient d'exploitation de la Banque de s'améliorer, en une année, 11 points de pourcentage en agrégé, à 63,3% et de se maintenir à un niveau autour de 65% en consolidé.

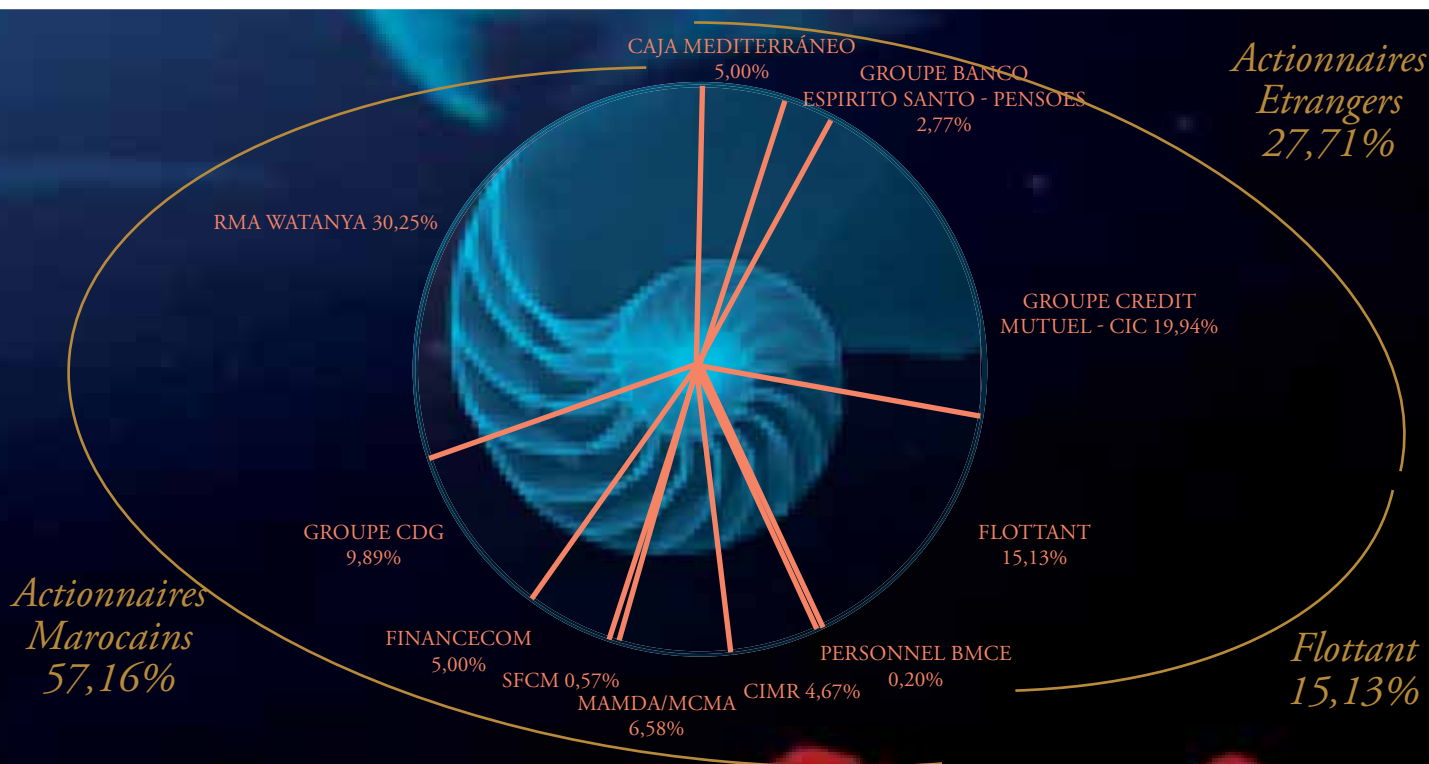
2009 aura également été l'année où le Groupe BMCE Bank a continué de contribuer activement au développement de l'Afrique Subsaharienne. Le projet de convergence *Bank of Africa* and *MediCapital Bank*, reflète l'engagement de promouvoir la bancarisation progressive de millions d'Africains à travers le développement de l'activité de Banque Commerciale, de répondre aux besoins de financement des différents projets d'infrastructures, d'équipement et d'investissement entrepris sur ce continent, à travers le montage et le conseil de transactions structurées -depuis les diverses implantations au Maroc et en Europe- de même qu'à l'intensification des échanges et des investissements entre l'Afrique Subsaharienne et notre région maghrébine.

Le succès du Groupe BMCE Bank est tributaire de ce métissage de cultures, cultures privée et publique, nationale et internationale, qui conjuguent, femmes et hommes de talents, jeunes et moins jeunes, Marocains et citoyens du monde, dans une communion de foi et de valeurs.

Chers actionnaires, depuis plus de 50 ans, c'est votre précieux et fidèle appui, qui insuffle l'énergie permettant de poursuivre le développement et l'édification de notre Groupe aussi bien au Maroc qu'à l'international.



BMCE Bank et ses Actionnaires



Actionnaires de renom dans le tour de table de BMCE Bank :

- **Groupe FinanceCom :**
Groupe marocain multidimensionnel
- **Caisse de Dépôt et de Gestion-CDG :**
Intervenant de référence dans le financement public de l'investissement
- **Groupe Crédit Mutuel CIC :**
4^{ème} Groupe bancaire et 2^{ème} banque de détail en France
- **Caja Mediterraneo :**
3^{ème} Etablissement d'épargne en Espagne
- **Groupe Banco Espirito Santo :**
2^{ème} Banque au Portugal
- **MAMDA/MCMA :**
Acteur de référence dans le secteur des assurances
- **Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite - CIMR :**
Première caisse de retraite au Maroc pour le secteur privé

Programme GDR

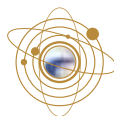
BMCE Bank a procédé en 1996 à une augmentation de capital à travers l'émission de 60 M\$ sous forme d'actions GDR (*Global Depositary Receipts*) cotées à la Bourse de Londres. Les GDR sont convertibles en actions ordinaires et chaque GDR correspond à 1/3 d'une action ordinaire.

A fin avril 2010, le programme GDR représente 0,3% du capital, soit 1 409 550 GDRs, constituées de deux classes de titres : Reg S et 144A.

Situation du Programme GDR à fin Avril 2010

TYPE DE GDR	REG S (*)
TICKER	BMED
NOMBRE DE TITRES À FIN AVRIL 2010	1 409 370
ENCOURS À FIN AVRIL 2010	\$ 14 192 355,9
TYPE DE GDR	144 A (**)
TICKER	BQMCY
NOMBRE DE TITRES À FIN AVRIL 2010	180
ENCOURS À FIN AVRIL 2010	\$ 1 812,6

- Reg S : 180 GDR (soit 60 actions ordinaires). Ces titres peuvent être détenus par des porteurs (personnes physiques ou morales) à l'extérieur des Etats-Unis
- 144A : 1 409 370 GDR (soit 469 790 actions ordinaires). Ces titres sont réservés uniquement aux investisseurs qualifiés aux Etats-Unis, connus sous le terme QIBs "Qualified Institutional Buyers". Les QIBs sont des institutions qui détiennent pour leurs propres comptes au moins 100 \$ de titres. Les QIBs ne peuvent pas être des personnes physiques.



EVOLUTION DU CAPITAL

DATE	NATURE DE L'OPÉRATION	NOMBRE D'ACTIONS EMISES	AUGMENTATION DE CAPITAL EN DH	CAPITAL SOCIAL APRÈS AUGMENTATION
1990	SOUSCRIPTION EN NUMÉRAIRE	1 200 000	120 000 000	500 000 000
1991	ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES	750 000	75 000 000	575 000 000
1991	SOUSCRIPTION EN NUMÉRAIRE	1 750 000	175 000 000	750 000 000
1992	ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES	750 000	75 000 000	825 000 000
1992	SOUSCRIPTION EN NUMÉRAIRE	1 750 000	175 000 000	1 000 000 000
1996	ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES	2 857 142	285 714 200	1 285 710 000
1996	SOUSCRIPTION RÉSERVÉE AUX INSTITUTIONNELS ÉTRANGERS	1 369 394	136 939 400	1 422 653 600
1996	SOUSCRIPTION RÉSERVÉE AUX INSTITUTIONNELS ÉTRANGERS	205 409	20 540 900	1 443 194 500
2000	ATTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES	1 443 194	144 319 400	1 587 513 900

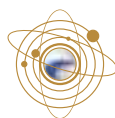
EVOLUTION DE L'ACTIONNARIAT

DONNÉES FINANCIÈRES

ANNÉE	ACTIONNAIRE	NOMBRE DE TITRES	PART DU CAPITAL	PRIX D'ACQUISITION PAR ACTION EN MAD
2000	BANCO ESPIRITO SANTO	400 113	2,52%	670
2001	COMMERZBANK	800 000	5,04%	450
	UNION BANCAIRE PRIVÉE	184 200	1,16%	425
2002	FINANCECOM	652 210	4,11%	420
	INTERFINA	489 914	3,09%	DIVERS COURS - MO
2003	FINANCECOM	800 107	5,04%	400
	PROGRAMME DE RACHAT	795 238	5,01%	400
	OPV RÉSERVÉE AUX SALARIÉS DU GROUPE	750 000	4,72%	400
	AL WATANIYA	250 000	1,57%	400
2004	FINANCECOM	792 169	4,99%	400
	CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL	1 587 514	10,00%	500
	MORGAN STANLEY	476 000	3,00%	445
2005	OPV RÉSERVÉE AUX SALARIÉS DU GROUPE	530 129	3,34%	525
2006	PROGRAMME DE RACHAT	448 142	2,82%	DIVERS COURS - M
	BES / FUNDO PENSOES	400 402	2,52%	985
2007	CAJA MEDITERRANEO	793 757	5,00%	1869.15
	PROGRAMME DE RACHAT	327 670	2,06%	2750
2008	GROUPE CREDIT MUTUEL CIC	23 875 040	15,04%	270
	PROGRAMME DE RACHAT	-	3,11%	DIVERS COURS
2009	GROUPE CREDIT MUTUEL CIC	7 778 762	4,9%	290
	PROGRAMME DE RACHAT	5 564 981	3,05%	DIVERS COURS
2010	CDG	12 700 111	8,00%	267

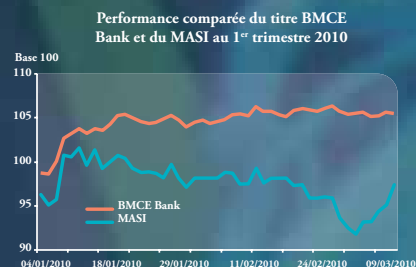
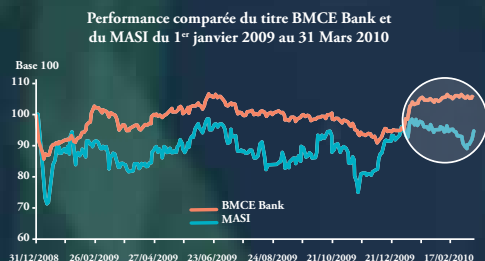
CESSIONS DE PARTS DE CAPITAL

2001	NOMURA	323 597	2,24%	400
2002	INTERFINA	652 210	4,11%	420
2003	COMMERZBANK	1 595 345	10,05%	400
	INTERFINA	750 000	4,72%	400
2004	COMMERZBANK	792 169	4,99%	400
	FINANCECOM	1 587 514	10,00%	500
2005	PROGRAMME DE RACHAT	664 507	4,19%	DIVERS COURS
	SALARIÉS DU GROUPE	356 266	2,24%	DIVERS COURS
2006	SALARIÉS DU GROUPE	367 093	2,31%	DIVERS COURS
	UNION BANCAIRE PRIVÉE	132 765	0,84%	DIVERS COURS
	BANCO ESPIRITO SANTO	400 402	2,52%	985
2007	PROGRAMME DE RACHAT	793 757	5,00%	1869.15
	SALARIÉS DU GROUPE	327 670	2,06%	2750
	CIMR	115 205	0,73%	DIVERS COURS
2008	SALARIÉS DU GROUPE	040	1,98%	DIVERS COURS
2009	PROGRAMME DE RACHAT	6 350 000	4,00%	290
	RMAWATANYA	1 428 762	0,90%	290
2010	PROGRAMME DE RACHAT	12 589 826	7,93%	267

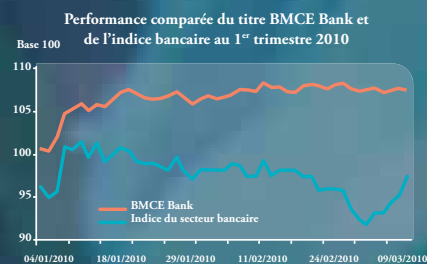
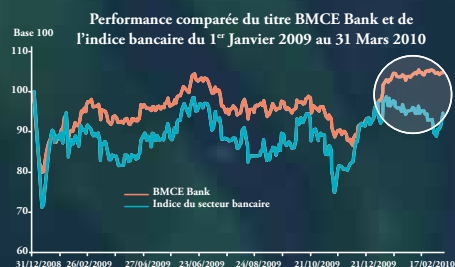


Action BMCE Bank en Bourse

EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION BMCE BANK



- Baisse de -2,9% du cours de l'action BMCE Bank versus des contre-performances de -4,9% et -2,6% pour le MASI et l'indice bancaire.
- Au cours du 1^{er} trimestre 2010, le cours de l'action BMCE Bank s'est stabilisé autour de 250 DH. Le cours de la valeur au 31 mars 2010 est de 251 DH.



PRINCIPAUX INDICATEURS DU TITRE BMCE BANK

	2007	2008	2009
COURS PLUS HAUT	3 175	330 *	273*
COURS PLUS BAS	1 240	215 *	194*
COURS DE CLÔTURE	2 815	273 *	265*
BÉNÉFICE PAR ACTION	53,73	5,23 *	2,42*
RENDEMENT DU DIVIDENDE	1,1%	1,1%	1,1%
VOLUME QUOTIDIEN MOYEN DES TRANSACTIONS (ACHATS ET VENTES)	185 607 226	84 586 838	26 952 922
NOMBRE D'ACTIONS	15 875 139	158 751 390*	158 751 390*
CAPITALISATION BOURSÈRE AU 31 DÉCEMBRE (MILLIONS DH)	44 689	43 339	42 069

* Post split

PRINCIPAUX RATIOS 2009

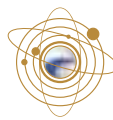
PERIODE	LIQUIDITÉ*	VOLATILITÉ
6 MOIS	4,8%	31,45%
1 AN	8,7%	34,73%
5 ANS	160,3%**	25,98%

*La liquidité du titre BMCE BANK correspond au taux de rotation du capital annualisé

** Données ajustées au split de la valeur nominale opéré en septembre 2008

PERFORMANCE DU TITRE BMCE BANK 2009

BMCE BANK	MASI	MADEX	INDICE	BANCAIRE
-2,93%	-4,92%	-6,58%		-2,65%



EVOLUTION DU COURS ET DES VOLUMES MENSUELS EN 2009

MOIS	PLUS HAUT	PLUS BAS	NOMBRE DE TITRES	EN CAPITAUX DH	EN NOMBRE DE TRANSACTIONS
JANVIER	273	194,25	2 230 498	1 021 657 294	1 713
FÉVRIER	258	229	1 625 171	818 358 307	1 391
MARS	247	225	967 510	461 353 662	663
AVRIL	245	223	243 632	112 381 597	551
MAI	251	235,3	332 644	163 184 481	649
JUIN	269	252,4	856 949	449 703 659	841
JUILLET	262,95	235	479 569	236 076 089	460
AOUT	249	225,3	233 094	108 704 659	737
SEPTEMBRE	245	226	481 511	226 675 104	598
OCTOBRE	258	235	896 070	438 196 080	966
NOVEMBRE	243,85	204	2 518 237	1 100 530 885	1 755
DÉCEMBRE	265	222,35	3 019 178	1 520 549 833	1 412

DRITS DES ACTIONNAIRES

L'actionnaire, en tant que détenteur d'un titre de capital, est directement associé de la société. Le montant nominal de l'action ne peut être inférieur à cinquante dirhams. Toutefois, pour les sociétés dont les titres sont inscrits à la cote de la bourse des valeurs, le minimum du montant nominal est fixé à dix dirhams. Les droits attachés à l'action concernent la communication d'information, la contribution à la bonne marche de la société par la participation aux décisions collectives ainsi que le droit aux bénéfices.

Un droit de communication et d'accès à l'information

Des mesures de publicité et d'information sont prescrites pendant la durée d'existence de la société pour informer les détenteurs de titres, quel que soit le niveau de leur participation dans le capital, des actes importants de la vie sociale, et notamment de tout fait nouveau de nature à provoquer une variation du cours de la Bourse.

Par ailleurs, l'actionnaire dispose d'un droit de communication permanent et temporaire. Par conséquent, les comptes annuels des trois derniers exercices doivent à tout moment pouvoir être mis à la disposition des actionnaires au siège de leur société.

Chaque année, outre les comptes sociaux, le rapport annuel, le rapport des Commissaires aux Comptes, la liste des Administrateurs et le projet d'affectation des résultats de l'exercice écoulé doivent être rendus disponibles au moins quinze jours avant l'Assemblée Générale Ordinaire.

Dans les sociétés faisant appel public à l'épargne, le rapport de gestion du Conseil d'Administration doit mettre en avant la valeur et la pertinence des investissements entrepris par la société ainsi que leur impact prévisible sur son développement. Il y est également fait mention selon les cas des risques inhérents auxdits investissements. Par ailleurs, il indique et analyse les risques et événements connus de la direction ou de l'administration de la société qui sont susceptibles d'exercer une influence favorable ou défavorable sur sa situation financière.

En outre, les actionnaires ont la possibilité d'interroger les dirigeants lors de l'Assemblée ou de poser préalablement des questions écrites au Conseil d'Administration.

Un droit de vote

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par personne ou par mandataire interposé – exclusivement, un autre actionnaire, un ascendant ou descendant ou le conjoint – hormis dans l'hypothèse de la détention de certificats d'investissement ou d'actions à dividende prioritaire privés de droit de vote.

Lors de l'Assemblée Générale, le principe est celui d'une voix par action ordinaire détenue.

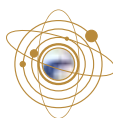
Le droit de vote doit s'exercer au moins une fois par an à l'occasion de l'Assemblée Générale Ordinaire, laquelle vient statuer sur les comptes de l'exercice.

Par ailleurs, les Assemblées Extraordinaires permettent aux actionnaires d'approuver les modifications du pacte social, notamment les augmentations ou réductions de capital et les conditions d'une fusion.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5 % du capital social ont la faculté de requérir l'inscription d'un ou plusieurs projets de résolution à l'ordre du jour de ces Assemblées.

Un droit au dividende

Chaque détenteur d'actions a le droit à la répartition des résultats sociaux sous la forme d'un dividende dans la mesure où des bénéfices distribuables ont été réalisés et que leur distribution a été décidée en Assemblée Générale. Le bénéfice distribuable est constitué du bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve et augmenté du report bénéficiaire des exercices précédents.



POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tout amortissement et provision, constituent les bénéfices nets ou à l'inverse les pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices nets de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5%) aux fins de constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale se situe en deçà de cette fraction.

Le solde, augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable sur lequel est attribué le premier dividende. L'Assemblée Générale a, ensuite, la faculté de prélever les sommes qu'elle estime opportun de fixer, pour les affecter à la dotation, de tous les fonds de

réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, aux fins d'attribuer tout superdividende ou de les reporter à nouveau, l'ensemble, dans la proportion qu'elle détermine.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour en extraire un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle.

Dans une telle hypothèse, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont opérés. Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'Assemblée Générale Annuelle, inscrites à un compte spécial en vue d'être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs, jusqu'à leur apurement. Les dividendes sont affectés d'une prescription quinquennale.

RUBRIQUE	EXERCICE	RÉSULTAT AGRÉGÉ	RÉSULTAT MAROC	VARIATION
	2009			
RESULTAT MAROC	506 835 169,68			-37,6%
RESULTAT AGREGÉ	502 929 357,07			-37,7%
TOTAL DIVIDENDES	476 263 283,36	94,7%	93,9%	-
DIVIDENDE PAR ACTION (*)	3			
	2008			
RESULTAT MAROC	812 153 761,23			-32,1%
RESULTAT AGREGÉ	806 946 473,61			-33,65%
TOTAL DIVIDENDES	461 654 695,00	57,2%	58,8%	-
DIVIDENDE PAR ACTION (*)	3			
	2007			
RESULTAT MAROC	1 196 730 504,59			79,3%
RESULTAT AGREGÉ	1 216 297 013,38			63,9%
TOTAL DIVIDENDES	476 254 170,00	39,2%	39,8%	20%
DIVIDENDE PAR ACTION	30			

(*) Split de l'action en 2008 passant d'une valeur nominale de 100 DH à 10 DH.

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

BMCE Bank a maintenu au titre de l'exercice 2009 une relation de proximité avec la communauté financière au Maroc et à l'international et ce, grâce à un dispositif de communication financière diversifié, basée sur une information régulière, sincère et précise.

L'année 2009 a été marquée par l'enrichissement de l'information financière, le renforcement des relations avec les investisseurs et la presse, l'intensification des échanges avec les agences de notation, ainsi que par la contribution active aux projets phares de la Banque et la dynamisation renouvelée des instances de gouvernance.

Une Communication Financière Adaptée

Dans un effort permanent d'amélioration de la transparence, les supports de communication financière du Groupe BMCE Bank, notamment le Rapport Annuel et le rapport semestriel et la plaquette des états financiers en normes IFRS ont été davantage enrichis par des informations relatives à la Gouvernance, et à la gestion des risques, et ce, en conformité avec les exigences réglementaires et les *best practices* de l'activité.

Par ailleurs, La présentation institutionnelle a été réadaptée en plusieurs langues (Anglais, français et espagnol) et ce, afin de répondre aux besoins des investisseurs, des analystes et journalistes en matière d'information, ciblant chaque catégorie d'interlocuteur.

Il a également été procédé à l'élaboration des communiqués relatifs aux performances financières, au renforcement de la gouvernance et à la signature des partenariats stratégiques. Ces communiqués ont fait l'objet d'une publication sur un journal d'annonces légales au Maroc, ainsi que sur le site de la Bourse de Londres, et ce, afin d'assurer un accès égal et simultané à l'information financière.

Dans le cadre de ce même principe d'égalité et d'élargissement d'accès à l'information, BMCE Bank a procédé à la transmission en ligne et en direct de son point de presse et de son Assemblée Générale des actionnaires.

Des Relations Etoffées avec la communauté financière

L'année 2009 s'est caractérisée par un intérêt renouvelé de la presse nationale et internationale aux développements du Groupe BMCE Bank, en témoigne la participation de la Banque dans des dossiers de presse dédiés au secteur bancaire.

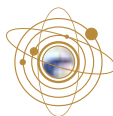
Pareillement, la stratégie du Groupe BMCE Bank, notamment en Afrique Subsaharienne, de même que l'évolution de l'action BMCE ont suscité un intérêt grandissant de la part des investisseurs étrangers, tel que l'illustre le nombre important de réunions tenues avec des investisseurs, dans le cadre de *road-shows* organisés par les principales sociétés de gestion au Maroc ou encore *MediCapital Bank* qui marque davantage sa présence.

Dans le cadre de la consolidation des relations avec les agences de rating, les analystes financiers de la place ainsi que les journalistes, une attention particulière a été accordée à une transmission diligente et transparente des informations et documentations sollicitées.

La Communication Financière au service de l'image institutionnelle

De même, 2009 a été marquée par la participation à plusieurs *Awards*, notamment, *African Banker Awards*, *The Banker Magazine*, *EMEA Finance*, *Best Africa Investor*. A cet égard, BMCE Bank a été primée Meilleure Banque de l'Année, dans la catégorie *Best Local Bank*, par le magazine bimestriel anglais *EMEA Finance*, dédié aux activités financières dans la région EMEA (Europe, Moyen Orient et Afrique). Ce prix vient couronner les performances du Groupe BMCE Bank et son engagement soutenu dans la préservation de l'environnement, la promotion de l'éducation, le développement durable et les nouvelles technologies.

De même, BMCE Bank a obtenu le Trophée « *Morocco Awards* » dans la catégorie « Services » lors de la première édition de cet événement, organisé par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies en collaboration avec l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC). BMCE Bank a ainsi été récompensée pour sa démarche d'amélioration de ses services au Maroc et à l'étranger ainsi que pour son engagement sociétal et sa politique de communication et d'information.



Agenda de la Communication Financière 2010



Mars

Tenue du Conseil d'Administration le 26 mars 2010
Publication du communiqué de presse au 31 décembre 2009
Publication des Etats de Synthèse Annuels en IFRS au 31 décembre 2009
Rencontre avec les analystes et la presse : Présentation des performances de BMCE Bank à fin décembre 2009



Avril

Publication de l'Avis de Convocation des Actionnaires à l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 Mai 2010



Mai

Tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire le 26 Mai 2010



Juin

Publication du rapport quadrilingue 2009



Juillet

Publication du Rapport Annuel et du Rapport RSE 2009 en français



Septembre

Publication du Rapport Annuel et RSE 2009 en anglais
Tenue du Conseil d'Administration
Publication du Communiqué financier semestriel 2010
Publication des Etats de Synthèse Semestriels 2010 en IFRS
Rencontre avec les analystes et la presse : Présentation des performances de BMCE Bank à fin juin 2010



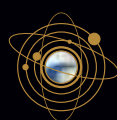
Octobre

Publication du rapport abrégé semestriel 2010



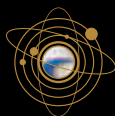
Novembre

Publication du Rapport Annuel et du Rapport RSE 2009 en arabe



BMCE Bank
et son Environnement





Economie Mondiale



SORTIE DE CRISE ET REMISE EN QUESTION DES MODELES

Depuis l'éclatement de la bulle financière internationale en 2008, de plus en plus d'économistes en arrivent au consensus que le modèle de développement et les conditions financières et économiques ayant permis la période de forte croissance des années 2000 n'est plus soutenable.

Si les perspectives de croissance pour 2010 dénotent une reprise de l'activité - le PIB mondial est ainsi attendu à 2,7% de croissance après une chute de 2,2% en 2009 -, il faudra cependant encore plusieurs années avant de revenir aux niveaux de production d'avant 2008, qui sont environ 5% en dessous de leur niveau de pic. De même, les échanges internationaux, de nouveau en croissance, demeurent inférieurs de 10% aux niveaux d'avant crise.

Par ailleurs, certains problèmes persistent. L'emploi n'a pas repris, dû aux larges capacités de production inusitées, la désinflation devrait encore durer et les prix des matières premières semblent s'équilibrer à des niveaux 25 à 50% en deçà des pics de 2008.



Les Pays Anglo-Saxons REBONDISSEMENTS MULTIPLES

Etats-Unis et Grande Bretagne, c'est dans cet ordre que la crise financière a démarré, puis s'est propagée au reste du monde financier et à l'économie réelle. Le modèle libéral, bien qu'il remette en cause certains de ses fondements, a permis un rapide retour à la croissance, en utilisant le travail comme variable d'ajustement.

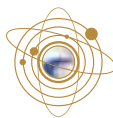
De fait, le marché du travail US se situe toujours autour de 10% de chômage, alors que son niveau naturel est estimé à 5% environ. Les mesures anti-crise, d'abord perçues comme transitoires, semblent devoir se prolonger, à l'image de la FED qui annonce d'ores et déjà son intention de garder des taux faibles sur « une longue période ».



L'Union Européenne FACE A UNE EVENTUELLE CRISE DE LA DETTE

La zone euro, après une stagnation du PIB en 2008, +0,5%, et une récession en 2009, -3,9%, devrait enregistrer un rebond, avec une expansion estimée à 1% pour 2010.

La principale inquiétude pesant sur les marchés européens concerne la dette des États qui n'ont pas été en mesure de respecter les critères de Maastricht pour l'année en cours, et ont, pour la plupart, engrangé une dette importante.



Economie Mondiale

Le cas de l'Europe du Sud, avec la Grèce, l'Italie et le Portugal, qui ont largement fait appel aux marchés financiers pour restructurer leur dette, est inquiétant.

L'absence de possibilité de réponse budgétaire commune se fait donc ressentir au sein de l'Union. Stagnation, désinflation et dette ne sont pas sans rappeler le cas japonais des années 1990. La sortie de crise s'annonce longue et douloureuse pour le vieux continent.



Le Continent Asiatique **N'AURA PRESQUE PAS CONNU LA CRISE**

La crise internationale aura été l'occasion pour l'Inde et la Chine de démontrer leur force de frappe en tant que grandes puissances internationales. Les taux de croissance enregistrés pour 2009 s'élèvent à 6,8% en Asie de l'est, et 5,7% en Asie du sud.

Forts de marchés intérieurs représentant le tiers de la population mondiale, et dotés d'une arme budgétaire importante grâce au cumul des excédents commerciaux, les pays asiatiques n'auront connu de la crise qu'une légère perturbation de leurs activités internationales.

Même le Japon, pourtant fortement touché par la crise, aura connu son taux de chômage à 6%, et la Corée du Sud, après une perturbation du PIB à -1% pour 2009, prévoit un rebond de l'activité, entre +3% et +5% annuellement d'ici 2014.



L'émergence de Nouveaux **CENTRES DE CROISSANCE**

La redynamisation du G20 prouve l'importance désormais accordée aux pays émergents, qui ont prouvé leur rôle sur la scène internationale. En effet, si la morosité fut de mise en 2009 pour l'ensemble des pays en développement, avec une croissance moyenne de +1,2%, 2010 et 2011 sont attendus à 5,2% et 5,8% de croissance, ce qui devrait permettre d'essayer rapidement les dégâts causés par les marchés financiers à partir de 2008.

Deux régions auront cependant été affectées en 2009, car satellites de pays développés. Il s'agit de l'Amérique latine, à -2,6%, et de l'Europe centrale et orientale, à -6,2%. Cette dernière région est également impactée par la piètre performance de la Russie, ayant fortement souffert de la volatilité des cours des matières premières, principale source de revenu du pays.

Le cas de l'Afrique subsaharienne est plus spécifique. La légère croissance du PIB, +1,1%, n'a pu compenser une hausse démographique constante, entraînant ainsi une augmentation du nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Les perspectives 2010 demeurent toutefois plus favorables, avec un rythme d'expansion attendu à +4,1%.

ZOOM REGIONS AFRIQUE

BONNE RESILIENCE DE L'ECONOMIE AFRICAINE SUBSAHARIENNE DANS UN CONTEXTE DE CRISE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale- CEMAC-, Dynamisme de l'investissement privé

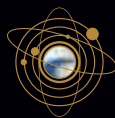
- Léger ralentissement de la croissance à 2%, lié à la chute des cours des produits énergétiques.
- Reflux de l'indice des prix à la consommation des ménages, à +4,3%, contre +5,9% en 2008 porté par un repli des tensions inflationnistes.
- Amélioration du taux d'investissement à 25,4% du PIB en 2009, notamment dans les secteurs pétrolier, télécommunication et agro-alimentaire.
- Croissance de la région attendue à 4,4% pour l'année 2010.

Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine – UEMOA-, stabilisation politique favorable à la croissance

- Croissance et consolidation de l'assise économique et financière de la région grâce notamment aux progrès enregistrés dans la résolution des conflits sociopolitiques en Côte d'Ivoire et au Togo.
- Atténuation de la disparité des taux d'inflation entre les pays de l'UEMOA, et hausse limitée des prix à 3,4%, contre 7,4% une année auparavant.
- Politique d'investissement volontariste dans la zone, notamment dans les infrastructures, avec une orientation plus marquée des investissements privés vers les secteurs des mines, de l'énergie et des télécommunications.
- Croissance attendue de 3,9% et inflation de l'ordre de 2,5%.

East African Community- EAC -, à l'abri de la crise économique mondiale

- Faible impact de la crise internationale, avec un taux de croissance de 4,5%, contre 5,8% en 2008.
- Part prépondérante dans le PIB du secteur primaire, premier employeur.
- Reprise de la demande étrangère de biens et services sur le court terme.
- Elargissement et approfondissement du processus d'intégration entre les cinq pays partenaires : finalisation en cours d'un protocole du Marché Commun en 2010 et d'une Union Monétaire, d'ici à 2012.



Economie Marocaine



UNE CROISSANCE TIRÉE PAR LES SECTEURS PRIMAIRE ET TERTIAIRE

En termes de comparaisons internationales, la performance macroéconomique du Maroc est tout simplement remarquable. Les bonnes saisons agricoles successives ont permis le développement continu du pays via le canal de l'agriculture d'une part, et le maintien de la demande interne, d'autre part.

Selon les estimations du FMI, la croissance 2010 devrait atteindre +3,25% après une année 2009 à +5%. Ces performances contra-cycliques en temps de récession mondiale prouvent les effets positifs des mesures prises en termes de réglementation et de plans sectoriels au cours de ces dix dernières années.

Concernant les secteurs exposés au reste du monde, les craintes liées à la baisse de la demande extérieure adressée au Maroc se sont dissipées. Avec un début de reprise en Europe, celle-ci est en hausse de 3% à 5% par trimestre. Si elle reste en deçà de sa tendance de long terme, la demande adressée au Maroc devrait recouvrer son niveau d'avant crise d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, une redistribution plus favorable des importations et des exportations du Royaume a permis une amélioration du taux de couverture de 1,6 point sur l'année.



Agriculture DEUX ANNÉES D'EXCEPTION

Après une progression de 26,3% de la valeur ajoutée agricole en 2009, l'année 2010 était attendue comme celle d'une baisse mécanique. La pluviométrie favorable au pays pourrait cependant remettre en cause cette analyse.

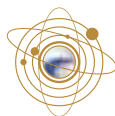
Pour le moment, le HCP prévoit une baisse de 6% des revenus agricoles, principalement en raison d'une baisse de la demande extérieure sur les agrumes et les primeurs. Les revenus agricoles devraient néanmoins rester 10% supérieurs à la moyenne des 5 dernières années.



Mines, Phosphates et Energie REPENDRE AUX FLUCTUATIONS DES MARCHÉS INTERNATIONAUX

Les secteurs des mines et de l'énergie ont subi au courant de 2009 de fortes fluctuations des prix des matières premières, et plus particulièrement la chute des recettes de l'OCP, -60% par rapport à 2008. Le défi des offices nationaux des phosphates et de l'énergie est désormais financier.

L'activité minière, également touchée par les fluctuations des marchés internationaux, enregistre au second semestre un regain de valeur ajoutée légèrement inférieur à 10%. Ce redressement demeure cependant trop faible pour compenser les pertes de début d'année.



Economie Marocaine



Secteur Industriel EN RECONSTRUCTION

Le secteur industriel aura très peu progressé en 2009, +0,4%, fortement impacté par la baisse de la demande étrangère adressée au Royaume. Cette légère amélioration est principalement dépendante d'une croissance des activités agroalimentaires, ainsi que d'un rebond au second semestre des industries textile et cuir. Avec le retour de la demande internationale, le secteur devrait enregistrer une hausse de sa valeur ajoutée de l'ordre de 3% en 2010.



BTP TOUJOURS EN STAGNATION

Un très léger ralentissement se fait sentir au niveau des BTP en fin d'année 2009, à -0,1%. Les perspectives restent cependant mitigées pour le secteur. D'une part, le rythme de croissance du crédit immobilier s'atténue à +14,5% contre 48,6% en 2008, et, d'autre part, les carnets de commande des opérateurs du secteur sont timides.

Si la croissance mondiale se confirme, il devrait repartir à la hausse en milieu d'année.



Les Services NOUVEAU FER DE LANCE DU DEVELOPPEMENT

La valeur ajoutée du secteur tertiaire représente en 2009 la quasi-totalité de la progression du PIB non agricole. Si la contribution des services publics y représente une part non négligeable, 0,5 point, due aux plans de relance consentis par l'État, les services privés représentent la part la plus importante de notre économie, ainsi qu'un nouveau support pour le développement du Royaume.



Transport et Tourisme BILAN POSITIF MALGRE LA CRISE

Le tourisme au Maroc se sera bien porté en 2009, malgré la crise internationale. Bien que la croissance enregistrée au premier semestre de 2009 ait été effacée par de faibles arrivées touristiques durant la saison estivale, -3,6 points en termes de taux d'occupation, la chute au niveau mondial se traduit par des gains de parts de marché pour le Maroc.

Aussi, la reprise en Europe et en Amérique du Nord en 2010 devrait-elle signifier un redressement important des services touristiques au sein du Royaume.

Parallèlement, les activités de transport représentent un bilan mitigé. Le retour à la croissance du commerce mondial au second semestre a permis au ferroviaire et maritime d'enregistrer une hausse, certes légère, de 0,4%, alors que l'aérien se repliait de 2,1%. Une hausse généralisée est cependant attendue pour l'année 2010.



Banque et Finances Marocaines A LA CONQUETE DE L'AFRIQUE

Le secteur bancaire marocain continue de prospecter de nouveaux marchés, tant au niveau local que continental. Le développement de nouveaux segments – *mobile banking*, micro finance et Afrique – devrait permettre le dépassement d'une situation de faible liquidité que connaît le marché financier local depuis le début 2008.

L'agrégat boursier MASI enregistre, quant à lui, une année blanche pour 2009, incluant de nombreuses fluctuations. Après un pic à plus de 11 500 points en juin 2009, l'indice retombe en décembre à son niveau de janvier, à 10 500 points. Le premier trimestre de 2010 enregistre cependant une hausse d'environ 6% en *year to date* pour le principal indicateur boursier du pays.

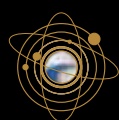


Maroc PAYS EMERGENT

Avec une confirmation de la reprise mondiale, tant en termes de commerce que de croissance, en ce premier trimestre de 2010, le Maroc n'aura pas vécu de période de croissance négative. Si la pluviométrie est un facteur non négligeable de cette évolution contra-cyclique, le secteur non agricole a également connu des croissances durant ces deux années. De fait, on peut y voir, comme conclut le FMI dans son dernier rapport sur le pays, une capitalisation sur les réformes passées et les différents plans sectoriels mis en place au niveau du pays sur les dix dernières années.

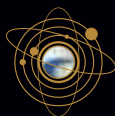
Une fois passés les troubles financiers de la planète, et avec la stabilisation du secteur agricole que devrait garantir le Plan Vert, le Maroc pourrait, dans les années à venir, maintenir un taux de croissance supérieur à 6% annuellement, et se ranger dès lors dans la catégorie des pays émergents.





BMCE Bank
au Maroc





La Banque des Particuliers et des Professionnels



PERFORMANCES COMMERCIALES SUR UN TREND HAUSSIER

Au cours de l'année 2009, BMCE Bank continue d'œuvrer au développement de la bancarisation, à l'optimisation des coûts des ressources et l'amélioration de sa productivité.

Plusieurs actions ont été menées, dont ainsi la mise en œuvre de projets phares notamment, le développement d'une offre incluant la carte prépayée et le mobile banking. De même, la palette de produits s'est davantage axée sur une offre packagée destinée aux professionnels.

En outre, l'exercice 2009 a été marqué par une forte mobilisation autour du projet stratégique de la Gestion de la Relation Client.



Développement du Fonds de Commerce **UNE STRATEGIE DE PROXIMITE GAGNANTE**

Poursuivant son élan de renforcement du maillage du réseau de distribution, BMCE Bank a porté, en 2009, son réseau à 541 agences et à plus de 600 GABs grâce au déploiement de 70 nouveaux GABs. 50 nouvelles agences Parts/Pros, dont 17 agences satellites, ont été ouvertes dans les régions à fort potentiel de développement. Ainsi, 19 nouvelles agences ont renforcé le réseau de Casablanca, représentant 38% du programme 2009, suivi du Réseau de la région de l'oriental avec 8 nouvelles agences représentant 16 % du total.

Fruit de ses investissements dans son plan de croissance interne, BMCE Bank a vu son portefeuille de clientèle se développer, le nombre de comptes ayant progressé de 7% à plus de 2 millions, porté par plus de 67 000 nouveaux comptes chèques, près de 60 000 comptes sur carnet, et plus de 4 000 comptes courants.



Crédits Immobiliers

UNE PRESENCE AFFIRMEE DANS UN CONTEXTE DIFFICILE

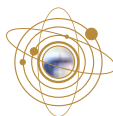
A fin 2009, BMCE Bank se maintient parmi les *leaders* sur les crédits immobiliers, avec une part de marché en légère hausse à 13,90% contre 13,76% en 2008. L'encours global des crédits immobiliers s'est accru de 15% à DH 14,6 milliards, marqué par une prépondérance des crédits *Immo Plus Standard* à hauteur de 65%, suivis des produits *Salaf Imtilak* et *Salaf Al Baraka* à hauteur de 11,3% et 10,4% respectivement.



Crédits à la Consommation **DES SYNERGIES FRUCTUEUSES**

Impulsé par le développement des conventions -à travers la synergie réseau Particuliers, réseau Entreprises/Corporate- et l'équipement de la clientèle en agence, l'encours crédit immédiat conventionné s'est inscrit en forte croissance de 25% à DH 4,4 milliards à fin décembre 2009. L'encours des crédits immédiats non conventionnés enregistre des performances similaires, avec une hausse de 26% à 801 MDH.

Réalisant la 2^{ème} meilleure progression d'encours, BMCE Bank enregistre un gain de parts de marché de 0,5p% à 18,46%.



La Banque des Particuliers et des Professionnels

Ces réalisations probantes sont le fruit d'une politique commerciale et organisationnelle redynamisée par le développement de nouveaux produits, une campagne de communication d'envergure et la mise en place de nouveaux process à la pointe.



Monétique UNE ACTIVITE REVIGOREE

Dans un contexte de performances appréciables de l'activité monétique au Maroc, BMCE Bank enregistre des réalisations probantes. En témoigne la croissance soutenue de l'encours des cartes de 12,3% à plus de 1 066 200 cartes valides, sa plus forte progression depuis 4 ans. BMCE Bank est ainsi portée au 2^{ème} rang du secteur en termes d'émission de cartes avec une part de marché de 17,4%.

Des performances honorables ont également été réalisées en termes d'activité retrait avec 20,3 millions d'opérations, d'interopérabilité nationale avec un taux d'acquisition de 14,6%, et d'activité paiement avec un volume de près de 850 MDH, soit une part de marché de 16,7%.

L'exercice 2009 a représenté une année riche en développement produits, actions commerciales et de communication et optimisation des process avec le lancement d'une nouvelle gamme de cartes prépayées particuliers et entreprises, l'introduction des billets de 50 DH et 20 DH au niveau des GABs, et la diversification des cartes destinées aux Professionnels.

Enfin, l'année 2009 a été marquée par l'obtention du trophée d'innovation en Afrique, prix d'excellence consacrant la personnalité ou l'institution qui s'est distinguée par son travail et sa performance dans l'univers de la technologie de la carte en Afrique.



Bancassurance LE SUCCES DES SYNERGIES

Forte d'un partenariat solide avec RMA Watanya, assureur leader au Maroc, BMCE Bank a continué d'enregistrer des performances honorables sur l'activité de bancassurance, le portefeuille de contrats marquant une hausse de 5,1% à plus de 563 000 contrats nets. A titre indicatif, BMCE Bank a enregistré des gains de parts de marché de 1,5p% au terme de l'exercice 2008, se hissant à près de 30%, selon les dernières statistiques DAPS disponibles.

L'année 2009 a été l'occasion d'améliorer la gamme de produits et service bancassurance avec l'intégration de la gestion assurance dans la gestion des produits packagés outre, la refonte du produit d'assurance *BMCE Secours Monde* et *BMCE Sécurilog*.

POSITIONNEMENT DE BMCE BANK SUR DES MARCHES EN PLEIN ESSOR



Marché des MRE DES INDICATEURS AU VERT

En 2009, BMCE Bank a intensifié ses actions commerciales et marketing sur le marché MRE lui ayant permis d'atténuer l'impact de la crise économique en Europe et de repartir sur un cycle haussier des performances en deuxième moitié d'année.

BMCE Bank affiche ainsi des réalisations appréciables avec des dépôts MRE en hausse de +6,1% à DH 12,5 milliards.

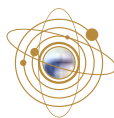
Le développement du portefeuille de comptes s'est également poursuivi en 2009 avec plus de 27 000 comptes ouverts, dont 74,6% de comptes chèques.

Pareillement, l'encours des crédits immobiliers *Salaf Dari* s'est accru de 28% à près de DH 2,3 milliards de même que la production du *Pack Dawli* poursuit sa progression, avec plus de 10 000 packs commercialisés, soit une hausse de 184% par rapport à fin décembre 2008.

BONNE DYNAMIQUE COMMERCIALE MRE

Conduite de plusieurs actions commerciales & marketing enregistrant des retombées positives en termes de réalisations commerciales :

- Campagne d'accueil de l'été 2009, événement phare favorisant la conquête, la proximité et la fidélisation de la clientèle MRE grâce à un accueil personnalisé au niveau des bateaux, des agences, des bureaux de change
- Forte présence de la force de vente dans les régions à fort potentiel MRE
- Organisation de Journées Portes Ouvertes drainant un nombre important de visiteurs
- Intensification des actions de marketing direct avec plus de 675 000 mailings et messages envoyés
- Innovation produits :
 - Lancement de *BMCE Jisr Cash* permettant au MRE de mettre des fonds à la disposition de ses proches au Maroc sur une carte en temps réel
 - *BMCE MRE Invest*, en partenariat avec la Caisse Centrale de Garantie, pour accompagner les projets d'investissement des MRE grâce à un financement bancaire allant jusqu'à 65% du projet et d'une subvention de l'Etat d'un maximum de 10% et plafonnée à 5 MDH



La Banque des Particuliers et des Professionnels

L'activité monétique n'est pas en reste, elle a connu un excellent millésime en 2009 avec des taux de croissance des ventes de cartes significatifs : +68% pour *BMCE Jisr*, +55% pour *BMCE Blue Card* et +21% pour les Cartes *Visa Electron Internationale*.

Par ailleurs, le léger repli de 2,2% des transferts canalisés par BMCE Bank en 2009 doit être apprécié à l'aune du recul plus significatif de -5,3% des recettes globales MRE au Maroc, témoignant ainsi de la pertinence des actions volontaristes mises en œuvre.

L'événement phare de l'année demeure la constitution de la Société Financière en Italie, qui devrait impulser un nouvel élan à l'activité MRE dans ce pays.



Des Performances **REPOSANT SUR DES PARTENARIATS** **SOLIDES**

L'année 2009 s'est déroulée sous le signe du renforcement des partenariats avec les actionnaires étrangers de référence de BMCE Bank et autres partenaires de renom. Ainsi, de nouveaux axes de collaboration commune ont été explorés avec le Groupe CM-CIC, *Caja Mediterraneo* et *Dirham Express*.

Le Groupe CM-CIC et BMCE Bank ont développé des synergies croisées ciblant la population des français résidant au Maroc à travers la conclusion d'un partenariat relatif au traitement des pensions servies par les organismes sociaux à leurs bénéficiaires résidents au Maroc via la plateforme *Dirham Express*.

Par ailleurs, un nouveau partenariat a été noué entre *Dirham Express* et BMCE Bank relatif à la centralisation de l'ensemble des transferts et mises à disposition émanant de *Caja Mediterraneo* et ce, à travers la plateforme de *Dirham Express*, permettant un pilotage optimal des transferts et du cours de change ainsi qu'une communication en temps réel.

De même, a été développé un partenariat avec *GWZ*, grâce auquel, la clientèle MRE de BMCE Bank aura désormais la possibilité de transférer à partir de sa banque en Allemagne son argent sur son compte au Maroc à un moindre coût.

L'accent a été également mis sur le renforcement de la politique d'implantation des *Desks* MRE de BMCE Bank au sein du Réseau CM-CIC et CAM.



Marché des Professionnels **STRATEGIE RENFORCEE**

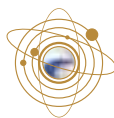
Revêtant un caractère stratégique de développement pour BMCE Bank, le marché des Professionnels a été essentiellement marqué par le lancement d'une nouvelle offre de produits destinée aux professionnels composée de produits revisités avec de nouvelles conditions d'éligibilité, de nouveaux concepts ainsi que des processus de crédits renouvelés. Elle s'articule autour d'une offre adaptée portant



sur la monétique, le concept des packages, une panoplie de crédits de fonctionnement, amortissables et d'investissement, outre les produits de bancassurance.

S'inscrivant dans les orientations du programme gouvernemental *Rawaj*, BMCE Bank a entrepris en 2009-2010 des négociations pour sceller des partenariats, notamment avec une chaîne de distribution et une compagnie d'embouteillage de renom et ce, afin d'accompagner la modernisation et l'équipement des épiciers en produits bancaires. Pareillement, poursuivant une politique de veille efficace des évolutions réglementaires liées à l'activité de sa clientèle des professionnels, BMCE Bank a été proactive avec les Barreaux du Royaume, leur proposant une offre adaptée à leur nouveau contexte légal, en termes de gestion et de tenue du compte de Dépôts et de Règlements des Barreaux du Royaume.

De même, BMCE Bank a, au cours de l'exercice 2009, renforcé ses relations avec le segment des professionnels tels que les pharmaciens, les notaires et les commerçants – épiciers à travers la participation à des événements d'envergure (Salons, Expositions, Séminaires...) et l'organisation de Journées Portes Ouvertes.



La Banque des Particuliers et des Professionnels



Marché de la Clientèle Privée FIDELISATION ET INNOVATION

Dans le cadre du développement de ce marché, BMCE Bank a mené plusieurs temps forts portant sur des actions de fidélisation, des études terrain ainsi que sur le lancement de nouveaux produits à destination de la Clientèle Privée.

Trois types de forfaits ont été lancés à savoir, le forfait Elite, le forfait Platinum et le forfait Or. Ces forfaits offrent plusieurs avantages aux clients, notamment la forfaitisation des commissions et un accès à travers un seul contrat, à plusieurs produits de Banque et d'Assurance.

La conquête et la fidélisation de la clientèle privée a été soutenue par l'organisation de temps forts et *challenges*, notamment sur les produits *Crescendo* et *Epargne Plus* et la monétique, cette dernière ayant été soutenue par une action supplémentaire de fidélisation. En effet, à l'occasion du 50^{ème} anniversaire de la Banque, BMCE Bank a récompensé ses meilleurs clients en leur accordant gratuitement une carte *Visa Platinum* pour une durée d'une année. Cette action a permis la souscription de 353 nouvelles cartes Platinum soit un taux de conversion de 35%.



Marché des Low Income ADAPTATION ET CONFORMITE

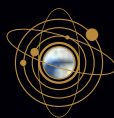
Afin de mieux répondre aux exigences de la clientèle à revenus modestes ou irréguliers, une offre globale et forfaitaire de produits et services a été mise en place, avec une tarification unique et avantageuse favorisant la bancarisation.

Ainsi, des produits innovants, ayant réussi dans des marchés à faible taux de bancarisation, alliant le service bancaire et la technologie mobile ont été lancés par BMCE Bank, en partenariat avec Méditel dans le cadre des synergies Groupe. L'offre de *mobile banking* BMCE Lilkoul a été développée au cours de l'exercice 2009, portant sur la possibilité offerte au client bancarisé ou non d'effectuer la recharge de cartes prépayées bénéficiaires. Ce produit de *low income banking* a été accompagné d'une campagne de communication ciblée, d'actions de proximité visant à sensibiliser et familiariser la clientèle prospect aux pratiques bancaires, d'actions de *street marketing*...

BMCE LILKOUL INNOVATION BANCAIRE

Lancement par BMCE Bank d'une offre de services bancaires adossée à l'utilisation d'un téléphone mobile, permettant d'effectuer différentes opérations sécurisées grâce à un code confidentiel, à partir du téléphone mobile :

- Recharge de carte prépayée : transfert d'argent à partir du compte bancaire ou de la carte (à plafond ou prépayée) ;
- Opposition de cartes bancaires à tout moment ;
- Modification du code confidentiel à tout moment ;
- Modification de la liste des bénéficiaires à tout moment en saisissant leur numéro de carte prépayée ;
- Demande, en agence, de relevé des opérations effectuées via *BMCE Lilkoul*.



La Banque de l'Entreprise



POSITIONNEMENT RENFORCÉ DE BANQUE CONSEIL DES ENTREPRISES & PME

BMCE Bank a relevé le défi de transformer les contraintes liées à la conjoncture économique de 2009 en autant d'opportunités de croissance pour sa clientèle Entreprises et ce, à travers la mise en place d'un plan d'actions portant sur l'optimisation de la relation client à travers l'enrichissement de l'offre de produits et services et l'extension du réseau de Centres d'Affaires, la diversification du portefeuille Entreprises ainsi que la consolidation du positionnement de BMCE Bank en tant que Banque conseil de l'Entreprise, spécialiste du Commerce Extérieur.



Développement de Produits & Services **ADAPTES A UN CONTEXTE ECONOMIQUE PEU** **FAVORABLE**

Au cours de l'exercice 2009, BMCE Bank a continué d'accompagner étroitement sa clientèle Entreprises et ce, dans une conjoncture économique mitigée, impactée par le contexte financier international.

Aussi, la Banque a-t-elle œuvré au développement de partenariats porteurs avec des fonds de garantie afin d'offrir à la clientèle des services leur permettant de passer le cap difficile de 2009.

Ainsi, 3 nouveaux produits de financement adossés à la garantie de la Caisse Centrale de Garantie ont été mis en place : *BMCE Croissance* pour le financement des investissements, *BMCE Appui Export* pour

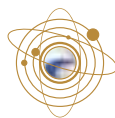
L'INNOVATION AU CŒUR DE LA RELATION CLIENT

Elargissement de la palette de produits et services par des solutions innovantes :

- Les Nouvelles Technologies de l'Information au service du client : Evolution de *BMCE e-message* destiné aux importateurs/exportateurs, par l'intégration de nouvelles fonctionnalités leur permettant d'optimiser le suivi de leurs opérations de commerce extérieur ;
- Le partage de l'information élément-clé de la prise de décision : lancement du service *BMCE @ Rating* en partenariat avec la Coface permettant aux entreprises de disposer d'informations financières (solvabilité, endettement, performances...) sur leurs partenaires commerciaux marocains et étrangers.

le financement des besoins d'exploitation des entreprises exportatrices des secteurs Textile, Cuir et Equipement automobile touchés par la crise économique mondiale et *BMCE Relancia* pour le financement de la restructuration des dettes bancaires de l'entreprise.

Pareillement, BMCE Bank a lancé la nouvelle solution de financement *BMCE Imtiaz* dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence Nationale pour la promotion de la Petite & Moyenne Entreprise (ANPME). Ce produit, visant les entreprises à fort potentiel de croissance, porte sur le financement de projets de développement des entreprises ayant bénéficié de la prime d'investissement, octroyée par l'ANPME, et pouvant atteindre 20% du projet d'investissement.



La Banque de l'Entreprise

Par ailleurs, BMCE Bank a placé la clientèle Entreprises du secteur agricole et partant l'accompagnement Plan Maroc Vert, parmi ses axes de développement, proposant la solution *BMCE AGRI Pack*, offre complète alliant solutions de financement et services d'information.

Afin de mieux accompagner sa clientèle dans son développement à l'international, BMCE Bank a également lancé une version enrichie de *BMCE TRADE* avec un nouveau design, une nouvelle ergonomie, un contenu enrichi en informations et des services inédits, permettant notamment un meilleur suivi des grandes tendances économiques mondiales à travers une nouvelle carte dynamique, l'accès à une information exhaustive sur les opportunités d'affaires de par le monde, une meilleure gestion des opérations grâce une information détaillée sur les formalités de douane et la gestion du financement.

Dans le même temps, BMCE Bank a lancé le projet de création et développement d'une nouvelle plateforme d'affaires *TRADE MAROC* pour les entreprises marocaines avec le reste du monde.



Dynamisme Commercial AFFERMI

BMCE Bank a, au cours de l'exercice 2009, intensifié sa démarche commerciale, favorisant une politique de proximité de la clientèle, tant en termes d'extension du réseau de Centre d'Affaires avec 3 nouveaux centres ouverts, que d'actions de prospection d'une nouvelle clientèle à fort potentiel ou de fidélisation de la clientèle.

La dynamisation de l'action commerciale a été soutenue par le renforcement du dispositif de communication et des actions de motivation de la force commerciale.

Ainsi, plusieurs actions de communication ont été menées afin d'asseoir une image de Banque au service des Entreprises et PME, matérialisées par la participation active à plusieurs salons et manifestations économiques & commerciales ou des actions de marketing direct.

Visant la consolidation des relations avec les chambres de commerce étrangères, plusieurs rencontres ont été organisées avec les responsables des chambres française, espagnole, belge, italienne, britannique et américaine afin d'identifier les pistes de collaboration en faveur d'un renforcement des synergies.

Pareillement, BMCE Bank a renforcé sa présence et sa visibilité en tant que Banque conseil de l'Entreprise à travers une forte participation aux conférences, séminaires, colloques et tables rondes organisées par les chambres de commerce et autres organismes de renom de même qu'aux projets d'ordre national portés notamment par l'Office des Changes ou le Ministère du Commerce Extérieur.

De même, l'organisation de challenges et de temps forts a raffermi la motivation de la force de vente quant à ses performances commerciales et ce, au travers d'opérations dédiées à l'ouverture de crédits documentaires imports et transferts reçus ou le service *BMCE e-message*.



Performances Commerciales HONORABLES

Ce dynamisme commercial s'est reflété dans les réalisations du Réseau des Centres d'Affaires, qui traduisent, d'une part, le soutien qu'a apporté la Banque à sa clientèle dans un contexte économique des plus mitigés et, d'autre part, la confiance que continue de lui témoigner sa clientèle.

Parmi les indicateurs phares, il est à noter une forte croissance de 35% de l'encours des crédits d'investissement à DH 7,8 milliards, une hausse de 13% des comptes courants à DH 4,5 milliards ou encore les DH 157 milliards de mouvements confiés à BMCE Bank.

Par ailleurs, l'activité du financement de la promotion immobilière a connu une croissance de +3% à près de DH 4 milliards, en raison d'une conjoncture peu favorable sur le segment haut standing et la mise en place des limites sectorielles plus strictes.

En termes de commerce extérieur, BMCE Bank a enregistré un recul des volumes confiés à l'import et l'export de -13% à DH 17,6 milliards et de -12% à DH 13,8 milliards. Ces réalisations demeurent, toutefois, satisfaisantes compte tenu de la forte dépréciation des échanges extérieurs au niveau national, soit -15% et -19%. L'organisation des challenges et temps forts a également contribué à ces réalisations, notamment sur les crédits documentaires et les transferts reçus avec un apport additionnel de près de 20% par rapport aux volumes respectifs de la même période de l'exercice 2008. Aussi, BMCE Bank, fidèle à sa vocation originelle de promotion du commerce extérieur, a-t-elle encore une fois prouvé son expertise dans le domaine et sa capacité à s'adapter à des contextes moins favorables.

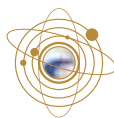


Des Partenariats Win-Win EN FAVEUR DE SYNERGIES PORTEUSES

Dans le but de profiter des opportunités offertes du fait de l'appartenance à un Groupe bancaire multi-métiers et multi-dimensionnel, BMCE Bank a placé le développement des synergies avec les entités du Groupe et autres institutions de renom au cœur de sa stratégie commerciale sur le marché des Entreprises & PME.

Ainsi, des actions commerciales conjointes avec BMCE Capital et ses filiales ont été définies afin d'offrir à la clientèle un service personnalisé et intégré, de haute qualité, répondant à l'ensemble des besoins de cette clientèle. Pareille démarche a été adoptée avec *Maroc Factoring* et *Locasom* avec des visites conjointes des clients préalablement ciblés ayant permis de booster les volumes d'affaires.

Le réseau de Centre d'affaires a, pour sa part, intensifié les actions de mise en place de conventions de crédit à la consommation et immobilier, en faveur des salariés des entreprises clientes, leur offrant des conditions avantageuses. Dans ce cadre, 130 nouvelles conventions ont été conclues, ayant contribué à la progression des encours de 26%.



La Banque de l'Entreprise

Les synergies avec les filiales financières spécialisées se sont renforcées avec le lancement de deux produits de crédit-bail, en collaboration avec *Maghrébail* : *BMCE Immo Bail Entreprise*, destiné à financer l'acquisition de bien immobilier construit pour un usage professionnel et *BMCE BTP Bail* destiné à financer l'acquisition du matériel BTP et de manutention.

Pareillement, de nouvelles opportunités de collaboration ont été exploitées avec des partenaires de renom notamment, la Caisse Centrale des Garanties pour accompagner les entreprises dans leurs projets de dépollution et les faire bénéficier d'un don pouvant atteindre 40% du coût du projet, dans le cadre du Fonds *FODEP III* ou encore la Caisse Marocaine des Marchés pour améliorer la qualité de service et la célérité du traitement des opérations, BMCE Bank ayant été la première banque de la place à lancer le processus de dématérialisation des effets CMM.

ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISE DE LA GRANDE ENTREPRISE

Dans un contexte marqué, d'une part, par une dynamique de la demande intérieure et une stagnation du taux d'inflation et, d'autre part, par un repli des investissements directs étrangers, un recul des exportations et importations, ainsi qu'une raréfaction des liquidités, les Grandes Entreprises clientes ont ainsi pu bénéficier d'une gestion fine des difficultés conjoncturelles rencontrées au cours de l'exercice 2009.



Un Soutien Permanent A LA CLIENTELE

En 2009, BMCE Bank a continué de contribuer au financement de l'économie tout en veillant à une sélectivité des risques et à une diversification du portefeuille d'actifs. Ainsi les engagements par décaissement ont cru de 10,2% à DH 29,1 milliards, portant notamment sur l'octroi de concours bancaires dans le cadre d'investissements publics, de projets touristiques, immobiliers et de partenariats publics-privés.

AVANCEES DANS LE DEVELOPPEMENT DE LA BANQUE DE FLUX ET DE LA BANQUE A DISTANCE

- Déploiement du service *BMCE Net* auprès de l'ensemble de la clientèle institutionnelle ;
- Dynamisation de la commercialisation de *BMCE EDIFin* et du service *Cash Pooling*.

À fin décembre 2009, les dépôts ont progressé de +35% à DH 14,5 milliards, dont 49% de dépôts non rémunérés contre 51% rémunérés. Dans un contexte de fort ralentissement des échanges extérieurs du Maroc, le volume global des financements extérieurs à court terme traités en 2009 a enregistré une baisse de 8,3% à DH 6,7 milliards.



Des Projets de Financement d'Envergure ACCOMPAGNANT LES PROJETS DE PRIORITE NATIONALE

Profitant d'une conjoncture économique soutenue par l'investissement public en 2009, BMCE Bank a participé à de nombreux projets de financement notamment dans les secteurs de l'infrastructure et l'industrie, les télécoms, le tourisme, l'immobilier et les BTP.

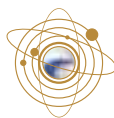
La consolidation des relations avec la clientèle institutionnelle s'est reflétée dans l'allocation d'importantes enveloppes de financement de l'ordre de DH 3 milliards en faveur de filiales de groupes financiers privés ou publics de référence.



Dans le secteur des infrastructures, plusieurs projets d'envergure ont vu la participation de BMCE Bank en tant que chef de file ou membre du consortium dans le cadre (i) du financement de programmes d'investissements liés notamment à la construction de terminaux et dessertes portuaires et leur équipement d'exploitation ou de lignes ferroviaires et (ii) de restructuration de dettes.

S'inscrivant dans les priorités nationales de promouvoir l'industrie de l'automobile, BMCE Bank a participé au financement partiel d'importants programmes d'investissement destinés à développer la production de véhicules au Maroc.

Dans le même temps, BMCE Bank, consolidant son rôle d'acteur clé du financement de l'économie, a octroyé des concours bancaires importants pour les projets touristiques et immobiliers, tant des complexes touristiques haut de gamme que des projets résidentiels. Les télécommunications ont également été l'un des secteurs ayant profité du soutien financier de BMCE Bank, une enveloppe de plus de DH 2,5 milliards lui ayant été consentie.



La Banque de l'Entreprise



Cap sur les Synergies

En 2009, un nouvel élan a été imprimé aux synergies intra-groupe, en témoigne les volumes d'affaires importants générés. Ainsi, *Maghrébail* a su profiter des tensions de trésorerie des entreprises, conjuguée à une plus grande sélectivité des risques par les banques, en ciblant les grandes corporates. Celles-ci se sont ainsi vues octroyées plus de 400 MDH, portant le taux de réalisation des objectifs de synergies à près de 160%.

Pareillement, *Maroc Factoring* a, dans un contexte de montée des risques encourus par les entreprises, racheté plus de 152 MDH de factures sur le marché *Corporate*.

Avec Locasom, le soutien marqué de la force de vente *Corporate* de BMCE Bank a favorisé le développement de l'activité de cette filiale avec le placement d'une flotte d'une centaine de véhicules auprès de la clientèle *Corporate*.



Par ailleurs, près du quart de l'encours global des crédits immobiliers et à la consommation conventionnés de BMCE Bank est issu des crédits alloués aux salariés des grandes entreprises clientes. Il a été porté par une hausse de 27% des crédits immobiliers, en ligne avec la progression moyenne de BMCE Bank sur ce créneau et de 8% des crédits à la consommation, dans le cadre d'une politique volontariste de rationaliser le placement de ces conventions afin de mieux maîtriser les risques et éviter le surendettement des ménages.



Des Activités Renforcées A L'INTERNATIONAL

Œuvrant au renforcement des relations avec les correspondants bancaires, de nombreux échanges ont été menés avec les correspondants étrangers, ce qui a permis de négocier des conditions avantageuses.

Par ailleurs, BMCE Bank a été représentée, pour la deuxième année consécutive, au *SIBOS* tenu à Hongkong et à l'occasion duquel une

DES RELATIONS SOLIDES AVEC LES ACTIONNAIRES ETRANGERS DE REFERENCE

• Groupe CM-CIC :

- Hausse de 33% des mouvements globaux confiés au CIC et de 36% des crédits documentaires
- Octroi par le Groupe CM- CIC de plusieurs cautions de marché en faveur de sociétés marocaines
- Force avérée du partenariat en termes de synergies qu'illustre le soutien du bureau de représentation du CIC dans l'octroi de services bancaires (ouvertures de comptes, financement de projet) aux sociétés et particuliers français installés au Maroc.

• Groupe Banco Espirito Santo (BES)

- 100% des opérations sur le Portugal confiées au Groupe BES
- Croissance de 42% de l'encours des cautions de marché émises en faveur d'entreprises marocaines, sous la contre-garantie de BES
- Préparation, en synergie avec BES de la 2^{ème} journée du Maroc au Portugal ayant vu la participation des représentants de BMCE Bank aux côtés d'une importante délégation économique marocaine et de plus de 280 entreprises portugaises de différentes tailles.

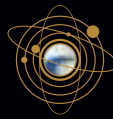
trentaine de banques ont été rencontrées afin d'identifier des axes de collaboration commune, notamment sur les paiements, le *trade*, les activités des marchés de capitaux ou encore la gestion des risques bancaires et pays.



BMCE Bank Offshore

L'activité de la Succursale BMCE Bank, Banque *Offshore* de l'année 2009 a été marquée par une progression de 17,4% des engagements globaux à DH 3,3 milliards et des crédits à la clientèle de l'agence *Tanger OffShore* de 128% à 783 MDH.

De même, les dépôts se sont accrus de 6,8%, pour atteindre 410 MDH. Par ailleurs, un recul de 8,35% du volume des financements extérieurs confiés par le Siège est observé, dans un contexte de baisse des opérations clientèle. Aussi, le résultat hors provisions ressort-il à 32 MDH, en hausse de 8%.



La Banque d'Investissement



BMCE CAPITAL BON CRÛ 2009

En 2009, BMCE Capital a réussi à surmonter la crise internationale et ses retombées financières et psychologiques sur l'économie nationale qu'illustrent notamment le repli du volume des échanges extérieurs du Maroc et l'orientation défavorable du marché boursier marocain.

BMCE CAPITAL MARKETS **Maintien des Bonnes Performances dans un Contexte Difficile**

La Salle des Marchés a su profiter des opportunités d'affaires générées de ce contexte, clôturant l'exercice sur des performances exceptionnelles dépassant de 66% les prévisions établies pour l'année, profitant aussi bien de son expertise que des efforts constants d'innovation des différents desks qui la constituent.

L'amélioration continue de la qualité de services offerts aux clients, tel a été le *leitmotiv* de BMCE Capital Markets sur l'activité Change, octroyant ainsi de meilleures cotations à la clientèle et procédant à une diffusion plus régulière des publications.

Sur l'activité trésorerie, BMCE Capital Markets a relevé le défi de la gestion des liquidités en devises dans un contexte de crise financière et économique internationale, misant sur la stratégie gagnante de maîtrise du risque de liquidités en devises, grâce notamment à la cotation en fixe et variable pour de longues maturités et la mise en place en continu de la salle de cotations pour des maturités supérieures à 1 an.

FORTE CULTURE D'INNOVATION

- Finalisation de la plateforme dynamique de cotation *sales*
- Diversification de l'offre dérivés de change à travers le lancement de 3 nouveaux produits :

1- Le terme figé : stratégie permettant d'améliorer relativement le cours à terme normal

2- *Export Plus* : stratégie de surperformance du cours de cession spot

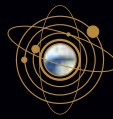
3- *Break Forward* : stratégie offrant le même profil de gain in fine que les options vanilles

- Anticipation des besoins des investisseurs à travers l'élargissement de l'offre des produits structurés : lancement de produits moins conventionnels (hybride, CLN, etc.) de longue maturité sur des sous-jacents variés (Change, Or, Actions et Taux).

- Développement d'un nouvel indice boursier répondant aux objectifs de la gestion indicelle à savoir liquide, représentatif de la place et conforme aux règles prudentielles pour la gestion d'actifs.

L'activité *FX Offshore* s'est également démarquée par l'amélioration sensible de ses marges dans un contexte de stagnation des volumes traités grâce à une gestion dynamique de la position de change et au market making sur le marché monétaire dirhams offshore. L'activité a su ainsi profiter des opportunités du marché international et plus précisément de la zone *MENA* en lançant une nouvelle activité, le *Trading* obligataire.

Les activités monétaires et obligataires ont justifié d'une bonne dynamique en 2009, générant un flux d'affaires de DH 1 263 milliards, en forte croissance de 24%.



La Banque d'Investissement



BMCE CAPITAL BOURSE

Positionnement Maintenu sur le Marché

Redoublant de dynamisme commercial, BMCE Capital Bourse a réussi à consolider son rang d'acteur de référence sur le marché boursier marocain, maintenant sa part de marché à hauteur de 16% et ce, dans un contexte marqué par une perte de confiance des investisseurs pour le marché actions, un manque de dynamisme sur le marché primaire suite à l'absence d'introductions en Bourse, ainsi qu'un faible niveau des opérations d'allers-retours effectuées en fin d'année.

Forte de sa notoriété et de son expertise, BMCE Capital Bourse a maintenu un *deal flow* important tout au long de l'année, se positionnant principalement sur les opérations stratégiques aussi bien pour le compte du Groupe BMCE que pour le compte d'autres institutions de renom de la place.

Parmi ses opérations d'envergure figurent (i) la cession de 4,9% du capital de BMCE Bank au Groupe Crédit Mutuel - CIC, (ii) la cession dans le cadre du programme de rachat d'une partie du capital de la CGI et (iii) la signature d'un mandat de renouvellement de la gestion du programme de rachat d'ADDOHA, (iv) la conclusion d'un nouveau mandat de gestion pour la conduite du programme de rachat de SALAFIN portant sur 5% du capital de cette dernière.

Par ailleurs, capitalisant sur son service phare de Bourse en ligne, BMCE Capital Bourse a œuvré en 2009 au développement des synergies avec les entités de BMCE Capital et le Réseau BMCE Bank à travers le déploiement des écrans de bourse en temps réel et des postes agences en temps réel.



ACTIVITES DE GESTION D'ACTIFS



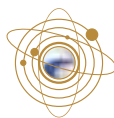
BMCE CAPITAL GESTION

Un Essor Remarquable

BMCE Capital Gestion a clôturé l'année sous le signe de la performance avec un actif sous gestion de près de DH 23 milliards, en forte croissance de 34,5%, la plaçant ainsi au troisième rang des sociétés de gestion avec un gain de part de marché de 1,62 p%, soit 12,6%. Cette dynamique résulte de l'augmentation +50,7% de l'encours des OPCVM OMLT à DH 15,65 milliards et de +320% de l'actif diversifié grâce au démarrage du fonds dédié *Moustaqbal CRP* pour un total actif de 570 MDH.

VERS LE DEVELOPPEMENT DES SYNERGIES ET LE POSITIONNEMENT REGIONAL

- Présence régionale plus marquée à travers le développement des «Espaces Capital»
- Intensification des synergies avec l'ensemble des entités du Groupe



La Banque d'Investissement

En termes de performances commerciales, BMCE Capital Gestion réalise en 2009, la seconde plus importante collecte en termes d'actifs à DH 5 milliards, de même qu'elle a été retenue pour les deux appels d'offres de gestion lancés respectivement par Bank Al Maghrib pour la gestion d'un fonds dédié diversifié et la CIMR pour la gestion d'un fonds dédié actions.

En outre, la structure des actifs gérés fait ressortir une prédominance à plus de 92% des OPCVM monétaires et obligataires, suivie des OPCVM actions à hauteur de 5%, en recul toutefois de 1,8p% puis des OPCVM diversifiés à 2,9% en hausse de 2p%.

L'année 2009 a également vu le lancement de projets stratégiques et organisationnels majeurs dont notamment, l'acquisition d'un outil de gestion, l'instauration d'une cartographie des risques, la refonte des procédures, et la mise en place d'une convention de distribution des produits BMCE Capital Gestion par le réseau BMCE Bank.

SURPERFORMANCE AVEREE

- 26 fonds sur les 29 fonds sous gestion affichant des gains au dessus de leur benchmark.
- Surperformance moyenne sur l'actif actions et diversifié de l'ordre 159 pbs pour un encours total de DH 1,2 milliards, et de 42 pbs sur l'actif monétaire et obligataire pour un encours total de DH 21,5 milliards.

BMCE CAPITAL GESTION PRIVEE *Année de Réorganisation*

Au terme d'une année 2009 caractérisée par le retournement des marchés, BMCE Capital Gestion Privée a réussi à maintenir ses actifs sous gestion, marquant une croissance de 2%. Pour leur part, les performances des portefeuilles sous gestion ressortent honorables comme en témoignent les réalisations médianes générées entre le marché actions et le marché monétaire et obligataire.

Le contexte de marché difficile en 2009 a poussé BMCE Capital Gestion Privée à reprofiler les portefeuilles de la plupart des clients pour adopter davantage des positions défensives à même de permettre une plus grande résistance face au repli constaté du marché. Cette situation a également eu pour conséquence un basculement de la tarification vers un système variable, induisant une baisse des revenus, les commissions moyennes prélevées au titre de la gestion sous mandat, ayant reculé de -0,13p%.

Sur le plan qualitatif, BMCE Capital Gestion Privée s'est engagée en 2009 dans une phase de restructuration et d'organisation dans le but d'en améliorer l'efficacité, marquée notamment par la mutualisation de la gestion des risques avec BMCE Capital et la poursuite des synergies avec BMCE Bank.

DEMARRAGE DES PLACEMENTS A L'ETRANGER

- Activité *custody* animée par les placements à l'étranger réalisés par les fonds OPCVM de l'ordre de 222 MDH.
- Forte hausse des actifs conservés sur les segments des institutionnels étrangers à DH 12 milliards.



ACTIVITES DE GESTION ET DE CONSERVATION DE TITRES



BMCE CAPITAL TITRES *Essor*

Opérant dans des conditions de marché peu favorables, BMCE Capital Titres a poursuivi la croissance de ses actifs en conservation marquant, en 2009, un taux de progression de près de 11% à DH 155 milliards, capitalisant principalement sur le bon comportement de l'activité de dépositaire OPCVM.

Ainsi, les actifs OPCVM conservés se sont inscrits en forte croissance de 31% à DH 46,4 milliards, portant ainsi la part de marché à 24%, en amélioration sensible. Cette performance résulte essentiellement des synergies développées avec les entités du Groupe, notamment RMA Capital, RMA Watanya, BMCE Capital Gestion...

Dans un contexte de sous régime des marchés Central et de Blocs, le volume transactionnel traité par BMCE Capital Titres dans le cadre des dénouements d'opérations boursières a dépassé les DH 21 milliards avec une part de marché 18%.

Par ailleurs, Les actions commerciales menées sur le segment des institutionnels ont permis de maintenir les encours conservés à près de DH 60 milliards, représentant 39% de l'encours global des actifs.

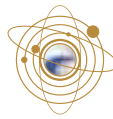


CORPORATE FINANCE



BMCE CAPITAL CONSEIL *Des Réalisations Honorables*

Entrée en 2009 dans une phase de développement soutenue, l'activité de la filiale Conseil ressort en forte hausse, en témoigne la conclusion de 17 opérations de conseil menée avec succès tout au long de l'année. Ces opérations ont aussi bien concerné le volet stratégique en termes de fusions-acquisitions, concessions et financements structurés que les opérations sur les marchés des capitaux.



La Banque d'Investissement

UN CHIFFRE D'AFFAIRES EN FORTE HAUSSE

- Croissance de 68% du chiffre d'affaires
- Dépassement de 55% par rapport au budget
- Forte contribution des missions liée aux activités de Fusions-acquisitions

Forte d'une expertise éprouvée, BMCE Capital Conseil a été mandaté en tant que conseiller de plusieurs sociétés opérant notamment dans les transports ou la promotion immobilière pour des missions d'ouverture de capital et de cession partielle ou totale de participations, de même qu'elle a conseillé la mise en gestion déléguée du service de transport urbain du Grand Agadir ou encore la participation à l'appel d'offres pour l'aménagement et l'exploitation d'un parc de loisirs.

Sur les financements structurés, BMCE Capital Conseil a été mandaté pour diverses missions de levée de dettes pour le financement de projets d'investissement, de restructuration stratégique ou de refinancement d'endettement.

Par ailleurs, BMCE Capital Conseil a fait preuve de dynamisme sur le marché de la dette privée, se positionnant comme conseiller et placeur sur plusieurs programmes d'émission obligataires, de billets de trésorerie ou de bons de société de financement pour le compte d'opérateurs



ACTIVITES TRANSVERSALES



PLATEFORME COMMERCIALE

Bonne Résilience en Période Difficile

La Plateforme Commerciale s'est distinguée par ses efforts de commercialisation et de promotion intensives des produits et services des différentes lignes métiers de BMCE Capital et ce, dans un contexte contraignant caractérisé par la décélération de l'activité sur les marchés financiers, l'érosion de la confiance des clients ainsi que par le resserrement des conditions d'octroi de crédits.

Toutefois, la Plateforme Commerciale est parvenue à profiter des perspectives d'amélioration de l'activité économique de certains de ses clients stratégiques et de la volatilité des marchés financiers, limitant ainsi la baisse de son activité de change à seulement 23%.

Au registre des placements, l'encours de la Plateforme Commerciale ressort en baisse de 13% à 1 MDH même s'il a connu une progression stable tout au long de l'année (+3%). Cette baisse s'explique notamment par, une baisse des disponibilités de trésorerie du seg-

ment Corporate, une demande de plus en plus accrue de la solution « *Cash Pooling* », ainsi qu'à une politique commerciale agressive de certains concurrents.

La Plateforme Commerciale a concentré ses efforts sur l'amélioration de la qualité de service ainsi que sur la refonte de son organisation dans un souci d'en optimiser l'efficacité.

L'année 2009 a également été marquée par le développement des premières synergies avec la filiale Conseil de BMCE Capital.



ANALYSE & RECHERCHE

Expertise Assurée

Forte de sa renommée sur la place, de son expertise reconnue même à l'international et des compétences multidisciplinaires de ses équipes, l'Analyse & Recherche a assuré tout le long de l'année 2009 une cadence de diffusion soutenue, publiant pas moins d'une vingtaine de flashes et de notes de recherches institutionnelles sans oublier la production régulière de lettres, mensuels, trimestriels et annuels. Parallèlement à ce foisonnement de publications, l'Analyse & Recherche a été également très active au niveau des présentations, accompagnant BMCE Capital Bourse et *MediCapital Bank* dans leurs différentes démarches de prospection commerciales destinées aussi bien aux patrimoniaux qu'aux institutionnels nationaux et étrangers.

Au niveau réglementaire, et conformément à la circulaire du CDVM 04/08 relatives aux règles déontologiques applicables aux analystes financiers, un code déontologique a été élaboré et mis en place ainsi qu'un manuel de procédures à la pointe des meilleures pratiques à l'international.

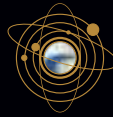
Outre les dossiers d'émissions obligataires, de *due diligence* ainsi que des recherches thématiques pour le compte du Groupe BMCE Bank, l'Analyse et Recherche a poursuivi l'exécution de sa mission consistant à détecter les opportunités et les menaces pour l'ensemble des lignes métiers de BMCE Capital.



MARKETING ET COMMUNICATION

Image Renforcée

Dans le cadre du renforcement de l'image de BMCE Capital par un marketing événementiel plus marqué, en 2009, plusieurs actions ont été menées dont l'organisation de séminaires sur des thématiques d'actualité, la conduite de tournées régionales et visites clientèles communes aux différentes lignes métiers et le lancement du nouveau site institutionnel de BMCE Capital. Ces actions ont ainsi œuvré à asseoir une nouvelle image institutionnelle de BMCE Capital et son positionnement en adéquation avec sa vision, ses ambitions et les valeurs de BMCE Bank.



Ressources et Moyens au Service du Développement



LE CAPITAL HUMAIN LA BIENVEILLANCE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN



Le Développement des Collaborateurs UNE PRIORITÉ RH

En préparation de la relève de BMCE Bank, une deuxième campagne d'identification des hauts potentiels de la Banque a été menée. Plus d'une soixantaine de hauts potentiels ont ainsi été ciblés à travers des programmes d'évaluation, à l'issue desquels ont été identifiés les besoins en termes de développement des compétences. Les thématiques concernent le management situationnel, transversal, le développement et l'efficacité personnelle, les habiletés personnelles en communication, la créativité professionnelle, et le management de projets.

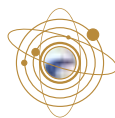
La première promotion des hauts potentiels a, pour sa part, bénéficié d'un cycle de développement sur les aspects liés au management des équipes, à l'efficacité personnelle, à la prise de parole en public et au management de projets.

Afin de se maintenir à la pointe de la recherche RH et du développement du capital humain du Groupe, diverses études ont été opérées afin de mieux comprendre les attentes des salariés et améliorer davantage le climat social.

BMCE BANK CERTIFIE SON ACTIVITÉ GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

- Reconnaissance des efforts déployés pour la mise en place d'un système de management de la qualité à travers une certification ISO
- Valorisation de l'efficacité, normalisation des processus, maîtrise technique et opérationnelle de l'activité RH, ainsi que professionnalisme avéré des équipes
- Certification portant sur les activités liées au recrutement, à la formation du personnel, au développement des carrières, à la gestion des potentiels, à la gestion des affaires sociales et à la communication interne
- Objectif de garantir et de maintenir l'excellence dans la gestion du Capital Humain de BMCE Bank dans une dynamique d'amélioration continue pour répondre aux attentes des collaborateurs.

Par ailleurs, plusieurs Ateliers d'Intelligence Collective ont été tenus, offrant ainsi aux Managers et futurs dirigeants l'opportunité d'innover et de concevoir des projets d'entreprise.



Ressources et Moyens au Service du Développement



BMCE Academy

ŒUVRANT AU DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Veillant à l'élargissement des compétences et au développement de la connaissance, *BMCE Academy* a conclu un partenariat avec une grande école de commerce parisienne ayant permis à plus d'une dizaine de talents issus du Top Management de BMCE Bank de participer à un *Executive Education Program*. Une deuxième promotion étant prévue d'être lancée en 2010. Par ailleurs, 2009 a été marquée par le démarrage de l'accompagnement individuel à travers le *coaching*.

Par ailleurs, *BMCE Academy* a poursuivi les cursus Directeurs d'Agences Part/Pro et Entreprise, avec le lancement de 4 promotions, soit plus de 90 collaborateurs. Les Directeurs de Groupe ont également bénéficié d'une formation en management «*The Manager Coach*», portant notamment sur l'acquisition de repères et de techniques pour assumer ce nouveau rôle de manager.

De même, le programme *Business Challenge* a été reconduit avec la participation de 180 collaborateurs. A l'issue de cette dernière, des projets managériaux sont présentés et défendus par les différents participants, dans une période de 100 jours.

Le programme de développement personnel figure parmi les réalisations phares de *BMCE Academy*, 3 promotions en ayant bénéficié.



Dimension Groupe

DE PLUS EN PLUS MARQUEE

BMCE Bank a posé les premiers jalons de la gestion des ressources humaines au niveau Groupe, accompagnant ses filiales sur les problématiques RH.

Par ailleurs, poursuivant une politique de transfert de *know-how*, BMCE Bank a organisé un programme de formation dédié au management de La Congolaise de Banque portant notamment sur l'organisation, l'outil de gestion des risques opérationnels, le devoir de vigilance, les garanties, les pratiques managériales et commerciales.

BMCE Academy a également imprimé la dimension Groupe à son action, proposant des formations spécifiques aux différentes composantes du Groupe, relatives notamment au management des hommes, à la conduite du changement, à la négociation, à la communication interpersonnelle, ou *manager coach*... Une première action de formation sur la gestion du stress a été réalisée pour BMCE Capital. A ce jour 65 personnes du Groupe ont bénéficié de ces formations.



Communication Interne

TOUJOURS PLUS PROCHE DES COLLABORATEURS

Outre la couverture des moments phares de BMCE Bank, la communication interne a également accompagné le lancement de l'université virtuelle, le programme «*BMCE Bank sans tabac*».

Par ailleurs, la publication de communiqués et de revues a été poursuivie tant sous format classique que via le Web, notamment les *Newletters – The Manager's Strategy*, et *The Manager's*.

L'accueil des nouvelles recrues s'est réalisé aux couleurs de BMCE Bank, l'accent ayant été mis sur les valeurs directrices et la culture d'entreprise, outre la distribution de Kit d'accueil.

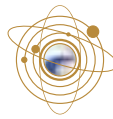


Perspectives 2010

En termes de gestion RH, BMCE Bank ambitionne de se maintenir à la pointe du développement humain et ce, à travers le déploiement accéléré de l'activité RH à l'échelle Groupe visant un rapprochement et une harmonisation des pratiques pour un meilleur alignement culturel, au service de la performance et de la création de valeur.

De la mutualisation de services, aux ateliers d'intelligence collective, en passant par la création d'une communauté d'expert, la tendance est au collectif sous toutes ses formes, ainsi qu'au Management de cet ensemble. Aussi, les programmes d'excellence seront poursuivis notamment, le *Leadership Continuity Program*, les programmes de formation au niveau de *BMCE Academy*, de même que les ateliers d'intelligence stratégique.

Répondre aux aspirations des salariés, leur créer une vision, donner du sens à leur carrière, leur offrir les moyens de leur ambitions, les accompagner, les coacher, suivre et mesurer le climat social pour le rendre meilleur, tels seront les axes prioritaires de développement RH de BMCE Bank en 2010.



Ressources et Moyens au Service du Développement

BUSINESS INTELLIGENCE EN FAVEUR DE LA PERFORMANCE COLLECTIVE



Elargissement **DU SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE**

Dans le cadre de la politique d'expansion du Réseau de BMCE Bank, un outil d'aide à la décision spécialement adapté à l'élaboration d'une stratégie d'implantation des agences avait été développé afin d'accompagner le programme d'ouverture des agences.

Après Casablanca en 2008, c'est désormais la région de Rabat qui dispose d'un Système d'Information Géographique permettant l'identification des zones d'implantations prioritaires tout en renforçant un maillage « intelligent ».

Un dispositif, précurseur, d'orientation géographique au sein des GABs a également été conçu sur la ville de Casablanca. Il permettra à la clientèle BMCE Bank, en cas de panne, de disposer d'une carte géographique indiquant l'emplacement exact d'autres GABs BMCE Bank se trouvant à proximité.



Déploiement **DU SYSTEME D'INFORMATION D'INTELLIGENCE ECONOMIQUE**

Elément central dans la gestion de l'information au sein du Groupe BMCE Bank, le Système d'Information d'Intelligence Economique permettra à tout collaborateur de la Banque - et du Groupe à moyen terme - d'être informé en temps réel, via des alertes informatives.



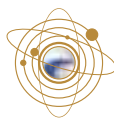
Une Contribution Analytique **RENFORCEE**

De nombreuses études ont été menées afin d'affiner la connaissance client et participer à une meilleure définition des actions commerciales et marketing. Ainsi, a-t-il été procédé à l'identification des différentes caractéristiques de la clientèle Haut de Gamme, de même que l'analyse du marché MRE a permis de dresser les principales tendances régissant ce marché.



Une Meilleure Couverture **DES PROBLEMATIQUES ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

La veille informative a renforcé ses activités récurrentes, tout en proposant de nouveaux services à plus forte valeur ajoutée. Ainsi, les travaux de veille quotidiens ont été enrichis par une veille économique et financière, ayant pour objectif un suivi exhaustif de l'environnement du Groupe BMCE Bank.



Ressources et Moyens au Service du Développement



UNE COMMUNICATION DAVANTAGE CIBLEE

Réorganisation de la communication globale de la Banque marquée par l'émergence de différents territoires de communication à savoir la communication institutionnelle, la communication commerciale et la communication Multicanal.



Confirmation DE L'IMAGE DE BMCE BANK

Soutenue par une réflexion et une démarche créative, la campagne institutionnelle phare de 2009 a reflété les préoccupations de BMCE Bank en matière de développement durable à l'échelle africaine, d'accès aux nouvelles technologies, de respect de l'environnement, de promotion de l'éducation et de soutien à l'investissement. Ainsi, BMCE Bank a réussi à capitaliser sur son image de :

- Banque prestigieuse, experte, puissante, innovante et ouverte à l'international ;
- Banque humaine, proche des réalités, accessible, et
- Banque incarnant la multinationalité naissante du Groupe.

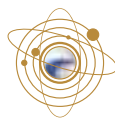
CINQUANTENAIRE DE LA BANQUE EN 2009

La célébration du Cinquantenaire de la création de BMCE Bank a été soutenue par l'innovation en matière de communication institutionnelle. Un identifiant spécifique a été créé afin de fédérer l'ensemble du public à savoir collaborateurs, clients et actionnaires du Groupe.

Une stratégie de communication institutionnelle a accompagné cet événement de même qu'elle a permis d'asseoir le socle de la communication, pour les années à venir, qu'elle soit commerciale, financière, ou institutionnelle.

Dans le cadre de son engagement dans le sponsoring culturel et le mécénat, BMCE Bank a marqué sa participation aux événements de l'année à travers le déploiement d'un univers créatif commun à l'ensemble des événements culturels et sportifs sponsorisés par la Banque, le concept « Vivons », soutenu par la mise en place d'un dispositif de communication spécifique, média et hors média, à chaque événement.

En termes de *merchandising* visant à accompagner la croissance et la performance commerciale du Réseau, l'année 2009 a vu le développement d'une stratégie s'articulant autour de l'accompagnement des agences en termes de gestion du matériel publicitaire et d'aménagement des espaces commerciaux et, la mise en place d'un affichage en agence moderne, dynamique et attractif.



Ressources et Moyens au Service du Développement



Communication Commerciale DE PROXIMITE

Sur la base des orientations stratégiques, une stratégie de communication commerciale à moyen terme a été mise en œuvre. Ce plan s'appuie sur une communication de proximité, tenant compte des particularités de chaque marché tout en veillant à la cohérence d'ensemble.

Afin de se projeter vers l'avenir, avec une approche durable, cohérente et reconnaissable, chaque marché a été doté d'un identifiant, d'une accroche spécifique et d'un graphisme propre, notamment, "Banque Nouvelle Génération", "Mon pays Ma Banque"...

LANCEMENT DU LOW INCOME BANKING

Une importance particulière a été accordée à la Campagne *Lilkoul* visant la bancarisation d'une nouvelle population dite *Low Income*. Ainsi, près d'une dizaine de films publicitaires ont été réalisés et près d'une vingtaine de messages radio enregistrés.

La campagne d'accueil MRE a été reconduite, conjuguée à une campagne relais entre Ramadan et décembre afin de développer davantage l'activité MRE et ce, dans une conjoncture difficile.

Quant au marché de l'entreprise, un concept créatif fédérateur a été mis en place pour accompagner la communication institutionnelle autour de l'expertise de la Banque dans les métiers de la finance et du conseil.



Communication Interactive

L'ensemble des campagnes de communication institutionnelle et commerciale initiées ont été déclinées à travers des actions sur les canaux directs. C'est ainsi que la publicité sur Internet a permis une meilleure visibilité de BMCE Bank sur le *WEB* notamment, à travers les campagnes liées à la célébration du Cinquantenaire, *Lilkoul* et la campagne d'été MRE. Ces actions ont augmenté le trafic du site institutionnel de 10%, avec une moyenne de 40 000 visites mensuelles, soit près de 470 000 visites en 2009.

L'affichage GAB fait automatiquement partie de tous les dispositifs de communication. Concernant l'activité *mailing*, plus de 3 millions de *mailings* ont été adressés à la clientèle en 2009, avec une moyenne de 1,5 *mailings* par client et par an.

Le mobile est un moyen de communication de masse très rentable à condition de disposer de bases de données qualifiées de clients ou de prospects. A cet égard, 580 000 SMS promotionnels ont été envoyés à la clientèle en 2009.

AMELIORATION DES PROCESS ET CONSOLIDATION DES PROJETS DE LA BANQUE

BMCE Bank poursuit depuis plusieurs années la mise en œuvre de projets organisationnels, informatiques et qualité d'envergure visant une amélioration des process, une meilleure connaissance de la clientèle, un suivi rigoureux des performances permettant un pilotage optimisé, un renforcement de la gestion des risques, ou encore l'amélioration de la productivité à travers la rationalisation des structures.



Pour une Meilleure Connaissance DE LA CLIENTELE

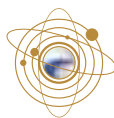
Le projet Gestion de la Relation Client s'inscrit dans le cadre du partenariat technologique avec le Groupe CM-CIC et du schéma Directeur consolidé de BMCE Bank et RMA Watanya. Ce projet comprend la mise en place, via la construction d'une plateforme informatique et technologique d'un ensemble d'outils renforçant l'efficacité commerciale de la force de vente, la connaissance clientèle et la maîtrise des risques.



Vers l'Automatisation DU TRAITEMENT DES OPERATIONS

Un plan de déploiement de nouveaux services au niveau des automates a été établi, devant être soutenu par une politique d'accompagnement et de sensibilisation de la clientèle et du Réseau et ce, en vue d'automatiser certaines tâches administratives, auparavant réalisées au niveau des guichets de la Banque.

Dans le cadre du projet d'automatisation de la gestion des ordres de bourse, le Réseau aura désormais accès à l'information financière en direct, à la passation d'ordres de bourse en temps réel, ainsi qu'au suivi des portefeuilles et la visualisation en direct de toutes les opérations.



Ressources et Moyens au Service du Développement



Une Gestion des Risques **PLUS FINE**

Le Groupe BMCE Bank s'est doté d'un Système d'Information Risques évolué intégrant des outils pour la modélisation, l'analyse financière et l'élaboration des grilles de notation. Une mise à niveau des systèmes opérants de la Banque est en cours afin de concilier les systèmes dans leur globalité.



Certification **DES ACTIVITES DE LA BANQUE**

Dans le cadre du renforcement du Système de Management de la qualité, les activités certifiées ont été reconduites, notamment les activités du *Remedial Management* et la Salle des Marchés. Par ailleurs, l'activité Capital Humain s'est vu distinguée par la certification ISO 9001 et ce, avec un score de zéro écart par le Bureau Veritas Certification.



Amélioration **DE L'ACCUEIL DE LA CLIENTELE**

En 2009, le projet d'amélioration de l'accueil au sein de BMCE Bank est entré dans sa phase opérationnelle avec la mise en place d'un important dispositif procédural, de formation et de communication afin d'accompagner la dynamique de développement enclenchée.



Une Meilleure Qualité **DE SERVICE**

Afin de renforcer la qualité de service de la Clientèle des Particuliers, les enquêtes client mystère se sont poursuivies portant sur les produits et services BMCE Bank. Ainsi, les résultats ont été diffusés, sous forme de rapports à tous les niveaux du réseau ainsi qu'aux entités centrales.



Extension du Réseau **AU SERVICE DE LA BANCARISATION**

Cœuvrant à l'effort de bancarisation entrepris au Royaume, BMCE Bank a poursuivi sa stratégie d'extension et de densification de la capillarité du Réseau avec l'ouverture de 50 Agences Part/Pro et 3 Centres d'Affaires (Kénitra, Mohammedia et Côtère). De même, diverses actions de réaménagement ont concerné l'ensemble des locaux de la Banque (Siège et Agence).

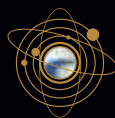
Par ailleurs, 2009 a connu le lancement des travaux de construction des 3 agences prototypes dans le cadre du Projet Nouveau Concept Architectural à Rabat, Fès et Casablanca.



Une Référence **EN MATIERE DE SECURITE DES AGENCES**

BMCE Bank a placé le renforcement de la sécurité au cœur de ses préoccupations et ce, à travers la mise en place d'un Système efficient de Management de la Sécurité. Aussi, le Réseau BMCE Bank a été intégralement protégé, par des dispositifs de sûreté et de sécurité performants, notamment, la détection d'incendie, l'intrusion, la télé-surveillance, la télésecrétariat et la vidéoprotection.

Aussi, se conformant aux directives du Ministère de l'Intérieur en matière de sûretés des agences, BMCE Bank n'a fait l'objet d'aucune fermeture d'agence, alors que 9% des agences de la communauté bancaire ont enregistré une interruption d'activité.



Remedial Management Groupe



RYTHME SOUTENU DE REALISATIONS

Dans un contexte économique défavorable en 2009, l'activité Remedial Management a déployé des efforts substantiels afin de surmonter les répercussions des perturbations économiques et financières. Ainsi, grâce à la forte mobilisation des équipes menant une démarche différenciée en fonction de la nature des dossiers gérés, les récupérations en capitaux se sont élevées à plus de 400 MDH, de même l'apurement cumulé du stock des engagements par signature a atteint près de 220 MDH.



Gestion du Portefeuille MAITRISE ET CERTIFICATION ISO

Sur le plan qualitatif, une solide maîtrise de la gestion du portefeuille des créances en compromis et des process mis en place ont permis, notamment, de réussir les deux audits qualité pour la certification ISO 9001 (Version 2008) de l'activité recouvrement. Cette certification a permis d'élargir pour la première fois le périmètre de contrôle à l'ensemble des prestataires sociaux.

En effet l'obtention du renouvellement de la certification ISO a été soutenue par la mise en place de l'outil de gestion «PRM» visant la supervision de la gestion administrative et comptable des dossiers en termes de (i) déclarations des anomalies constatées dans les dossiers transférés au compromis, (ii) gestion de l'affectation des dossiers aux gestionnaires, avocats et cabinets de recouvrement, (iii) suivi des engagements reçus des notaires, (iv) suivi de l'échéance des garanties par la mise en place de systèmes d'alerte, (v) reporting des dossiers compromis non transmis et (vi) gestion des archives.

FAITS MARQUANTS 2009

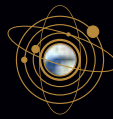
- Signature de 4 nouvelles conventions avec des cabinets de recouvrement externes
- Modernisation des procédures de gestion du contentieux



Traitement des Dossiers EFFICACITE ET DILIGENCE

Le traitement rapide et efficace des dossiers a été placé au cœur du dispositif de recouvrement et ce, afin d'augmenter les chances d'une issue favorable, réduire l'encours des créances en souffrance ainsi que de permettre l'annulation de la provision y afférente.

De même, les dossiers déclassés antérieurement à 2009 ont également fait l'objet d'un suivi rigoureux ayant permis la récupération de près de 100 MDH.



Remedial Management Groupe



En outre, et parallèlement aux démarches entreprises auprès des débiteurs et des instances judiciaires sur certains dossiers flux adossés à des garanties étatiques (CCG), la mise en jeu de cette garantie a abouti à la récupération de plus de 20 MDH (hors crédits *FOGARIM*).



Recouvrement des Créances **PERFORMANCES APPRECIABLES**

En 2009, les créances récemment déclassées portent aussi bien sur les dossiers compromis que sur les créances compromises justifiant d'une ancienneté d'un maximum plus de 5 ans et dont le montant dépasse 200 KDH.

Dans le cadre du recouvrement des dossiers de crédits *Fogarim*, les débiteurs sont approchés pour convenir d'un arrangement à l'amiable. Par ailleurs, pour le recouvrement des crédits immobiliers aux particuliers, sur un montant global de 68,7 MDH, l'action de recouvrement a permis de solder définitivement près de 10 MDH.



Stock de Créances **DES EFFORTS IMPORTANTS DEPLOYES**

Un travail de fond a été mené sur le portefeuille des créances en contentieux depuis plus de 5 ans à travers d'une part, l'identification des dossiers bordés par des garanties réelles et ceux pour lesquels des jugements définitifs ont été obtenus, et d'autre part, l'intensification des contacts avec les débiteurs et différents intervenants dans la procédure de recouvrement.

Aussi, la politique de proximité déployée auprès des avocats et les expertises et enquêtes réalisées ont-elles permis de traiter près de 300 dossiers de la clientèle.

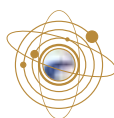


2010 **ANNEE ENGAGEANTE**

La mise à jour et l'amélioration continue des procédures et outils de gestion constitueront des actions prioritaires afin d'augmenter davantage le rendement et la productivité de l'activité de recouvrement.

Les efforts substantiels en termes de récupérations seront maintenus sur tous les dossiers relevant du portefeuille compromis. De même, l'action de prévention du risque sera poursuivie en sensibilisant les différentes entités de la Banque sur les anomalies constatées dans les dossiers compromis.

Aussi, une filiale spécialisée dans le recouvrement est-elle en cours de création dans le périmètre d'activité devra couvrir le Groupe BMCE Bank et d'autres entités du Groupe FinanceCom voire les implantations à l'international.



Les Filiales Financières Spécialisées

SALAFIN



Des Fondamentaux Solides

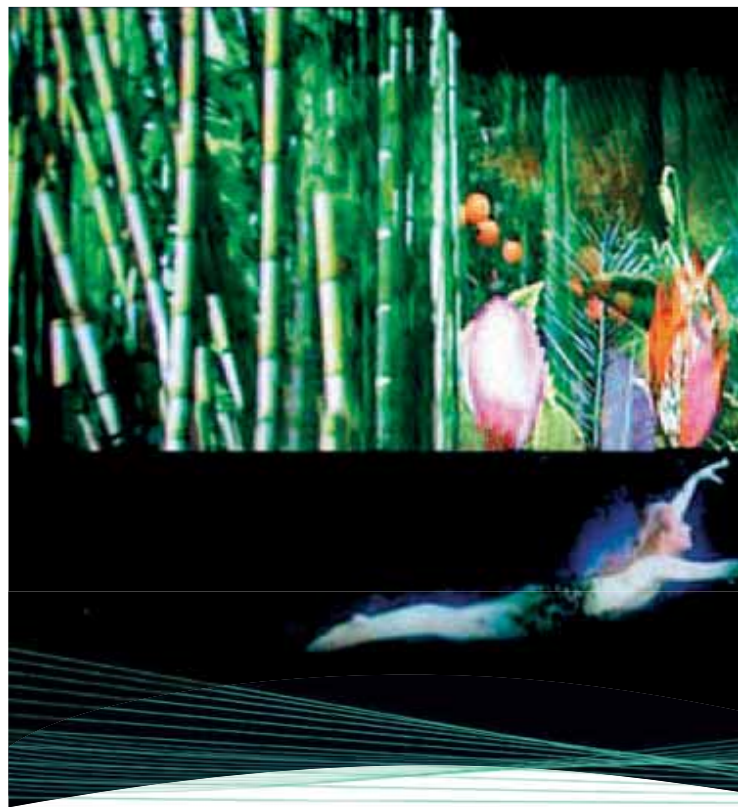
Dans une conjoncture économique marquée par une baisse de la production du secteur du crédit, et du nombre de voitures vendues, ainsi qu'un ralentissement de la croissance de la consommation des ménages, *Salafin* a démontré sa capacité de s'adapter à un environnement plus tendu, et à consolider sa position sur le marché du crédit à la consommation au Maroc. Ainsi, l'encours des crédits a progressé de +4 % à 2 711 MDH à fin 2009, contre 2 614 MDH en 2008.

Dans ce contexte, de belles performances financières ont été enregistrées avec un PNB de 269 MDH, en hausse de +3,2% par rapport à 2008, des charges générales d'exploitation en recul de -14%, portant le coefficient d'exploitation à 26%, soit, un des plus bas sectoriels, et un Résultat Brut d'Exploitation en progression de +11% à 201 MDH.

Par ailleurs, *Salafin* s'est engagée dans une politique volontariste de provisionnement des créances en souffrance face à la montée du risque. De ce fait, le coût du risque de crédit a enregistré une hausse de 130% à 50 MDH, maintenant ainsi, le niveau de couverture de créances en souffrance à 83%. Le Résultat Net reste stable à 101 MDH avec un ROE de 18%.

Salafin affiche une hausse significative de 10% par rapport à 2008 des fonds propres qui s'établissent à 595 MDH et conforte ainsi son coefficient de solvabilité de 18,10%, reflétant la solidité financière de l'entreprise.

En 2010, et dans l'attente d'un réel rebond de l'activité économique porté par une relance de la consommation, *Salafin* poursuit ses efforts organisationnels visant à améliorer la qualité des services à la clientèle et aux réseaux partenaires, tout en préservant sa rentabilité et en maîtrisant le risque. Les fondamentaux de *Salafin* ayant été consolidés, la société figure parmi les acteurs les mieux armés afin de tirer profit de la reprise dès qu'elle se manifestera.



MAGHREBAIL



De Bonnes Performances 2009

Devant le ralentissement de l'activité du secteur de crédit bail, *Maghrebail* a fait preuve de dynamisme portant sa production à DH 2,7 milliards à fin décembre 2009, en hausse de 9,7%, soit la meilleure performance du secteur.

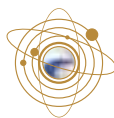
Les nouvelles acquisitions 2009 en crédit-bail immobilier progressent de 25,8% pour atteindre une valeur de 780 MDH hors taxes, tandis que les nouvelles acquisitions d'équipements se sont élevées à 1 906 MDH hors taxes, en hausse de 4,2%.

Ainsi, la répartition de la production par segment se présente comme suit : crédit-bail mobilier DH 1,9 milliards (+4,2%) et crédit-bail immobilier DH 0,8 milliards (+25,8%). En termes de ventilation sectorielle, elle se caractérise par la prédominance du secteur tertiaire (58%), suivi des BTP, mines et forages (25,8%) et de l'industrie (16,1%).

L'encours net comptable poursuit sa croissance, s'établissant à DH 6,5 milliards, en hausse de 17,7%, porté essentiellement par le segment mobilier. Parallèlement, le PNB s'est accru de +7,4% à 186,2 MDH contre 173,4 MDH en 2008.

SALAFIN

- **EFFECTIF** : 172
- **ENCOURS FINANCIERS** : 2 711 MDH
- **PNB** : 269 MDH
- **ROE** : 18%



Les Filiales Financières Spécialisées



Suite aux investissements informatiques et à la conduite de projets liés à la maîtrise de risques, le coefficient d'exploitation a été contenu à 28,7%.

Dans un contexte de montée des risques, *Maghrébail* a quasiment doublé l'effort de dotations nettes aux provisions qui sont établies à 17,1 MDH en 2009.

Le Résultat Net ressort en progression de 8% à 77,2 MDH portant le taux de provisionnement des créances en souffrance, à 91,8%.

Par ailleurs, le coefficient de solvabilité s'est établi à 12,1% et les ratios prudentiels, notamment le coefficient de division des risques et le ratio « encours BSF/encours immobilisations en crédit-bail », sont respectés.

MAGHREBAIL

- **PNB** : 186,2 MDH
- **ENCOURS FINANCIER** : 6,5 MILLIARDS DE DIRHAMS
- **PART DE MARCHÉ** : 18,4%

MAROC FACTORING



Une Activité Commerciale Soutenue

Dans un contexte économique fortement impacté par la crise mondiale, la stratégie commerciale de *Maroc Factoring* s'est axée sur une croissance maîtrisée de son activité.

Maroc Factoring a ainsi réalisé un chiffre d'affaires factoré de DH 3,2 milliards, en progression de 10% par rapport à 2008. L'encours des créances acquises par affacturage s'est établi à 989 MDH.

Cette croissance est portée principalement par les réalisations au niveau du marché domestique qui totalisent un volume de remises de 2,6 milliards de DH en augmentation de 12% comparé à 2008.

Quant au marché à l'international, sa dépendance vis-à-vis du secteur du textile a eu un impact direct sur ses réalisations. Le chiffre d'affaires factoré a toutefois été maintenu à 634 MDH.

Le produit net bancaire s'élève à 31,7 MDH présentant une évolution de +4 % comparé à l'exercice 2008. Le coefficient d'exploitation s'établit à 40%, soit l'un des meilleurs ratios au niveau du marché de l'affacturage.

L'année 2009 a été aussi marquée par le renforcement des synergies avec le réseau BMCE Bank, à travers le lancement de la solution *BMCE Factor*. Parallèlement, *Maroc Factoring* a engagé au cours de l'année 2009 des projets structurants d'envergure visant la mise à niveau globale, en termes de système d'information et des process Métier.

Conformément aux orientations stratégiques définies pour la période 2010-2012, *Maroc Factoring* ambitionne de consolider son *leadership* sur le marché de l'affacturage avec une ouverture sur le continent africain. Elle s'appuie sur un plan d'action structurant couvrant les domaines financier, commercial, gestion du risque, organisationnel, et informatique.

Les objectifs assignés à l'année 2010, dans le cadre de ce plan, affichent une croissance soutenue, du volume des remises et des financements, en adéquation avec le potentiel du secteur, dans des conditions optimales de rentabilité et de maîtrise des risques.

MAROC FACTORING

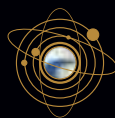
- **PNB** : 32,9 MDH
- **CHIFFRE D'AFFAIRES FACTORE** : 3,2 MILLIARDS DE DIRHAMS



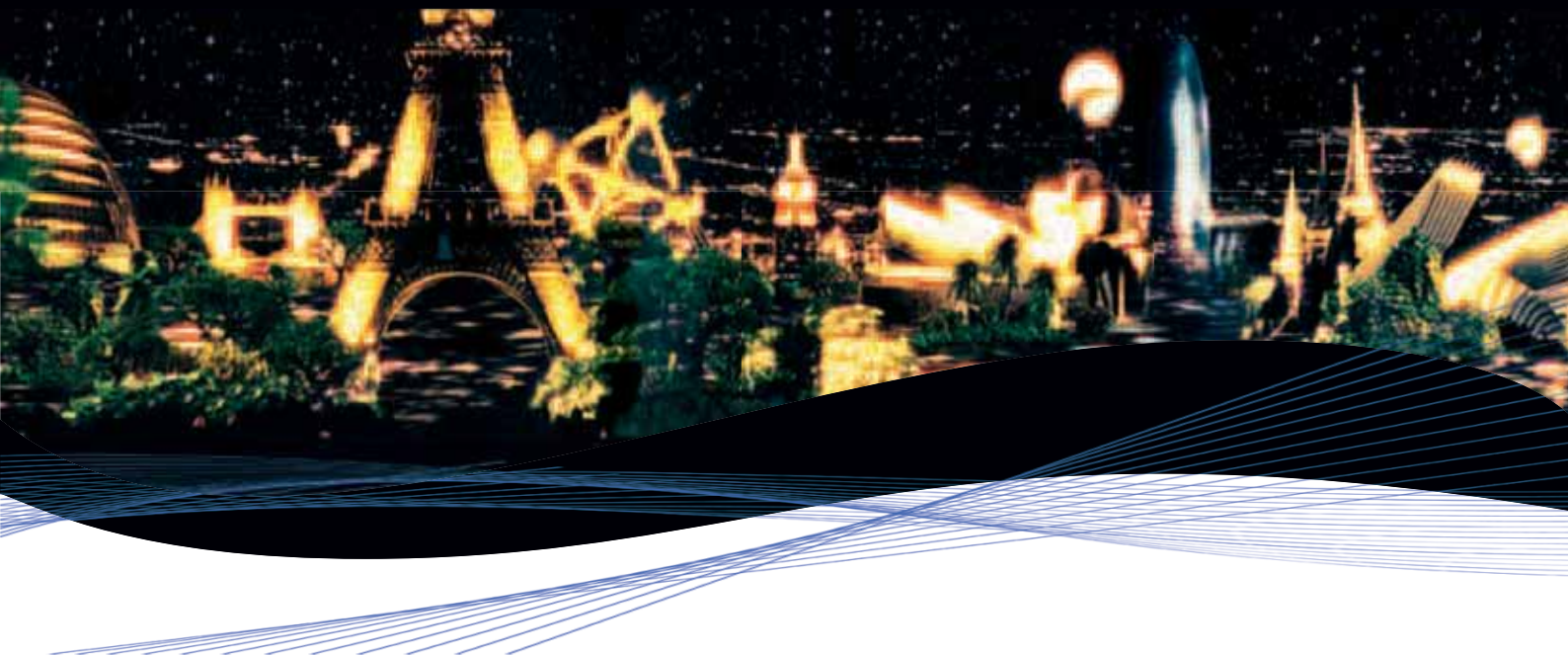


BMCE Bank
à l'Internationnal





La Banque à l'International



MediCapital Bank

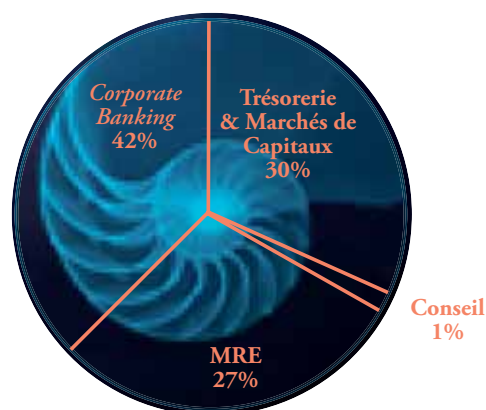
UN PNB EN HAUSSE DE +24%

MediCapital Bank a enregistré une progression de 24% du PNB atteignant £ 18,1 millions, soit près de 2 fois le PNB historique des activités en Europe avant le lancement de MediCapital Bank. Cette performance est soutenue par celles enregistrées sur les activités de *Corporate Banking*, de Trésorerie & Marchés de Capitaux, représentant 72% de ses revenus.

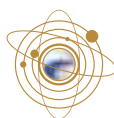
Les activités *Corporate Banking* ont enregistré un dynamisme certain, grâce à la progression des volumes de crédits et du *Trade Finance*, ainsi qu'un positionnement accru de MediCapital Bank en Afrique avec la couverture d'une vingtaine de pays. Ainsi, le PNB généré par cette filière s'est élevé à £ 7,6 millions, soit 42% du PNB global.

Les activités de trésorerie et marchés de capitaux ont, pour leur part, enregistré un PNB de 5,5 M£, soit 30% du PNB global, grâce notamment à la bonne tenue du portefeuille d'investissement et des activités de marchés monétaires et de change.

PNB de MediCapital Bank par ligne de métier



Par ailleurs, les fonds propres nets moyens se sont renforcés de 35 M£ en 2008 à 42 M£ en 2009. De même, le total bilan a progressé de 15% à 486 M£ en 2009, tiré notamment par la croissance des Crédits Corporate qui sont passés de 130 M£ à 170 M£, soit + 30% entre fin 2008 et fin 2009.



La Banque à l'International



Bank of Africa

TÊTE DE PONT DU GROUPE EN AFRIQUE

Au titre de l'exercice 2009, *Bank of Africa* a enregistré, en dépit d'une conjoncture défavorable, des performances commerciales probantes qu'illustrent la hausse de +12,6% et +9,5% des dépôts et des crédits, à €1,93 milliard et €1,36 milliard, respectivement. Ainsi, le total bilan a dépassé pour la première fois le seuil des € 2,5 milliards.

Le Produit Net Bancaire du Groupe a enregistré un accroissement de plus de 5% à près de 164 M€. Cette performance s'explique par une évolution favorable de son *core business*, comme en témoigne une progression de la marge nette bancaire de 10,4% à 94,3 M€, ainsi que de la marge sur commission de 11,4% à 30,3 M€.

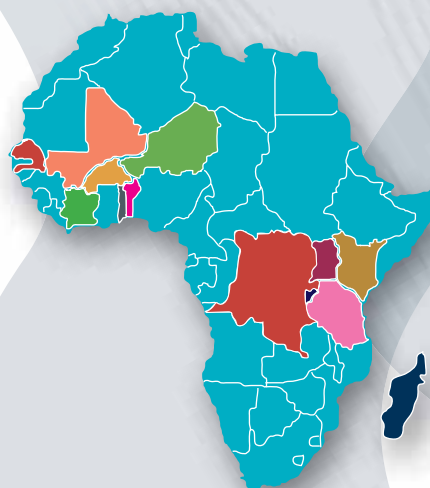
Subissant l'impact du coût du risque, ayant quasiment triplé par rapport à 2008, le résultat net du Groupe BoA s'est établi à 34,7 M€ contre 54,6 M€ une année auparavant.

Par ailleurs, BoA a poursuivi le développement du maillage de son réseau, avec l'ouverture de 50 nouvelles agences, à travers les 11 pays d'implantation du Groupe, favorisant ainsi la bancarisation progressive des Africains leur facilitant l'accès à une offre financière et une panoplie de services bancaires diversifiés.

Afin d'accompagner la stratégie de son expansion continentale, le Groupe continue de consolider son assise financière. Les fonds propres se sont renforcés de +12%, pour atteindre plus de 257 M€ à fin 2009. Dans la même veine, une augmentation de capital pour les différentes filiales du Groupe est prévue pour l'année 2010.

Dans le cadre du développement de ses activités hors Afrique, le Groupe *Bank Of Africa* a créé une société financière de transfert de fonds, BOA - FRANCE, basée à Paris. Cette entité a pour vocation d'assurer les opérations de transfert et de rapatriement de l'argent des Africains résidents en France.

RESEAU BOA EN AFRIQUE PRÉSENCE DANS 13 PAYS (*)



216 AGENCES SUR 11 PAYS AU 31 DÉCEMBRE 2009

- MADAGASCAR : **61 AGENCES**
- BÉNIN : **27 AGENCES**
- MALI : **20 AGENCES**
- CÔTE D'IVOIRE : **17 AGENCES**
- SENEGAL : **15 AGENCES**
- BURKINA FASO : **14 AGENCES**
- BURUNDI : **13 AGENCES**
- NIGER : **12 AGENCES**
- TANZANIE : **12 AGENCES**
- KENYA : **10 AGENCES**

(*) Au cours de l'année 2010, le Groupe BOA sera implanté dans deux nouveaux pays, à savoir la République Démocratique du Congo et le Togo

FILIALES DU GROUPE BOA

Banques commerciales

3 BANQUES COTÉES EN BOURSE
BOA BENIN / BOA NIGER / BOA CÔTE D'IVOIRE

AUTRES BANQUES

**BOA MADAGASCAR / BOA SENEGAL / BOA BURKINA FASO
BOA MALI / BOA KENYA / BOA TANZANI / BOA OUGANDA / BCB**

Services financiers

CREDITS IMMOBILIERS
BANQUE DE L'HABITAT BENIN

CREDIT BAIL

**EQUIPBAIL-BENIN / EQUIPBAIL-MADAGASCAR
EQUIPBAIL-MALI**

Gestion d'actifs & intermédiation boursière

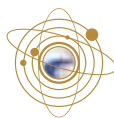
**ASSET MANAGEMENT
ACTIBOURSE**

Sociétés d'investissement

**AGORA
ATTICA**

Autres activités

ASSISTANCE TECHNIQUE : **AÏSSA**
INFORMATIQUE : **AFH SERVICES**
TRANSFERT D'ARGENT : **BOA FRANCE**



La Banque à l'Internationale

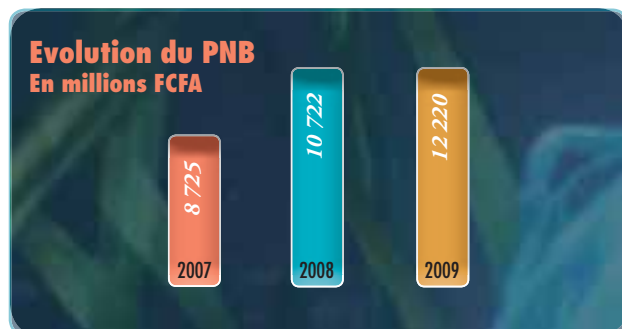


La Congolaise de Banque DES PERFORMANCES POSITIVES

Présente dans les principales localités du Congo Brazzaville, La Congolaise de Banque a poursuivi au titre de l'exercice 2009 sa politique de proximité œuvrant au développement de l'activité commerciale dans les domaines bancaires traditionnels au niveau des différents marchés, améliorant les processus de traitement et la qualité de services.

Malgré l'intensification de la concurrence avec l'entrée d'une banque panafricaine sur le marché congolais, La Congolaise de Banque a maintenu son positionnement de *leadership*, avec des parts de marchés crédits et dépôts respectives de 31,5% et 24,6%.

La Congolaise de Banque a réussi des performances probantes, avec un PNB en hausse de +14% à FCFA 12,2 milliards, un RBE en nette progression de 17% à plus de FCFA 6 milliards et un résultat net stable à près de FCFA 3,2 milliards et ce, en dépit d'un contexte économique peu favorable. Le coefficient d'exploitation s'est également amélioré de 2 points de pourcentage pour atteindre 50% et les fonds propres bruts se sont renforcés de 16% à près de FCFA 12 milliards.



En outre, La Congolaise de Banque a continué d'élargir son portefeuille clientèle, illustré par une croissance soutenue du nombre de comptes actifs à plus de 59 000, soit +26% par rapport à 2008. Ces efforts de bancarisation se sont accompagnés de l'émission de 15 301 cartes bancaires, confortant ainsi son *leadership* sur l'activité monétique.



Banque de Développement du Mali UN LEADERSHIP CONFIRME

La Banque de développement du Mali a enregistré au cours de l'exercice 2009 des performances honorables, confortant davantage son *leadership* dans le secteur bancaire malien, avec des parts de marché crédits et dépôts de 20% et 28%, respectivement.

L'encours des dépôts de la clientèle s'est apprécié de +15% pour atteindre plus de FCFA 324 milliards. De même, l'encours des crédits a progressé de +15% à plus de FCFA 163 milliards. Par ailleurs, la bonne tenue de l'activité monétique s'est confirmée, avec l'émission de 31 425 nouvelles cartes à fin 2009 contre 19 849 en 2008, soit une progression remarquable de +58%.

En termes de performances financières, la BDM a enregistré des résultats satisfaisants, avec un PNB en hausse de +5,3% à FCFA 19,4 milliards, grâce notamment aux activités génératrices d'intérêts et de commissions et un résultat net en croissance de 57,4% à près de FCFA 3,8 milliards. Le coefficient d'exploitation s'est également amélioré de 2,25 points de pourcentage pour s'établir à un niveau inférieur à 60%, grâce à une maîtrise des charges générales d'exploitation. En outre, la BDM a renforcé son assise financière, comme en témoigne une progression de +9,4% des fonds propres, franchissant le cap de FCFA 32 milliards.



BMCE Pékin DEVELOPPEMENT DES RELATIONS SINO-MAROCAINES

Conformément aux orientations stratégiques de BMCE Bank, le Bureau de Pékin a poursuivi sa mission de développer les relations avec les grandes banques et des institutions financières en termes de partenariat et *Correspondent Banking*, *Bank of China*, CDB, ADBC, CMB, CCB, CAD Fund.

Ainsi, le Bureau de Pékin a-t-il contribué à la conclusion du partenariat avec *China Development Bank* «*International Finance Cooperation Agreement*». De même, un projet de collaboration avec *Bank of China* «*Agreement on Banking Cooperation*» est en cours d'étude par les équipes au niveau du Siège de BMCE Bank.

En termes d'accompagnement des investisseurs chinois, plusieurs actions ont été menées auprès des Administrations et des Grandes Entreprises en Chine afin de mettre en avant les atouts de BMCE Bank et développer davantage la coopération économique et commerciale entre Maroc et Chine.

De même, plusieurs prises de contact ont été réalisées auprès des principaux investisseurs potentiels chinois au Maroc et en Afrique afin de déceler leurs besoins d'accompagnement.

Dans le cadre du développement des opérations de commerce extérieur, une mobilisation des ressources a été opérée, à travers des visites régulières, en vue de renforcer davantage la notoriété de BMCE Bank auprès des entreprises chinoises notamment, en termes de savoir-faire dans les opérations de financement du commerce extérieur.

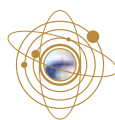
Des supports de communication relatifs aux statistiques des relations sino-marocaines ont été réalisés et distribués aux entreprises chinoises. De même, le Bureau de Pékin a accompagné les hommes d'affaires marocains durant leur visite professionnelle en Chine.

Par ailleurs, afin de mieux cerner les politiques d'investissement de la Chine en Afrique, le Bureau de Pékin a réalisé, au profit de BMCE Bank, des rapports relatifs notamment à la situation économique, commerciale et bancaire de Chine et aussi les rapports de la coopération sino-africaine...



Gestion des Risques et Finances





Gestion des Risques et Finances

Ce rapport de gestion des risques est élaboré dans le cadre du processus de mise en conformité avec les exigences réglementaires du pilier 3 de Bâle II relatif à la discipline de marché.

L'année 2009 a été marquée pour BMCE Bank par la consolidation de son dispositif de gestion des risques, avec la mise en place de nouvelles instances dédiées et la modernisation des outils de contrôle et de pilotage. Par ailleurs, les premiers jalons de renforcement des fonds propres ont été posés, avec deux projets d'augmentation de capital prévues en 2010, l'une réservée au Groupe CM-CIC et l'autre aux membres du personnel du Groupe.

DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES



ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES



LES INSTANCES RELEVANT DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE

BMCE Bank dispose d'un Contrôle Général Groupe qui est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.



LE POLE RISQUES GROUPE

La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques de crédit, de marché et opérationnels en contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques de BMCE Bank ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques liés aux crédits, aux opérations de marchés et aux risques opérationnels ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

Le Pôle Risques Groupe est composé de deux entités :

- La Direction Risques Management Groupe (R.M.G) assure pour l'ensemble du Groupe BMCE Bank, la surveillance des risques (crédit, marché et opérationnels) supportés par les entités du Groupe ;
- La Direction de l'Analyse et de Gestion des Crédits (D.A.G.C) étudie les modalités d'octroi de lignes de crédit pour les clients de BMCE Bank.



LES INSTANCES DE GOUVERNANCE

Comités d'Audit et de Contrôle Interne

Le «Comité d'Audit et de Contrôle Interne» (CACI) est une instance de gouvernance créée au sein de la Banque et relevant directement de son Conseil d'Administration.

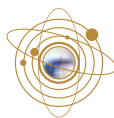
Sa mission est d'assurer un contrôle de 3^{ème} niveau à travers les structures de la Banque. En d'autres termes, le CACI (i) apprécie la pertinence et la permanence des méthodes comptables appliquées, (ii) contrôle l'existence, l'adéquation et l'application des procédures internes ainsi que les dispositifs de mesure, de maîtrise et de surveillance suffisants des risques bancaires et ratios prudentiels, (iii) examine les comptes sociaux et consolidés avant leur soumission au Conseil d'Administration, (iv) tout en veillant à la qualité de l'information délivrée aux actionnaires.

A cet égard, le Comité s'assure en permanence de la poursuite et de la réalisation de l'ensemble des objectifs et missions ci-dessous définis :

- Vérification des opérations et des procédures internes ;
- Mesure, maîtrise et surveillance des risques ;
- Vérification de la fiabilité de la collecte, du traitement, de la diffusion et de la conservation des données comptables ;
- Circulation efficace de la documentation et de l'information tant au plan interne qu'externe ;
- Evaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ;
- Evaluation de la pertinence des mesures correctrices proposées ou mises en œuvre ;
- S'assurer de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe ;
- Examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission au Conseil d'Administration ;
- Elaboration du rapport annuel de l'activité et des résultats du contrôle interne qui est soumis à l'examen du Conseil d'Administration ;
- Information, au moins deux fois l'an, du Conseil d'Administration relativement aux encours des créances en souffrance, aux résultats des démarches amiables ou judiciaires entreprises, de même qu'aux encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement ;
- Veiller à la qualité de l'information délivrée aux Actionnaires.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a institué en juillet 2007, en son sein le CACI Groupe, instance créée au sein de la Banque, de ses filiales et autres entités intégrées dans le périmètre de consolidation. Sa mission est d'assurer un contrôle de l'intégrité des comptes, du respect des obligations légales et réglementaires à travers les structures de la Banque et de ses filiales au Maroc et à l'étranger.

Les missions du CACI Groupe rejoignent celles du CACI Banque, élargies aux entités du périmètre de consolidation, outre (i) l'examen des propositions de nomination ou de renouvellement des Commissaires aux Comptes des entités du Groupe en analysant leur programme d'intervention, les résultats de leurs vérifications, leurs recommandations ainsi que les mesures correctrices proposées ou mises en œuvre et (ii) la possibilité de solliciter la réalisation de tout audit interne ou externe qu'il juge nécessaire.



Gestion des Risques et Finances

Comité de Surveillance des Grands Risques

Le Comité de Surveillance des Grands Risques est issu du Comité d'Audit et de Contrôle Interne. Il regroupe les Administrateurs non exécutifs (membres du CACI). La périodicité de ses réunions est trimestrielle. Dans le cadre des prérogatives qui lui sont dévolues, le Comité :

- Évalue et émet des recommandations sur la qualité des risques.
- S'assure du respect des normes de gestion et des procédures internes fixées par les organes compétents en matière des risques de crédit.
- Surveille les limites des risques de crédit (sectoriels, grands risques...).

Comité de Direction Générale

Le Comité de Direction Générale est présidé par l'Administrateur Directeur Général Délégué auprès de la Présidence, et regroupe l'Administrateur Directeur Général Délégué en charge du *Remedial Management*, les Directeurs Généraux Délégués, le Conseiller auprès de la Direction Générale et le Contrôleur Général. Les Membres associés sont le Président du Directoire de BMCE Capital et les autres Directeurs Généraux Adjoints de BMCE Bank.

Ce Comité, dont la périodicité de ses réunions est hebdomadaire, a pour prérogatives :

PILOTAGE DE L'ACTIVITÉ

- Pilote l'élaboration du plan stratégique de la Banque en cohérence avec les décisions du Comité Stratégique Groupe et assure le suivi de sa mise en œuvre ;
- Impulse et examine l'avancement du déploiement des grands projets transversaux impactant le fonctionnement et le développement de la Banque ;
- Traduit le plan stratégique en objectifs budgétaires clairs pour les entités de la Banque ;
- Valide les budgets annuels, suit l'allocation et veille à l'optimisation des ressources des entités de la Banque ;
- Surveille la réalisation effective du plan budgétaire de la Banque et de chacune de ses entités et, s'assure de la mise en place d'actions correctives en cas d'écart ;
- Décide de la politique de tarification des produits et services, tout en veillant à la rentabilité des métiers ;
- Évalue les opportunités de lancement de nouvelles activités ou produits et services et, en assure le suivi de mise en œuvre ;
- Arbitre les questions opérationnelles relevant des Pôles, Directions et des Comités internes dont il fixe les objectifs ;
- Veille à l'efficacité de l'organisation en mettant en œuvre les actions nécessaires relatives aux ressources humaines, à l'organisation, à l'informatique, à la logistique et à la sécurité qui concourent au développement de la Banque ;

CONTRÔLE INTERNE, AUDIT & GESTION DES RISQUES

- Formule les orientations en termes de politique de risque de la Banque et s'assure de l'alignement avec la politique de risque Groupe ;
- Fixe et suit, sur proposition de l'entité en charge de la gestion des risques, les limites et niveaux de risques agrégés pour chacun des métiers de la Banque ;
- S'assure du respect des ratios réglementaires, de la réglementation en matière de risques et de l'efficacité du contrôle Interne ;

RESSOURCES HUMAINES

- Examine la politique de rémunération, de formation, de mobilité et de recrutement du personnel de la Banque ;
- S'assure de l'adéquation entre les priorités opérationnelles et les politiques de recrutement et de formation ;
- Suit la gestion des carrières des hauts potentiels de la Banque ;

AUTRES PRÉROGATIVES

- Veille à une politique de communication commerciale, institutionnelle et financière cohérente ;
- Arbitre les éventuels conflits d'intérêts et l'ensemble des dossiers non résolus relevant de la compétence des entités de la Banque et des comités internes ;
- Propose au Comité Stratégique Groupe des axes de développement de la Banque.

Les Comités de Crédit

COMITE DE CREDIT SENIOR

Il est présidé par le Président Directeur Général de la Banque et vice-présidé par l'ADG Délégué auprès de la Présidence. Il est spécialisé par marchés à travers la mise en place de deux comités, l'un en charge de l'Entreprise et Corporate et l'autre des Particuliers & Professionnels qui se réunissent deux fois par semaine et regroupent les senior managers de la Banque.

Comité de Déclassement

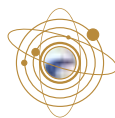
Ce Comité se réunit mensuellement afin d'examiner les comptes en anomalies.

Comité Risques de Marché Groupe

Le Comité des Risques de Marché Groupe (CRMG) s'assure de l'efficacité du dispositif de pilotage des risques sur opérations de marché du Groupe BMCE Bank et de son adéquation avec la politique de gestion des risques définie.

À ce titre il assure, entre autres, les missions suivantes :

- Le suivi de l'évolution de l'exposition aux risques de marché ;
- L'évolution de l'exposition aux risques de marché ;
- L'approbation des nouveaux produits ;
- L'approbation des limites.



Gestion des Risques et Finances

Comité Risques Opérationnels

Les missions de ce Comité portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de type de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ; le montant de fonds propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en oeuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.



RISQUE DE CREDIT

PROCEDURES DE DECISION

La procédure d'octroi de crédit mise en oeuvre au sein de BMCE Bank s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée pour les produits aux particuliers faisant l'objet de «*Product Programs*» qui définissent, par produit, les règles de gestion des risques régissant la commercialisation du produit. En effet, la politique des risques repose sur deux piliers :
 - L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit. Si un crédit ne respecte pas les normes fixées par tous les critères d'acceptation de risque, la demande doit être rejetée sauf dérogation accordée par le Comité.
 - Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit est mis en place. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises au processus de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.
- Une approche individuelle en fonction des spécificités et des besoins des entreprises qui repose sur trois principes directeurs : (i) la gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client, (ii) la délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, éducation et formation professionnelle, (iii) l'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes «*Troika*».

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Président de la Banque doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle indépendant de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général et les auditeurs externes. Pareillement, le Pôle Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

DIVERSIFICATION PAR CONTREPARTIE

Évaluée en tenant compte de l'ensemble des engagements portés sur un même bénéficiaire, la diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque de la Banque. Les éventuelles concentrations font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives.

DIVERSIFICATION SECTORIELLE

La diversification sectorielle du portefeuille de crédit fait également l'objet d'une attention particulière, soutenue par une analyse prospective permettant une gestion dynamique de l'exposition de la Banque. Elle s'appuie sur des études exprimant une opinion sur l'évolution des secteurs et identifiant les facteurs qui expliquent les risques encourus par leurs principaux acteurs.

SURVEILLANCE

Le Pôle Risques Groupe via l'entité en charge de la «Gestion des Risques de Crédit Groupe» assure, au niveau du Groupe BMCE Bank, des missions de :

- Prévention des Risques de Crédit ;
- Contribution à la politique globale de Crédit ;
- Surveillance permanente des Risques de Crédit.

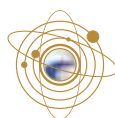
Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés. Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, cette entité est amenée à :

- Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des côtes autorisées, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus...
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants à partir d'un certain nombre de clignotants d'alerte ;
- Suivre avec le réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles) ;
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance.

CREANCES EN SOUFFRANCE

En vue d'identifier les créances sensibles et celles éligibles au provisionnement au regard de la réglementation en vigueur, une revue exhaustive du portefeuille de la Banque est effectuée mensuellement à l'aide d'un état des comptes à risques conçu par référence aux critères de classification des créances en souffrance institués par la circulaire n°19 de BAM, ainsi qu'à d'autres critères de sécurité complémentaires retenus par la Banque.

Il convient de signaler que des indicateurs de gestion des risques supplémentaires ont été mis en place afin de repérer les signes précurseurs de dégradation du risque.



Gestion des Risques et Finances

Les créances pré-douteuses, douteuses et compromises donnent lieu à la constitution de provisions égales au moins, respectivement, à 20%, 50% et 100% de leurs montants, déduction faite des agios réservés et des garanties adossées aux crédits. Les provisions relatives aux créances compromises sont constituées au cas par cas tandis que celles relatives aux créances pré-douteuses et douteuses sont constituées de manière globale.

Les garanties en fonction de leur nature, sont déduites, selon des quotités stipulées par la circulaire de BAM, de l'assiette de calcul des provisions.

Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général, les Auditeurs Externes et le Comité d'Audit et de Contrôle Interne. Les entités ayant déterminé qu'il n'existe pas d'indication objective de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, incluent cet actif dans un groupe d'actifs financiers présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Dans le cadre d'un examen collectif, un indice objectif de dépréciation peut se résumer à des événements observables indiquant qu'il existe une diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe de prêts depuis que ces actifs ont été comptabilisés pour la première fois et ce, bien que cette diminution ne puisse encore être rattachée aux divers prêts composants ce groupe notamment :

- Les modifications défavorables de la capacité des emprunteurs faisant partie du groupe ou ;
- Une situation économique nationale ou locale corrélée aux défauts de paiement sur les actifs faisant partie du groupe.

GESTION CORRECTIVE DU PORTEFEUILLE

Recouvrement

Pour améliorer l'efficacité du recouvrement des créances difficiles, une refonte du dispositif de recouvrement à l'amiable a été mis en place au sein de la Banque, ledit dispositif est doté de deux structures, l'une dédiée aux activités du réseau Entreprise et l'autre à celle du réseau Particulier/professionnels. Ces entités ont pour mission de :

- Veiller en permanence à la régularité et à la qualité de l'ensemble des engagements de la Banque ;
- Suivre, principalement via le réseau, ou directement avec les clients concernés, la régularisation de toute insuffisance ;
- Adopter une démarche pro-active visant à éviter toute dégradation des créances en souffrance.

DISPOSITIF DE NOTATION INTERNE

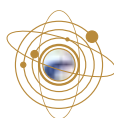
La poursuite de la dynamique de gestion des risques au sein du Groupe BMCE Bank passe par la mise en oeuvre de notations

internes pour toutes les contreparties bâloises hors « Retail ». Le lancement de ce projet prend tout son sens et permettra d'accroître le potentiel d'économies en propres, compte tenu des dernières recommandations de BAM relatives à l'utilisation des modèles internes BMCE Bank ainsi que du relèvement éventuel du ratio minimum de solvabilité par BAM en fonction du profil de risque de la Banque.

CLASSE	DEFINITION	CATEGORIE	
1	EXTRÊMEMENT STABLE À COURT ET MOYEN TERME ; TRÈS STABLE À LONG TERME ; SOLVABLE MÊME APRÈS DE GRAVES BOULEVERSEMENTS.	RISQUE RESTREINT	INVESTMENT GRADE
1,5	TRÈS STABLE À COURT ET MOYEN TERME ;STABLE À LONG TERME ; SOLVABILITÉ SUFFISANTE MÊME LORS D'ÉVÉNEMENTS NÉFASTES PERSISTANTS		
2	SOLVABLE À COURT ET MOYEN TERME MÊME APRES DE GROSSES DIFFICULTÉS ; DE LÉGERS DÉVELOPPEMENTS NÉFASTES PEUVENT ÊTRE ABSORBÉS À LONG TERME		
2,5	TRÈS STABLE À COURT TERME ;AUCUNE MODIFICATION MENAÇANT LE CRÉDIT ATTENDUE DANS L'ANNÉE À VENIR ; SUBSTANCE SUFFISANTE À MOYEN TERME POUR POUVOIR SUIVRE ; ÉVOLUTION À LONG TERME ENCORE INCERTAINE	RISQUE MOYEN	
3	STABLE À COURT TERME ; AUCUNE MODIFICATION MENAÇANT LE CRÉDIT ATTENDUE DANS L'ANNÉE À VENIR ; NE PEUT ABSORBER QUE DES PETITS DES DÉVELOPPEMENTS NÉFASTES À MOYEN TERME		
3,5	CAPACITÉ LIMITÉE À ABSORBER DES DÉVELOPPEMENTS NÉFASTES INATTENDUS		
4	CAPACITÉ TRÈS LIMITÉE À ABSORBER DES DÉVELOPPEMENTS NÉFASTES INATTENDUS	RISQUE ÉLEVÉ	SUB-INVESTMENT GRADE
4,5	FAIBLE CAPACITÉ DE REMBOURSEMENT DES INTÉRÊTS ET DU PRINCIPAL À TEMPS.TOUT CHANGEMENT DES CONDITIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES INTERNES EXTERNES RENDRA DIFFICILE LE RESPECT DES ENGAGEMENTS		
5	INCAPACITÉ DE REMBOURSEMENT DES INTÉRÊTTS ET DU PRINCIPAL À TEMPS LE RESPECT DES ENGAGEMENTS EST LES À L'ÉVOLUTION FAVORABLE DES CONDITIONS COMMERCIALES ET ÉCONOMIQUES INTERNES ET EXTERNES		
5,5	TRÈS FORT RISQUE DE DÉFAILLANCE, INCAPACITÉ DE REMBOURSEMENT DES INTÉRÊTS ET DU PRINCIPAL À TEMPS.DÉFAUT PARTIEL DE PAIEMENT DES INTÉRÊTS ET DU CAPITAL	RISQUE TRÈS ÉLEVÉ	
6	DÉFAUT TOTAL DE PAIEMENT DES INTÉRÊTS ET DU CAPITAL		

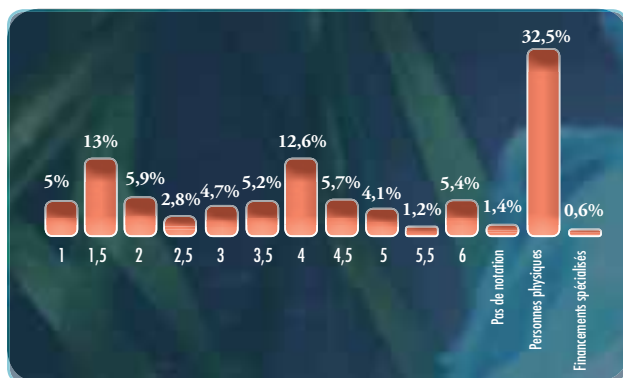
Un système de notation interne a été mis en place en 2004, validé par le Comité de Direction Générale et le Comité d'Audit et de Contrôle Interne. Le système est bidimensionnel, combinant un rating crédit qui permet d'évaluer le risque inhérent à la transaction et un rating financier obtenu sur la base de la situation financière du débiteur sur les 3 derniers exercices, son potentiel de développement, le secteur d'activité, le rating de la société mère, le risque pays ainsi que les incidents de paiement.

L'échelle de notation comprend 11 niveaux, regroupés en 4 classes de risques de «risque très élevé à risque restreint». La note s'étale de 1 pour le meilleur risque à 6 pour les dossiers de clients jugés de très mauvaise signature.



Gestion des Risques et Finances

REPARTITION DES ENGAGEMENTS PAR CLASSE DE RISQUE



POLITIQUE DE COUVERTURE ET D'ATTENUATION DES RISQUES

Les Garanties et Sûretés

Pour la clientèle des particuliers, la Banque requiert pour toute demande de crédit une domiciliation de salaire irrévocable. Les crédits immobiliers sont de surcroît garantis par l'hypothèque en premier rang du bien acquis. Par ailleurs, pour les crédits octroyés aux salariés des entreprises clientes de la Banque dans le cadre de conventions, la Banque dispose d'une garantie morale de l'employeur.

Pour la clientèle des entreprises la politique des garanties repose sur l'analyse détaillée des contreparties et des risques encourus. Pour les grandes entreprises ayant atteint un niveau d'activité élevé et ne présentant pas de risque, aucune garantie n'est exigée. Néanmoins, pour certains clients « Corporate », la Banque détient des garanties (réelles ou des cautions bancaires).

Pour les PME et les TPE, la garantie d'usage est appuyée par le recours systématique à la garantie de la Caisse Centrale de Garantie (CCG). En ce qui concerne le financement des projets, tout actif physique financé est pris en garantie et compte tenu de la taille du projet et du secteur d'activité des cautions des fonds de garantie sont requises. Le total de l'exposition couverte par les sûretés s'élève à 956 273 KDH et le total de l'exposition couverte par les garanties et dérivés de crédit s'élèvent à 1 957 504 KDH.

Limites de Concentration Sectorielle

Ces limites sont définies sur la base de la sinistralité historique et sur la base d'une optimisation de la consommation des fonds propres. Les limites sont établies selon une vision portefeuille et se déclinent par secteur, par type, et par maturité.

Limites de Contrepartie

Les limites sur les contreparties se gèrent selon deux approches dont les fondements, les principes et les méthodologies diffèrent :

- Pour les crédits non formatés : Les limites de contrepartie sont arrêtées par les instances de décision en fonction des besoins des clients et des risques encourus. Le plafond maximum est fixé à hauteur de 20% des fonds propres.

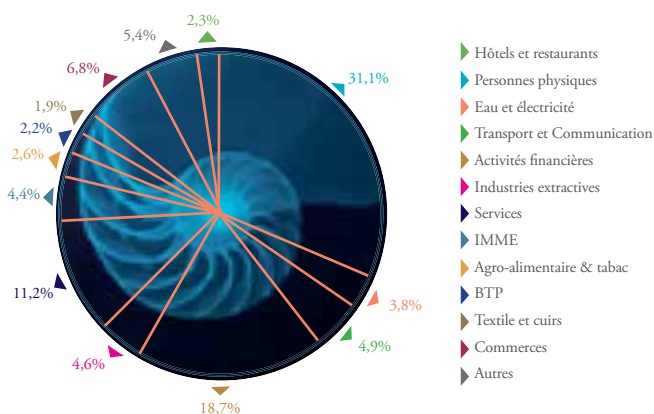
- Pour les crédits formatés : Les limites de contrepartie pour ce type de crédit sont prévues par *Product Program* régissant les produits formatés. Dans le cadre des mises en œuvre des budgets, les limites par produit sont arrêtées au moment de l'élaboration des budgets prévisionnels.

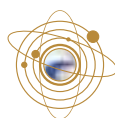
Répartition des Engagements

Le dispositif de gestion du risque de concentration de la Banque repose sur des mesures quantitatives des différents types de risque de concentration et leur confrontation à leurs limites respectives (par secteur d'activité, groupe de contrepartie...). Cette stratégie est validée par les instances décisionnelles de la Banque, elle est revue sur une fréquence annuelle.

Répartition des Engagements par Secteur

L'exposition de l'encours des engagements – activité Maroc – à fin 2009 par rapport aux différents secteurs économiques se répartit comme suit :





Gestion des Risques et Finances

Niveau d'Exposition relatif au Risque de Contrepartie conformément aux Méthodes Appliquées sur les Eléments Hors Bilan

TYPE D'EXPOSITION	ACTIFS PONDÉRÉS 2009	ACTIFS PONDÉRÉS 2008
ELÉMENT DU BILAN	82 867 959	77 844 428
ELÉMENTS DE HORS BILAN : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4 352 636	3 589 147
ELÉMENTS DE HORS BILAN : ENGAGEMENTS DE GARANTIE	5 862 404	5 391 828
RISQUE DE CONTREPARTIE : CESSIIONS TEMPORAIRES DE TITRE RELEVANT DU PORTEFEUILLE DE BANCAIRE		
RISQUE DE CONTREPARTIE : CESSIIONS TEMPORAIRES DE TITRE RELEVANT DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION	1 787 609	170 082
RISQUE DE CONTREPARTIE : PRODUITS DÉRIVÉS RELEVANT DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION	79 401	182 522
AUTRES ACTIFS	11 106 378	7 183 887
TOTAL	106 056 387	94 361 894

RISQUE DE MARCHÉ

Mesure du Risque de Marché

La mesure des risques de marché encourus par la Banque est faite essentiellement selon l'approche standard des accords de Bâle II. Celle-ci détaille en effet la méthodologie complète à appliquer sur toutes les positions au niveau du portefeuille de négociation et ce, à travers l'ensemble des facteurs des risques de marché.

En parallèle, la Banque compte lancer des projets de mesure des risques de marché utilisant les méthodes avancées en l'occurrence la VaR. Celle-ci tient compte des interdépendances entre les variables de risque (en l'occurrence les taux d'intérêt et de change).

La cartographie des instruments de marché au niveau du portefeuille de négociation de BMCE Bank se répartit par facteur de risque comme suit :

PRODUITS DE CHARGE	CHANGE «CACHE» CHANGE AU COMPTANT CHANGE À TERME DÉRIVÉS DE CHANGE SWAPE DE CHANGE
PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ	TITRES DE PROPRIÉTÉ DÉRIVÉS SUR ACTIONS/INDICES OPCVM ACTIONS
PRODUITS DE TAUX	I- PRÊTS/EMPRUNTS CORPORATE ET INTER-BANCAIRES TAUX FIXE (MAD ET DEVICES) TAUX VARIABLE (MAD ET DEVICES) II- TITRE DE CRÉANCE NÉGOCIABLES ET TITRES OBLIGATOIRES II-1 TITRES SOUVERAINES (INCLUS : TITRES ÉMIS PAR LE RYAUME DU MAROC) TAUX FIXE (MAD) TAUX VARIABLE (MAD ET DEVICES) II-2 TITRES ÉMIS PAR DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ENTREPRISES TAUX FIXE (MAD) TAUX VARIABLE (MAD ET DEVICES) III- PRÊTS/EMPRUNTS DE TITRES PRÊTS/EMPRUNTS DE TITRES REPO/RESERVES REPO IV- DÉRIVÉS DE TAUX SWAPS DE TAUX FUTURE DE TAUX FONWARD RATE AGREEMENT V- OPCVM DE TAUX OPCVM MONÉTAIRE OPCVM OBLIGATOIRE
PRODUITS SUR MATIÈRES PREMIÈRES DÉRIVÉS DE CRÉDIT	FUTURES SUR MATIÈRES OPTIONS SUR FUTURES SUR MATIÈRES PREMIÈRES CRÉDIT DEFAULT SWAPS (CDS) CRÉDIT LINDEK NOTE (CLN)

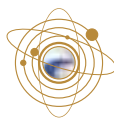
Niveau d'Exposition, Caractéristiques et Répartition des Risques de Marché

RISQUES AU 31/12/09 EN KDH	EXPOSITION ACTIFS PONDÉRÉS	EXIGENCES EN FP
RISQUE DE TAUX	9 889 387	791 151
RISQUE SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ	180 725	14 458
RISQUES DE CHANGE	957 525	76 602
TOTAL	11 027 638	882 211

Méthode d'Evaluation des Eléments Relevant du Portefeuille de Négociation

PRODUITS OBLIGATAIRES EN MAD

Les prêts / emprunts traités par le desk taux MAD sont des prêts / emprunts interbancaires de durée 1 jour ou 7 jours. En conséquence, les variations de leurs *Mark-to-Market* sont insignifiantes et ces derniers ne font donc pas l'objet de réévaluation quotidienne.



Gestion des Risques et Finances

Les *Market Values* sont calculées quotidiennement sur les titres suivants :

- Titres de Créances Non Amortissables (TCNA),
- Titres de Créances Amortissables (TCA),
- Bons du trésor (BDT).

Ces titres obligataires sont évalués dans un outil bureautique développé en interne à partir d'un export ligne à ligne des caractéristiques des transactions en question (depuis Kondor+ (K+)).

OPCVM MONÉTAIRES ET OBLIGATAIRES

Certains OPCVM ont des valeurs liquidatives réévaluées quotidiennement et d'autres sur base hebdomadaire.

REPOS / REVERSE REPOS

La valorisation des repos s'effectue en *Mark to Model*. Les paramètres utilisés pour la valorisation des titres à mettre ou à prendre en pension «REPO» sont :

- La courbe des taux du marché primaire des adjudications des bons du trésor : elle est mise à jour de manière hebdomadaire en fonction des adjudications des Bons du Trésor ;
- Le montant du coupon ;
- Le taux du Repo (taux monétaire).

PRODUITS DE TAUX EN DEVISES

Les données / paramètres de marché ainsi que les caractéristiques des transactions nécessaires aux revalorisations de fin de journée sont exportées de K+ vers une table Access. Ainsi, les valorisations et calcul des P&L se basent sur des paramètres de marché indépendants.

OPTIONS DE CHANGE

La réévaluation des options de change est effectuée sur la base des données suivantes : courbe des volatilités, courbes des taux (EUR, MAD et USD) et taux de change croisé des trois devises.

La position sur les options de change est intégrée à la position de change globale en méthode « équivalent delta ».

POSITION GLOBALE DE CHANGE

La réévaluation des positions n'inclut pas les 0,2% prélevés par BAM sur chaque opération spot

Les opérations effectuées en agence se traitent sur la base du *fixing* BMCE (cours non négocié). L'état final des ordres à exécuter est transmis au Desk Change en J qui le saisit de suite, en J+1 au matin, le Middle Office reçoit un état comportant les éventuelles modifications des positions du réseau et procède aux updates sur K+.

Juste Valeur Positive des Contrats (Garanties)

Les garanties relatives aux risques de marché concernent les contrats Repos. Il s'agit des titres donnés en pension pour lever des fonds. Notons qu'au 31 décembre 2009 ces garanties s'élevaient à hauteur de 7 792 207 KDH.

Le Risque de Crédit Net sur Instruments Dérivés

AU 31 DÉCEMBRE 2009 EN KDH		RISQUE DE CONTREPARTIE		
		NOTIONNEL	ACTIFS PONDÉRÉS	EXIGENCES EN FONDS PROPRES
PRODUITS DÉRIVÉS	OPTIONS DE CHANGE	ACHAT CALL VENTE CALL ACHAT PUT VENTE PUT	1 244 504 1 342 565 1 253 377 1 378 778	
	POSITION NETTE			
	OPTIONS DE CHANGE		27 340	79 401
	TERME	ACHAT À TERME VENTE À TERME	4 559 023 4 513 312	
	POSITION NETTE TERME			45 711

RISQUE OPERATIONNEL

Politique de Gestion des Risques Opérationnels

OBJECTIF DE LA GESTION DES RISQUES OPERATIONNELS

Le dispositif de gestion des risques opérationnels a pour ambition de répondre aux objectifs suivants :

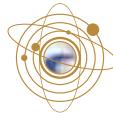
- Evaluation et prévention des risques opérationnels ;
- Appréciation des contrôles ;
- Mise en oeuvre des actions préventives et/ou correctives face aux risques majeurs.

CLASSIFICATION

Les risques ou pertes opérationnelles peuvent être analysées et catégorisées selon deux axes, qu'il est important de différencier : les causes, les conséquences, en termes d'impact financier ou autre, et qui sont classés par type d'événement bâlois.

LIENS AVEC LES RISQUES DE CREDIT ET DE MARCHE

La gestion des risques opérationnels est potentiellement liée à la gestion des risques de crédit et de marché et ce, à deux niveaux :



Gestion des Risques et Finances

- Au niveau global, la réflexion sur le niveau global d'aversion au risque de la Banque (et à terme sur l'allocation de fonds propres) se doit d'être analysée et suivie « trans-risques »
- Au niveau détaillé, certains risques opérationnels peuvent être liés directement à la gestion des risques de marché et de crédit.

Organisation de Gestion des Risques Opérationnels

Le cadre permettant la gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE est structuré autour de trois principes directeurs :

- Définir un dispositif cible en cohérence avec l'organisation Business du Groupe BMCE Bank et inspiré des meilleures pratiques ;
- Impliquer et responsabiliser les métiers et filiales dans la gestion au quotidien des Risques Opérationnels ;
- Veiller à la séparation des fonctions d'Audit/Contrôle et de Gestion des Risques Opérationnels.

La gestion des Risques Opérationnels Groupe BMCE Bank implique quatre entités majeures :

- Le Département Risques Opérationnels Groupe en central BMCE Bank ;
- Le Réseau BMCE Bank ;
- Les Directions Métiers BMCE Bank ;
- Les Filiales.

Des interlocuteurs risques opérationnels ont été désignés au niveau des entités précitées. Il s'agit des :

- Correspondants Risques Opérationnels (CRO) ;
- Coordinateurs Risques Opérationnels (CORO) ;
- Relais Risques Opérationnels (RRO).

Le périmètre de gestion des risques opérationnels concerne également les filiales du Groupe (BMCE Capital, *Maghrébail*, *Salafin*, *Maroc Factoring*, *MediCapital Bank*, BMCE International Madrid, et La Congolaise de Banque)

Gouvernance de la Gestion des Risques Opérationnels

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank est structurée en trois Comités Risques Opérationnels :

- Le Comité Risques Opérationnels Groupe ;
- Le Comité de suivi des Risques Opérationnels Métiers ;
- Le Comité Risques Opérationnels Filiale.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en terme d'activités et de type de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant de fonds propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en oeuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Principes Méthodologiques Fondamentaux

Les objectifs stratégiques prioritaires du Groupe BMCE Bank au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels sont de deux types :

- Réduction de l'exposition aux risques opérationnels ;
- Optimisation des exigences en fonds propres relatives aux risques opérationnels.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques de l'établissement au travers :

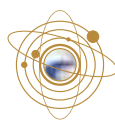
- Collecte des événements ;
- Cartographie des Risques Opérationnels ;
- Indicateurs Clé de Risques Opérationnels (*Key Risk Indicator*).

L'exposition au risque opérationnel et les pertes subies sont régulièrement notifiées à la Direction de l'unité concernée, à la Direction Générale et au Conseil d'Administration. Le système de gestion est correctement documenté, permettant d'assurer le respect d'un ensemble formalisé de contrôles, de procédures internes et de mesures correctives en cas de non-conformité.

Les auditeurs internes et/ou externes sont appelés à examiner périodiquement les processus de gestion et les systèmes de mesure du risque opérationnel. Ces examens portent sur les activités des unités et sur la fonction indépendante de gestion du risque opérationnel.

La gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank a été complètement automatisée au travers d'un outil dédié. Ainsi, la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels et les indicateurs clés de risques sont aujourd'hui gérés au niveau de cet outil qui a été déployé au niveau de la Banque et des filiales marocaines et européennes. En accompagnement à son déploiement, des actions de sensibilisation et de formation ont touché 842 acteurs RO à l'échelle du Groupe.

Les données internes qui ont vocation à devenir une composante majeure du modèle interne de calcul des fonds propres respectent les conditions suivantes :



Gestion des Risques et Finances

● **Exhaustivité** : les données internes de pertes prennent en compte toutes les activités et expositions des métiers, unités et services dans toutes les implantations géographiques concernées.

● **Consolidation** : les données historiques de pertes sont restituées selon les deux axes correspondant aux typologies des huit lignes métiers et sept catégories de risques édictées par le Comité de Bâle, selon des critères objectifs correctement documentés.

La politique de gestion des risques opérationnels a été revue au cours de l'année 2009, elle est amenée à changer en fonction de l'évolution des méthodologies de gestion des risques opérationnels. Il en est de même pour le « Manuel de Gestion des Risques Opérationnels » qui a été mis en place afin de garantir la cohérence du dispositif au niveau du Groupe et servir de guide de référence sur le sujet.

MAITRISE ET ATTENUATION DES RISQUES OPERATIONNELS

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank dispose d'un très fort dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en terme de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque explicités au préalable.

Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

AGREGATION DES RISQUES

Le dispositif organisationnel mis en place, se basant sur des Correspondants Risques Opérationnels (CRO) permet la remontée des événements de risques par typologie bâloise (huit lignes métiers) et par catégorie de perte et ceci pour l'ensemble des Directions métiers, ainsi que pour les filiales du Groupe.

ATTENUATION DU RISQUE

Tout risque majeur identifié est remonté au Senior Management de la Banque et donne lieu à un plan d'action correctif et/ou préventif dont la mise en oeuvre est suivie par le comité de suivi des risques opérationnels qui se réunit à une fréquence trimestrielle.

Plan de Continuité de l'Activité

Porté par un courant réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui

existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

Les principes stratégiques transverses de la continuité des activités sont les suivants :

- BMCE Bank a la responsabilité sociale de permettre à sa clientèle de disposer des liquidités qu'elle lui a confiées. Le non-respect de cette obligation en temps de crise pourrait avoir un impact sur l'ordre public. Ce principe prévaut sur tous les autres ;
- BMCE Bank doit garantir ses engagements envers le système de compensation interbancaire sur la place marocaine ;
- BMCE Bank entend respecter en priorité les engagements juridiques et contractuels (relatifs aux domaines Crédits et Engagements) qu'elle a souscrits, avant de prendre d'autres engagements ;
- BMCE Bank entend maintenir sa crédibilité internationale et garantir en priorité ses engagements vis-à-vis des correspondants étrangers.

Les clients du Groupe BMCE Bank sont prioritaires par rapport aux autres bénéficiaires de ses services. Les services sont pris en compte dans leur réalisation « *front to back* » (par exemple, de l'agence jusqu'à la comptabilisation).

L'année 2009 a vu le déploiement du dispositif de continuité d'activités. Plusieurs simulations de mise en épreuve du dispositif ont été menées aux travers différentes régions du Royaume.

GESTION ALM

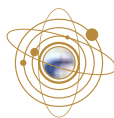
Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de forte croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place veille à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.



RISQUE DE LIQUIDITE

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but, d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.



Gestion des Risques et Finances

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long terme par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le coefficient de liquidité (tel que défini par la Banque Centrale) ;
- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.



RISQUE DE TAUX

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêts vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque.

La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer au travers un ensemble de simulations de *stress testing*, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles

d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court et à moyen long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossesments actif/passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.



SENSIBILITE DE LA VALEUR DES PORTEFEUILLES BANCAIRES



STRESS TESTING TAUX ET ANALYSES DE SENSIBILITE

Des simulations de *stress testing* sont effectuées afin d'évaluer l'impact d'une variation des taux sur la marge d'intérêt ainsi que sur la valeur économique des Fonds Propres.

Au 31 décembre 2009, l'impact d'une variation des taux d'intérêt de 200 pbs sur le PNB est estimé à +83 MDH. La variation de la valeur économique des fonds propres face à un choc de 200 pbs, est estimée à 355 MDH soit 5,89% des fonds propres réglementaires.



STRESS TESTING LIQUIDITE

Afin d'évaluer le profil de liquidité en situation de crise, des simulations sont réalisées en cas de pression sur les ressources (situation de retrait massif des dépôts). Ces scénarii permettent à la Banque d'évaluer sa capacité à faire face à des situations de crise de liquidité.

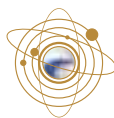
Trois scénarii sont effectués :

- Scénario 1 : Consiste à prévoir une pression sur les dépôts à vue durant trois mois avec maintien des activités de crédit, le comportement de la liquidité du bilan est mesuré grâce aux impasses de liquidité sur les trois premiers mois. Ce stress test suppose le retrait de 30% des Dépôts à vue sur les trois premiers mois, à raison de 10% chaque mois ;

- Scénario 2 : Ce scénario prévoit une pression relative sur les dépôts à vue avec maintien des activités de crédit sur un horizon de 10 jours. Le but de ce scénario est de tester la capacité de la Banque à faire face à des retraits qui représentent la partie volatile des dépôts à vue mais sur un délai très court (10 jours) ;

- Scénario 3 : Ce scénario prévoit une pression maximale sur les dépôts, en situation de crise majeure, où la Banque perd la totalité de ses dépôts à vue en 10 jours.

Au 31 décembre 2009, le Gap de liquidité à horizon 12 mois enregistre un excédent de liquidité de DH +5,8 milliards contre DH +3,4 milliards à fin décembre 2008. Par ailleurs, le Coefficient de Liquidité (actifs liquides à un mois sur les exigibilités à un mois) affiche 107.4% au 31 décembre 2009.



Gestion des Risques et Finances

CONTROLE GENERAL GROUPE

Conformément à ses attributions, le Contrôle Général Groupe a poursuivi, durant l'année 2009, des actions soutenues privilégiant la consolidation de la culture de contrôle et l'amélioration du profil des risques, en ligne avec les préoccupations des instances de gouvernance de la Banque en matière de maîtrise des risques et des coûts.

Ainsi, diverses missions d'audit des risques opérationnels majeurs et des processus y relatifs ont été réalisées, donnant lieu à des rapports circonstanciés, préalablement validés avec les responsables des entités concernées, avec formulation de recommandations spécifiques et d'actions correctives pour chaque constat d'insuffisance et/ou de dysfonctionnement.



DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

Un audit de la cartographie des risques a été mené dans la perspective d'accompagner efficacement la mise en œuvre des dispositifs bâlois et d'améliorer la performance opérationnelle des dispositifs de contrôle interne.

De même, dans la perspective de mettre en relief les zones à risques majeurs en agences et de permettre leur couverture par les opérationnels, un livre blanc a été élaboré, détaillant les principaux risques opérationnels, relevés au cours des missions de contrôles, répartis par domaines de gestion et par agences et centres d'affaires.



DEVOIR DE VIGILANCE A L'EGARD DE LA CLIENTELE

Les règles de vigilance incombant aux établissements de crédit, imposent de considérer le risque de blanchiment de capitaux comme un risque à part entière et de le traiter selon des dispositions comparables à celles des autres types de risques.

Diverses actions programmées durant l'année 2009 ont été réalisées dont :

- Formation des collaborateurs à la problématique de la lutte contre le blanchiment de capitaux ;
- Participation active, dans le cadre de la veille réglementaire, aux nouvelles procédures et produits portant sur les aspects ayant trait au devoir de vigilance et à la loi relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux ;
- Renforcement du dispositif interne du Groupe BMCE-BANK en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux a été poursuivi avec le déploiement du logiciel de filtrage et d'analyse comportementale ; En outre, 6 missions d'audit des risques liés au devoir de vigilance ont été également réalisées, outre celle relative aux risques de blanchiment liés aux cartes prépayées et aux dispositifs de leur réduction au vu réglementaire.



DISPOSITIF DE DEONTOLOGIE

A l'instar des années précédentes, BMCE Bank a poursuivi au cours de l'exercice 2009, les travaux liés à l'activité déontologie en conformité avec les dispositions du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières, relative aux règles déontologiques devant encadrer l'information au sein des sociétés cotées.



APPRECIATION ET ANALYSE DU RESPECT DES DISPOSITIONS PREVUES PAR LE CODE DEONTOLOGIQUE

Au cours de l'exercice 2009, aucun événement n'a été relevé en contradiction avec les dispositions du code de déontologie et du manuel d'éthique et de déontologie en vigueur.

Le suivi régulier est assuré pour centraliser l'ensemble des engagements de respecter les dispositions du code de déontologie, notamment auprès des nouvelles recrues de la banque. Etant rappelé que tout membre du personnel de BMCE BANK est tenu, dès son embauche, de prendre connaissance de manière attentive des règles énoncées par le Code Déontologique, qui est annexé à son contrat de travail dont il fait partie intégrante, et de signer l'engagement de le respecter.



ACTIONS DE SENSIBILISATION ENTREPRISES

Afin de faciliter la sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs aux règles déontologiques, la Fenêtre intranet « Déontologie » est accessible à tout le personnel pour consultation et questionnement. Cette fenêtre regroupe les éléments suivants notamment des textes réglementaires, des codes et procédures, des textes de support ainsi que des supports de formation.

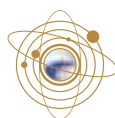
En outre, un manuel d'éthique et de déontologie réalisé en 2008, a été élaboré et diffusé à l'ensemble du personnel de la banque y compris les nouvelles recrues de l'exercice 2009.

Par ailleurs, le projet d'automatisation du contrôle des opérations du personnel initié a été entamé durant l'exercice 2009. Aussi, le cahier d'expression des besoins a été rédigé et adressé aux équipes techniques internes de la banque pour développements.



RENFORCEMENT DES OUTILS, METHODOLOGIES & EFFECTIFS

Le Contrôle Général s'est engagé dans un processus continu de renforcement des méthodologies et outils de contrôle et d'audit des risques, répondant ainsi aux exigences réglementaires, techniques et professionnelles liées à ses activités. Dans ce cadre, plusieurs actions ont été entreprises à savoir, (i) la généralisation de la nouvelle version du progiciel d'Audit regroupant la gestion des missions et le suivi des recommandations et actions correctives à l'ensemble des départements, (ii) la mise à jour des check-lists et des guides d'audit et de contrôle interne par domaines, (iii) le renforcement de la formation des équipes du Contrôle Général sur des thématiques spécifiques ou générales.



Gestion des Risques et Finances

COMPOSITION ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES



PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DES ELEMENTS CONSTITUANT LES FONDS PROPRES



CAPITAL

BMCE Bank est doté d'un capital social de DH 1 587 513 900, composé de 158 751 390 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 DH, entièrement libéré. Chaque action ordinaire donne un droit de vote.



DETTES SUBORDONNEES

A fin décembre 2009, le total des dettes subordonnées s'élève à près de DH 4,86 milliards.



EVALUATION DE L'ADEQUATION DES FONDS PROPRES

Le Groupe BMCE Bank a opté pour l'approche standard telle que présentée dans des circulaires de Bank Al-Maghrib (BAM), il s'agit de :

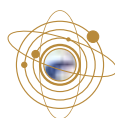
- Circulaire n°26/G/2006 relative aux exigences réglementaires en fonds propres des établissements de crédit et organismes assimilés ;
- Circulaire n°B3/G/2006 relative aux modalités de calcul des actifs pondérés au titre du risque de crédit ;
- Circulaire n°25/G/2006 relative au coefficient minimum de solvabilité des établissements de crédit et organismes assimilés ;
- Circulaire n°24/G/2006 relative aux fonds propres.

Ces circulaires encadrent l'ensemble des risques pris par la Banque. En effet, les méthodes de calcul des risques de marché sont régies par ces mêmes circulaires selon l'approche standard.

Les exigences en Fonds Propres réglementaires au titre des Risques de Crédit s'appliquent sur base individuelle pour chaque entité du Groupe et sur base consolidée au niveau du Groupe BMCE Bank.

Dettes subordonnées au 31 décembre 2009

MONTANT EN MONNAIE DE L'EMPRUNT	DATE DE JOUISSANCE	TAUX	DURÉE	MONTANT EN MONNAIE NATIONALE
500 000 KDH	6 Décembre 2005	4%	5 ANS	500 000 KDH
1 000 000 KDH	26 Février 2008	4%	10 ANS	1 000 000 KDH
1 000 000 KDH	15 Octobre 2008	5,50%	PERPÉTUELLE	1 000 000 KDH
1 000 000 KDH	29 Mai 2009	4,53%	PERPÉTUELLE	1 000 000 KDH
50 000 KEUR	26 Avril 2008	5,90%	10 ANS	565 200 KDH
70 000 KEUR	26 Avril 2008	5,86%	PERPÉTUELLE	791 280 KDH
				4 856 480 KDH



Gestion des Risques et Finances

En méthode standard, l'approche est similaire à celle utilisée selon la méthodologie Cooke sur le principe de pondération forfaitaire, mais elle prend en compte les techniques de réduction du risque. Les trois paramètres *Probability of Default* (PD), *Exposure At Default* (EAD) et *Loss Given Default* (LGD) sont fixés par le régulateur sous forme de pondération à appliquer aux encours (PD, EAD) et aux garanties (LGD).
NB : Approche adoptée par le Groupe BMCE pour le calcul de ses FPR

En méthode « notation interne » de base ou fondation (IRBF), la LGD est un paramètre réglementaire fourni en prenant en compte des garanties reçues selon certaines méthodes de calcul.

En méthode « notation interne » avancée (IRBA), la Banque doit fournir des estimations internes de LGD validées par des historiques de taux de perte. Ces historiques doivent être constitués en utilisant une définition économique de la perte.

NB : Le Groupe BMCE a lancé en 2009 un projet de notation interne pour la préparation des méthodes avancées



COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Les fonds propres du Groupe BMCE Bank (selon l'approche standard) sont calculés conformément à la circulaire n° 26/G/2006 relative aux exigences réglementaires en fonds propres des établissements de crédit et organismes assimilés et à la circulaire n° 24/G/2006 relative aux fonds propres.



FONDS PROPRES DE BASE

EN KDH	2009	2008
ÉLÉMENTS À INCLURE DANS LES FONDS PROPRES DE BASE	11 666 911	10 725 553
CAPITAL SOCIAL OU DOTATION	1 587 514	1 587 514
RÉSERVES CONSOLIDÉES (Y COMPRIS LES PRIMES LIÉES AU CAPITAL ET NON COMPRIS LES RÉSERVES LATENTES)	6 371 093	596 218
REPORT À NOUVEAU CRÉDITEUR	-	5 540 223
RÉSULTAT NET BÉNÉFICIAIRE DU DERNIER EXERCICE COMPTABLE	591 061	292 050
ECART D'ACQUISITION CRÉDITEUR	51 497	55 736
INTÉRÊTS MINORITAIRES CRÉDITEURS	3 065 746	2 653 812
ÉLÉMENTS À DÉDUIRE DES FONDS PROPRES DE BASE	4 195 240	1 972 955
ACTIONS PROPRES DÉTENUES	3 077 605	1 713 768
ACTIFS INCORPORELS, À L'EXCLUSION DES LOGICIELS, NETS DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	32 274	32 274
ECART D'ACQUISITION DÉBITEUR	435 600	226 913
DIVIDENDES	649 761	
FONDS PROPRES DE BASE	7 471 671	8 752 598



FONDS PROPRES COMPLÉMENTAIRES

EN KDH	2009	2008
ÉLÉMENTS DES FONDS PROPRES COMPLÉMENTAIRES AVANT PLAFONNEMENT	4 944 043	3 876 725
FONDS PROPRES COMPLÉMENTAIRES DE PREMIER NIVEAU	3 179 937	2 113 800
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	81 280	54 682
PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX	-	21 834
RÉSERVES LATENTES	307 377	249 189
DETTES SUBORDONNÉES À DURÉE INDÉTERMINÉE	2 791 280	1 788 095
FONDS PROPRES COMPLÉMENTAIRES DE DEUXIÈME NIVEAU	1 764 106	1 762 925



FONDS PROPRES SURCOMPLÉMENTAIRES

Les fonds propres surcomplémentaires s'élèvent à 400 000 KDH qui servent pour la couverture des risques de marché

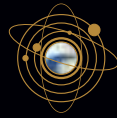


EXIGENCES EN FONDS PROPRES PAR TYPE DE RISQUES

RISQUES EN KDH	EXIGENCES EN FP 2009	EXIGENCES EN FP 2008
RISQUES DE CRÉDIT	8 484 511	7 548 951
RISQUES DE MARCHÉ	882 211	355 295
RISQUES OPÉRATIONNELS	595 841	541 188
AUTRES RISQUES (PILIER II)		
TOTAL DES ACTIFS PONDÉRÉS	9 962 563	8 445 434

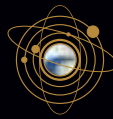
Le ratio de solvabilité du Groupe BMCE Bank est de 10,12% à fin 2009 contre 12,5% à fin 2008

RISQUES EN KDH	EXIGENCES EN FP 2009	EXIGENCES EN FP 2008
FONDS PROPRES DE BASE NETS	7 363 684	8 650 408
TOTAL DES FONDS PROPRES ADMISSIBLES	12 599 739	12 724 943
TOTAL DES ACTIFS PONDÉRÉS	124 532 037	105 567 931
RATIO DE FONDS PROPRES DE BASE	5,91%	8,19%
COEFFICIENT MINIMUM DE SOLVABILITÉ	10,12%	12,05%



*Responsabilité Sociétale
et Environnementale*





Un Bilan Social des plus Probants



Une Attractivité Certaine de BMCE Bank **PLUS DE 500 RECRUTEMENTS REALISES**

Le capital humain de BMCE Bank s'est enrichi de 552 collaborateurs en 2009 à 4 900 collaborateurs, aux termes d'une stratégie de recrutement volontariste reposant sur une présence renforcée de BMCE Bank dans les différents forums de grandes écoles pour attirer les meilleurs éléments.

Accompagnant la croissance interne de BMCE Bank, qu'illustre le programme d'ouvertures d'agences, 84% des nouvelles recrues ont été dédiées à la force de vente du réseau de distribution.



Une Population Jeune et Qualifiée **POUR REpondre AUX ATTENTES DE LA CLIENTELE**

Visant une amélioration constante de la qualité des profils rejoignant ses équipes, BMCE Bank a renforcé le recrutement de profils de niveau de formation supérieur ou égal à Bac+4 dont la part dans l'effectif permanent s'est établie à 44,9% à fin 2009 contre 39,1% à fin 2007. Aussi, le taux d'encadrement s'est-il amélioré de 5,4p% durant les deux dernières années à 46,3% à fin décembre 2009. La proportion des femmes cadres a poursuivi sa tendance haussière pour s'établir à 33,5% à fin 2009 contre 31,6% en 2007.

De même, la population de BMCE Bank s'inscrit dans un trend de rajeunissement avec, en 2009, une augmentation de 4,2p% de la proportion de l'effectif âgé de moins de 35 ans à 62,2% et un recul de la moyenne d'âge de près d'une année par rapport à 2007, pour s'établir à 34 ans.

De même, l'ancienneté moyenne a enregistré une baisse de près d'un an pour s'établir à 8,4 ans, caractérisée par une forte représentation de la tranche des moins de 5 ans, représentant à elle seule plus de la moitié de l'effectif, soit 57,9 % à fin 2009.

Dans un contexte de développement soutenu du Réseau d'agences, la part de la filière distribution continue de croître représentant près de 80% des effectifs. Pour sa part, la filière de support ne représente plus que 20% de l'effectif global, à fin 2009.



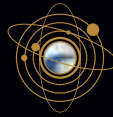
La Mobilité

AU CŒUR DU DEVELOPPEMENT DE CARRIERE

Au cours de l'année 2009, 1 653 collaborateurs ont bénéficié d'une mobilité, soit 34,5% de l'effectif moyen et ce, dans le cadre de la réallocation des ressources de la Banque suite à la spécialisation marquée des métiers.

Par ailleurs, le nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'une promotion au grade supérieur au titre de l'année 2009 s'élève à près de 9,5 % de l'effectif moyen de la Banque.

Ce développement de carrière a touché plus spécifiquement les fonctions liées au cœur de métier. Ainsi, 22,2% des Directeurs d'Agence C et Responsables d'agence satellite ont été promus, de même que 26,65% des conseillers de clientèle.



Un Bilan Social des plus Probants



Formation

UNE PROXIMITE RENFORCEE

Au cours de l'exercice 2009, BMCE Bank a élargi son réseau de centres de formation avec l'ouverture de 2 centres régionaux l'un à Fès, et l'autre à Marrakech. Cette orientation vers une régionalisation, de plus en plus marquée, de la formation permet de renforcer la proximité envers les collaborateurs.

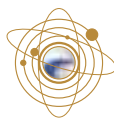
Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de formation de BMCE Bank, 4 789 salariés ont bénéficié de formations internes en 2009, le nombre de jours de formation s'établissant à 2,8 jours par salarié. Ces formations ont concerné notamment, la qualité de l'accueil, le management, la gestion du stress et le devoir de vigilance.

Par ailleurs, un programme de formation à distance a également été lancé en partenariat avec l'opérateur européen de renom, composé de 350 modules, destiné à développer un environnement propice à la créativité, à l'innovation et au *leadership*. Ainsi, près de 700 collaborateurs ont bénéficié de cette formation.

De même, 135 collaborateurs ont participé cette année au Brevet Bancaire et 17 à l'Institut Technique de Banque. 112 salariés ont suivi des cours d'initiation et de perfectionnement à la langue anglaise tandis que 124 collaborateurs ont assisté à des séminaires chez des organismes externes aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE DE CLIMAT SOCIAL

- Forte fierté d'appartenance à BMCE Bank
- Renforcement de la perception du rôle citoyen et responsable que joue la Banque dans son environnement
- Bonne perception en termes de partage d'informations issues de la hiérarchie et de valorisation des idées et suggestions des collaborateurs par la hiérarchie
- Renforcement de la perception du travail en équipe dans de bonnes conditions
- Volonté réaffirmée de servir toujours mieux le client
- Recommandation de renforcer davantage la proximité des collaborateurs dans les régions.



Un Bilan Social des plus Probants



BMCE Bank en Faveur de l'Epanouissement **DE SES SALARIES**

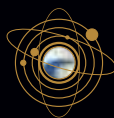
Plusieurs événements ont marqué l'année 2009. L'organisation des élections des représentants du personnel, des Comités d'Entreprise et d'Hygiène et de Sécurité, a abouti à l'élection de 83 délégués du personnel.

Dans le but de renforcer la culture d'entreprise et le sentiment d'appartenance, des manifestations culturelles ou sportives fédératrices ont été organisées au club de BMCE Bank : lancement des écoles sportives, marathon de fitness, journée mondiale de la musique, soirées spirituelles du mois de Ramadan, tournois de tennis...

Par ailleurs, BMCE Bank a continué d'apporter son soutien financier à ses collaborateurs, débloquant des enveloppes significatives au titre des crédits immobiliers et à la consommation ou à l'occasion d'événements sociaux.

Les œuvres sociales ont connu une année riche en activité avec le réaménagement du restaurant du Siège sous le signe de la qualité renouvelée des prestations, l'organisation réussie des colonies de vacances au profit de 147 enfants, ou encore le réaménagement de certains des centres de vacances de BMCE Bank. De même, la négociation et signature de plus d'une dizaine de conventions portant sur des remises avec Hôtels, Magasins et l'organisation de l'opération «Haj aux lieux saints 2009» au sein de 31 bénéficiaires actifs et 15 retraités ont été au programme.

Hormis, les prises en charge, le service médico-social a mené des actions essentielles de négociation de nouvelles conventions de médecine de travail et la réalisation de campagnes de sensibilisation.



Fondation BMCE Bank Une Dimension Socioéducative et Communautaire Renforcée



2009 a été marqué par le renforcement des infrastructures et des équipements du réseau Medersat.com, la modernisation des pratiques pédagogiques et le développement local. Un diagnostic des performances des écoles communautaires rurales du réseau Medersat.com a été réalisé, donnant ainsi un nouvel élan stratégique au développement des activités de la Fondation.

LE PROGRAMME MEDERSAT.COM, NOUVEL ELAN DE DEVELOPPEMENT



Medersat.Com UN PROGRAMME REVISITE

Dans le contexte de célébration des dix ans du lancement du programme Medersat.com, une réflexion a été menée et ce, afin de lui donner un nouveau souffle en termes d'innovation pédagogique, de standards de qualité, d'efficacité et d'efficience.

Des axes d'amélioration ont ainsi été identifiés portant notamment sur l'optimisation des temps scolaires, la redynamisation de la supervision pédagogique et la modernisation des flux d'information au sein du réseau Medersat.com. Des actions correctives ont d'ores et déjà été mises en place.

Cette dynamique de changement s'inscrit dans la volonté résolue de la Fondation BMCE Bank de permettre au programme Medersat.com de capitaliser sur ses autres activités et missions, en

favorisant le développement des synergies. Sont prioritairement visés (i) le renforcement des instances de pilotage et de gestion des écoles et (ii) une meilleure adéquation de l'offre et de la demande en matière d'éducation et d'environnement, de travail communautaire et de préservation du patrimoine.

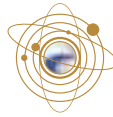


Un Réseau Medersat.Com ELARGI

Le renforcement des infrastructures et des équipements des écoles Medersat.com a été placé au cœur de l'action de la Fondation BMCE Bank. Ainsi, trois nouvelles écoles Medersat.com ont été construites à Oulmès, Ouarzazate et, en partenariat avec l'Agence de l'Oriental, à Figuig. D'autres projets de construction d'écoles sont en cours dans les provinces de Zagora, Larache, Agadir et Boulemane, Missour et dans la région de l'Oriental. De même, six écoles Medersat.com ont été réhabilitées dans les provinces d'El Haouz, de Kalâat Sraghna et de Marrakech.

Pareillement, poursuivant une politique volontariste de promotion de la langue Amazighe et d'intégration des multimédias dans le programme d'apprentissage, cinquante salles multimédia et amazighe ont été aménagées dans 22 écoles Medersat.com et ce, afin d'accompagner le programme national de développement Multimédia «Génie» et soutenir l'enseignement de l'Amazigh.

Par ailleurs, la Fondation BMCE Bank a construit et équipé 80 salles du préscolaire au sein de certaines écoles publiques des provinces d'Agadir, Al Hoceima, Ifrane, Nador, Ouarzazate et Taroudant, et 22 salles du préscolaire au sein d'écoles publiques de la préfecture de Mohammedia dans le cadre de l'INDH.



Fondation BMCE Bank Une Dimension Socioéducative et Communautaire Renforcée



Des Pratiques Pédagogiques MODERNISEES

L'année 2009 a vu la modernisation des pratiques pédagogiques des écoles, favorisée par un partenariat conclu avec Méditel et la Fondation Téléfonica : 22 écoles *Medersat.com* ont été équipées en matériel informatique et en tableaux blancs interactifs munis de ressources pédagogiques numériques, à raison de 10 ordinateurs, 2 tableaux et une imprimante par école. Ces équipements seront généralisés à l'ensemble des écoles en 2010. De même, une formation à l'utilisation des nouveaux équipements est-elle prévue pour tous les enseignants.

Par ailleurs, poursuivant une politique de renforcement continu des compétences de son corps enseignant, un centre de formation des éducateurs du préscolaire a été créé à l'école de Bouskoura. Parallèlement, 28 superviseurs, 57 éducateurs du préscolaire, ainsi que tous les Directeurs des écoles *Medersat.com* ont bénéficié de formations relatives à l'utilisation des équipements multimédia dans le cadre du programme Génie et ce, en coordination avec le Département de l'Enseignement Scolaire.

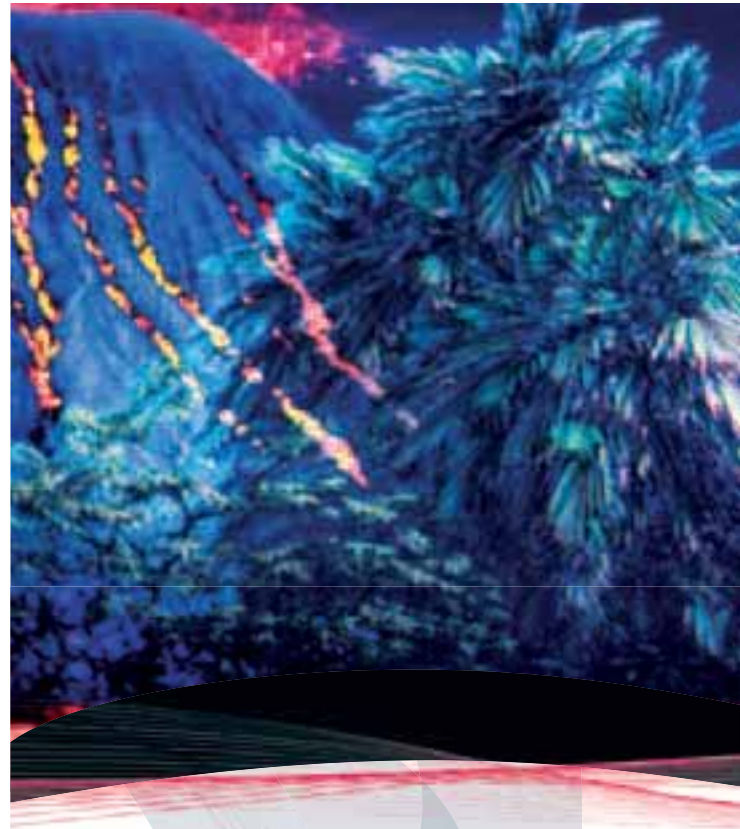
Afin de mettre en exergue l'intensification des activités de supervision pédagogique des enseignants, près de 250 visites de classes et des séances d'encadrement pédagogique ont été réalisées. A l'issue de ces visites, plusieurs actions ont été planifiées afin de remédier aux difficultés d'apprentissage.

Dans ce même esprit, des évaluations internes et indépendantes des acquis scolaires des élèves ont été réalisées afin de cerner les difficultés d'apprentissage au niveau de l'ensemble du réseau *Medersat.com*. L'évaluation certificative en fin de cursus scolaire du primaire a permis d'obtenir un taux de réussite de 99,52% au certificat d'études en juin 2009 avec seulement 4 échecs sur 827 candidats.

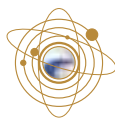
DEVELOPPEMENT HUMAIN LOCAL AUTOUR DES ECOLES *MEDERSAT.COM*

Afin de contribuer davantage à la lutte contre la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations des douars abritant les écoles *Medersat.com*, une convention de Partenariat Tripartite a été conclue, en janvier 2009, entre la *Caja Mediterraneo* (CAM), l'Association *Tawada* pour le microcrédit et la Fondation BMCE Bank pour l'Education et l'Environnement.

Il s'agit de développer des activités génératrices de revenus dans lesdits douars, soutenues par l'octroi de microcrédits aux habitants nécessiteux.



- 150 unités scolaires et de préscolaire construites et équipées ;
- 80 salles (multimédia et amazighe) construites et équipées en nouvelles technologies ;
- 360 professeurs, dont 131 femmes, formés et accompagnés ;
- 12 000 élèves scolarisés et pris en charge; 6 000 adultes alphabétisés dont 80% de femmes et filles ;
- 60 projets de développement communautaire durable ;
- 99,5% de taux de réussite pour les élèves en fin du cursus scolaire du primaire ;
- 2 complexes scolaires construits et équipés au Sénégal et au Congo Brazaville et 4 autres programmés (Kenya, Bénin, Mali, et Niger).



Soutien Mécénal et Social dans la Continuité



L'engagement renouvelé de BMCE Bank, tant humain que financier, dans le soutien de nombreux événements culturels, économiques, sociaux et sportifs s'est inscrit au cœur de sa politique mécénale.

PROMOTION CULTURELLE ET ARTISTIQUE

Promouvant les cultures et traditions marocaines, BMCE Bank a participé, en tant que partenaire officiel, à la 15^{ème} édition du Festival des Musiques Sacrées du Monde de Fès ainsi que *Sponsor Fondateur* à la 12^{ème} édition du Festival d'Essaouira *Gnaoua* et Musiques du Monde, la 8^{ème} édition du Festival *Mawazine* Rythmes du Monde et à la 6^{ème} édition du Festival *Timitar* d'Agadir.

La Banque a également pris part à plusieurs événements phares, notamment, la 9^{ème} édition du Festival International du Film de Marrakech, le Forum de Fès de l'Union Pour la Méditerranée, la 1^{ère} édition du *Women's Tribune*, la présentation du Livre de Fès, l'interprétation de la symphonie HANNIBAL BARCA, ainsi que l'Exposition de Kenzo et Bernado PITANGUY.

UNE FIBRE SOCIALE AFFIRMÉE

BMCE Bank a réitéré son soutien à plusieurs associations à travers des dons, des achats de billets de spectacles ou de cartes de vœux ainsi qu'à travers l'organisation de dîners ou soirées de gala en faveur des enfants et des démunis. Parmi les associations bénéficiaires figurent *Al Ihssan*, l'Association *Rotary International Club*, l'Association International *Inner Wheel*, l'Association l'Heure Joyeuse et l'Œuvre de la Goutte de Lait de Casablanca.

Les aides financières ont été attribuées au profit, notamment, de la Fondation Mohammed V, l'Association Maroc Espoir, la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement, la Ligue Marocaine pour la Protection de l'Enfance «Centre Lalla Meriem» et la Ligue Marocaine du Club Investisseurs Marocains de l'Etranger. Des subventions ont été également accordées à la Revue Police Magazine, au Magazine touristique « Le Guido », à la 3^{ème} édition du guide « Maroc Envie De... » et à la Revue Officielle de l'Association des Œuvres Sociales des Sapeurs-Pompiers du Maroc.

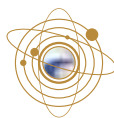
UNE FIBRE SPORTIVE AUSSI

Plusieurs événements de grande envergure ont bénéficié du soutien de BMCE Bank, notamment le 1^{er} grand prix automobile de Marrakech « *Race of Morocco* », la 19^{ème} édition du *Rallye Aicha* des Gazelles, et la 4^{ème} édition du tournoi international Sikaki Futures à Rabat. De même, BMCE Bank a soutenu plusieurs organisations importantes telles que l'Académie Mohammed VI de Football et le Jet Ski Club de Rabat.

UNE ACTION MECENALE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

En 2009, BMCE Bank a renforcé sa présence lors de manifestations à caractère économique dont le Forum Medays 2009, la 6^{ème} édition de l'Assemblée Générale de la Chambre Nationale du Notariat Moderne, ainsi que la 15^{ème} édition du congrès annuel de *l'European Business* et Network.

Pareillement, 2009 a vu la participation de BMCE Bank aux salons et foires telles la 2^{ème} édition du Salon Aéro Expo, la 6^{ème} édition du salon Officine Expo, la 4^{ème} édition du Salon International de l'Agriculture de Meknès et la 1^{ère} édition du Salon Cafés Hôtels Restaurants de METRO.



Un Engagement Résolu en Faveur du Développement Durable

Forte d'un partenariat porteur avec l'International Finance Corporation - IFC -, BMCE Bank s'est engagée, en 2009, dans le déploiement du Système de Gestion Sociale et Environnementale (SEMS) permettant d'évaluer et de gérer les risques sociaux & environnementaux dans le cadre des opérations de financement de la clientèle et des activités de la Banque.

Ainsi, BMCE Bank s'érige au rang de conseiller auprès de la clientèle de l'entreprise en développant une expertise dans l'amélioration de la qualité intrinsèque des performances des projets, notamment, en termes d'économie d'énergie et d'optimisation des ressources (eau, matières premières..).

L'alignement stratégique de BMCE Bank sur les principes de l'économie verte, formalisé à travers une politique de développement durable, devrait lui offrir un avantage concurrentiel en termes d'image institutionnelle, d'innovation, d'accès plus élargi aux fonds externes, de même que de nouvelles opportunités d'affaires que représentent les domaines d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables, de production propre, de financement de la chaîne logistique durable, de biodiversité, de finance carbone, de micro-finance et de micro-assurance.

LES PREMIERS JALONS ETABLIS

Le déploiement du SEMS s'est accompagné d'une campagne de communication d'envergure auprès des salariés avec la publication d'articles dans le journal interne Internews et la création d'une rubrique SEMS Intranet. De même, un séminaire de lancement et des formations ont également été organisés au profit de 120 salariés parmi les chargés d'affaires et les analystes de risque crédit et les managers.

Afin d'accompagner le réseau et lui faciliter le renseignement des questionnaires sectoriels, une application de gestion SEMS au sein du Réseau a été conçue et implémentée. Cet outil permet ainsi une analyse des risques dynamique, un partage des études de cas, une veille permanente sur le domaine, et la consolidation des données pour établir les reportings. Des tableaux de bord permettent de mesurer l'engagement du Réseau et mettre en œuvre les actions correctives. Parallèlement, une séance de formation sur le renseignement des questionnaires SEMS a été dispensée au niveau des 4 principaux Centres d'Affaires.

Par ailleurs, un appui a été apporté aux entités opérationnelles du *Project Finance* dans le montage financier, le planning opérationnel de projets d'énergies renouvelables (Eolien/Projet Tarfaya) et l'estimation du risque lié aux marchés de carbone dans le cadre du projet Mécanisme du Développement Propre.

LES PROJETS EN COURS

- Réflexion en cours pour intégrer la dimension sociale et environnementale au système de scoring de BMCE Bank.
- Intégration des modules de formation SEMS au sein du dispositif de formation professionnelle de BMCE Academy.
- Etude en cours au niveau Groupe relative à la conception des montages financiers sur la base du *business model* de la finance durable et ce, pour le réaménagement et la rénovation énergétique (notamment, le leasing).
- Accompagnement de la clientèle dans le cadre de l'optimisation énergétique et mise à niveau environnementale et ce, grâce au recours ponctuels aux experts et la réalisation d'audits énergétiques sans frais.

DES EFFORTS RECONNUS

En reconnaissance des avancées réalisées par BMCE Bank et de l'engagement des instances de la Banque, IFC a désigné la Banque comme le *leader* de la région MENA en termes de performance sociale et environnementale et ce, lors du séminaire organisé au Caire en novembre 2009.

Par ailleurs, BMCE Bank s'allie à d'autres institutions de renom afin de favoriser la dissémination des pratiques de développement durable à travers l'échange des bonnes pratiques ou encore la réflexion sur le transfert de technologie dans le domaine de l'efficacité énergétique et sur les instruments de financement des différents projets relatifs à la production propre et les énergies renouvelables (UNEP FI, CGEM, Centre de Développement des Energies Renouvelables..).

EVENEMENT 2010

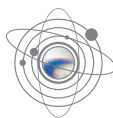
Afin de souligner davantage l'engagement résolu du Groupe BMCE Bank en faveur du Développement Durable, la Banque a adhéré, en 2010, aux Principes de l'Equateur. Les Principes de l'Equateur (EPs) sont un ensemble de dispositions et normes volontaires visant à déterminer, évaluer et gérer les risques sociaux et environnementaux dans le domaine du financement des projets. Les EPs s'appliquent à tous les nouveaux financements de projets dont les coûts sont supérieurs à 10 M\$, et pour tous les secteurs d'activités industrielles.

BMCE Bank devient, ainsi, la première Banque de la région du Maghreb à adhérer à cette démarche, rejoignant le cercle des 67 institutions financières adhérentes à cette norme internationale.



Rapport Financier





RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 26 MAI 2010

Mesdames, Messieurs et Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous réunir en Assemblée Générale Ordinaire annuelle en application des statuts, et de la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée par la Loi 20-05, notamment ses titres IV et V et de leurs articles 107 et suivants et des articles 29 et suivants des statuts BMCE Bank, pour vous rendre compte de l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2009, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir, et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la Loi ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur sont tenus à la disposition des actionnaires dans les délais impartis.

1. Résultats et indicateurs bilantiels consolidés

❖ Réalisations financières du Groupe BMCE Bank

Le patrimoine de BMCE Bank a poursuivi sa croissance, en 2009, le total bilan s'inscrivant en progression de 11,9% en social et en consolidé pour atteindre respectivement DH 126,4 milliards et DH 168,4 milliards.

BMCE Bank a enregistré une hausse très significative de son PNB de (i) 26,9% en social, passant de 2 925 MDH à 3 714 MDH - ou encore de +13,7% lorsque retraité du résultat des actions propres et SICAV Maroc Valeurs-, et (ii) +6,6% en consolidé, passant de 6 018 MDH à 6 414 MDH.

Par ailleurs, des efforts significatifs ont été déployés en termes de maîtrise des charges générales d'exploitation, induisant une amélioration du coefficient d'exploitation de 11 p% en social à 63,6% contre 74,7% en 2008 et ce, dans un contexte d'investissements importants, tant humains que matériels, avec, notamment, l'ouverture, en 2009, de 53 agences et le recrutement de 552 personnes (12% de l'effectif) soit une évolution des effectifs nette des départs de +308 agents.

En retraitant le résultat des actions propres et de la SICAV Maroc Valeurs sur les deux années, la baisse du coefficient d'exploitation s'établit à 4,6 p%, passant de 71,5% en 2008 à 66,9% en 2009.

Au niveau consolidé, les charges générales d'exploitation ont enregistré une progression de 7,3% entre 2008 et 2009, à 4 187 MDH contre 3 901 MDH, en ligne avec la croissance du PNB. Aussi, le coefficient d'exploitation s'est-il stabilisé par rapport à l'année dernière, soit 65%.

Le RBE affiche, pour sa part, une baisse de 3,7% en social à 969 MDH en 2009 contre 1 007 MDH en 2008, suite au reclassement en 2009 de la provision constituée en 2008 sur MediCapital Bank pour un montant de 160 MDH en provision pour dépréciation des titres de participations impactant ainsi le RBE. Hors ce reclassement, le RBE affiche une progression de +12,2%.

Enfin, le RBE consolidé progresse de +5,2% en consolidé, de 2 117 MDH à 2 226 MDH.

En outre, l'année 2009 a été marquée par des efforts de provisionnement substantiels, représentant près de 9 fois le niveau observé en 2008. Ainsi, en termes d'activité agréée, les dotations globales aux provisions se sont établies à DH 1,03 milliard en 2009, et à 781 MDH en termes de dotations nettes des reprises.

En consolidé, le niveau du coût du risque est de 12 fois supérieur, atteignant DH -1,134 milliard en 2009 contre -89 MDH en 2008.

Cette politique volontariste de provisionnement s'explique par :

1- Un assainissement du portefeuille de participations à travers une dotation globale aux provisions pour dépréciation des titres de participations, en 2009, de 338 MDH relative à (i) une dotation supplémentaire de MediCapital Bank de 221 MDH bruts, venant compléter les 160 MDH d'ores et déjà dotés au titre des exercices précédents (soit 100% de la situation nette comptable) et (ii) l'apurement partiel du dossier Hanouty à travers une dotation de 37,5 MDH, couvrant 50% de la situation nette ;

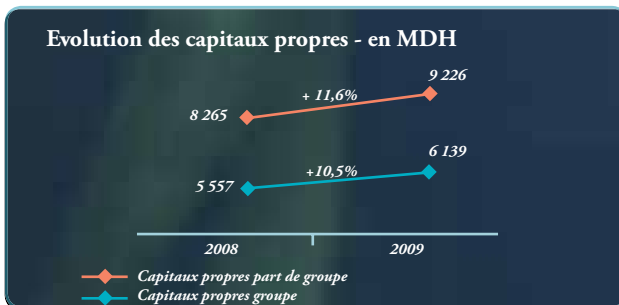
2- Une montée des risques en 2009 liée au contexte de crise économique internationale et ses répercussions sur certains pans de l'économie domestique, entraînant des sinistres importants sur trois dossiers notamment qui représentent 55% de l'effort de provisionnement global ;

3- Une recrudescence significative des risques au niveau des filiales africaines, notamment *Bank of Africa* qui a vu son coût de risque porté à 290 MDH en 2009 contre 110 MDH en 2008.

Aussi, dans ce contexte de renforcement des provisions de la Banque et de ralentissement des activités des filiales au Maroc et à l'international, le Résultat Net Part de Groupe s'est-il établi à 384 MDH en 2009, en recul de 54%, et le résultat agrégé à 503 MDH en baisse de 38%.

❖ Capitaux Propres Groupe

Au 31 décembre 2009, les capitaux propres du Groupe BMCE Bank s'élèvent à DH 9,2 milliards contre DH 8,3 milliards à fin 2008, soit une progression de +11,6%.



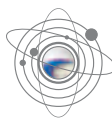
En part de groupe, les capitaux propres s'inscrivent en croissance de +10,5%, passant de DH 5,6 milliards en 2008 à DH 6,1 milliards en 2009.

Cette progression est principalement liée aux retraitements en IFRS des actions propres du montant des Fonds Propres, soit une déduction de DH 3,6 milliards en 2008 contre DH 3,1 milliards en 2009.

❖ Total bilan

Au 31 décembre 2009, le total bilan du Groupe BMCE Bank a atteint DH 168 milliards contre DH 150 milliards en 2008, affichant une progression de +11,9%. Cette croissance est portée, au niveau (i) de l'actif, par une progression de près de 9,2% des crédits à la clientèle à DH 93,6 milliards contre DH 85,7 milliards en 2008 et au niveau (ii) du passif, par une hausse de 8% des dépôts de la clientèle à DH 122,4 milliards en 2009 contre DH 113,4 milliards en 2008.

Par ailleurs, dans le cadre du renforcement des fonds propres du Groupe, l'encours des dettes subordonnées est passé de



DH 4,1 milliards à DH 5,1 milliards suite à l'émission d'un emprunt subordonné perpétuel de DH 1 milliard en mai 2009.

Contribution des filières au résultat part de Groupe

Les contributions au résultat net part du Groupe BMCE Bank par filière se présentent comme suit :

Contribution Consolidées	Résultats Net Part du Groupe		Var	Part 09	Part 08
En KDH	Déc 09	Déc 08			
ACTIVITÉS AU MAROC	368 260	805 420	-54,3%	96%	97%
BMCE Bank S.A	191 608	596 443	-67,9%	50%	72%
Tanger Offshore	95 823	33 295	188%	25%	4%
Activités Filialisées	80 829	175 682	-54,0%	21%	21%
SFS	82 560	137 813	-40,1%	21%	17%
GABA	10 871	37 869	-71,3%	3%	5%
Autres*	-12 601	-	-	-3%	-
ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER	16 560	25 022	-33,8%	4%	3%
Europe	-81 241	-112 612	27,9%	-21%	-14%
Afrique	97 801	137 634	-28,9%	25%	17%
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	384 820	830 442	-53,7%	100%	100%

La contribution des activités au Maroc au RNPG demeure prépondérante avec 96% du résultat net part de groupe en 2008 et 2009.

Au sein des activités filialisées au Maroc, représentant une contribution au RNPG stable sur les deux années de 21%, la filière Services Financiers Spécialisés enregistre une hausse de sa contribution, de 17% à 22% sur cette même période, dans un contexte de baisse de la contribution en montant, de 138 MDH en décembre 2008 à 83 MDH en décembre 2009.

La filière Gestion d'Actifs a enregistré, pour sa part, un recul de sa contribution de 5% à 3% sur la période sous revue.

Enfin, au niveau des activités à l'étranger, la contribution des activités en Afrique contrebalance le résultat déficitaire de *MediCapital Bank* de -107 MDH en 2009 contre -112 MDH en 2008 et se renforce en termes de poids relatif, à hauteur de 25% du RNPG contre 17% à fin 2009, malgré une baisse de la contribution en montant de -29%.

Le poids de la Banque au Maroc en 2009 a reculé en termes de RNPG par rapport à décembre 2008, sa contribution reculant de 68% à 192 MDH en 2009 contre 596 MDH en 2008.

Par ailleurs, quatre nouvelles entités ont rejoint le périmètre de consolidation du Groupe BMCE Bank, à savoir LOCASOM spécialisée dans la location de véhicules de longue durée, HANOUTY opérant dans le secteur de distribution alimentaire, EurAfric Information, plate-forme technologique créée en joint venture avec RMA Watanya et le Groupe Crédit Mutuel-CIC, et enfin, le CID spécialisée dans le conseil en ingénierie et développement. Leur part dans le RNPG est de -3% au 31 décembre 2009.

2. Résultats et contributions des activités au Maroc

BMCE Bank SA

Au titre de l'exercice 2009, le total bilan de la Banque affiche une progression de +11,8% à DH 127 milliards en 2009 contre DH 114 milliards à fin décembre 2008.

Les créances sur la clientèle ont enregistré, pour leur part, une croissance de +10,2%, de DH 59 milliards à DH 65 milliards, de même que les dépôts se sont accrus de +8%, à DH 96 milliards en 2009 contre DH 89 milliards en 2008.

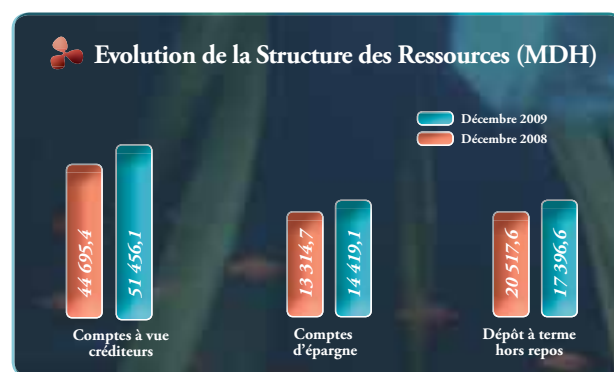
En termes de performance, le PNB de la Banque s'est inscrit en hausse de +25% de 2 886 MDH en 2008, à 3 605 MDH en 2009 et le Résultat Brut d'Exploitation s'est apprécié de +14,3%, à 1 126 MDH contre 985 MDH.

Le Résultat Net, pour sa part, ressort à 507 MDH contre 812 MDH en 2008, enregistrant une baisse de 37,6% et ce, en raison d'une part de l'effort important de provisionnement réalisé en 2009, et d'autre part, de l'absence, cette année, de plus-values exceptionnelles sur les titres de participations contre une plus-value de 300 MDH réalisée sur Salafin l'année dernière.

Eléments d'activité de la Banque au Maroc

• Dépôts de la clientèle

Les ressources clientèle de l'activité Maroc (repos compris) ont enregistré une hausse de 8% à fin décembre 2009, atteignant 95 813 MDH en 2009 contre 88 739 MDH en 2008 :

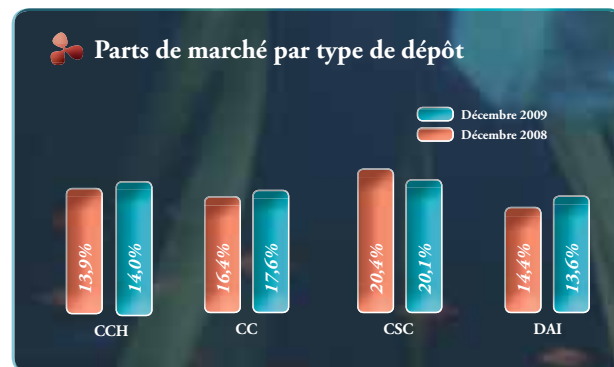


- Les comptes à vue créditeurs se sont inscrits en hausse de +15% pour atteindre 51 456 MDH en 2009 contre 44 695 MDH au terme de l'exercice précédent ;

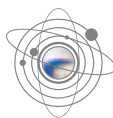
- Les comptes d'épargne (comptes sur carnets) ont progressé de +8,3%, de 13 315 MDH à 14 419 MDH ;

- Les dépôts à terme (y compris repos) ont enregistré, pour leur part, une baisse de 5,6%, de 26 678 MDH à fin 2008 à 25 189 MDH à fin 2009. Hors repos, les comptes à terme ont enregistré une baisse de 15,2%.

La part de marché de BMCE Bank, pour le total dépôts, affiche une légère amélioration de 12 pdb de 14,59% à 14,71% sur la période.



Par type de dépôts, la part de marché sur comptes courants s'améliore de +1,18p%, atteignant 17,56% au 31 décembre 2009. Sur les comptes chèques, elle est quasi-stable à 13,95% tandis que



RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 26 MAI 2010

sur les dépôts à terme, celle-ci s'inscrit en recul de 14,43% en 2008 à 13,58% en 2009. Enfin, la part de marché des comptes sur carnets recule légèrement de 27 pdb pour s'établir à 20,14%.



En termes de structure des dépôts (y/c certificats de dépôts), la part des dépôts rémunérés baisse de 45,5% à 44,5% à fin décembre 2009, principalement en raison de la forte progression des dépôts à vue observée en fin d'année.

• Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle de BMCE Bank Maroc (*resales* compris pour un montant de 2 445 MDH) se sont établies à 64 639 MDH, en hausse de +10,2% au titre de l'exercice 2009 grâce à la croissance des différents compartiments de crédits.

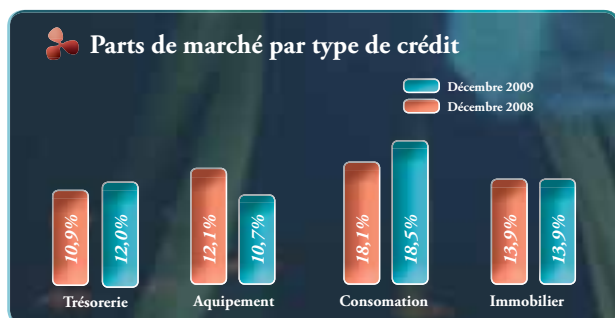
Ainsi, les crédits immobiliers aux particuliers s'inscrivent en hausse de +13,2%, de 13 575 MDH à 15 363 MDH et les crédits à la consommation progressent de 4 531 MDH à 5 502 MDH.

Par ailleurs, les crédits à l'équipement se renforcent de 12 101 MDH à 13 405 MDH, soit +10,8% et les crédits de trésorerie se maintiennent à un niveau de près de DH 17 milliards en légère progression de +1,8% entre décembre 2008 et 2009.

En termes de parts de marchés, la PDM globale de la Banque sur les crédits recule légèrement de 13,10% en 2008 à 12,83% en 2009. Hors sociétés de financement, la part de marché des crédits s'établit à 12,59% en baisse de 0,3p par rapport à l'année dernière.

Ce recul est essentiellement dû aux pertes de part de marché sur les crédits à l'équipement, passant de 12,12% à 10,67%. Par ailleurs, les crédits de trésorerie ont vu leur part de marché progresser de 10,9% à 12,04% à fin décembre 2009.

La part de marché des crédits à la consommation s'améliore de 18,06% à 18,47% à fin décembre 2009 et celle sur les crédits immobiliers aux particuliers est en hausse de +0,04p de 13,86% à 13,90% à fin décembre 2009.



• Produit Net Bancaire

Au 31 décembre 2009, le PNB de BMCE Bank SA s'est élevé à 3 605 MDH contre 2 886 MDH à fin décembre 2008, soit une hausse de +25%.



• Marge d'intérêts

La marge d'intérêts globale enregistre une légère hausse de 0,3% entre décembre 2008 et décembre 2009, passant de 1 992 MDH à 1 997 MDH :

i. La marge d'intérêts sur la clientèle affiche une hausse de 15,3%, s'établissant à 2 049 MDH à fin décembre 2009 contre 1 777 MDH l'année dernière.

Les intérêts perçus sur les crédits à la clientèle ont enregistré une progression de +15,8%, de 3 184 MDH à 3 686 MDH en 2009, sous l'effet conjugué de la hausse des volumes et des rendements.

En effet, les encours moyens des crédits distribués se sont élevés à 64 626 MDH à fin décembre 2009 contre 58 634 MDH à fin décembre 2008, soit une progression de 10,2%. Dans le même temps, les rendements des crédits s'améliorent de 5,16% à 5,51%.

La croissance de la marge d'intérêts s'explique par celle (i) des intérêts perçus sur les crédits immobiliers, de 695 MDH à 850 MDH, soit +22,3%, (ii) des intérêts perçus sur les crédits à l'équipement de près de 940 MDH à 1 141 MDH, soit +21,4%, (iii) sur les crédits immédiats de +13%, de 285 MDH à 322 MDH et (iv) sur les crédits de trésorerie qui ont enregistré une hausse de 9,8%.

Par ailleurs, au niveau des ressources de la clientèle, les intérêts servis ont progressé de 16,4% passant de 1 407 MDH à 1 637 MDH. Les encours moyens des dépôts ont progressé de +7,9% entre décembre 2008 et 2009 et le coût moyen des ressources de la clientèle a connu une progression de 1,94% à 2,07% (y/c certificats de dépôts).

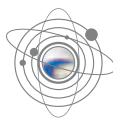
ii. La marge de trésorerie a, quant à elle, enregistré une baisse significative passant de -66 MDH à fin 2008 à -411 MDH à fin 2009.

Cette baisse est liée à la hausse des intérêts servis sur les ressources de trésorerie de 37,2%, passant de 467 MDH à 640 MDH suite (i) au recours plus important au marché monétaire (pensions), (ii) au poids de la dette subordonnée dont le montant s'élève à DH 4,9 milliards de dirhams au 31 décembre 2009 suite à l'émission d'un montant de DH 1 milliard de dirhams supplémentaire au cours du premier semestre 2009. La charge des intérêts liée à la dette subordonnée est ainsi passée de 146 MDH à fin décembre 2008 à 227 MDH à fin décembre 2009. (iii) Elle s'explique également par l'émission de certificats de dépôts dont l'encours s'établit à fin décembre 2009 à DH 4,7 milliards.

• Marge sur commissions

La marge sur commissions a enregistré une hausse de 3,5% en 2009, passant de 594 MDH à 615 MDH.

Les commissions perçues sur « les services Maroc » ont atteint 238 MDH en 2009 contre 220 MDH en 2008 (+8,2%), principalement en raison de la progression du nombre de comptes de +7% soit +132 100 comptes additionnels en 2009, ce qui a permis de générer des commissions de tenue de compte qui se sont accrues de près de 6,9% pour s'établir à 142 MDH à fin décembre 2009.



Y a également contribué la progression de 20,3% des commissions sur les crédits de 41 MDH à fin décembre 2008 à 49 MDH à fin décembre 2009, de même que l'amélioration de 11,2% des commissions générées par l'activité de commerce extérieur.

Par ailleurs, l'activité de change manuel a enregistré une baisse de 13,9%, de 99 MDH à 85 MDH à fin décembre 2009.

La conjoncture du marché boursier a également impacté négativement l'activité Titres avec une baisse de 9,9% des commissions perçues.

• Résultat des opérations de marché

BMCE Bank a réalisé une performance exceptionnelle sur les opérations de marché, s'établissant à 927 MDH à fin décembre 2009 contre 274 MDH à fin décembre 2008.

Cette croissance s'explique par la performance du portefeuille de placement de la Banque investi principalement en OPCVM de taux.

Un autre contributeur est le résultat positif réalisé sur les actions propres en 2009 de 185 MDH (dont une plus-value de cession de 44 MDH et une reprise sur provision effectuée de 141 MDH) contre un résultat négatif de -76 MDH en 2008 suite à la constitution d'une provision de 157 MDH.

Enfin, les gains de change réalisés au niveau de la salle des marchés s'améliorent de 136 MDH à 173 MDH à fin décembre 2009 soit une progression de 27%.

• Autres produits et charges bancaires

Les autres produits bancaires, essentiellement des dividendes perçus sur participations, se sont inscrits en hausse de +41,4%, atteignant 215 MDH à fin décembre 2009 contre 152 MDH au titre de l'exercice 2008.

Par ailleurs, les charges liées au fonds de garantie ont progressé de 17,6%, de 126 MDH à fin décembre 2008 à 148 MDH à fin décembre 2009, suite à la progression des dépôts moyens.

❖ Résultat des opérations sur immobilisations financières

Le résultat des opérations sur immobilisations financières s'établit à -217,8 MDH contre 206 MDH, 2008 ayant été marqué par une plus-value exceptionnelle sur l'opération Salafin, de 300 MDH.

❖ Charges générales d'exploitation

Un effort significatif a été consenti en termes de maîtrise des charges générales d'exploitation, qui sont capées à +6,5%, de 2 155 MDH à 2 294 MDH, améliorant ainsi le coefficient d'exploitation de 74,7% à 63,6% entre les 2 exercices (en retraçant le résultat des actions propres et de la SICAV Maroc Valeurs sur les deux années, la baisse du coefficient d'exploitation s'établit à 4,6 p%, passant de 71,5% en 2008 à 66,9% en 2009).

Les charges de personnel, représentant près de la moitié des charges générales d'exploitation, ont enregistré une hausse contenue de 1,8%, de 1 053 MDH à fin décembre 2008 à 1 072 MDH à fin décembre 2009, suite à la baisse de la rémunération variable, d'une part, et des charges liées aux départs à la retraite anticipée, d'autre part.

Par ailleurs, la politique d'extension du réseau s'est prolongée en 2009, avec 53 nouvelles agences ouvertes depuis décembre 2008, portant ainsi le réseau à 562 agences. L'effort de développement s'est accompagné du recrutement de 308 nouveaux agents ; l'effectif global a ainsi atteint 4 900 collaborateurs à fin décembre 2009.

Cette extension s'est également accompagnée de la progression des autres charges (hors personnel) qui ont augmenté de 12,1%.

❖ Coût du risque

A fin décembre 2009, les créances en souffrance concernant l'activité Maroc ont enregistré une augmentation de 34%, atteignant 3 656 MDH contre 2 728,6 MDH une année auparavant.

Dans ce contexte, le taux de contentieux a sensiblement progressé en passant de 4,05% à 4,98%. Par ailleurs, le taux de couverture des créances est passé de 78,1% à 73,2%, soit une baisse de 4,9p%.

Le stock des provisions - y compris les provisions pour créances en souffrance et agios réservés - est passé de 2 130 MDH à 2 675 MDH, enregistrant ainsi une hausse de 25,6% par rapport à fin décembre 2008.

Enfin, le coût du risque net passe de +32 MDH au 31 décembre 2008 à -598 MDH au 31 décembre 2009.

❖ Résultat net

Au 31 décembre 2009, le résultat courant avant impôts s'établit à 659 MDH contre 1 155 MDH à fin décembre 2008, soit une régression de 42,9%.

Après déduction d'une charge d'impôts de 152 MDH à fin décembre 2009, le résultat net de la Banque au Maroc au 31 décembre 2009 ressort à 506,8 MDH contre 812,1 MDH à fin décembre 2008, soit une baisse de 37,6%.

❖ Tanger Off Shore

Contributions	PNB			Charges Générales d'Exploitation			RNPG		
En MDH	2009	2008	Var	2009	2008	Var	2009	2008	Var
Tanger Offshore	109	40	172%	5	6	-24%	96	33	188%

L'activité Tanger Off Shore a enregistré une performance remarquable en 2009, sa contribution au RNPG ayant pratiquement triplé (+188%), à 96 MDH en 2009 contre 33 MDH en 2008.

Cette forte croissance s'explique par la bonne performance des activités de marché contribuant pour près de 72 MDH en 2009, contre 4 MDH seulement en 2008, avec, toutefois, un recul enregistré sur l'activité commerciale à 24 MDH, contre 29 MDH en 2008, en raison de la dotation d'une provision de 8 MDH sur une créance compromise.

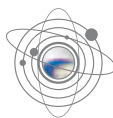
❖ Services financiers spécialisés

Contributions	PNB			Charges Générales d'Exploitation			RNPG		
En MDH	2009	2008	Var	2009	2008	Var	2009	2008	Var
SFS	582	520	12%	129	127	2%	83	138	-40%
Salafin	299	283	6%	62	80	-23%	68	84	-19%
Maghrebail	246	199	24%	56	36	56%	29	42	-30%
Maroc factoring	37	39	-5%	12	11	9%	-17	10	
Heuler Hermes Acmar							2	2	3%

La filière Services Financiers Spécialisés a enregistré une baisse de 40% de sa contribution au RNPG au 31 décembre 2009, son poids augmentant toutefois de 17% à 21%.

Le PNB de cette filière s'est, quant à lui, inscrit en hausse de près de 12% sur la même période, à 582 MDH à fin décembre 2009 contre 520 MDH à fin 2008.

Par ailleurs, en termes de charges générales d'exploitation, la contribution de la filière SFS affiche une évolution maîtrisée à 2,1%, passant de 127 MDH à 129 MDH.



RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 26 MAI 2010

Ainsi, Salafin a enregistré une progression de 6% de sa contribution au PNB consolidé à 299 MDH au 31 décembre 2009, contre un recul de 19% de sa contribution au RNPG à 68 MDH, lié aux retraitements de consolidation effectués sur les deux exercices.

En termes de résultats sociaux, Salafin affiche un résultat net en baisse de -1% à 100,9 MDH, un PNB en hausse de 3% à 269 MDH et des charges générales d'exploitation en recul de 14% à 69 MDH, entraînant l'amélioration du coefficient d'exploitation de Salafin, porté à 25,6% contre 31% en 2008.

Maghrébaïl, pour sa part, a enregistré une progression de ses indicateurs PNB et résultat social de, respectivement, +7,3% et +9%.

La contribution de Maghrébaïl au RNPG s'est inscrite en recul de 30%, de 42 MDH à 29 MDH et ce, suite aux retraitements de consolidation des opérations réciproques intragroupes.

Par ailleurs, le coefficient d'exploitation social s'élève à 28,7% contre 27,7% en 2008.

Pareillement, Maroc Factoring a vu sa contribution aux résultats consolidés régresser, la contribution au PNB passant de 39 MDH à 37 MDH et celle au RNPG de 10,2 MDH à -16,6 MDH.

En termes de résultat social, Maroc Factoring affiche une forte baisse, passant de 10,4 MDH en 2008 à -27,3 MDH en 2009.

Gestion d'actifs et banque d'affaires

Contributions	PNB			Charges Générales d'Exploitation			RNPG		
	2009	2008	Var	2009	2008	Var	2009	2008	Var
En MDH									
GABA	183	231	-21%	219	225	-3%	11	38	-71%
BMCE Capital	68	60	12%	180	177	2%	-25	-32	20%
BMCE Capital Bourse	41	89	-54%	20	21	-3%	10	42	-77%
BMCE Capital Gestion	74	81	-9%	18	28	-34%	26	27	-2%
CFM							0,8	0,6	20%

La filière Gestion d'Actifs et Banque d'Affaires du Groupe BMCE Bank a enregistré une baisse de 20,7% de sa contribution au PNB consolidé au 31 décembre 2009, entraînant un recul de sa part de 4% à 3% de même qu'une régression de sa contribution au RNPG à 11 MDH en 2009 contre 38 MDH en 2008.

Cette évolution est liée à l'orientation défavorable du marché boursier marocain en 2009, impacté par la crise financière internationale ayant entraîné le ralentissement des activités de *brokerage* et de gestion d'actifs.

Dans ce contexte, BMCE CAPITAL BOURSE a enregistré une baisse de sa contribution au (i) PNB consolidé de 54,1 %, à 41 MDH au 31 décembre 2009 contre 89 MDH en 2008 et (ii) RNPG de 77% à 10 MDH. De même, le résultat net social s'est inscrit en recul de 78%, passant de 43 MDH à 9,4 MDH.

Pareillement, BMCE CAPITAL GESTION a vu sa contribution au PNB consolidé et au RNPG se replier, respectivement, de 9% à 74 MDH et de 2,4% à l'instar du résultat net social qui accuse une baisse de 3,2%.

Au titre des évolutions favorables, la contribution de BMCE Capital Gestion aux charges générales d'exploitation a reculé de 34% suite aux retraitements liés aux opérations intra groupe, contre un léger repli de 3% en comptes sociaux.

En revanche, la contribution de BMCE CAPITAL au PNB consolidé s'est inscrite en hausse de 12%, à 68 MDH de même que

celle au RNPG, s'est améliorée, la contribution négative ayant été ramenée à -25 MDH en 2009 contre -32 MDH en 2008.

De même, le résultat net social ressort à -12 MDH en 2009 contre -21,3 MDH en 2008 tandis que les charges générales d'exploitation affichent une progression de 4% à 192 MDH.

Autres activités au Maroc

Contributions	PNB			Charges Générales d'Exploitation			RNPG		
	2009	2008	Var	2009	2008	Var	2009	2008	Var
En MDH									
Autres	114			71			-13		
Locasom	114			71			9,1		
EAI							0,3		
Hanouty							-33,3		
CID							11,3		

La filière "autres activités" du Groupe BMCE Bank regroupe les activités récemment intégrées dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2009 à savoir, Locasom, EurAfric Information (EAI), Hanouty et le Conseil Ingénierie & Développement (CID).

Au cours de l'exercice 2009, LOCASOM a rejoint le périmètre de consolidation du Groupe BMCE Bank au 31 décembre 2009 et ce, par intégration globale. La filiale dédiée à la location longue durée des véhicules automobiles a enregistré une contribution de 114 MDH au PNB consolidé du Groupe, de 71 MDH aux charges générales d'exploitation et de 9 MDH au RNPG, portant sa part à 2,4%.

De même, EAI a intégré le périmètre de consolidation du Groupe en 2009 par mise en équivalence, contribuant à hauteur de 300 KDH au RNPG.

HANOUTY SHOP, détenu à hauteur de 45,55%, a été intégré par mise en équivalence en 2009, avec une contribution négative au RNPG de -33 MDH, le résultat net social affichant une perte de -51 MDH en 2009.

Le CID, spécialisé dans le conseil en ingénierie et développement, est détenu à hauteur de 38,9% par le Groupe. Sa contribution au RNPG ressort à 11,3 MDH.

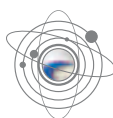
Résultats et contributions des activités à l'étranger

La filière à l'étranger regroupe les entités suivantes :

Contributions	PNB			Charges Générales d'Exploitation			RNPG		
	2009	2008	Var	2009	2008	Var	2009	2008	Var
En MDH									
Activités à l'étranger	2 408	2 311	4,2%	1 699	1 522	11,6%	17	25	-34%
Europe	241	283	-15%	411	417	-1%	-81	-113	28%
Medicapital bank	169	204	-17%	358	359	0%	-107	-113	5%
BMCE Madrid	72	79	-9%	53	40	32%	26	28	-10%
BMCE Paris	0	0	NS	0	17	NS	0	-28	NS
Afrique	2 167	2 028	7%	1 288	1 105	17%	98	138	-29%
BOA	1 952	1 848	6%	1 166	994	17%	69	106	-35%
LCB	215	180	20%	122	111	10%	13	14	-6%
BDM							16	18	-12%

Au 31 décembre 2009, l'activité à l'international a enregistré une baisse de -34% de sa contribution au RNPG, s'établissant à 17 MDH contre 25 MDH en 2008.

L'analyse de la contribution des différentes filières au RNPG fait ressortir le renforcement du poids des activités africaines dans le Groupe avec une part de 25% du RNPG contre 17% l'année



dernière et ce, malgré une baisse de la contribution en montant de -29%.

Activités en Europe

Au titre de l'exercice 2009, MEDICAPITAL BANK a vu sa contribution au PNB consolidé régresser de 17,2%, à 169 MDH contre 204 MDH en 2008 et ce, en raison d'un contexte difficile sur les marchés européens. En termes de contribution au RNPG, MediCapital Bank a ramené son déficit de -113 MDH en 2008 à -107 MDH, soit une légère amélioration 5%.

En comptes sociaux, le PNB de MediCapital Bank s'est établi à 225 MDH, en hausse de 13%.

Par ailleurs, l'exercice 2009 a été marqué par le renforcement des fonds propres de la filiale londonienne à travers une dotation de 30 M€ apportée par la Banque au premier semestre 2009 et ce, afin de permettre à MediCapital Bank de poursuivre son plan de développement.

Par ailleurs, la contribution de BMCE INTERNATIONAL MADRID aux agrégats consolidés s'est inscrite en baisse, avec une contribution au PNB de 72 MDH contre 79 MDH en 2008, soit -8,6% et celle au RNPG de 26 MDH en recul de -10%. En outre, la contribution aux charges générales d'exploitation a progressé de 32%, à 53 MDH.

Les performances en comptes sociaux ressortent contrastées en témoigne la hausse du PNB de 16% et le recul du résultat net social de -10%.

Pour BMCE PARIS, compte tenu du transfert de l'essentiel de ses activités à MediCapital Bank dans le cadre de la restructuration des entités européennes du Groupe BMCE Bank, sa contribution au PNB consolidé et au résultat consolidé est quasi nulle au 31 décembre 2009.

Activités en Afrique

Concernant BANK OF AFRICA, sa contribution au PNB s'est inscrite en hausse de 5,6% à 1 952 MDH, représentant ainsi 30% du PNB consolidé de même que celle aux charges générales d'exploitation s'est-elle appréciée de 17%, à 1 166 MDH. Aussi, la contribution au RNPG ressort-elle en baisse de 35% à 69 MDH, grevée également par une forte augmentation du coût du risque, qui a pratiquement triplé à 290 MDH. De même, la contribution de BOA au résultat net consolidé global se replie à 410 MDH contre 598 MDH en 2008. En comptes sociaux, le PNB s'inscrit en légère baisse de -0,8%.

LA CONGOLAISE DE BANQUE, pour sa part, affiche une progression significative de 20% de sa contribution au PNB consolidé, à 215 MDH contre 180 MDH en 2008. Sa contribution au RNPG s'inscrit, pour sa part, en baisse de 6% à 13 MDH contre 14 MDH en 2008.

La BANQUE DU MALI, société mise en équivalence, a vu sa contribution au RNPG baisser de -11,9% à 16 MDH contre 18 MDH.

Annexe

Contributions	PNB			Charges Générales d'Exploitation			RNPG		
	2009	2008	Var	2009	2008	Var	2009	2008	Var
Activités au Maroc	4 006	3 708	8,00%	2 488	2 379	4,6%	368	805	-54%
BMCE Bank SA	3 018	2 916	3,50%	2 065	2 021	2,1%	192	596	-68%
BMCE TOS	109	40	172%	5	6	-24%	96	33	188%
Activités filiales	880	752	17,10%	419	352	19,1%	81	176	-54%
SFS	582	520	12%	129	127	2%	83	138	-40%
Salafin	299	283	6%	62	80	-23%	68	84	-19%
Maghrebail	246	199	24%	56	36	56%	29	42	-30%
Maroc Factoring	37	39	-5%	12	11	9%	-17	10	
Euler Hermes Acmar							2	2	3%
GABA	183	231	-21%	219	225	-3%	11	38	-71%
BMCE Capital	68	60	12%	180	177	2%	-25	-32	20%
BMCE Capital Bourse	41	89	-54%	20	21	-3%	10	42	-77%
BMCE Capital Gestion	74	81	-9%	18	28	-34%	26	27	-2%
CFM							0,8	0,6	20%
Autres	114			71			-13		
Locasom	114			71			9,1		
EAI							0,3		
Hanouty							-33,3		
CID							11,3		
Activités à l'étranger	2 408	2 311	4,2%	1 699	1 522	11,6%	17	25	-34%
Europe	241	283	-15%	411	417	-1%	-81	-113	28%
Medicapital Bank	169	204	-17%	358	359	0%	-107	-113	5%
BMCE Madrid	72	79	-9%	53	40	32%	26	28	-10%
BMCE Paris	0	0	NS	0	17	NS	0	-28	NS
Afrique	2 167	2 028	7%	1 288	1 105	17%	98	138	-29%
Bank of Africa	1 952	1 848	6%	1 166	994	17%	69	106	-35%
LCB	215	180	20%	122	111	10%	13	14	-6%
BDM							16	18	-12%
Consolidé	6 414	6 018	6,6%	4 188	3 901	7,3%	385	830	-54%

Perspectives de croissance de la Banque

Conformément à ses orientations stratégiques établies pour la période 2010-2012, le Groupe BMCE Bank prévoit de poursuivre sa dynamique de croissance aussi bien au Maroc qu'à l'international.

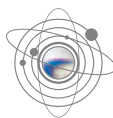
En effet, au niveau international, le Groupe BMCE Bank compte renforcer ses participations dans ses filiales BOA et MediCapital Bank et accélérer la convergence de leurs activités et l'exploitation des synergies avec les différentes entités du Groupe.

Ce rapprochement, tout en attestant du rôle du Groupe BMCE Bank en tant qu'acteur majeur de la région, renforcerait la contribution des activités à l'international aux résultats consolidés du Groupe.

Au niveau national, le Groupe poursuivra sa stratégie de bancarisation via son programme d'ouverture d'agences avec 50 nouvelles agences supplémentaires par an sur la période 2010-2012 ainsi que le lancement de produits innovants facilitant l'accès aux services financiers.

Cette orientation se traduirait par une croissance sur l'ensemble des marchés clientèle de la Banque, notamment sur le segment des particuliers et des professionnels qui demeurerait le premier contributeur en termes de ressources clientèle avec plus de 50% des dépôts prévisionnels.

Cette dynamique serait fortement soutenue par les performances commerciales de la clientèle Entreprise, qu'elle soit PME ou Corporate, principal pourvoyeur d'engagements de la Banque avec une contribution moyenne prévisionnelle de respectivement 25% et 40% du total des engagements de BMCE Bank sur la période 2010-2012.



RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 26 MAI 2010

Dans ce contexte de croissance des engagements et de consolidation des participations stratégiques, il est prévu sur la période 2010-2012 de renforcer la structure des fonds propres et de poursuivre la maîtrise du coût du risque.

Par ailleurs, BMCE Bank, tout en maintenant l'expansion du réseau et les programmes d'investissements prévus, a inscrit la gestion optimale de son coefficient d'exploitation parmi ses priorités stratégiques et ce, dans un souci permanent d'amélioration de sa rentabilité.

✿ Gestion actif / passif au 31 décembre 2009

BMCE Bank a poursuivi le développement de ses actifs avec un total bilan - Activité Maroc - en progression de près de +12% à DH 127,6 milliards.

Cette croissance a été notamment favorisée par une progression de +8% des dépôts de la clientèle.

Par ailleurs, et dans le cadre de renforcement de ses fonds propres, la Banque a procédé à l'émission d'une dette subordonnée de DH 1 milliard. La Banque a également émis 2,2 milliards de certificats de dépôts dont l'encours s'établit à DH 4,7 milliards à fin décembre 2009.

Ces ressources ont été principalement consacrées au développement de l'activité domestique, comme en témoigne une progression de +10% des crédits à la clientèle notamment soutenue par la croissance des crédits à l'équipement (DH +1,7 milliard) et des crédits immobiliers aux particuliers (DH +1,8 milliard).

Le portefeuille des participations, pour sa part, a vu sa valeur brute comptable augmenter de DH 3,7 milliards à DH 4,6 milliards suite à l'intégration des sociétés HANOUTY, LOCASOM et EAI, et au renforcement du capital de *MEDICAPITAL BANK* de +30 M€.

Les excédents de trésorerie sont principalement investis en OPCVM de taux.

Le taux d'utilisation Crédits / Dépôts a atteint 80% à fin décembre 2009 contre 79% à fin 2008.

✿ Risque de liquidité

Dans le cadre du renforcement de son profil de liquidité et du maintien du coefficient de liquidité en conformité avec les exigences réglementaires, plusieurs actions ont été mises en œuvre. Ainsi, l'année 2009 a été marquée par (i) la hausse de l'encours des certificats de dépôts de DH +2,2 milliards à DH 4,7 milliards, (ii) la levée de DH 1 milliard sur le marché local sous forme de dette subordonnée perpétuelle, (iii) la croissance des dépôts à vue de DH +5,8 milliards dont DH +2,4 milliards en comptes courants, DH +1,7 milliards en comptes chèques et DH +1,1 milliards en comptes sur carnet compensant la baisse des comptes à terme de DH -1,2 milliards.

Aussi, le Coefficient de Liquidité s'est-il établi à 107,4% au 31 décembre 2009.

Le Gap de liquidité à horizon 12 mois enregistre un excédent de liquidité de DH +8,5 milliards à fin décembre 2009 contre DH +3,4 milliards à fin décembre 2008.

✿ Risque de taux

Dans un contexte d'aplatissement de la courbe des taux avec des niveaux historiquement bas des taux d'intérêt moyen long terme, la part des crédits à taux fixe est passé de 39% en 2008 à 45% en 2009, passant de DH 26 milliards à fin 2008 à DH 31,5 milliards à fin 2009.

En effet, 95% de l'évolution globale de l'encours des crédits immobiliers s'est réalisée à taux fixe contre 75% pour les crédits à l'équipement.

Le changement du système d'indexation des crédits à taux variable prévu en 2010, (en optant pour une référence monétaire - TMP interbancaire 6 mois -) permettrait au Trésor de revenir sur le marché primaire, et de corriger ainsi à la hausse le niveau des taux longs. Cette correction serait de nature à réorienter la clientèle vers les crédits à taux révisable.

Au 31 décembre 2009, l'excédent des actifs par rapport aux passifs révisables au cours de l'année s'élève à DH +8,3 milliards, contre DH +7,5 milliards une année auparavant, représentant ainsi un profil de risque favorable en cas de rehaussement des taux.

Les simulations effectuées au 31 décembre 2009, relatives aux impacts d'une variation des taux d'intérêt de 200 pb sur le PNB prévisionnel de BMCE Bank, font ressortir un impact de DH 83 millions, soit 2,2% du PNB prévisionnel 2010, inférieur à la limite ALCO fixée à 5%.

La variation de la valeur économique des Fonds Propres face à un choc d'une ampleur de 200 pb, est estimée à DH 355 millions soit +5,89 % des Fonds Propres réglementaires en 2009, inférieur à la limite ALCO fixée à 20%.

✿ Risque de change structurel

Le risque de change est limité en raison des volumes traités sur les opérations en devises, de leur nature exclusivement commerciale avec la clientèle et leur adossement quasi systématique.

Les actifs en devises représentent 9% du total bilan, soit DH 11 milliards contre 5% au passif soit DH 5,3 milliards, principalement libellés en EUR et en USD.

Présentation des comptes annuels

✿ Arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2009 et proposition d'affectation du bénéfice de l'exercice 2009

Les Commissaires aux Comptes ont procédé à l'Audit des états financiers arrêtés au 31 décembre 2009 tels qu'ils leur ont été présentés par le Management de la société.

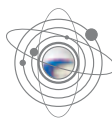
Ces comptes font ressortir un bénéfice net, après déduction d'une charge d'impôt de 152,5 millions de dirhams, qui s'établit à 502,9 millions de dirhams.

L'audit des comptes a été effectué conformément aux normes de la profession généralement admises.

Les résultats arrêtés au 31 décembre 2009 n'appellent, de ce fait, pas d'observations particulières.

Une certification en ce sens est donc établie sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2009.

La Banque a reçu le 12 janvier 2010 un avis de vérification fiscale de l'impôt sur les sociétés (IS) et la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au titre des exercices 2006, 2007 et 2008. Sous réserve de l'incidence éventuelle de cette vérification sur les résultats du Groupe, une certification conforme est établie sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2009.



- Pour l'activité Maroc	DH	506 835 169 ,68
- Pour la Succursale de Paris contre-valeur en dirhams de devises	DH	-99 729 087,84
- Pour la succursale BMCE Bank Banque Offshore contre-valeur en dirhams de devises	DH	95 823 275,23
Soit un bénéfice net de	DH	502 929 357,07
Réserves réglementées	DH	-112 089 705,71
Reste	DH	390 839 651,36
A ajouter :		
Dividendes actions propres 2008	DH	22 423 632 ,00
Soit un résultat net disponible de	DH	413 263 283 ,36

Ce résultat sera majoré d'un montant de 63 000 000,00 DH par prélèvement sur les réserves extraordinaires afin de le porter à 476 263 283,36 DH et de l'affecter intégralement en dividendes à distribuer.

Prélèvement sur réserves extraordinaires	DH	63 000 000,00
Résultat distribuable	DH	476 263 283,36

En conséquence, il est proposé d'affecter les résultats dégagés au titre de l'exercice 2009 de la manière suivante :

1 ^{er} dividende de 6%	DH	95 250 834 ,00
Reste	DH	381 012 449,36
Superdividende de 24%	DH	381 003 336,00
Reste	DH	9 113,36
A ajouter :		
Report de l'exercice précédent	DH	1 664,52
Solde à reporter	DH	10 777,88

Le portefeuille des filiales et titres de participations a généré, au cours de l'exercice 2009, des dividendes de 186 millions de dirhams.

Les dotations nettes aux provisions sur titres de participation se sont chiffrées à 314 millions de dirhams. Ces éléments sont intégrés dans les résultats de la Banque.

Il est à noter la réaffectation d'un montant de 107 334 556,12 DH des réserves extraordinaires de l'exercice à un compte de réserve réglementée, montant afférent à une provision pour investissement constituée au 31/12/2007 et utilisée conformément à son objet.

Il est soumis également aux actionnaires, la proposition de réaffectation au compte de réserve réglementée du montant de 54 681 698,23 DH relatif à une provision pour investissement constituée au 31/12/2003 et devenue libre.

La proposition de dividende à soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires, est arrêtée à 3 (TROIS) Dirhams par action.

Le paiement après les retenues prévues par la Loi, sera effectué à partir du 9 juillet 2010 au Siège Social: 140, Avenue Hassan II à Casablanca, BMCE Capital Titres.

Par ailleurs, il est proposé à Messieurs les Actionnaires de renouveler le montant des jetons de présence à répartir entre les Administrateurs, soit la somme de 1 998 413,00 dirhams.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir approuver le Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et les comptes et états de synthèse de la Banque ainsi que la synthèse des activités relative à ses filiales et participations, qui vous sont soumis, de

statuer sur l'affectation et la répartition des bénéfices qui vous sont proposés et de donner quitus entier et définitif de leur gestion aux Administrateurs au titre de l'exercice 2009.

Les Résolutions qui seront soumises au vote de Messieurs les Actionnaires, après lecture des Rapports Général et Spécial relatifs aux conventions réglementées des Commissaires aux Comptes, reprennent la répartition des bénéfices ci-dessus.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires voudront bien prendre acte, également, de la réalisation du mandat des Commissaires aux Comptes, au titre de l'exercice 2009, par les cabinets FIDAROC GRANT THORNTON, représenté par Monsieur Fayçal MEKOUAR et ERNST & YOUNG, représenté par Monsieur Bachir TAZI, tant au titre de leur Rapport Général qui vous sera présenté par les intéressés qu'au titre du Rapport Spécial relatif aux conventions visées par les articles 56 et suivants de la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée par la loi 20-05 et par les articles concernés des statuts de BMCE Bank.

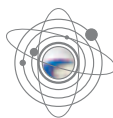
Messieurs les Actionnaires voudront bien statuer également sur la proposition de renouvellement des mandats d'Administrateurs Directeurs Généraux Délégués de Messieurs Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Abdeljélil AYED, Mamoun BELGHITI, Mohamed BENNANI, et du mandat d'Administrateur de Monsieur Adil DOUIRI, arrivés à leur terme, pour un nouveau mandat de 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Ils voudront bien également statuer sur la proposition de cooptation de la CDG- Caisse de Dépôt et de Gestion, représentée par son Directeur Général- Monsieur Anass ALAMI, en qualité d'Administrateur de la Banque pour un mandat de 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Les résolutions qui vont être soumises au vote des Actionnaires réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle reprennent ces différentes propositions.

Ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire

1. Lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et des Rapports des Commissaires aux Comptes ;
2. Examen et approbation des Bilans et des Comptes de Résultat arrêtés au 31 décembre 2009 ;
3. Affectation des bénéfices de l'exercice 2009 et fixation de la date de distribution des dividendes ;
4. Fixation des jetons de présence ;
5. Constatation de la réalisation de la mission des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2009 ;
6. Approbation des Conventions Réglementées ;
7. Quitus aux Administrateurs pour leur gestion durant l'exercice 2009 ;
8. Renouvellement et cooptation de mandats d'Administrateurs ;
9. Questions diverses ;
10. Pouvoirs.



RESOLUTIONS APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et des Rapports des Commissaires aux Comptes, approuve l'ensemble de ces documents dans leur intégralité et sans réserve ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2009 en constatant que les comptes individuels ainsi que les bilans de l'activité au Maroc, des succursales et des filiales de BMCE Bank, les comptes de résultat (CPC et ESG) les concernant et ainsi arrêtés au 31 décembre 2009, reflètent l'ensemble des opérations de la Banque.

Elle approuve l'ensemble des comptes qui lui ont été présentés.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire :

- Constate que le portefeuille des filiales et titres de participations a généré, au cours de l'exercice 2009, des dividendes de 186 millions de dirhams.

- Constate que les dotations nettes aux provisions sur titres de participation se sont chiffrées à 314 millions de dirhams.

Ces éléments sont intégrés dans les résultats de la Banque.

- Décide de la réaffectation d'un montant de 107 334 556,12 DH des réserves extraordinaires de l'exercice à un compte de réserve réglementée, montant afférent à une provision pour investissement constituée au 31/12/2007 et utilisée conformément à son objet.

- Décide de la réaffectation au compte de réserve réglementée du montant de 54 681 698,23 DH relatif à une provision pour investissement constituée au 31/12/2003 et devenue libre.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire constate que le résultat net agrégé au titre de l'exercice 2009 se présente comme suit :

- Pour l'activité Maroc	DH	506 835 169 ,68
- Pour la Succursale de Paris		
contre-valeur en dirhams de devises	DH	-99 729 087,84
- Pour la succursale BMCE Bank		
Banque Offshore contre-valeur		
en dirhams de devises	DH	95 823 275,23
Soit un bénéfice net de	DH	502 929 357,07
Ce bénéfice sera réparti comme suit :		
Réserves réglementées	DH	-112 089 705,71
Reste	DH	390 839 651,36
A ajouter :		
Dividendes actions propres 2008	DH	22 423 632 ,00
Soit un résultat net disponible de	DH	413 263 283 ,36

L'Assemblée décide de majorer ce résultat d'un montant de 63 000 000,00 DH par prélèvement sur les réserves extraordinaires afin de le porter à 476 263 283,36 DH et de l'affecter intégralement en dividendes à distribuer.

Prélèvement sur réserves extraordinaires	DH	63 000 000,00
--	----	---------------

Résultat distribuable	DH	476 263 283,36
-----------------------	----	----------------

En conséquence, l'Assemblée Générale décide d'affecter les résultats dégagés au titre de l'exercice 2009 de la manière suivante :

Résultat distribuable de	DH	476 263 283,36
--------------------------	----	----------------

1er dividende de 6%	DH	95 250 834,00
---------------------	----	---------------

Reste	DH	381 012 449,36
-------	----	----------------

Superdividende de 24%	DH	381 003 336,00
-----------------------	----	----------------

Reste	DH	9 113,36
-------	----	----------

A ajouter

Report de l'exercice précédent	DH	1 664,52
--------------------------------	----	----------

Solde à reporter	DH	10 777,88
------------------	----	-----------

Quatrième résolution

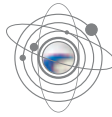
L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le dividende à 3 (TROIS) dirhams par action dont le paiement, après les retenues prévues par la Loi, sera effectué à partir du 9 juillet 2010 au siège social, 140 avenue Hassan II à Casablanca, BMCE Capital Titres. L'encaissement du dividende se réalisera par virement de coupons au profit du compte BMCE Bank ouvert dans les livres de MAROCLEAR.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant global des jetons de présence à répartir entre les Administrateurs à 1 998 413 dirhams (un million neuf cent quatre vingt dix huit mille quatre cent treize dirhams), par an.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de l'accomplissement par les Commissaires aux Comptes de la Banque, les cabinets ERNST & YOUNG et FIDAROC GRANT THORNTON, de leur mission au titre de l'exercice 2009, conformément aux dispositions statutaires, à la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la Loi 20 – 05 relative aux sociétés anonymes et aux dispositions de l'article 72 du Dahir portant loi n° 1-05-178 du 14 février 2006, tant au titre de leur Rapport Général sur les opérations de l'exercice 2009 qu'au titre des opérations visées dans les articles 182 et suivants de la loi 17-95 pour lesquelles un Rapport Spécial lui a été présenté.



L'Assemblée Générale Ordinaire approuve en conséquence le Rapport Général.

Septième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions relevant des articles 56 et suivants de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée relative aux sociétés anonymes et de l'article 26 des statuts, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve en conséquence le Rapport Spécial.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus total, entier et sans réserve aux Administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice arrêté au 31 Décembre 2009.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale constatant que les mandats d'Administrateurs de Messieurs :

- Abdeljélil AYED,
- Mamoun BELGHITI,
- Brahim BENJELLOUN – TOUIMI,
- Mohamed BENNANI,
- Adil DOUIRI,

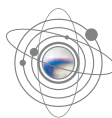
sont arrivés à terme, décide de renouveler l'ensemble desdits mandats pour une nouvelle période de 6 années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de ratifier la cooptation par le Conseil d'Administration de la société CDG, Caisse de Dépôt et de Gestion sis Place Moulay HASSAN - Ex. Piétri - Immeuble Dalil, Rabat, représentée par son Directeur Général, Monsieur Anass ALAMI, pour une durée de six années venant à expiration lors de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Onzième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire donne mandat au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès verbal de la présente séance, en vue d'accomplir toute formalité prévue par la Loi notamment de dépôt et de publication.



RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de
BMCE Bank
140, Avenue Hassan II
Casablanca



37, Bd Abdellatif Ben
Kaddour
20 060 Casablanca
Maroc

Rapport Général des Commissaires aux Comptes Exercice du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2009

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 23 Mai 2008, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE Bank », comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2009. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 12.898.809 dont un bénéfice net de KMAD 502.929.

Responsabilité de la direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalies significatives, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

La banque a reçu le 12 janvier 2010 un avis de vérification fiscale de l'Impôt sur les Sociétés (IS), l'Impôt sur le Revenu (IR) et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au titre des exercices 2006, 2007 et 2008. En l'état actuel de la procédure, nous ne sommes pas en mesure d'estimer les impacts éventuels de ce contrôle sur le résultat et les capitaux propres de BMCE Bank au 31 décembre 2009.

Sous réserve de l'incidence sur les états de synthèse de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, nous certifions que les états de synthèse, cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur au 31 décembre 2009 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Par ailleurs, conformément à l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, nous vous informons que votre banque a acquis au cours de l'exercice 2009:

- 70% du capital de la société LOCASOM pour MMAD 216,8
- 45,6% du capital de la société HANOUTY pour MMAD 107,5
- 51% du capital de la société CAP EVAL pour MMAD 1,3.

Casablanca, le 16 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

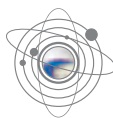


Faïçal MEKOUAR
Associé Gérant

ERNST & YOUNG



Bachir TAZI
Associé



RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de
BMCE Bank
140, Avenue Hassan II
Casablanca



ERNST & YOUNG

37, Bd Abdellatif Ben
Kaddour
20 060 Casablanca
Maroc

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes Exercice du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2009

En application des dispositions de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes, nous vous informons des conventions portées à notre connaissance, visées par cette loi.

1. Conventions conclues au cours de l'exercice 2009

1.1 - Convention de prestation de services, d'assistance technique et d'hébergement d'applications entre BMCE BANK et SALAFIN

Conclue le 15 janvier 2009, cette convention a pour principal objet l'implémentation d'un service de recouvrement par lequel SALAFIN s'engage à réaliser les missions que BMCE BANK lui confie (assistance à l'outil de recouvrement et son paramétrage, fourniture d'une licence d'utilisation du module de gestion d'affectation des portefeuilles aux gestionnaires et le module de gestion des télécommunications; développement des interfaces avec le SI BMCE, hébergement dédié du logiciel de recouvrement et exploitation quotidienne, mise à disposition d'un centre de maintenance...).

Cette convention a été conclue aux conditions suivantes:

- coût de la mise en œuvre: KMAD 600 ;
- coût du service d'hébergement et d'exploitation: coût par utilisateur de l'application par mois: KMAD 3 ;
- coût de restauration d'une sauvegarde de l'outil de recouvrement à la demande du client (BMCE BANK) : KMAD 5.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 une charge globale de KMAD 1.542 hors taxes.

1.2 - Conventions de rémunération entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Dans le cadre de l'emprunt obligataire subordonné agréé par l'assemblée générale ordinaire du 22 juillet 2008 d'un montant maximum de 2 milliards de dirhams, BMCE BANK a mandaté BMCE CAPITAL au titre de la première et seconde tranche de l'emprunt (octobre 2008) en qualité de coordinateur global, conseiller de l'opération, et agent de placement.

Au titre de la première convention conclue le 6 février 2009, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 une charge globale de KMAD 500.

Au titre de la seconde convention conclue le 1er juin 2009, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 une charge globale de KMAD 500.

1.3 - Convention de traitement des transferts de fonds entre BMCE BANK et DIRHAM EXPRESS

Conclue le 5 mars 2009, cette convention a pour principal objet la réalisation par DIRHAM EXPRESS des transferts de fonds à partir de la CAM (CAJA DE AHORROS DEL MEDITERRANEO) vers le Maroc à destination de BMCE BANK. Cette convention complète le partenariat BMCE BANK CAM en date du 8 octobre 2008.

Cette convention a été conclue aux conditions suivantes:

- transferts de compte à compte : 0.5 euros par opération;
- mises à disposition cash to cash ou account to cash: 0.8 euros par opération.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 14.

1.4 - Convention entre BMCE BANK et MAGHREBAIL

Conclue le 8 mai 2009, cette convention a pour objet de déterminer les modalités et les conditions de la coopération entre les parties en vue du placement par BMCE BANK pour le compte de MAGHREBAIL des produits formatés de crédit bail, du produit BMCE BAIL ainsi que du produit BMCE IMMOBAIL Entreprise, des produits classiques de crédit bail assortis ou non de la caution solidaire de BMCE BANK.

Cette convention a été conclue aux conditions suivantes:

- MAGHREBAIL verse à BMCE BANK des commissions d'apport définies au sein d'une grille tarifaire.
- MAGHREBAIL s'engage par ailleurs à verser des commissions d'apport trimestrielles au titre de la rémunération de BMCE BANK.
- MAGHREBAIL s'engage à verser des commissions d'apport annuelles calculées sur la base des objectifs commerciaux annuels dont la réalisation est confirmée par un comité de pilotage.
- MAGHREBAIL s'engage enfin pour les produits formatés et le BMCE Bail à rémunérer la caution de BMCE BANK au taux annuel. Le taux des commissions d'aval est déterminé au cas par cas concernant les dossiers classiques assortis ou non d'une caution solidaire; il est calculé annuellement sur l'encours financier de MAGHREBAIL garanti par BMCE BANK (Encours Financier X quotité de l'aval bancaire).

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 2.160.

1.5 - Convention entre BMCE et BFCM ayant pour objet de définir les modalités de traitement des prestations servies par les organismes sociaux français à leurs bénéficiaires résidant au Maroc

Conclue le 26 mai 2009, cette convention stipule que BMCE BANK s'engage à traiter les paiements de pensions au Maroc transmis par la BFCM (Banque Fédérative du Crédit Mutuel) et à veiller au bon acheminement des fonds confiés par cette dernière jusqu'au destinataire final conformément aux coordonnées fournies par les organismes de retraite et le calendrier transmis annuellement par BFCM.

BMCE BANK perçoit pour chaque opération une somme de 5 dhs (plus la TVA pour la mise à disposition). Cette tarification est effectuée FRANCO pour les clients BMCE BANK et est de 1 pour 1000 avec un minimum de 5 dhs (plus la TVA pour les autres clients).

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2009.

1.6 Convention de partenariat entre ACCOR GESTION MAROC et BMCE BANK relative à l'offre Pack Dawli (carte avantages)

Conclue le 26 mai 2009, cette convention a pour objet l'offre d'avantages par le partenaire sur présentation de la carte nominative dite Avantages distribuée par BMCE BANK aux clients BMCE BANK: cette carte offre aux titulaires des réductions sur services touristiques spécialement hôteliers.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2009.

1.7 Convention de partenariat entre BMCE BANK et BUDGET LOCASOM

Conclue le 29 mai 2009, cette convention a pour objet la coopération des parties en vue du placement par BMCE BANK du produit BMCE LLD (à savoir: pack LLD consistant en l'acquisition et la gestion de la flotte de véhicules) pour le compte de LOCASOM. BMCE BANK oriente sa clientèle vers ledit produit. LOCASOM prend en charge la clientèle BMCE en lui fournissant l'assistance nécessaire. Ce produit sera commercialisé au niveau du réseau BMCE BANK.

Cette convention a été conclue aux conditions suivantes:

- BMCE BANK s'engage uniquement à favoriser le règlement des loyers relatifs à BMCE LLD par ses clients, (prélèvements sur le compte du client, etc.),
- BMCE BANK perçoit une commission calculée sur la base du budget du véhicule et de la période de location allant de 0.15 % à 0.40 % du tarif.

1.8 Convention de prestations de services entre CAM et BMCE BANK au titre de la commercialisation de produits bancaires auprès de personnes morales

Conclu par les deux parties le 13 juillet 2009, ce contrat stipule que CAM (CAJA DE AHORROS DEL MEDITERRANEO) s'engage à prescrire à BMCE BANK des clients potentiels et des clients BMCE BANK (c'est à dire déjà titulaires d'un compte BMCE) personnes morales ou entrepreneurs résidant ou non au Maroc souhaitant réaliser des opérations bancaires d'actif et/ou de passif au Maroc conformément aux conditions précisées par BMCE BANK. La CAM agit en qualité d'intermédiaire.

Cette convention a été conclue aux conditions suivantes:

- Commissions semestrielles versées à la CAM sur les opérations d'actif et de passif sur le premier exercice uniquement de chaque opération : 60 euros HT par compte ouvert.
- Commission de 0.25 % HT l'an à raison des opérations de passif présentées calculée sur la base du solde moyen maintenu par le client potentiel ou le client BMCE sur l'ensemble de ses opérations de passif.
- Sur les opérations d'actifs, la CAM perçoit une commission définie selon la nature du client et de l'existence ou non d'une garantie par la CAM (de 20% à 50 % des conditions appliquées), la nature du crédit (de 0.50% à 0.75 % l'an HT sur le volume d'opérations présentées par la CAM).

Aucune commission n'a été comptabilisée au titre de l'exercice 2009.

1.9 Convention de mise en place d'une plate forme de gestion de recouvrement des dossiers entre SALAFIN et BMCE BANK (avenant)

Conclue le 15 septembre 2008 puis modifiée le 5 juin 2009, cette convention a pour objet la mise en place et gestion d'une plate forme de recouvrement par SALAFIN dans le but de traiter les créances en anomalie de 1er niveau des clients SALAFIN et de la clientèle de masse de BMCE BANK.

L'avenant a pour objet de convenir de modalités de dérogation au contrat principal en prévoyant la prise en charge à titre exceptionnel par BMCE BANK de la rémunération de SALAFIN au titre du contrat ASP à conclure avec ce dernier.

Cette convention a été conclue aux conditions suivantes:

- Pourcentage sur les montants recouverts facturés par SALAFIN à BMCE BANK: les taux vont de 5 % à 6 % des montants recouverts avec un minimum au regard de ces derniers fixé de 60 à 540 dirhams.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 une charge globale de KMAD 2.053 hors taxes.

1.10 Convention de partenariat entre BMCE BANK et ASSURBANK

Conclue le 27 août 2009, cette convention a pour objet le développement d'un partenariat durable mutuellement profitable entre les parties dans les domaines du conseil et du courtage d'assurance, dans les domaines de la promotion immobilière, des entreprises en création.

Cette convention ne concerne que le réseau des centres d'affaires et l'agence Corporate de BMCE BANK. BMCE BANK agit en qualité de prescripteur pour le compte de BMCE ASSURBANK en orientant sa clientèle vers cette dernière.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2009.

1.11 Convention de partenariat entre BMCE BANK et CAP EVAL

Conclue le 7 décembre 2009, cette convention a pour objet la coopération entre les parties en vue de la réalisation d'expertises immobilières que BMCE BANK souhaite confier à CAP EVAL, société commune de BMCE BANK et de TABIMED elle même filiale de la CAM. CAP EVAL a pour objet social la réalisation d'expertises en évaluation immobilière. BMCE BANK aura recours à CAP EVAL dans le cadre de son activité d'octroi de crédits assortis de garanties hypothécaires.

CAP EVAL est rémunérée par le client ou le prospect de BMCE BANK au titre de l'expertise réalisée conformément à une grille tarifaire, détaillant les tarifs en fonction de la nature du bien, du montant du crédit octroyé, ainsi que le prix des rapports d'expertises.

1.12 Contrat de bail conclu entre BMCE BANK et EURAFRIC INFORMATION (EAI)

Conclu le 08 octobre 2009, ce contrat prévoit la location par BMCE BANK au profit de EAI, d'un appartement de, 279 m² situé à Casablanca 243 Bd Mohamed V, objet du TF n°36929/C, propriété dite « GAMECOUR »

Le bail est consenti, à compter du 15 Octobre 2009, pour des périodes de trois ans renouvelables par tacite reconduction, pour un montant mensuel de MAD 23 436 charges et taxes comprises.

BMCE BANK est actionnaire d'EURAFRIC INFORMATION à hauteur de 41% du capital social et participe au travers de ses représentants au Conseil de Surveillance et du Directoire d'EURAFRIC INFORMATION.

Au titre de cette convention, la société a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 47.

2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice**2.1 Convention portant mandat de gestion par BMCE CAPITAL BOURSE du programme de rachat de BMCE BANK de ses propres actions en bourse**

Par cette convention, conclue le 9 novembre 2005, BMCE BANK confie à BMCE CAPITAL BOURSE l'exécution du programme de rachat par BMCE BANK de ses propres actions en bourse dans les conditions déterminées par la loi. En contrepartie, BMCE BANK règle au mandataire BMCE CAPITAL BOURSE la somme forfaitaire de KMAD 750 au titre des frais de gestion et de réalisation de l'ensemble du programme.

Le montant ci-dessus est payable en deux tranches:

- 50% le 1^{er} janvier 2006,
- 50% au 1^{er} janvier 2007.

Le renouvellement de la convention de gestion du programme de rachat est fait par tacite reconduction du fait que le programme de rachat des actions reste toujours en vigueur.

Le renouvellement dudit Programme a fait l'objet d'autorisation par l'AGO.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009, une charge globale de KMAD 750 hors taxes.

2.2 Convention d'avance en compte courant entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention, conclue le 13 décembre 2005, a pour objet de mettre à disposition par BMCE BANK une avance en compte courant rémunérée au bénéfice de BMCE CAPITAL. Cette convention vise à permettre le financement des opérations d'augmentation de capital des filiales MED CAPITAL COMMUNICATION et CAPITAL CONSEIL. Cette avance est rémunérée au taux de 2,78% hors TVA.

Au 31 décembre 2009, le solde de l'avance s'est élevé à KMAD 15.800 et le produit constaté dans les comptes de BMCE BANK est de KMAD 1.471.

2.3 Convention de gestion des activités de trésorerie entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

La convention, établie le 19 octobre 1999, a pour objet de confier à BMCE CAPITAL, la gestion des activités de trésorerie et de marché monétaire, obligataire et de change en dirhams, en dirhams convertibles et en devises de la banque et de sa succursale à Tanger, Tanger Off Shore « TOS ».

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable pour des périodes successives.

Les conditions de rémunération des prestations fournies par BMCE CAPITAL, fixées par avenant en date du 22 novembre 2001, sont les suivantes:

- BMCE CAPITAL perçoit une rémunération annuelle représentant 15% de l'excédent, par rapport à 100 millions de dirhams du résultat brut d'exploitation généré par les activités de marché de la Banque;
- La rémunération de BMCE CAPITAL ne peut être inférieure à 10 millions de dirhams, ni supérieure à 20 millions de dirhams pour chaque période de gestion de 12 mois.

Cette convention prévoit aussi la refacturation des charges engagées par BMCE CAPITAL pour le compte de BMCE BANK suivant un budget annuel arrêté par les deux parties.

Au titre de l'exercice 2009, la rémunération de BMCE CAPITAL s'établit à 20 millions de dirhams hors taxes.

Le montant de la refacturation des charges constatées, au titre de l'exercice 2009, s'élève à KMAD 55.271 hors taxes.

2.4 Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL des espaces de bureaux situés aux Agences BMCE BANK Rabat-Ibnou Sina et Agadir-Ville.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1^{er} juillet 2002.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 46.

2.5 Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL un local faisant office de bureau au 8^{ème} étage de la Tour BMCE-BANK sis au rond point Hassan II.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1^{er} janvier 2003.

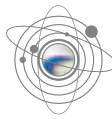
Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 1.836.

2.6 Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL un local faisant office de bureau au 7^{ème} étage de la Tour BMCE-BANK sis au 142, Avenue Hassan II.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1^{er} janvier 2003.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 270.



2.7 Convention de distribution entre BMCE BANK et SALAFIN

Conclue en 2006, cette convention a pour objet de régir les principaux droits et obligations qui incombent à chacune des parties, dans le cadre des prêts à la consommation commercialisés exclusivement par BMCE BANK et gérés par SALAFIN.

La rémunération est décomposée de la manière suivante:

- rémunération sous forme de rétrocession de marge calculée trimestriellement sur la base des encours moyens sains réalisés grâce au réseau bancaire de BMCE BANK;
- rémunération basée sur le volume de production nouvelle.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009, un produit de KMAD 23.097.

2.8 Convention d'avance en compte courant entre BMCE BANK et MABANI.COM

Conclue en 2005, cette convention prévoit que BMCE BANK accorde une avance en compte courant au bénéfice de MABANI.COM pour un montant maximum en principal de KMAD 22.429. Cette avance est rémunérée au taux de 2,78% hors TVA.

Au 31 décembre 2009, le solde de l'avance s'est élevé à KMAD 2 729 et le produit constaté dans les comptes de BMCE BANK est de KMAD 76.

2.9 Convention de distribution de services conclue entre BMCE BANK et EMAT

Cette convention a pour objet d'établir les termes et les conditions dans lesquelles BMCE BANK désigne EMAT en qualité de distributeur des Services via son portail télématique LIBRITY.

Les droits d'accès à LIBRITY seront facturés par la société EMAT à BMCE BANK comme suit:

- KMAD 3.000 hors taxes, payable à la signature de la convention ;
- Versements annuels sur une période de 5 ans d'un montant de KMAD 1.800 hors taxes au début de chaque année.

Cette convention est conclue pour une période de 5 ans à compter de la date du premier branchement.

Aucune charge n'a été comptabilisée au titre de l'exercice 2009.

2.10 Convention de bail commercial entre BMCE BANK et EMAT

Cette convention a pour objet de donner à bail un local, faisant office de bureau, situé à Casablanca Boulevard Lalla Yacout. , moyennant un loyer mensuel de KMAD 24,5, révisable systématiquement de 10 % tous les trois ans.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1^{er} mars 2002.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 295.

2.11 Convention de bail pour station de télécommunication avec MEDITELECOM

Cette convention a pour objet la prise à bail par MEDITELECOM d'une partie de la terrasse de l'immeuble sis Essaouira - ne 8, rue El Hajiali, propriété de BMCE BANK. La terrasse, objet du bail, est destinée à l'usage exclusif d'une station de télécommunication mobile.

Le bail est consenti moyennant un loyer annuel de KMAD 60 hors taxes.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 un produit global de KMAD 81.

2.12 Convention de gestion de prestations informatiques entre BMCE BANK et EURAFRIC INFORMATION

Cette convention conclue le 6 octobre 2008 porte sur la fourniture de prestations informatiques entre la société EURAFRIC INFORMATION et BMCE BANK.

Au titre de l'exercice 2009, les prestations facturées par EURAFRIC INFORMATION dans ce cadre s'élèvent à KMAD 39 276 hors taxes.

2.13 Convention de prestation de service entre BMCE BANK et EMAT

Aux termes d'une convention cadre de prestation de services signée le 29 août 2007 et dont la durée est d'une année renouvelable, BMCE BANK a désigné EMAT en qualité de prestataire de services bancaires et financiers en charge de la mise en place, du développement et du fonctionnement d'une plate forme télématique BMCE Net au profit de sa clientèle.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2009 une charge globale de KMAD 7.900 hors taxes.

2.14 Convention de prestations technique et informatique entre BMCE BANK et SALAFIN

Cette convention a pour objet des prestations d'aide à la vente, de prévention du risque et de mise en place des crédits à la consommation pour une rémunération de MAD 20.000.000 hors taxes.

Casablanca, le 16 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

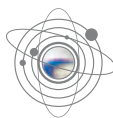
FIDAROC GRANT THORNTON



Faïçal MEKOUAR
Associé Gérant

ERNST & YOUNG

Bachir TAZI
Associé



1 - Principes comptables fondamentaux

1.1 - Les établissements de crédit sont tenus d'établir à la fin de chaque exercice comptable des états de synthèse aptes à donner une image fidèle de leur patrimoine, de leur situation financière, des risques assumés et de leurs résultats.

1.2 - La représentation d'une image fidèle, repose nécessairement sur le respect des sept principes comptables fondamentaux préconisés par la Norme Comptable Générale.

1.3 - Lorsque les opérations, événements et situations sont traduits en comptabilité dans le respect des principes comptables fondamentaux et des prescriptions du PCEC, les états de synthèse sont présumés donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, des risques assumés et des résultats de l'établissement de crédit.

1.4 - Dans le cas où l'application de ces principes et de ces prescriptions ne suffit pas à obtenir des états de synthèse une image fidèle, l'établissement de crédit doit obligatoirement fournir dans l'état des informations complémentaires (ETIC) toutes indications permettant d'atteindre l'objectif de l'image fidèle.

1.5 - Dans le cas exceptionnel où l'application stricte d'un principe ou d'une prescription se révèle contraire à l'objectif de l'image fidèle, l'établissement de crédit doit y déroger.

Cette dérogation doit être mentionnée dans l'ETIC et être dûment motivée avec indication de son influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'établissement de crédit.

1.6 - Les principes comptables fondamentaux retenus se présentent comme ci-après :

- Principe de continuité d'exploitation.
- Principe de permanence des méthodes.
- Principe du coût historique.
- Principe de spécialisation des exercices.
- Principe de prudence.
- Principe de clarté.
- Principe d'importance significative.

2. Présentation des états de synthèse

Les états de synthèse comprennent :

- Les comptes du Siège central
- Les comptes des agences établies au Maroc
- Les comptes des succursales et agences établies à l'étranger (succursale de Paris, et l'agence de Tanger Off Shore).

Les opérations et soldes significatifs internes entre les différentes entités sont éliminés.

2.1 - Principes généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de BMCE Bank est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

2.2 - Créances sur les établissements de crédit et la clientèle et engagements par signature

Présentation générale des créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,

- Crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle)

Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- Après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, les créances en souffrance sont provisionnées à hauteur de :
 - 20 % pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet (évolution favorable, remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

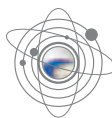
2.3 - Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs mobilières.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.



2.4 - Portefeuilles de titres

2.4.1 - Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

2.4.2 - Titres de transaction

Sont considérés comme des titres de transaction, les titres qui à l'origine sont :

- Acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme dans le but d'en tirer un profit.
- Détenus par l'établissement de crédit dans le cadre de son activité de mainteneur de marché, le classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock des titres fasse l'objet d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.
- Acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille comprenant des instruments dérivés, des titres ou d'autres instruments gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.
- Ou qui font l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage.

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.

2.4.3 - Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Par défaut, il s'agit de titres qui ne sont pas classés dans une autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.

Les titres en provenance des catégories «Titres de l'activité de portefeuille» et «Titres de participation et parts dans les entreprises liées» font l'objet, à la date du transfert et préalablement à celui-ci, d'une évaluation selon les règles de la catégorie d'origine. Ils sont transférés dans la catégorie «titres de placement» à cette valeur comptable.

Dans le cas où le titre proviendrait de la catégorie «Titres d'investissement», il sera évalué à sa valeur nette comptable déterminée à la date du reclassement.

2.4.4 - Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour en procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

2.4.5 - Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la Banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit en :

- Titres de participation,
- Participations dans les entreprises liées,
- Titres de l'activité du portefeuille,
- Autres emplois assimilés.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis; valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

2.4.6 - Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

2.5 - Les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique « autres actifs » ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

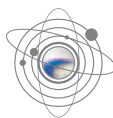
2.6. La conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du «Taux de clôture».

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan de l'entité étrangère (Agence de Paris) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique (dotations) et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture - cours



historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste «écart de conversion».

Conversion des éléments du compte de résultat à l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice. Toutefois, les éléments de compte de résultat ont été convertis au cours de clôture car cette méthode ne fait pas apparaître de différence significative par rapport à la méthode du taux moyen.

2.7. Les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

2.8. Les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	Non amortissable
Brevets et marques	Durée de protection des brevets
Immobilisations en recherche et développement	1 an
Logiciels informatiques	5 ans
Autres éléments du fonds de commerce	Non amortissable

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrain	Non amortissable
Immeubles d'exploitation	
Construits avant 1986	20 ans
Construits après 1986	40 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans
Matériel roulant	5 ans
Agencements, aménagements et installations	10 ans
Parts des sociétés civiles	Non amortissables

2.9 Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

2.10 Provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur

constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

2.11 Prise en compte des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (cautions, avals et autres ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charge dès leur facturation.

Commissions

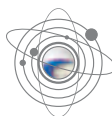
Les produits et charges, déterminés sur une base « flat » et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

2.12 Charges et produits non courants

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

2.13 Engagements de retraite

Les engagements de retraites (Wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.



BILAN
ACTIVITÉ AGRÉGÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2009



2009

2008

Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 989 271	7 936 415
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	16 139 431	15 223 023
. À vue	2 142 878	4 775 530
. À terme	13 996 553	10 447 493
Créances sur la clientèle	65 440 211	59 181 109
. Crédits de trésorerie et à la consommation	22 964 256	22 099 001
. Crédits à l'équipement	14 079 457	12 481 870
. Crédits immobiliers	22 813 271	19 174 343
. Autres crédits	5 583 227	5 425 895
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	27 218 749	21 775 661
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 016 015	6 117 553
. Autres titres de créance	492 975	1 968 987
. Titres de propriété	17 709 759	13 689 121
Autres actifs	2 252 549	3 056 306
Titres d'investissement	1 425 110	793 647
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	734 959	739 094
. Autres titres de créance	690 151	54 553
Titres de participation et emplois assimilés	3 935 881	3 499 677
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	232 056	155 052
Immobilisations corporelles	1 809 124	1 626 459
Total de l'Actif	126 442 382	113 247 349

(en milliers de dirhams)



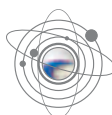
2009

2008

Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 364 060	5 638 774
. À vue	621 775	1 776 962
. À terme	5 742 285	3 861 812
Dépôts de la clientèle	96 305 431	89 124 031
. Comptes à vue créditeurs	51 688 264	44 789 322
. Comptes d'épargne	14 419 119	13 314 745
. Dépôts à terme	25 420 298	26 939 274
. Autres comptes créditeurs	4 777 750	4 080 690
Titres de créance émis	4 818 291	2 609 569
. Titres de créances négociables	4 818 291	2 609 569
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	6 041 096	3 714 997
Provisions pour risques et charges	14 695	228 185
Provisions réglementées	135 257	247 347
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	4 939 636	3 909 237
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	5 733 467	5 380 744
Capital	1 587 514	1 587 514
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	6	5
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	502 929	806 946
Total du Passif	126 442 382	113 247 349

(en milliers de dirhams)

Engagements donnés	21 614 681	21 903 318
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1 357 621	150 067
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	11 962 018	14 263 685
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 239 917	2 425 929
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 856 950	5 021 856
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	198 175	41 781
Engagements reçus	4 325 635	4 201 679
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 293 402	4 129 075
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 612	30 823
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	1 621	41 781

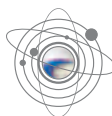
(en milliers de dirhams)


**COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES
ACTIVITÉ AGRÉGÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

2009
2008

Produits d'exploitation bancaire	6 572 486	5 664 964
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	325 316	508 558
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 787 121	3 242 978
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	289 233	230 001
Produits sur titres de propriété	214 853	151 916
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	0
Commissions sur prestations de service	649 048	600 300
Autres produits bancaires	1 306 915	931 211
Charges d'exploitation bancaire	2 858 656	2 739 470
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	434 268	354 715
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 734 275	1 521 782
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	137 243	89 747
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	552 870	773 226
Produit net bancaire	3 713 830	2 925 494
Produits d'exploitation non bancaire	55 236	373 918
Charges d'exploitation non bancaire	25 717	19 273
Charges générales d'exploitation	2 298 744	2 178 074
Charges de personnel	1 074 469	1 061 406
Impôts et taxes	31 579	33 339
Charges externes	991 958	913 425
Autres charges générales d'exploitation	548	0
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations		
Incorporelles et corporelles	200 190	169 904
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	1 245 364	574 788
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	663 285	196 610
Pertes sur créances irrécouvrables	63 770	96 231
Autres dotations aux provisions	518 309	281 947
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	456 186	478 975
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	109 363	267 066
Récupérations sur créances amorties	11 180	56 736
Autres reprises de provisions	335 643	155 173
Résultat courant	655 427	1 006 252
Produits non courants		148 002
Charges non courantes		
Résultat avant impôts sur les résultats	655 427	1 154 254
Impôts sur les résultats	152 498	347 308
Résultat net de l'exercice	502 929	806 946

(en milliers de dirhams)



ETAT DES SOLDES DE GESTION
ACTIVITÉ AGRÉGÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2009



TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

2009

2008

+ Intérêts et produits assimilés	4 401 670	3 977 625
- Intérêts et charges assimilés	2 305 787	1 966 191
Marge d'intérêt	2 095 883	2 011 434
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues	735 046	700 616
- Commissions servies	118 563	106 566
Marge sur commissions	616 483	594 050
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	576 351	213 081
+ Résultat des opérations sur titres de placement	187 138	-54 544
+ Résultat des opérations de change	184 288	145 954
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-12 466	-10 189
Résultat des opérations de marché	935 311	294 302
+ Divers autres produits bancaires	214 853	151 946
- Divers autres charges bancaires	148 700	126 238
Produit net bancaire	3 713 830	2 925 494
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-478 247	205 735
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	55 236	72 909
- Autres charges d'exploitation non bancaire	22 500	18 772
- Charges générales d'exploitation	2 298 743	2 178 074
Résultat brut d'exploitation	969 576	1 007 292
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	606 513	-30 962
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-292 364	32 002
Résultat courant	655 427	1 006 252
Résultat non courant		148 002
- Impôts sur les résultats	152 498	347 308
Résultat net de l'exercice	502 929	806 946

(en milliers de dirhams)



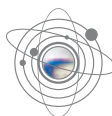
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

2009

2008

+ Résultat net de l'exercice	502 929	806 946
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	200 190	169 904
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	499 008	99 568
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		576
- Reprises de provisions	23 979	155 169
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	472	9 201
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		301 009
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	3 217	500
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ Capacité d'autofinancement	1 180 893	612 115
- Bénéfices distribués	456 263	461 654
+ Autofinancement	724 630	150 461

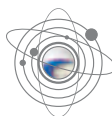
(en milliers de dirhams)



TABEAU DES FLUX TRÉSORERIE
ACTIVITÉ AGREGÉE
DU 1^{ER} JANVIER 2009 AU 31 DECEMBRE 2009

	2009	2008
1. (+) Produits d'exploitation bancaires perçus	6 121 673	5 387 836
2. (+) Récupérations sur créances amorties	11 180	56 256
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	55 236	373 918
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	3 147 812	2 611 087
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	25 717	19 273
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	2 098 553	2 008 170
7. (-) Impôts sur les résultats versés	152 499	347 308
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	763 508	832 172
Variation des :	-	-
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-1 048 462	2 664 935
9. (+) Créances sur la clientèle	-6 259 101	-9 404 366
10. (+) Titres de créance et de placement	-6 074 551	-8 515 866
11. (+) Autres actifs	878 758	-1 039 362
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	880 272	528 956
14. (+) Dépôts de la clientèle	7 181 399	9 824 350
15. (+) Titres de créance émis	2 208 722	2 609 569
16. (+) Autres passifs	1 787 458	1 388 486
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-445 505	-1 943 298
III. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation (i + ii)	318 003	-1 111 126
17. (+) Produits des cessions d'immobilisations financières	25 916	1 070
18. (+) Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	4 529	23 299
19. (-) Acquisitions d'immobilisations financières	507 031	1 042 942
20. (-) Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	461 968	429 172
21. (+) Intérêts perçus	285 378	211 634
22. (+) Dividendes perçus	209 803	147 697
IV. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	-443 373	-1 088 414
Variation des :	-	-
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds de garantie reçus	-	-
24. (+) Émissions de dettes subordonnées	1 004 480	3 352 000
25. (+) Émissions d'actions	-	-
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	500 000
27. (-) Intérêts versés	364 600	235 233
28. (-) Dividendes versés	461 654	461 654
V. Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	178 226	2 155 113
VI. Variation nette de la trésorerie (iii + iv + v)	52 856	-44 427
VII. Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	7 936 415	7 980 842
VIII. Trésorerie à la clôture de l'exercice	7 989 271	7 936 415

(en milliers de dirhams)



ÉTAT DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES
AU 31 DÉCEMBRE 2009

 PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR BMCE BANK

Cf : Note de présentation des règles et principes comptables.

 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

Créances	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2009	Total 31/12/2008
Comptes ordinaires débiteurs	7 989 271	401	1 042 768	1 031 401	10 063 841	9 825 981
Valeurs reçues en pension	-	400 005	-	-	400 005	450 035
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- À terme	-	400 005	-	-	400 005	450 035
Prêts de trésorerie	-	236 987	406 534	2 292 740	2 936 261	2 592 048
- Au jour le jour	-	-	406 534	-	406 534	-
- À terme	-	236 987	-	2 292 740	2 529 727	2 592 048
Prêts financiers	-	771 273	7 017 133	-	7 788 406	7 327 355
Autres créances	2 895 759	664	-	26 902	2 923 325	2 933 682
Intérêts courus à recevoir	4 089	1 812	6 840	4 123	16 864	30 337
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-
Total	10 889 119	1 411 142	8 473 275	3 355 166	24 128 702	23 159 438

Commentaires : LA PL 480 DE MDH : 2 895 759 EST COMPRISE DANS LA LIGNE « AUTRES CREANCES »

(en milliers de dirhams)

 CREANCES SUR LA CLIENTELE

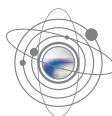
Créances	Secteur Public	Secteur Privé			Total 31/12/2009	Total 31/12/2008
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	3 085 708	687 034	12 840 005	714 471	17 327 218	17 168 635
- Comptes à vue débiteurs	2 715 870	687 034	7 599 890	601 753	11 604 547	9 427 658
- Créances commerciales sur le Maroc	28 687	-	1 643 541	2 526	1 674 754	1 789 361
- Crédits à l'exportation	-	-	167 321	6 469	173 790	417 624
- Autres crédits de trésorerie	341 151	-	3 429 253	103 723	3 874 127	5 533 992
Crédits à la consommation	76	-	151 331	5 353 140	5 504 547	4 501 305
Crédits à l'équipement	2 665 863	-	11 342 112	71 482	14 079 457	12 481 870
Crédits immobiliers	2 075	-	8 096 611	14 714 585	22 813 271	19 174 343
Autres crédits	1 846 154	2 044 922	680 012	1 636	4 572 724	4 710 094
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à recevoir	34 518	18 963	64 123	42 356	159 960	515 329
Créances en souffrance	10 960	28 765	734 315	208 788	982 828	629 533
- Créances pré-douteuses	-	28	193 600	45 719	239 347	118 511
- Créances douteuses	150	26 623	319 231	13 294	359 298	53 951
- Créances compromises	10 810	2 114	221 484	149 775	384 183	457 071
Total	7 645 354	2 779 684	33 908 509	21 106 458	65 440 005	59 181 109

(en milliers de dirhams)

 VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs Publics	Emetteurs Privés		Total 31/12/2009	Total 31/12/2008
			Financiers	Non Financiers		
Titres cotés	3 140 506	8 082 656	14 632 482	74 213	25 929 857	20 737 331
- Bons du trésor et valeurs assimilées	-	8 082 656	-	-	8 082 656	6 227 390
- Obligations	39 900	-	-	74 213	114 113	187 544
- Autres titres de créance	23 000	-	86 129	-	109 129	630 667
- Titres de propriété	3 077 606	-	14 546 353	-	17 623 959	13 691 730
Titres non cotés	994 934	1 535 505	31 928	-	2 562 367	1 759 149
- Bons du trésor et valeurs assimilées	-	1 535 505	-	-	1 535 505	579 040
- Obligations	694 661	-	-	-	694 661	-
- Autres titres de créance	300 274	-	31 928	-	332 202	1 180 109
- Titres de propriété	-	-	-	-	0	-
- Intérêts courus	30 589	49 512	70 154	1 380	151 635	72 828
Total	4 166 029	9 667 673	14 734 564	75 593	28 643 859	22 569 308

(en milliers de dirhams)



VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

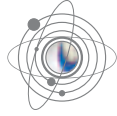
	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins- values latentes	Provisions
Titres de transaction	22 852 251	22 852 251	22 852 251			
Bons du trésor et valeurs assimilées	8 082 656	8 082 656	8 082 656			
Obligations	114 113	114 113	114 113			
Autres titres de créance	109 129	109 129	109 129			
Titres de propriété	14 546 353	14 546 353	14 546 353			
Titres de placement	4 233 669	4 214 864	4 214 864	-	18 805	18 805
Bons du trésor et valeurs assimilées	181 801	181 801	181 801			
Obligations		-	-			
Autres titres de créance	955 911	955 457	955 457		454	454
Titres de propriété	3 095 957	3 077 606	3 077 606		18 351	18 351
Titres d'investissement	1 425 110	1 425 110	1 321 891		103 219	4 509
Bons du trésor et valeurs assimilées	734 959	734 959	650 313		84 646	
Obligations	690 151	690 151	671 578		18 573	4 509
Autres titres de créance						

(en milliers de dirhams)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Rubrique	Montant
Instruments optionnels	3 175
Opérations diverses sur titres (débit)	
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	3 175
Débiteurs divers	619 399
- Sommes dues par l'état	513 760
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	
- Sommes diverses dues par le personnel	12 224
- Comptes clients de prestations non bancaires	
- Divers autres débiteurs	93 415
Valeurs et emplois divers	8 965
- Valeurs et emplois divers	8 965
Comptes d'ajustement devise	4 398
Comptes d'écart sur devises et titres (débit)	160 445
Pertes potentielles sur opérations de couvertures non dénouées	
Ecart de conversion actif	160 445
Charges à répartir sur plusieurs exercices	52 674
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débit)	940 025
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	205 996
- Produits à recevoir	189 474
- Charges constatées d'avance	16 522
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	257 473
Total	2 252 549

(en milliers de dirhams)



TITRES DE PARTICIPATION

AU 31 DÉCEMBRE 2009

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	PRG	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION								
RMA WATANYA	Assurances	5	1 796 170 800	-	2	0	0	2
RISMA	Tourisme	219 312	623 201 200	3,52	87 725	30 726	0	56 999
TANGER ZONE FRANCHE	Siège d'aménagement	135 000	105 000 000	12,86	13 500	0	0	13 500
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	110 000	98 200 000	11,20	11 000	0	0	11 000
EMAT	Siège holding	375 971	67 487 700	55,71	37 597	9 000	0	28 597
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest.Im.techno parc	56 500	46 000 000	12,28	5 650	0	0	5 650
GLOBAL NETWORK SYSTEMS	Traitement de l'information	35 000	3 500 000	100,00	38 491	742	0	37 749
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Siège d'aménagement	10 000	60 429 000	1,65	1 000	0	0	1 000
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	Ets financier	12 000	600 000 USD	20,00	971	971	0	0
STE IPE	Edition et impression	4 720	5 440 000	8,68	400	0	0	400
STE RECOURS	Siège de recouvrement	3 750	2 500 000	15,00	375	0	0	375
EUROCHEQUE MAROC	Moyen de paiement	1 436	5 000 000	28,72	144	0	0	144
CAP EVAL	Expertise immobilière	12 750	2 500 000	51,00	1 275	0	0	1 275
Titres de participation					198 130	41 438		156 692
TITRES DES ENTREPRISES LIEES								
B.M.C.E. MADRID	Ets de crédit/étranger	300 000	18 030 000 EUR	100,00	229 319	0	0	229 319
MCH	Ets de crédit/étranger	94 173 000	94 173 000 GBP	100,00	382 170	121 742	0	260 428
MCB	Ets de crédit/étranger	94 173 000	94 173 000 GBP	100,00	817 500	260 410	0	557 090
BOA GROUP	Ets de crédit/étranger	110 630	40 348 050	42,50	570 088	0	0	570 088
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	102 926	3 759 560 000 CFA	27,38	103 700	0	0	103 700
SOCIETE CASA FINANCE MARKET	Société financière	382 876	114 862 500	33,33	38 420	0	0	38 420
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Ets de crédit étranger	100 000	4 000 000 000 CFA	25,00	17 239	0	0	17 239
ACMAR	Assurances et service	100 010	50 000 000	20,00	10 001	0	0	10 001
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	155 437	40 000 000	38,85	90 192	0	0	90 192
MAGHREBAIL	Crédit bail	368 862	102 532 000	35,98	137 010	0	0	137 010
STE SALAFIN	Crédit à la consommation	1 779 446	237 253 700	75,00	622 195	0	0	622 195
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	100 000	100 000 000	100,00	100 000	46 320	0	53 680
MAROC FACTORING	Factoring	450 000	45 000 000	100,00	51 817	0	0	51 817
MABANICOM	SCI	10 000	10 000 000	100,00	29 700	5 699	0	24 001
BMCE CAPITAL BOURSE (MAROC INTER TITRES)	Siège de bourse	67 500	10 000 000	67,50	6 750	0	0	6 750
BMCE CAPITAL GESTION (MARFIN)	Gestion OPCVM	50 000	5 000 000	100,00	6 443	0	0	6 443
DOCUPRINT (STA)	Siège de service	4 000	4 000 000	100,00	4 000	0	0	4 000
BMCE ASSURBANK	Assurances	14 250	1 500 000	95,00	1 425	0	0	1 425
EURAFRIC INFORMATION	Service Informatique	41 000	10 000 000	41,00	4 100	0	0	4 100
LOCASOM	Location Longue durée	581 300	83 042 900	70,00	216 825	0	0	216 825
HANOUTY	Distribution	1 074 999	236 029 100	45,60	107 500	37 500	0	70 000
Titres de participation dans les entreprises liées					3 546 394	471 672		3 074 723
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE								
E.S.E.G.	Ets crédit /étranger	923 105	778 549 160 EUR	1,19	180 235	25 279	0	154 956
E.S.I.H.	Ets crédit /étranger	467 250	260 400 000 EUR	1,79	155 153	49 517	0	105 636

UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit/étranger	48 220	122 319 560 EUR	4,34	74 882	0	74 882
PROPARCO	Ets crédit multi-national	656 325	420 000 000 EUR	2,50	124 894	0	124 894
AFEXIM BANK (AFRICAN IMPORT EXPORT)	Ets crédit /étranger	30	146 601 000 USD	0,20	2 436	0	2 436
FONDS MONETAIRE ARABE(ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	Ets financier	54	500 000 000 USD	0,05	2 370	0	2 370
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	Fonds d'investissement	-	300 000 000	7,17	2 688	0	2 688
FIROGEST	Fonds d'investissement	2 500	2 000 000	12,500	250	0	250

Titres de l'activité de portefeuille

542 907

74 796

468 111

AUTRES TITRES DE PARTICIPATION

STE NATIONALE DES AUTOROUTES	Infrastructure routière	16 000	3 467 628 500	0,22	7 112	2 218	4 894
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	52 864	700 484 000	0,75	3 393	0	3 393
SMAEX	Assurances et service	16 900	37 500 000	4,51	1 690	0	1 690
FRUMAT	Agro-alimentaire	4 000	13 000 000	3,08	1 450	1 450	0
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	12 670	19 005 000	6,67	1 267	0	1 267
MAROCLEAR	Dépôttaire central	803	20 000 000	4,02	803	0	803
GECOTEX	Industrie	5 000	10 000 000	5,00	500	0	500
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie		20 000 000	2,50	500	500	0
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	9 610	75 000 000	0,64	481	0	481
SINCOMAR	Agro-alimentaire	494	37 440 000	0,13	49	0	49
SWIFT	Sté de service	23	434 020 000 EUR	0,01	24	0	24
CIE IMMOBILIERE FONCIERE MAROCAINE	Cie immobilière	640	20 000 000	0,32	9	0	9
MEDITELECOM	Télécommunication	2	8 333 368 000	0,00	0	0	0
MAGSHORE	Offshoring	192 500	38 500 000	50,00	18 000	13 443	4 557
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	Fonds d'investissement	ND	100 000 000	10,00	10 000	0	10 000
MASTERCAD	Service financier	3 634	ND	0,005	883	0	883
EXPERIAN MAROC	Sté de service	60	20 000 000	0,030	600	0	600
MUTANDIS	Fonds d'investissement	750 000	1 098 431 000	6,83%	75 000	0	75 000
SOGEPOS			35 000 000		4 622	0	4 622

Autres titres de participation

126 383

17 612

108 771

COMPTES COURANTS ASSOCIES							
MEDITELECOM			106 611		0		106 611
MAGSHORE			2 500		0		2 500
CAP EVAL			510		0		510
EMAT			10		0		10
GNS			5 478		0		5 478
MABANICOM			2 729		0		2 729
BMCE CAPITAL			5 800		0		5 800
MAGHREBAIL			2 500		0		2 500
MARTCO			1 500		1 500		0
SIÈGE G.P.B.M.			1 446		0		1 446
ALLICOM MAROC			552		552		0

Autres Emplois assimilés

129 636

2 052

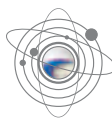
127 584

Total Général

4 543 451

607 569

3 935 881



IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dota-tions au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
Immobilisations incorporelles	287 072	112 354	-	399 426	132 020	35 350	-	167 370	232 056
- Droit au bail	51 124	12 750	-	63 874	-	-	-	-	63 874
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	235 948	99 604	-	335 552	132 020	35 350	-	167 370	168 182
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	3 544 685	346 635	3 187	3 888 133	1 918 226	164 840	4 057	2 079 009	1 809 124
- Immeubles d'exploitation	754 222	36 661	2 098	788 785	198 914	18 451	-	217 365	571 420
. Terrain d'exploitation	120 809	7 332	420	127 721	-	-	-	-	127 721
. Immeubles d'exploitation. Bureaux	633 413	29 329	1 678	661 064	198 914	18 451	-	217 365	443 699
. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Mobilier et matériel d'exploitation	1 247 302	74 951	1 089	1 321 164	971 026	67 348	4 057	1 034 317	286 847
. Mobilier de bureau d'exploitation	288 433	30 483	-	318 916	208 658	14 364	-	223 022	95 894
. Matériel de bureau d'exploitation	199 429	-	-	199 429	155 679	7 116	-	162 795	36 634
. Matériel informatique	707 701	43 330	-	751 031	555 935	45 112	2 971	598 076	152 955
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	7 017	1 138	1 089	7 066	6 272	737	1 086	5 923	1 143
. Autres matériels d'exploitation	44 722	-	-	44 722	44 482	19	-	44 501	221
- Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 132 529	212 961	-	1 345 490	659 121	67 835	-	726 956	618 534
- Immobilisations corporelles hors exploitation	410 632	22 062	-	432 694	89 165	11 206	-	100 371	332 323
. Terrains hors exploitation	128 664	1 800	-	130 464	-	-	-	-	130 464
. Immeubles hors exploitation	163 992	7 200	-	171 192	50 046	8 609	-	58 655	112 537
. Mobilier et matériel hors exploitation	37 211	3 500	-	40 711	20 891	2 597	-	23 488	17 223
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	80 765	9 562	-	90 327	18 228	-	-	18 228	72 099
Total	3 831 757	458 989	3 187	4 287 559	2 050 246	200 190	4 057	2 246 379	2 041 180

(en milliers de dirhams)

CESSION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

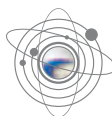
Immobilisations cédées	Valeur comptable brute	Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Produit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
A - Opérations de cession avec le Groupe						
Immeubles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau d'exploitation	0,00	-	-	-	-	-
Matériel roulant « parc-autos »	-	-	-	-	0	-
Immeubles hors exploitation	-	-	-	-	-	-
B - Opérations de cession hors Groupe						
Immeubles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Matériel de bureau d'exploitation	2 968	2 968	-	395	395	-
Immeubles hors exploitation	1 089	1 085	4	81	77	-
Total	4 057	4 053	4	475	471	-

(en milliers de dirhams)

DETTE ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

Dettes	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2009	Total 31/12/2008
	Bank Al-Maghrib, Trésor public et Service des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	-	6 131	350 537	274 005	630 673	934 258
Valeurs données en pension	2 646 927	-	-	-	2 646 927	1 890 000
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- A terme	2 646 927	-	-	-	2 646 927	1 890 000
Emprunts de trésorerie	-	410 480	1 348 051	1 038 922	2 797 453	2 425 074
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	843 000
- A terme	-	410 480	1 348 051	1 038 922	2 797 453	1 582 074
Emprunts financiers	102 175	65 336	30 767	65 221	263 499	345 181
Autres dettes	8 264	1 409	398	-	10 071	17 136
Intérêts courus à payer	6 765	1 255	4 431	2 986	15 437	27 125
Total	2 764 131	484 611	1 734 184	1 381 134	6 364 060	5 638 774

(en milliers de dirhams)



DEPOTS DE LA CLIENTELE

Dépôts	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2009	Total 31/12/2008
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	3 266 206	6 217 710	9 305 870	32 898 478	51 688 264	44 789 322
COMPTES D'EPARGNE	-	-	7	14 419 113	14 419 120	13 314 745
DEPOTS A TERME	4 967 301	5 847 284	2 676 894	11 928 819	25 420 298	22 327 259
AUTRES COMPTES CREDITEURS (*)	2 897 241	523 506	876 622	130 054	4 427 423	8 341 307
INTERETS COURUS A PAYER	48 596	54 896	48 311	198 523	350 326	351 398
Total	11 179 344	12 643 396	12 907 704	59 574 987	96 305 431	89 124 031

Commentaires: (*) Y compris PL 480 pour MDH 2 895 759

(en milliers de dirhams)

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31 DECEMBRE 2009

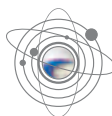
Natures de titres	Caractéristiques				
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nomi- nale unitaire	Taux nominal	Mode de Remboursement
CD BMCE 19-03-2008, 2 ans - 4.20%.	3/19/2008	3/19/2010	1 240 000	4,200%	infinie
CD BMCE 25-04-2008, 2 ans - 4.20%.	4/25/2008	4/25/2010	225 800	4,200%	infinie
CD BMCE 23-05-2008, 2 ans - 4.20%.	5/23/2008	5/23/2010	400 000	4,200%	infinie
CD BMCE 10-09-2008, 1 ans - 4.10%.	9/9/2009	9/9/2010	200 000	4,100%	infinie
CD BMCE 12/11/2008, 52 sem - 4.40%.	11/05/2009	11/5/2011	180 000	3,600%	infinie
CD BMCE 05/02/2009	2/05/2009	02/05/2010	175 000	4,000%	infinie
CD BMCE 06/07/2009 26 sem	8/24/2009	04-01-2010	1 200 000	3,600%	infinie
CD BMCE 09/09/2009 2 ans	9/9/2009	09/09/2011	57 000	4,000%	infinie
CD BMCE 27/10/2009 13 semaines	10/27/2009	1/26/2010	600 000	3,550%	infinie
CD BMCE 27/10/2009 26 semaines	10/27/2009	04/27/2009	450 000	3,600%	infinie
			4 727 800		

(en milliers de dirhams)

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

PASSIF	2009
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	7 066
OPERATIONS DIVERS SUR TITRES	4 665 626
CREDITEURS DIVERS	702 447
Sommes dues à l'Etat	408 071
Sommes dues aux organismes de prévoyance	32 177
Sommes diverses dues au personnel	110 914
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	25 868
Fournitures de biens et services	
Divers autres créditeurs	125 417
COMPTES DE REGULARISATION	665 957
Comptes d'ajustement des opérations du hors bilan	5 546
Comptes d'écarts sur devises et titres	111 685
Résultats sur produits dérivés de couverture	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	13 469
Charges à payer et produits constatés d'avance	179 783
Autres comptes de régularisation	355 474
TOTAL	6 041 096

(en milliers de dirhams)



PROVISIONS

Provisions	Encours 31/12/2008	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2009
Provisions, déduites de l'actif, sur:	2 455 603	1 162 748	279 769	-14 521	3 324 061
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	2 119 897	663 284	109 362	-1 400	2 672 419
Agios réservés	22 101		889		21 212
Titres de placement	163 957	454	145 540	-519	18 352
Titres de participation et emplois assimilés	145 139	499 010	23 978	-12 602	607 569
Immobilisations en crédit-bail et en location					-
Titres d'investissements	4 509				4 509
Provisions inscrites au passif	475 531	19 300	311 100	-28 886	154 845
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	11 509	1 013	7 813		4 709
Provisions pour risques et charges	5 214		5 214		-
Provisions pour risques généraux (1)	183				183
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges (E.C)	211 278	18 287	185 984	-28 886	14 695
Provisions réglementées	247 347		112 089		135 258
Provisions ayant supporté l'impôt en 1999					
Total général	2 931 134	1 182 048	590 869	-43 407	3 478 906

(en milliers de dirhams)

DETTES SUBORDONNEES AU 31 DECEMBRE 2009

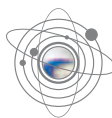
Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours de Clôture Fin Décembre 2009	Taux	Durée (2)	Montant de l'emprunt en monnaie national (ou contrevaletur en KDH)
MAD	500 000	1	4%	5 ans	500 000
MAD	1 000 000	1	4%	10 ANS	1 000 000
MAD	1 000 000	1	5,50%	Perpétuel	1 000 000
MAD	1 000 000	1	4,53%	Perpétuel	1 000 000
EUR	50 000	11,304	5,90%	10 ANS	565 200
EUR	70 000	11,304	5,86%	Perpétuel	791 280
Total					4 856 480

(en milliers de dirhams)

CAPITAUX PROPRES

Capitaux propres	Encours 31/12/2008	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2009
Ecart de réévaluation				
Réserve légale	419 959	40 346		460 305
Autres réserves	4 364 567	310 340	2 036	4 676 943
Primes d'émission, de fusion et d'apport	596 218			596 218
Capital	1 587 514			1 587 514
Capital appelé				
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	5	1		6
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice 2009 (+/-)				502 929
Sous Total	6 968 263	350 687	2 036	7 823 915
Affectation PRG/Réserves				
Résultat net de l'exercice 2009 (+/-)	806 946			
Total	7 775 209	350 687	2 036	7 823 915

(en milliers de dirhams)



ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

2009

2008

Engagements de financement et de garantie donnés	21 416 506	21 861 537
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1 357 621	150 067
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	1 357 621	150 067
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	11 962 018	14 263 685
Crédits documentaires import	2 205 402	2 457 844
Acceptations ou engagements de payer	619 037	814 931
Ouvertures de crédit confirmés	7 722 450	7 875 000
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	1 415 129	3 115 910
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 239 917	2 425 929
Crédits documentaires export confirmés	129 811	12 379
Acceptations ou engagements de payer	113 291	3 684
Garanties de crédits données	45 345	5 445
Autres cautions, avals et garanties donnés	2 951 470	2 404 421
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 856 950	5 021 856
Garanties de crédits données		
Caution et garanties en faveur de l'administration publique	3 666 014	3 669 246
Autres cautions et garanties données	1 190 936	1 352 610
Engagements en souffrance		
Engagements de financement et de garantie reçus	4 324 015	4 159 898
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 293 402	4 129 075
Garanties de crédits	2 683 174	1 308 123
Autres garanties reçues	1 610 228	2 820 952
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 613	30 823
Garanties de crédits	30 613	30 823
Autres garanties reçues		

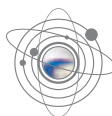
(en milliers de dirhams)



ENGAGEMENTS SUR TITRES

Engagements donnés	
Titres achetés à réméré	
Titres à livrer :	
- Marché primaire	
- Marché gris	
- Marché réglementé	
- Marché gré à gré	198 175
- Autres	
Engagements reçus	
Titres vendus à réméré	
Titres à recevoir :	
- Marché primaire	
- Marché gris	
- Marché réglementé	
- Marchés gré à gré	1 621
- Autres	

(en milliers de dirhams)



OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture 31/12/2009	31/12/2008	Autres opérations Succursale de Paris et TOS	
			31/12/2009	31/12/2008
Opérations de change à terme	35 974 458	12 198 584	1 896 624	2 614 114
Devises à recevoir	11 237 325	2 929 579	1 065 223	1 337 016
Devises à livrer	12 623 702	5 349 890	831 401	1 277 098
Dirhams à recevoir	7 115 156	3 184 478		
Dirhams à livrer	4 998 274	734 637		
Dont swaps financiers de devises				
Engagements sur produits dérivés	4 113 360	2 974 184	660 256	
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	1 875 555	307 456	660 256	
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	2 237 805	2 576 205		
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments		90 523		

(en milliers de dirhams)



VALEURS ET SURETES REÇUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées		Bons de caisses	
Autres titres	2 044 922		
Hypothèques	26 320 305		
Autres valeurs et sûretés réelles	66 886 338		
Total	95 251 565		
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 646 927	Bons du trésor donnés en pension Valeurs donnés en pension	
Autres titres	5 145 788		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
Total	7 792 715		

(en milliers de dirhams)



VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 024 173	2 159 652	1 746 301	6 488 822	1 577 605	13 996 553
Créances sur la clientèle	5 604 651	6 872 424	2 092 342	19 718 722	17 016 894	51 305 033
Titres de créance	8 597 904	55 571	243 540	391 176	1 645 909	10 934 100
Créances subordonnées						0
Crédit-bail et assimilé						0
Total	16 226 728	9 087 647	4 082 183	26 598 720	20 240 408	76 235 686
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 206 458	114 455	1 816 387	1 532 943	72 042	5 742 285
Dettes envers la clientèle	3 792 955	3 073 314	7 320 840	7 756 784	2 895 759	24 839 652
Titres de créance émis	1 890 491	2 315 800	375 000	237 000		4 818 291
Emprunts subordonnés		83 156	0	1 500 000	3 356 480	4 939 636
Total	7 889 904	5 586 725	9 512 227	11 026 727	6 324 281	40 339 864

Commentaires: Ne figurent sur cet état que les emplois / ressources dont l'échéance est contractuelle.

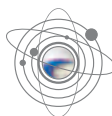
(en milliers de dirhams)



CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE AU 31/12/2009

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENTS
34	20 857 612

(en milliers de dirhams)

**VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE**

BILAN	MONTANT 31/12/2009
Actif	11 546 517
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	33 473
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	6 158 339
Créances sur la clientèle	2 073 373
Titres de transaction et de placement et d'investissement	720 774
Autres actifs	7 388
Titres de participation et emplois assimilés	2 553 170
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et en location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
Passif	5 778 613
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 018 287
Dépôts de la clientèle	384 205
Titres de créance émis	-
Autres passifs	19 641
Dettes Subordonnées	1 356 480
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Hors bilan	4 077 738
Engagements donnés	4 077 738
Engagements reçus	-

(en milliers de dirhams)

**MARGE D'INTERET**

Capitaux moyens	Montants	Coût moyen	Taux de rendement
Encours moyens des emplois	66 899	3 686,3	5,51%
Encours moyens des ressources	78 781	1 637,0	2,08%

(en millions de dirhams)

**PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 31/12/2009**

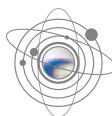
Catégorie des titres	Produits perçus
Titres de participation	13 478
Participations dans les entreprises liées	152 663
Emplois assimilés	48 712
Total	214 853

(en milliers de dirhams)

**COMMISSIONS**

	Montant
Commissions perçues	735 046
Sur opérations avec les établissements de crédit	649 048
Sur opérations avec la clientèle	
Sur opérations de change relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	
Sur produits dérivés	
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	908
Sur moyens de paiement	
Sur activité de conseil et d'assistance	
Sur ventes de produits d'assurance	85 090
Sur autres prestations de service	
Commissions versées	118 563
Sur opérations avec les établissements de crédit	
Sur opérations avec la clientèle	
Sur opérations de change relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	20 893
Sur produits dérivés	
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	
Sur moyens de paiement	38 230
Sur activité de conseil et d'assistance	
Sur ventes de produits d'assurance	
Sur autres prestations de service	59 440

(en milliers de dirhams)



RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

PRODUITS ET CHARGES	Montant
PRODUITS	1 220 917
Gains sur les titres de transaction	670 061
Plus-value de cession sur titres de placement	
Reprise de provisions sur dépréciation des titres de placement	145 541
Gains sur les produits dérivés	67 922
Gains sur les opérations de change	337 392
CHARGES	285 605
Pertes sur les titres de transaction	52 112
Moins value de cession sur titres de placement	
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	
Pertes sur les produits dérivés	80 389
Pertes sur les opérations de change	153 104

(en milliers de dirhams)

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Charges	31/12/2009	31/12/2008
Charges de personnel	1 074 469	1 061 406
Impôts et taxes	31 579	33 339
Charges externes	991 958	913 425
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	200 190	169 904

(en milliers de dirhams)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

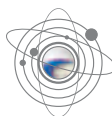
Produits et charges	31/12/2009	31/12/2008
Autres produits et charges bancaires	754 045	157 985
Autres produits bancaires	1 306 915	931 211
Autres charges bancaires	552 870	773 226
Produits et charges d'exploitation non bancaire	29 518	354 645
Produits d'exploitation non bancaire	55 236	373 918
Charges d'exploitation non bancaire	25 717	19 273
Autres charges		
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	1 245 364	574 788
Autres produits		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	456 186	478 975

(en milliers de dirhams)

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE **AU 31 DECEMBRE 2009**

	MAROC
PRODUIT NET BANCAIRE	3 605 258
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 126 319
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	659 136

(en milliers de dirhams)



PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

RESULTAT COMPTABLE	502 929
A réintégrer	202 909
Impôt sur les sociétés	152 498
Dons et subventions	2 847
Cadeaux	6 728
Charges non déductibles	19 112
Primes de jouets	2 584
Amortissement voitures non déductibles	8 383
Amortissement dérogatoire	10 757
Provision forfaitaire	0
A déduire	297 924
Dividendes	185 834
Reprise du 1/3 de la provision pour investissement	112 090
Résultat imposable	407 915
Résultat net fiscal	407 915
I/S 37 %	152 498
Résultat net	502 929

(en milliers de dirhams)



DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I. Détermination du résultat	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	655 427
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes	50 411
. Déductions fiscales sur opérations courantes	297 924
. Résultat courant théoriquement imposable	407 915
. Impôt théorique sur résultat courant	150 928
. Résultat courant après impôts	504 499
II. Indications du régime fiscal et des avantages octroyés par les codes des investissements ou par des dispositions légales spécifiques	

(en milliers de dirhams)



DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Nature	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Declarations T.V.A de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. T.V.A. Facturée	71 955	427 825	424 237	75 543
B. T.V.A. Récupérable	62 043	301 071	278 668	84 446
* Sur charges	53 122	235 146	212 927	75 341
* Sur immobilisations	8 921	65 925	65 741	9 105
C. T.V.A. due ou crédit de				
T.V.A. = (A - B)	9 912	126 754	145 569	-8 903

(en milliers de dirhams)

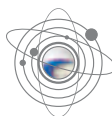


REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 / 12 / 2009

CAPITAL : 1.587.513.900 DIRHAMS - NOMBRE D' ACTIONS : 158.751.390		Valeur nominale : 10DH		
Raison sociale	Siège social	Activité	Nombre d'actions	% du Capital
A- ACTIONNAIRES MAROCAINS				
RMA WATANYA *	67 Avenue des FAR- Casablanca	Cie d'assurances	48 124 861	30,31%
BMCE BANK	140, Avenue Hassan II - Casablanca	Banque	11 609 647	7,31%
S.F.C.M.	239, Bd Mohamed V - Casablanca	Sté Financière	907 190	0,57%
FINANCECOM	69 Avenue des FAR- Casablanca	Holding	7 938 790	5,00%
C.I.M.R.	100, Bb.Abdelmoumen-Casablanca	Caisse de retraite	7 414 490	4,67%
MAMDA/MCMA	16 Rue Abou Inane- Rabat	Cie d'assurances	10 451 162	6,58%
PERSONNEL BMCE			352 322	0,22%
SBVC ET DIVERS			27 631 966	17,41%
TOTAL (1)			114 430 428	72,1%
B- ACTIONNAIRES ETRANGERS				
BANCO ESPIRITO SANTO / FUNDO	Avenida da libertad 195 1250-142 Lisbonne	Banque	4 004 020	2,52%
PENSOES BESCL	Avenida da libertad 195 1250-142 Lisbonne	Banque	397 220	0,25%
BANCO ESPIRITO SANTO	96-98 Rue du Rhône-1211 Geneve	Banque	328 350	0,21%
UNION BANCAIRE PRIVEE				
BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL		Banque	31 653 802	19,94%
CAJA DEL MEDITERRANEO, ALICANTE		Caisse d'épargne	7 937 570	5,00%
TOTAL (2)			44 320 962	27,9%
TOTAL			158 751 390	100,00%
* Hors OPCVM dédiés de RMA WATANYA				

(en milliers de dirhams)

(en milliers de dirhams)



AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision du 28 mai 2007		Réserve légale	40 347
Report à nouveau	5	Dividendes	476 254
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes sur actions propres	-19 991
Résultat net de l'exercice	806 946	Autres affectations	310 341
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	806 951	TOTAL B	806 951

(en milliers de dirhams)



RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	Exercice 2009	Exercice 2008	Exercice 2007
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	12 898 809	11 931 793	8 792 589
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	3 713 830	2 925 494	3 671 588
2- Résultat avant impôts	655 427	1 154 254	1 782 310
3- Impôts sur les résultats	152 498	347 308	566 014
4- Bénéfices distribués	438 440	461 654	371 214
5- Résultats non distribués	64 489	345 292	845 082
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	3	5	77
Bénéfice distribué par action ou part sociale	3	3	30
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 074 469	1 061 406	964 651
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	4 900	4 592	4 004

(en milliers de dirhams)



DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION	
. Date de clôture (1)	31 décembre 2009
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	26 mars 2010
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	
II. Evénements nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachables à cet exercice et connus avant la 1^{ère} communication externe des états de synthèse	
Dates	Indications des événements
. Favorables	N E A N T
. Défavorables	Contrôle Fiscal sur la période 2006-2008

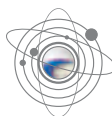
(en milliers de dirhams)



EFFECTIFS

EFFECTIFS	31/12/2009	31/12/2008
Effectifs rémunérés	4 900	4 592
Effectifs utilisés	4 900	4 592
Effectifs équivalent plein temps	4 900	4 592
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	2 248	2 031
Employés (équivalent plein temps)	2 652	2 561

(en milliers de dirhams)



TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES AVEC DEPOTS AU 31 / 12 / 09

TITRES	Nombre de comptes		Montants	
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2008	31/12/2008
Titres dont l'établissement est dépositaire	14 036	17 563	147 100 000	132 100 000
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	54	48	9 713 000	10 240 000
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	447	433	49 579 000	37 940 000
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

(en milliers de dirhams)

RESEAU

RESEAU	31/12/2009	31/12/2008
Guichets permanents	562	510
Guichets périodiques		
Guichets automatiques de banque	601	547
Succursales et agences à l'étranger	1	3
Bureaux de représentation à l'étranger	24	24

(en nombre)

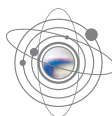
COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	31/12/2009	31/12/2008
Comptes courants	68 752	63 450
Comptes chèques, hors MRE	990 237	966 492
Comptes MRE	206 443	162 531
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne	779 890	720 748
Comptes à terme	13 192	12 741
Bons de caisse	3 003	2 876

(en nombre)

Sont assortis de la mention Néant, pour l'exercice 2009, les états suivants :

- ETAT DES DEROGATIONS
- ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- CREANCES SUBORDONNEES
- IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
- SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIES



BILAN
ACTIVITÉ MAROC
AU 31 DÉCEMBRE 2009



2009 **2008**

Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 988 100	7 934 884
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	18 688 527	18 026 703
. À vue	2 102 630	4 687 338
. À terme	16 585 897	13 339 365
Créances sur la clientèle	64 638 857	58 634 122
. Crédits de trésorerie et à la consommation	22 838 838	21 942 464
. Crédits à l'équipement	13 405 374	12 100 650
. Crédits immobiliers	22 813 271	19 174 343
. Autres crédits	5 581 374	5 416 665
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	27 218 623	21 114 452
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 016 015	6 117 553
. Autres titres de créances	492 975	1 308 679
. Titres de propriété	17 709 633	13 688 220
Autres actifs	1 990 526	2 837 398
Titres d'investissement	1 425 110	793 647
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	734 959	739 094
. Autres titres de créance	690 151	54 553
Titres de participation et emplois assimilés	3 670 967	3 032 158
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	230 565	154 246
Immobilisations corporelles	1 808 207	1 625 399
Total de l'Actif	127 659 482	114 153 009

(en milliers de dirhams)

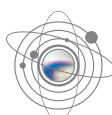


2009 **2008**

Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	8 815 524	7 733 551
. À vue	635 914	1 776 953
. À terme	8 179 610	5 956 598
Dépôts de la clientèle	95 813 375	88 738 720
. Comptes à vue créditeurs	51 456 193	44 695 425
. Comptes d'épargne	14 419 119	13 314 745
. Dépôts à terme	25 189 329	26 677 679
. Autres comptes créditeurs	4 748 734	4 050 871
Titres de créance émis	4 818 291	2 609 569
. Titres de créance négociables	4 818 291	2 609 569
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	5 924 925	3 700 861
Provisions pour risques et charges	14 522	61 137
Provisions réglementées	135 257	247 347
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	4 939 635	3 909 237
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	5 103 602	4 752 914
Capital	1 587 514	1 587 514
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	2	5
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	506 835	812 154
Total du Passif	127 659 482	114 153 009

(en milliers de dirhams)

ENGAGEMENTS DONNES	21 254 861	21 708 879
Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés	1 357 621	150 067
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	11 778 323	14 263 685
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 123 503	2 291 056
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	4 797 520	4 962 290
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	197 894	41 781
ENGAGEMENT RECUS	4 108 515	4 152 931
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 076 436	4 080 327
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 612	30 823
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	1 467	41 781

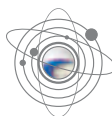
(en milliers de dirhams)


COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES
ACTIVITÉ MAROC
AU 31 DÉCEMBRE 2009

2009
2008

Produits d'exploitation bancaire	6 377 423	5 463 002
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	242 565	437 944
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 755 554	3 223 710
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	275 378	202 783
Produits sur titres de propriété	214 853	151 916
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		0
Commissions sur prestations de service	647 311	598 020
Autres produits bancaires	1 241 762	848 629
Charges d'exploitation bancaire	2 772 165	2 577 342
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	407 447	270 899
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 731 753	1 512 159
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	137 243	89 747
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		-
Autres charges bancaires	495 722	704 537
Produit net bancaire	3 605 258	2 885 660
Produits d'exploitation non bancaire	55 236	368 267
Charges d'exploitation non bancaire	25 717	19 273
Charges générales d'exploitation	2 293 838	2 154 855
Charges de personnel	1 072 231	1 053 109
Impôts et taxes	31 579	32 792
Charges externes	990 504	901 747
Autres charges générales d'exploitation	548	-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	198 976	167 207
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	976 472	402 012
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	654 980	195 482
Pertes sur créances irrécouvrables	63 767	96 227
Autres dotations aux provisions	257 725	110 303
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	294 669	477 082
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	109 363	267 066
Récupérations sur créances amorties	11 180	56 256
Autres reprises de provisions	174 126	153 760
Résultat courant	659 136	1 154 869
Produits non courants		4 161
Charges non courantes		
Résultat avant impôts sur les résultats	659 136	1 159 030
Impôts sur les résultats	152 301	346 876
Résultat net de l'exercice	506 835	812 154

(en milliers de dirhams)



ETAT DES SOLDES DE GESTION
ACTIVITÉ MAROC
AU 31 DÉCEMBRE 2009



TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

2009

2008

+ Intérêts et produits assimilés	4 273 497	3 864 437
- Intérêts et charges assimilées	2 276 443	1 872 805
Marge d'intérêt	1 997 054	1 991 632
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues	732 401	696 540
- Commissions servies	117 500	102 189
Marge sur commissions	614 901	594 351
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	564 601	213 081
+ Résultat des opérations sur titres de placement	187 138	-76 341
+ Résultat des opérations de change	187 338	143 079
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-12 467	-6 058
Résultat des opérations de marché	926 610	273 761
+ Divers autres produits bancaires	214 853	151 916
- Divers autres charges bancaires	148 160	126 000
Produit net bancaire	3 605 258	2 885 660
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-217 837	205 735
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	55 236	67 258
- Autres charges d'exploitation non bancaire	22 500	18 772
- Charges générales d'exploitation	2 293 838	2 154 855
Résultat brut d'exploitation	1 126 319	985 026
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	598 205	-31 613
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-131 022	-138 230
Résultat courant	659 136	1 154 869
Résultat non courant		4 161
- Impôts sur les résultats	152 301	346 876
Résultat net de l'exercice	506 835	812 154

(en milliers de dirhams)



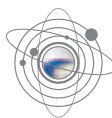
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

2009

2008

+ Résultat net de l'exercice	506 835	812 154
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	198 976	167 207
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	238 598	99 568
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	23 979	153 760
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	472	9 201
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		301 009
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	3 218	500
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ Capacité d'autofinancement	923 176	615 459
- Bénéfices distribués	456 263	461 654
+ Autofinancement	466 913	153 805

(en milliers de dirhams)



BILAN
SUCCURSALE DE PARIS
AU 31 DÉCEMBRE 2009

 ACTIF

2009

2008

Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		
. À vue		
. À terme		
Créances sur la clientèle		
. Crédits de trésorerie et à la consommation		
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits		
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créances		
. Titres de propriété		
Autres actifs	213 507	207 763
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés	557 090	758 519
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Total de l'actif	770 597	966 282

(en milliers de dirhams)

 PASSIF

2009

2008

Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		
. À vue		
. À terme		
Dépôts de la clientèle		
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs		
Titres de créance émis		
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	55 266	25 958
Provisions pour risques et charges		167 048
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	547 720	545 515
Capital	267 340	266 264
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)		
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	-99 729	-38 503
Total du Passif	770 597	966 282

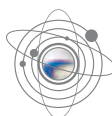
(en milliers de dirhams)

2009
2008
Engagements donnés

Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle
Titres achetés à réméré
Autres titres à livrer

Engagements reçus

Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers
Titres vendus à réméré
Autres titres à recevoir

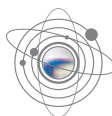
(en milliers de dirhams)


COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES
SUCCURSALE DE PARIS
AU 31 DÉCEMBRE 2009

2009
2008

Produits d'exploitation bancaire	-	25 612
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		9 931
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		1 336
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		3 912
Produits sur titres de propriété		-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		-
Commissions sur prestations de service		30
Autres produits bancaires		10 403
Charges d'exploitation bancaire	-	25 635
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit		9 571
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		1 104
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		-
Autres charges bancaires		14 960
Produit net bancaire	-	-23
Produits d'exploitation non bancaire		5 651
Charges d'exploitation non bancaire		
Charges générales d'exploitation	271	17 157
Charges de personnel		5 478
Impôts et taxes		547
Charges externes	271	11 023
Autres charges générales d'exploitation		-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles		109
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	260 410	171 068
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions	260 410	171 068
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	160 952	484
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Récupérations sur créances amorties		480
Autres reprises de provisions	160 952	4
Résultat courant	-99 729	-182 113
Produits non courants		143 841
Charges non courantes		
Résultat avant impôts sur les résultats	-99 729	-38 272
Impôts sur les résultats		231
Résultat net de l'exercice	-99 729	-38 503

(en milliers de dirhams)



ETAT DES SOLDES DE GESTION
SUCCURSALE DE PARIS
AU 31 DÉCEMBRE 2009



TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

	2009	2008
+ Intérêts et produits assimilés		11 267
- Intérêts et charges assimilées		10 622
Marge d'intérêt	-	645
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues		
- Commissions servies		54
Marge sur commissions	-	-54
+ Résultat des opérations sur titres de transaction		
+ Résultat des opérations sur titres de placement		4 043
+ Résultat des opérations de change		-451
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		-4 131
Résultat des opérations de marché	-	-539
+ Divers autres produits bancaires		30
- Divers autres charges bancaires		105
Produit net bancaire	-	-23
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-260 410	
+ Autres produits d'exploitation non bancaire		5 651
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	271	17 157
Résultat brut d'exploitation	-260 681	-11 529
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		480
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	160 952	171 064
Résultat courant	-99 729	-182 113
Résultat non courant		143 841
- Impôts sur les résultats		231
Résultat net de l'exercice	-99 729	-38 503

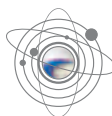
(en milliers de dirhams)



CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	2009	2008
+ Résultat net de l'exercice	-99 729	-38 503
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	0	109
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	260 410	
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	160 952	
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ Capacité d'autofinancement	-271	-38 394
- Bénéfices distribués		
+ Autofinancement	-271	-38 394

(en milliers de dirhams)



BILAN
SUCCURSALE DE PARIS
AU 31 DÉCEMBRE 2009



ACTIF

2009

2008

Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés		
. À vue		
. À terme		
Créances sur la clientèle	-	-
. Crédits de trésorerie et à la consommation		
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits		
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créances		
. Titres de propriété		
Autres actifs	18 888	18 454
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés	49 283	67 373
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Total du Passif	68 170	85 827

(en milliers d'Euros)



PASSIF

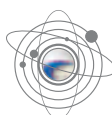
2009

2008

Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-	-
. À vue		
. À terme		
Dépôts de la clientèle	-	-
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs		
Titres de créance émis		
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	4 889	19 105
Provisions pour risques et charges		0
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	48 454	48 454
Capital	23 650	23 650
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)		-1 962
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	-8 822	-3 420
Total du Passif	68 170	85 827

(en milliers d'Euros)

Engagements donnés
Engagements de financement donné en faveur d'établissement de crédit et assimilés
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle
Titres achetés à réméré
Autres titres à livrer
Engagements reçus
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers
Titres vendus à réméré
Autres titres à recevoir

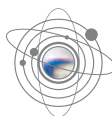
(en milliers d'Euros)


**COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES
SUCCURSALE DE PARIS
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

2009
2008

Produits d'exploitation bancaire	-	2 276
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		882
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle		119
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance		348
Produits sur titres de propriété		-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		-
Commissions sur prestations de service		3
Autres produits bancaires		924
Charges d'exploitation bancaire	-	2 278
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit		850
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle		98
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		-
Autres charges bancaires		1 330
Produit net bancaire	-	-2
Produits d'exploitation non bancaire		502
Charges d'exploitation non bancaire		
Charges générales d'exploitation	24	17 157
Charges de personnel		487
Impôts et taxes		49
Charges externes	24	979
Autres charges générales d'exploitation		-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles		10
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	23 037	171 068
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions	23 037	15 195
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	14 238	484
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		43
Récupérations sur créances amorties		-
Autres reprises de provisions	14 238	-
Résultat courant	-8 822	-182 113
Produits non courants		12 777
Charges non courantes		
Résultat avant impôts sur les résultats	-8 822	-3 400
Impôts sur les résultats		20
Résultat net de l'exercice	-8 822	-3 420

(en milliers d'Euros)



ETAT DES SOLDES DE GESTION
SUCCURSALE DE PARIS
AU 31 DÉCEMBRE 2009



TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

2009

2008

+ Intérêts et produits assimilés		1 001
- Intérêts et charges assimilées		943
Marge d'intérêt		58
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues		
- Commissions servies		5
Marge sur commissions		-5
+ Résultat des opérations sur titres de transaction		
+ Résultat des opérations sur titres de placement		359
+ Résultat des opérations de change		-40
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		-367
Résultat des opérations de marché		-48
+ Divers autres produits bancaires		3
- Divers autres charges bancaires		10
Produit net bancaire		-2
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-23 037	
+ Autres produits d'exploitation non bancaire		501
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	24	1 525
Résultat brut d'exploitation	-23 061	-1 026
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		43
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	14 238	15 194
Résultat courant	-8 822	-16 177
Résultat non courant		12 777
- Impôts sur les résultats		20
Résultat net de l'exercice	-8 822	-3 420

(en milliers d'Euros)



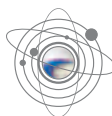
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

2009

2008

+ Résultat net de l'exercice	-8 822	-3 420
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-	10
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	23 037	
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	14 238	
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ Capacité d'autofinancement	-24	-3 410
- Bénéfices distribués		
+ Autofinancement	-24	-3 410

(en milliers d'Euros)



BILAN
BMCE BANK BANQUE OFFSHORE
AU 31 DÉCEMBRE 2009

 ACTIF

	2009	2008
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 171	1 531
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2 526 817	2 140 179
. À vue	53 828	88 192
. À terme	2 472 989	2 051 987
Créances sur la clientèle	801 353	546 987
. Crédits de trésorerie et à la consommation	125 418	156 537
. Crédits à l'équipement	674 082	381 220
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits	1 853	9 230
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	126	661 209
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créances		660 308
. Titres de propriété	126	901
Autres actifs	53 138	114 061
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés		
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	1 491	806
Immobilisations corporelles	917	1 060
Total de l'Actif	3 385 013	3 465 833

(en milliers de dirhams)

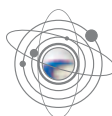
 PASSIF

	2009	2008
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 665 582	2 867 283
. À vue		9
. À terme	2 665 582	2 867 274
Dépôts de la clientèle	492 055	385 311
. Comptes à vue créditeurs	232 071	93 897
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	230 969	261 595
. Autres comptes créditeurs	29 015	29 819
Titres de créance émis		
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	24 393	72 893
Provisions pour risques et charges	173	
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecart de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	103 032	103 023
Capital - DOTATION -	3 950	4 028
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	5	
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	95 823	33 295
Total du Passif	3 385 013	3 465 833

(en milliers de dirhams)

2009
2008

Engagements donnés	359 818	294 118
Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	183 694	
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	116 414	234 552
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	59 430	59 566
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	280	
Engagement reçus	216 966	148 427
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	216 966	148 427
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	154	

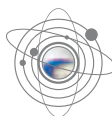
(en milliers de dirhams)


COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES
BMCE BANK OFFSHORE
AU 31 DÉCEMBRE 2009

2009
2008

Produits d'exploitation bancaire	239 431	258 553
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	127 120	142 886
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	31 567	17 932
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	13 854	23 306
Produits sur titres de propriété	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	1 737	2 250
Autres produits bancaires	65 153	72 179
Charges d'exploitation bancaire	130 860	218 696
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	71 190	156 448
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	2 522	8 519
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	57 148	53 729
Produit net bancaire	108 571	39 857
Produits d'exploitation non bancaire		
Charges d'exploitation non bancaire		
Charges générales d'exploitation	4 634	6 062
Charges de personnel	2 238	2 819
Impôts et taxes	1 182	655
Charges externes		
Autres charges générales d'exploitation		-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 214	2 588
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	8 481	1 708
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	8 305	1 128
Pertes sur créances irrécouvrables	3	4
Autres dotations aux provisions	173	576
Reprises de provisions et recuperations sur créances amorties	565	1 409
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	565	1 409
Résultat courant	96 021	33 496
Produits non courants		
Charges non courantes		
Résultat avant impôts sur les résultats	198	201
Impôts sur les résultats		
Résultat net de l'exercice	95 823	33 295

(en milliers de dirhams)



ETAT DES SOLDES DE GESTION
BMCE BANK BANQUE OFFSHORE
AU 31 DÉCEMBRE 2009

 TABEAU DE FORMATION DES RESULTATS

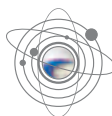
	2009	2008
+ Intérêts et produits assimilés	172 541	184 124
- Intérêts et charges assimilées	73 712	164 967
Marge d'intérêt	98 829	19 157
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues	2 645	4 076
- Commissions servies	1 063	4 323
Marge sur commissions	1 582	-247
+ Résultat des opérations sur titres de transaction		
+ Résultat des opérations sur titres de placement	11 750	17 754
+ Résultat des opérations de change	-3 049	3 326
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	8 701	21 080
+ Divers autres produits bancaires		
- Divers autres charges bancaires	541	133
Produit net bancaire	108 571	39 857
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire		
- Autres charges d'exploitation non bancaire		
- Charges générales d'exploitation	4 634	6 062
Résultat brut d'exploitation	103 937	33 795
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	8 308	1 131
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-392	-832
Résultat courant	96 021	33 496
Résultat non courant		
- Impôts sur les résultats	198	201
Résultat net de l'exercice	95 823	33 295

(en milliers de dirhams)

 CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	2009	2008
+ Résultat net de l'exercice	95 823	33 295
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 214	2 588
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes	173	576
- Reprises de provisions	565	1 409
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ Capacité d'autofinancement	96 645	35 050
- Bénéfices distribués		
+ Autofinancement	96 645	35 050

(en milliers de dirhams)



BILAN
BMCE BANK BANQUE OFFSHORE
AU 31 DÉCEMBRE 2009

 ACTIF

2009

2008

Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	148	190
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	319 868	265 699
. A vue	6 814	10 949
. A terme	313 054	254 750
Créances sur la clientèle	101 443	67 907
. Crédits de trésorerie et à la consommation	15 877	19 433
. Crédits à l'équipement	85 332	47 328
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits	235	1 146
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	16	82 088
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		81 976
. Titres de propriété	16	112
Autres actifs	6 727	14 160
Titres d'investissement		
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
Titres de participation et emplois assimilés		
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	189	132
Immobilisations corporelles	116	100
Total de l'actif	428 507	430 276

(en milliers de dollars)

 PASSIF

2009

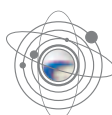
2008

Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	337 435	355 968
. A vue		1
. A terme	337 435	355 967
Dépôts de la clientèle	62 289	47 836
. Comptes à vue créditeurs	29 378	11 657
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme	29 238	32 477
. Autres comptes créditeurs	3 673	3 702
Titres de créance émis		
. Titres de créances négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres de créance émis		
Autres passifs	3 088	9 050
Provisions pour risques et charges	22	
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecarts de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	13 043	12 790
Capital - dotation -	500	500
Actionnaires. Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	1	
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	12 130	4 134
Total du passif	428 507	430 276

(en milliers de dollars)

	2009	2008
Engagements donnés	45 549	36 514
Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	23 254	
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	14 737	29 119
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	7 523	7 395
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	35	
Engagements reçus	27 466	18 427
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	27 466	18 427
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	19	

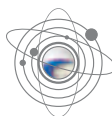
(en milliers de dollars)



COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES
BMCE BANK BANQUE OFFSHORE
 AU 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
Produits d'exploitation bancaire	30 309	32 099
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	16 092	17 739
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	3 996	2 226
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	1 754	2 893
Produits sur titres de propriété		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	220	279
Autres produits bancaires	8 248	8 962
Charges d'exploitation bancaire	16 566	27 151
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	9 012	19 423
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	319	1 058
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	7 234	6 670
Produit net bancaire	13 744	4 948
Produits d'exploitation non bancaire	0	
Charges d'exploitation non bancaire	0	
Charges générales d'exploitation	587	753
Charges de personnel	283	350
Impôts et taxes		
Charges externes	150	82
Autres charges générales d'exploitation		
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	154	321
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	1 074	212
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 051	140
Pertes sur créances irrécouvrables	0	
Autres dotations aux provisions	22	72
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	72	174
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	72	174
Résultat courant	12 155	4 158
Produits non courants		
Charges non courantes		
Résultat avant impôts sur les résultats	12 155	4 158
Impôts sur les résultats	25	25
Résultat net de l'exercice	12 130	4 133

(en milliers de dollars)



ÉTAT DES SOLDES DE GESTION
BMCE BANK BANQUE OFFSHORE
AU 31 DÉCEMBRE 2009



TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS

2009

2008

+ Intérêts et produits assimilés	21 842	22 858
- Intérêts et charges assimilées	9 331	20 480
Marge d'intérêts	12 511	2 378
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location		
+ Commissions perçues	335	506
- Commissions servies	135	537
Marge sur commissions	200	-31
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	1 487	
+ Résultat des opérations sur titres de placement		2 204
+ Résultat des opérations de change	-386	413
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	1 101	2 617
+ Divers autres produits bancaires		
- Divers autres charges bancaires	68	17
Produit net bancaire	13 744	4 948
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire		
- Autres charges d'exploitation non bancaire		
- Charges générales d'exploitation	587	753
Résultat brut d'exploitation	13 157	4 195
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 052	104
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-50	-104
Résultat courant	12 155	4 158
Résultat non courant		
- Impôts sur les résultats	25	25
Résultat net de l'exercice	12 130	4 133

(en milliers de dollars)



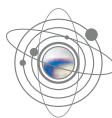
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

2009

2008

+ Résultat net de l'exercice	12 130	4 133
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	19	321
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux		
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes	3	72
- Reprises de provisions	9	174
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession sur immobilisations financières		
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissements reçus		
+ Capacité d'autofinancement	12 143	4 352
- Bénéfices distribués		
+ Autofinancement	12 143	4 352

(en milliers de dollars)



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS



47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

Aux Actionnaires de
BMCE Bank
140, Avenue Hassan II
Casablanca



ERNST & YOUNG

37, Bd Abdellatif Ben
Kaddour
20 060 Casablanca
Maroc

Rapport d'Audit sur les Etats Financiers Consolidés Exercice du 1^{er} Janvier au 31 Decembre 2009

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur et ses filiales (Groupe BMCE Bank), comprenant le bilan au 31 décembre 2009, le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

BMCE Bank a reçu le 12 janvier 2010 un avis de vérification fiscale de l'Impôt sur les Sociétés (IS), l'Impôt sur le Revenu (IR) et la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) au titre des exercices 2006, 2007 et 2008. En l'état actuel de la procédure, nous ne sommes pas en mesure d'estimer les impacts éventuels de ce contrôle sur le résultat et les capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2009.

A notre avis, sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe BMCE Bank au

31 décembre 2009, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 17 mai 2010
Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

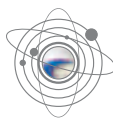


Faïçal MEKOUAR
Associé Gérant

ERNST & YOUNG



Bachir TAZI
Associé



EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

1.1 - Contexte

L'application des normes IAS/IFRS est obligatoire à partir de l'exercice ouvert à partir du 01/01/2008.

L'objectif primordial des autorités réglementaires est de doter les établissements de crédit d'un cadre de comptabilité et d'information financière conforme aux standards internationaux en termes de transparence financière et de qualité de l'information fournie.

Le Groupe BMCE Bank a adopté les normes internationales d'information financière IFRS, approuvées par l'IASB, depuis l'arrêté des comptes consolidés au 31 décembre 2008, avec un bilan d'ouverture au 1er janvier 2007.

1.2 - Consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le groupe détient des participations directes ou indirectes. Le niveau d'intégration (une intégration globale, une intégration proportionnelle ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le groupe exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable. Toutefois, les entités identifiées sous contrôle conjoint (coentreprises) peuvent être consolidées selon la méthode proportionnelle ou évaluées par mise en équivalence.

La nouveauté apportée par les normes internationales d'information financière concerne les entités ad hoc, structures juridiques distinctes créées spécifiquement, par le Groupe, pour réaliser un objectif limité et bien défini. Celles-ci doivent être consolidées quels que soient leur forme juridique et le pays d'exercice de leur activité.

Sont exclues de la consolidation :

- Les entités contrôlées de façon temporaire ; c'est-à-dire acquise et détenue en vue d'une cession à court terme c'est-à-dire dans les 12 mois ;
- Les entités représentant des actifs détenus à des fins de transactions et comptabilisés à la juste valeur avec une variation au compte de résultat.

Les normes IAS 27, IAS 28 et IAS 31 ne prévoient pas de présomption de contrôle et par conséquent une intégration globale pour les filiales détenues entre 40% et 50%.

1.2.1 Options Retenues par BMCE Bank

• Définition du périmètre

Le groupe BMCE Bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0.5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0.5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0.5% des produits bancaires de l'entité mère ;
- Ses seuils « cumulatifs » permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

• Exception

Une entité ayant une contribution non significative doit intégrer le périmètre de consolidation si elle détient des parts dans des filiales qui vérifient un des critères ci-dessus décrits.

• Exclusions du périmètre de consolidation

BMCE Bank exclut de son périmètre de consolidation les entités contrôlées ou sous influence notable lorsque dès leurs acquisitions, les titres de ces entités sont détenus avec l'intention d'une cession dans les courts termes. Ces titres sont, dans ce cas, comptabilisés dans la catégorie des actifs destinés à être cédés, et évalués à la juste valeur par le résultat.

Sont aussi exclues du périmètre de consolidation, les participations (hors participations majeurs) détenues par des entités de capital-risque dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

1.3. Immobilisations Corporelles

Une immobilisation corporelle est un bien par nature durable détenu par l'entreprise pour être utilisé par elle-même ou loué à un tiers.

• Evaluation initiale

Les immobilisations sont enregistrées initialement à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables.

• Evaluation ultérieure

Une immobilisation corporelle peut être évaluée selon deux méthodes.

- Le modèle du coût (méthode préférentielle) : correspond au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.
- Le modèle de la réévaluation (méthode optionnelle) : correspond à sa juste valeur à la date de la réévaluation diminuée du cumul des amortissements ainsi que du cumul des pertes de valeur ultérieures. La juste valeur correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

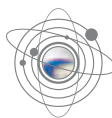
• Approche par composants

Dès lors que des éléments d'un actif présentent des durées d'utilité et des rythmes de consommation des avantages attendus différents, ils doivent être reconnus séparément, comme des composants distincts et amortis de façon systématique sur leurs durées d'utilité propres.

• Règles d'amortissement

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif diminué par la valeur résiduelle, celle-ci correspond au prix actuel de l'actif tenant compte de l'âge et de l'état estimés de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

L'amortissement d'un actif corporel s'étend sur la durée d'utilité qui correspond à la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement doit refléter le rythme de consommation des avantages économiques futurs. Les méthodes et les durées d'amortissement doivent être revues périodiquement par



l'entreprise, et en conséquence, les dotations aux amortissements de l'exercice en cours et des exercices futurs doivent être réajustées.

Même si la juste valeur de l'actif comptable est supérieure à sa valeur comptable, on comptabilise l'amortissement et ceci tant que la valeur résiduelle ne dépasse pas sa valeur comptable.

❖ Perte de valeur

Une perte de valeur est le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable, laquelle correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

1.3.1 - Options Retenues par BMCE Bank

❖ Évaluation initiale

Le Groupe a opté pour la méthode du coût, la privilégiant ainsi à la méthode de réévaluation prévue par la norme IAS16. Toutefois, le Groupe a jugé pertinent d'appliquer la méthode de la réévaluation pour une partie des terrains.

La norme Groupe prévoit de ne pas intégrer, dans le calcul du coût d'entrée d'une immobilisation, les frais d'emprunts supportés à l'occasion.

❖ Valeur résiduelle

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM. En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

❖ Durée d'amortissement

Le Groupe a adopté un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

❖ Approche par composants

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe pour le bilan d'ouverture est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank.

Matrice de décomposition

	Immeubles : Sièges		Immeubles : Autres que Sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80 ans	55%	80 ans	65%
Façade	30 ans	15%	-	-
Installations générales techniques	20 ans	20%	20 ans	15%
Agencements	10 ans	10%	10 ans	20%

❖ Perte de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

1.4 Immeubles de Placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

La norme IAS 40 laisse le choix de l'évaluation des immeubles de placement :

- Soit en juste valeur avec variation de JV en résultat chaque année ou,
- Soit au coût amorti.

Toute option choisie, doit être appliquée à l'ensemble des immeubles de placement.

1.4.1 - Options Retenues par le Groupe BMCE Bank

❖ Recensement

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

❖ Valorisation

Le Groupe BMCE Bank a opté pour la méthode du coût amorti pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

1.5. Immobilisations Incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire et sans substance physique.

Elle est :

- Identifiable afin de la distinguer du Goodwill ;
- Contrôlée si l'entreprise a le pouvoir d'obtenir les avantages économiques futurs découlant de la ressource sous-jacente et si elle peut également restreindre l'accès des tiers à ses avantages.

La norme IAS38 distingue deux phases pour les immobilisations incorporelles générées en interne.

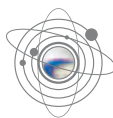
Phase	Immobilisation/charge
Recherche	Charge
Développement	Immobilisation

Les frais résultant de la phase de développement doivent être immobilisés s'il est possible de démontrer :

- La faisabilité technique du produit ;
- L'intention de mener à bien le projet ;
- La capacité de l'entreprise à le vendre ou à l'utiliser ;
- La capacité financière à mener à bien le projet ;
- Les avantages économiques futurs profiteront à l'entreprise.

❖ Évaluation initiale

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.



La norme IAS 38 fait référence à 2 méthodes pour l'évaluation postérieure d'une immobilisation incorporelle.

- Le coût amorti : l'immobilisation est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.
- La réévaluation : l'immobilisation incorporelle doit être comptabilisée à son montant réévalué, à savoir sa juste valeur à la date de réévaluation, diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul des pertes de valeur ultérieures. La juste valeur doit être déterminée par rapport à un marché actif. Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Amortissement

Toutes les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement sur une durée maximale de 20 ans. Une immobilisation incorporelle à durée de vie illimitée n'est pas amortie, dans ce cas précis, un test de dépréciation devra être fait à chaque date de clôture.

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Perte de valeur

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

1.5.1 - Options Retenues par BMCE Bank

Pour la première application, le Groupe a opté pour la reconstitution du coût amorti.

Il a été décidé, en outre, de ne pas activer les logiciels développés en interne dans le bilan d'ouverture, et de mettre en place un système de suivi des coûts de développement dans le futur.

Pour l'évaluation postérieure des immobilisations incorporelles, le Groupe a opté pour la méthode du coût amorti.

Amortissement

Le Groupe a décidé de maintenir les durées actuellement utilisées.

Valeur résiduelle

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le Groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle ne serait retenue.

1.6 Titres

La norme IAS 39 répartit les actifs financiers en quatre catégories ainsi définies en fonction de l'intention de gestion.

1.6.1 - Actifs en Juste Valeur par la Contrepartie du Compte de Résultat

Un instrument financier doit être classé dans cette catégorie s'il répond à l'une ou l'autre des conditions suivantes.

Il est un instrument financier de transaction, car :

- Il est acquis ou contracté dans le but principal d'être vendu ou acheté à court terme ;
- Il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers distincts pour lequel une indication d'un rythme effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe ;

• Il s'agit d'un dérivé (à l'exception d'un dérivé désigné comme un instrument de couverture) ;

• Il a été désigné comme tel lors de son acquisition.

Tout instrument financier peut ainsi être classé en actifs et passifs financiers en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat sauf les investissements en actions ne disposant pas d'un marché actif et dont la juste valeur ne peut être précisément mesurée.

Les instruments dérivés sont considérés comme des actifs ou passifs à la juste valeur par résultat, sauf s'ils sont désignés en couverture.

Principes de Comptabilisation

Evaluation initiale

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Evaluation ultérieure

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titre ne fait pas l'objet de dépréciation

1.6.2 - Investissements Détenus jusqu'à leur Echéance

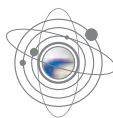
Il s'agit des actifs financiers à paiements fixés ou déterminables et à échéance fixée que l'entité a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance. Il ne peut s'agir d'instruments financiers initialement désignés comme étant des actifs/passifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultats ou correspondant à des prêts et créances.

Une entité ne peut classer un actif financier en investissement détenu jusqu'à échéance si l'entité a, au cours de l'année en cours ou au cours des deux exercices précédents, vendu ou reclassé avant leur échéance une part significative de ce type d'investissement, cette restriction ne s'appliquant pas aux cessions :

- Proches de l'échéance (moins de trois mois) pour lesquels le changement des taux de marché n'a pas un impact significatif sur la juste valeur des actifs concernés ;
- Survenant après la collecte d'une part substantielle du capital initial (environ 90% du principal de l'actif) ;
- Attribuables à un événement isolé, incontrôlable et qui ne pouvait être raisonnablement prévu ;
- Les ventes de titres entre les entités (ventes intragroupes).

Une entité n'a pas une intention manifeste de conserver jusqu'à son échéance un placement dans un actif financier ayant une échéance fixée si l'une quelconque des conditions suivantes est satisfaite :

- L'entité pense conserver l'actif financier pour une période indéfinie ;
- L'entité est prête à vendre l'actif en réponse à des variations affectant les taux d'intérêt du marché ou les risques, à des besoins de liquidité, à des changements dans la disponibilité et le rendement dégagé sur des placements alternatifs, à des changements dans les sources de financement, et dans les modalités de ces financements ou les risques sur monnaies étrangères ;
- L'émetteur a le droit de régler l'actif financier pour un montant sensiblement inférieur à son coût amorti.



Une entité ne démontre pas sa capacité à conserver jusqu'à son échéance un placement dans un actif à échéance fixée si l'une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- Elle ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour continuer à financer son placement jusqu'à échéance ;
- Elle est assujettie à une contrainte existante juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de conserver l'actif financier jusqu'à échéance.

Principes de Comptabilisation

• Evaluation initiale

Les titres détenus jusqu'à échéance devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons inclus (dans un compte de créances rattachées).

• Evaluation ultérieure

Par la suite, la comptabilisation sera au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote selon la règle du taux d'intérêt effectif (TIE).

• Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE).

La valeur de recouvrement estimée est obtenue par actualisation des flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

Principe d'Affectation au Résultat

Le coût amorti est affecté en « produits d'intérêts et assimilés », les dépréciations et les reprises de provisions lors de la cession, sont enregistrés en « coût du risque ».

1.6.3 - Prêts et Créances

Les prêts et créances sont des actifs autres que des dérivés qui sont à paiements fixés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché financier actif. Les actifs suivants ne sont pas classés dans cette catégorie :

- Ceux que l'entité a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, lesquels doivent être classés dans actifs financiers détenus à des fins de transaction et ceux que l'entité désigne comme actifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat ;
- Ceux désignés par l'entité comme disponibles à la vente ;
- Ceux pour lesquels une part significative de l'investissement de base ne pourrait être recouvrée pour d'autres raisons que la détérioration du crédit et qui sont classés en disponibles à la vente.

Principes de Comptabilisation

Comptabilisation au coût amorti (selon méthode du TIE) corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

• Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

Principe d'Affectation au Résultat

Le coût amorti est affecté en « produits d'intérêts et assimilés », les dépréciations et les reprises de provisions lors de la cession, sont enregistrés en « coût du risque ».

1.6.4 - Actifs Disponibles à la Vente

Il s'agit des actifs financiers autres que les dérivés et qui sont désignés comme tels ou qui ne sont classés ni en prêts et créances, ni en investissements détenus jusqu'à leur échéance ni en actifs financiers en juste valeur par la contrepartie du compte de résultats.

1.6.5 - Principes de Comptabilisation

En IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « disponibles à la vente » sont les suivants.

• Evaluation initiale

Les titres disponibles à la vente devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus (dans un compte de créances rattachées).

• Evaluation ultérieure

Les variations de juste valeur des titres (positives ou négatives) classés en « disponibles à la vente » sont enregistrées en capitaux propres. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenus fixes est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

• Dépréciation

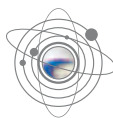
En cas de signe objectif de dépréciation, significative et durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres doit en être sortie et comptabilisée dans le résultat de l'exercice.

En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation peut faire l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de taux mais pas pour les instruments de capitaux propres. Dans ce dernier cas, la variation de juste valeur positive sera comptabilisée dans un compte de capitaux propres recyclables et la variation négative sera enregistrée en résultat.

Principes de Classification en Résultat

La valorisation en juste valeur des titres de ce portefeuille est répartie entre les lignes suivantes du compte de résultat :

- « Produits d'intérêts » pour le montant correspondant au coût amorti de la période ;
- « Résultat net sur actifs disponibles à la vente » pour le montant correspondant au coût amorti de la période ;
- « Coût du risque » pour les dépréciations durables et réappréciation sur titres à revenu fixe ;
- Et la ligne de capitaux propres « Variations de valeur sur actifs disponibles à la vente » pour le montant correspondant au complément de juste valeur.



1.6.6 - Options Retenues par BMCE Bank

Groupe BMCE Bank a opté pour une classification selon l'intention de gestion et la nature des titres.

Au bilan d'ouverture, l'ensemble des titres sont comptabilisés à leur juste valeur lors de l'acquisition

- **Titres de dettes** : nominal ajusté des décotes/surcotes, des primes de remboursement, du coupon.

- **Titres actions** : prix de marché de l'action ou valeur liquidative à la date de souscription.

Le portefeuille Titres se compose comme suit :

- Les titres de participations
- Les titres Trading
- Titres réglementés

Titres de participation

Classification

Ces titres sont classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente », évalués à la juste valeur.

Valorisation

Titres cotés : la valeur de référence est le dernier cours boursier.

Titres non cotés : la juste valeur est déterminée suivant un modèle interne.

Dépréciation

Titres cotés : baisse du cours de bourse de 20% sur une période de 6 mois.

Titres non cotés : selon les indices de dépréciation déterminés pour le bilan d'ouverture et le suivi du provisionnement.

Titres Trading (SDM)

Classification

L'intention de gestion est définie compte tenu de la gestion future de la salle des marchés, l'intention de gestion était, pour le bilan d'ouverture, principalement le « trading » pour la totalité des encours gérés par la salle des marchés.

Valorisation

Les titres cotés : la juste valeur correspond au cours boursier.

Titres non cotés : la juste valeur est déterminée suivant un modèle interne.

Titres réglementés

Ce portefeuille a été classé autant que titre détenus jusqu'à l'échéance

1.7 - Provisions

1.7.1 - Provisions Collectives

Si une entité détermine qu'il n'existe pas d'indication objective de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, elle inclut cet actif dans un groupe d'actifs financiers présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Indices de dépréciation

Dans le cadre d'un examen collectif, un indice objectif de dépréciation peut se résumer à des événements observables indiquant qu'il existe une diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe de prêts depuis que ces actifs ont été comptabilisés pour la première fois, et ce bien que cette diminution ne puisse encore être rattachée aux divers prêts composants ce groupe notamment :

- Les modifications défavorables de la capacité des emprunteurs faisant partie du Groupe ou ;
- Une situation économique nationale ou locale corrélée aux défauts de paiement sur les actifs faisant partie du Groupe.

1.7.2 - Provisions Individuelles

Font l'objet d'une provision, toutes les créances présentant, une ou plusieurs indications objectives de dépréciation, les indications d'une dépréciation liées à l'avération d'un risque de crédit suivantes sont proposés par la norme :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou du débiteur ;
- Une rupture de contrat tel qu'un défaut de paiement des intérêts ou du principal ;
- L'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'entreprise, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagé en d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou autre restructuration de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier suite à des difficultés financières ou ;
- Des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe d'actifs financiers depuis la comptabilisation initiale de ces actifs, bien que la diminution ne puisse pas encore être rattachée à chaque actif financier du Groupe ; y compris :

- des changements défavorables de la solvabilité des emprunteurs du groupe ;

- ou une situation économique nationale ou locale corrélées avec les défaillances sur les actifs du groupe.

Méthode de provisionnement

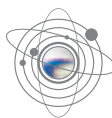
La norme IAS 39 ne distingue pas deux méthodes différentes pour l'évaluation des provisions sur encours « impaired » individuellement ou collectivement.

Au contraire, le principe unique à appliquer est de provisionner l'excédent de la valeur comptable des actifs sur leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable se définit comme la valeur actuelle des flux de trésoreries futurs estimés de l'actif (ou du groupe d'actif) actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif.

La constitution de provisions n'intervient qu'en cas de dégradation observable du niveau de risque du groupe de créances et ayant incidence mesurable sur les flux de trésorerie du groupe constitué.

Compte tenu de la méthodologie d'évaluation des valeurs recouvrables selon les IFRS, les établissements doivent être en mesure



d'établir une corrélation entre l'indication objective de dépréciation observée et son incidence sur les flux de trésorerie attendus du portefeuille concerné.

❖ Perte de valeur

Selon le référentiel IFRS, la perte de valeur se mesure comme la différence entre, d'une part, la valeur comptable des créances, d'autre part la valeur recouvrable, celle-ci correspondant à la valeur actuelle des flux de récupération attendus, actualisés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de la créance.

1.7.3 - Options retenues par BMCE Bank

❖ Provisions collectives

Seules les pertes avérées sont provisionnées tel que stipulé par la norme. Les pertes attendues ne peuvent faire l'objet d'un provisionnement.

Dans le cadre du traitement de la provision collective, le Groupe BMCE Bank a défini pour son portefeuille clientèle un certain nombre de critères qui permettent d'analyser le comportement des créances, et les catégoriser dans des types d'anomalies qui vont servir à la formation des groupes homogènes.

La méthode utilisée consiste à étudier l'évolution des dossiers classés sous surveillance au cours des exercices antérieurs pour déterminer un taux de passage en contentieux. Le taux de provisionnement IFRS, en plus du taux de passage en contentieux sont alors appliqués à l'encours sous surveillance pour la détermination de la provision collective.

❖ Provisions individuelles

Le Groupe a jugé possible et nécessaire d'appliquer le principe de la contagion pour l'identification des encours présentant des indications objectives de dépréciation selon les normes IFRS.

Pour le calcul de l'impact estimé à l'ouverture, le portefeuille de créances en souffrance de BMCE Bank a été segmenté de la façon suivante :

- « Gros dossiers » :

- Revue individuelle par BMCE Bank de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps ;
- La provision en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus ;
- La population non couverte par les gros dossiers fait l'objet d'un traitement suivant un modèle statistique des flux de recouvrement par année de déclassement.

1.8 Goodwill

❖ Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Ce coût est majoré de tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises. En revanche, les coûts généraux sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satis-

font aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date. Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau du Goodwill.

❖ Goodwill

A la date d'acquisition, le Goodwill est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Après sa comptabilisation initiale, le Goodwill doit être évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Le Goodwill ne peut plus être amorti et un test de dépréciation est appliqué.

1.8.1 - Options retenues par BMCE Bank

- Conformément à la norme IFRS 1, BMCE Bank a choisi de ne pas retraiter les Goodwill existants.
- Les amortissements des Goodwill ne seront plus appliqués.
- Des tests de dépréciation réguliers seront mis en place. Ce test s'appuie sur l'observation régulière (annuelle au minimum) d'indice de perte de valeur.

1.9 Ecart de conversion

Les dispositions générales concernant les écarts de conversion contenues dans IAS 21 « Effets de la variation des cours de change » sont les suivantes :

- Les éléments non monétaires, comptabilisés au bilan au coût historique, sont convertis au coût historique ;
- Les éléments non monétaires, comptabilisés au bilan en juste valeur, sont convertis au cours en vigueur à la date de l'évaluation de la juste valeur ;
- Les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à la date d'évaluation ;
- Les éléments de comptes de résultat sont convertis aux cours en vigueur aux dates de réalisation des transactions enregistrées, à l'exception des dotations aux amortissements et aux provisions passées sur éléments non monétaires qui sont convertis au cours historique.

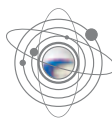
Les différences de change sur éléments monétaires sont comptabilisées en résultat de la période.

1.9.1 Conversion des comptes des entreprises étrangères consolidées

- Les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.
- Les produits et les charges sont convertis aux cours de vigueur en date de chacune des transactions, pour des raisons pratiques, un taux moyen peut être utilisé sauf variations significatives.
- Les écarts de conversion constatés sont portés en capitaux propres en distinguant la part revenant aux intérêts minoritaires.

1.9.2 - Options retenues par BMCE Bank

Pour les titres de participation non consolidés, qui seront classés en AFS (actifs disponibles à la vente), les écarts de conversion seront une composante de la juste valeur comptabilisée en capitaux propres.



Le Groupe BMCE Bank a considéré que son écart de conversion cumulé à la date de transition est nul pour toutes ses activités étrangères.

Dans ce cas, les conséquences sont les suivantes :

- Les écarts ou réserves de conversion sont reclassés, au sein des capitaux propres d'ouverture ;
- Les écarts de conversion cumulés antérieurs à la date de transition aux IFRS ne rentrent pas dans la détermination du résultat de cession futur des activités concernées. En cas de cession ultérieure, l'entité ne constatera pas ces écarts en résultat, en revanche, elle constatera en résultat tout écart de conversion né après la date de mise en application des IFRS sur les filiales concernées.

1.10 - Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

❖ Critère de classification

Selon l'IFRS 5, une entité doit classer un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Cette notion n'existait pas dans le référentiel comptable marocain.

L'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel sous réserve uniquement des conditions qui sont habituelles et coutumières pour la vente de tels actifs et sa vente doit être hautement probable.

NB : Si les critères de classement ne sont plus satisfaits, le classement en « held-for-sale » ne doit pas être conservé.

Les actifs non courants sont alors évalués au plus faible des 2 montants suivants :

- VNC à la date de classement en « held for sale » ajustée des montants qui auraient été comptabilisés en amortissement, pertes de valeur et réévaluations si l'actif n'avait jamais été classé en « held for sale » ;
- Valeur recouvrable à la date de la décision de changement.

❖ Evaluation

Un actif non courant détenu en vue de la vente doit être évalué au montant le plus bas entre sa valeur comptable et sa juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Il n'est plus amorti dès lors qu'il se trouve dans cette catégorie « held-for-sale ».

❖ Comptabilisation des pertes de valeurs et reprises ultérieures

Toutes les pertes de valeurs ultérieures ou initiales lors de l'évaluation à la juste valeur nette des coûts nécessaires à la vente sont comptabilisées immédiatement.

Les reprises liées à l'augmentation ultérieure de la juste valeur nette des coûts nécessaires à la vente ne sont comptabilisées qu'à concurrence des pertes de valeurs préalablement comptabilisées.

1.10.1 - Options retenues par BMCE Bank

Dans le cas de BMCE Bank, il n'existe pas d'immobilisations répondant à la définition et aux critères de comptabilisation d'« actifs non courants détenus en vue de la vente ».

1.11. Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

❖ Evaluation

Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

La norme IAS 37 prévoit l'actualisation du montant de la provision si l'effet est significatif. Trois critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- Obligation actuelle envers un tiers ;
- Forte probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation ;
- Fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

1.11.1 - Options retenues par BMCE Bank

Pour la première application,

- La Banque a passé en revue les provisions pour risques et charges répondant aux trois critères cités dès lorsque l'impact est significatif.
- Concernant les provisions incompatibles, celles-ci ont été reprises par les capitaux propres.

1.12 - Crédits hors marché

En normes IFRS, la valeur d'entrée d'un prêt est égale à sa juste valeur augmentée des coûts de transactions internes et externes directement attribuables à l'émission du prêt.

La juste valeur est égale :

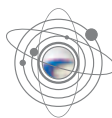
- Au nominal si le taux du prêt est « dans le marché » et en l'absence de coût de transactions ;
- A la somme des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux de marché ; la différence entre le taux de marché et le taux contractuel du prêt entraîne la constatation d'une décote qui est constatée immédiatement en résultat puis reprise sur la durée de vie du prêt.

Afin de déterminer le caractère « hors marché » d'un prêt émis, il conviendrait de se demander si l'émetteur du prêt a offert des conditions de financement très favorables par rapport à celles généralement pratiquées par la concurrence afin de conquérir un client. Dans l'affirmative, une décote correspondant à la différence entre le taux du marché à l'émission et le taux contractuel est enregistrée en résultat et est amortie sur la durée de vie du prêt via le TIE.

1.12.1 - Options retenues par BMCE Bank

La BMCE a donc déterminée les prêts émis par le Groupe à des taux qui peuvent être considérés comme « hors marché ».

En l'absence de référence claire de la norme sur la notion de « hors marché », il a été décidé de s'appuyer sur les taux planchers communiqués par Bank Al-Maghrib.



1.13 Crédit-bail

Selon la norme IAS 17, le crédit bail est un contrat par lequel le propriétaire (ou bailleur) transfère le droit d'utilisation d'un actif au preneur en contrepartie de redevances et avec option d'un droit de propriété à l'échéance.

Classification des contrats

La norme IAS 17 distingue deux types de contrats de crédit-bail :

- Les contrats de location financement : ce type de contrat a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non, in fine.
- Un contrat de location est classé en tant que contrat de location simple s'il ne transfère pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété.

La norme IAS 17 indique cinq exemples de situations qui conduisent normalement à considérer un contrat comme un contrat de location financement :

- Le contrat de location transfère la propriété de l'actif au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- Le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option peut être levée pour que, dès le commencement du contrat de location, on ait la certitude raisonnable que l'option sera levée ;
- La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s'il n'y a pas transfert de propriété ;
- Au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué ;
- Les actifs loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut les utiliser sans leur apporter des modifications majeures.

Comptabilisation des contrats de location financement

- Le bailleur doit comptabiliser dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement et les présenter comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.
- Les paiements reçus doivent être répartis entre la partie en capital considérée comme un amortissement de la créance et la partie en intérêt représentant le paiement d'un taux effectif acquis ou à recevoir.
- La comptabilisation des revenus financiers doit s'effectuer sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net restant du bailleur tel que défini dans le contrat de location financement.
- Les contrats de location opérationnelle (ou contrat de location simple) : ce contrat ne transfère pas au preneur de crédit-bail tous les risques et avantages liés à la propriété.

Comptabilisation des contrats de location opérationnelle

- Les actifs faisant l'objet de contrats de location simple doivent être comptabilisés au bilan du bailleur selon la nature de l'actif.
- Compte de résultat : les revenus locatifs provenant des contrats de location simple doivent être comptabilisés en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base sys-

tématique ne soit plus représentative de l'échelonnement dans le temps de la diminution de l'avantage retiré de l'utilisation de l'actif loué.

- L'amortissement des actifs loués doit se faire sur une base cohérente avec la politique normalement suivie par le bailleur pour l'amortissement d'actifs similaires et la dotation aux amortissements doit être calculée sur la base indiquée par IAS16 (immobilisations corporelles) et IAS38 (immobilisations incorporelles).

1.13.1 - Options retenues par BMCE Bank

Les entités concernées par l'application de la norme relative au crédit-bail sont Maghrébaïl et Salafin.

Les contrats portés par ces 2 entités correspondent à la définition de la location-financement.

L'ensemble des contrats de crédit-bail du Groupe BMCE Bank étant classé en location-financement, le traitement comptable actuellement appliqué dans le cadre des comptes consolidés est conforme aux IFRS. Ainsi, l'impact est nul.

1.14 Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

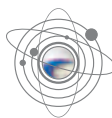
Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme

Principes d'évaluation

La méthode d'évaluation est la méthode des unités de crédit projetées avec service proraté.

Cette méthode passe par deux phases :

- Une évaluation des droits à terme moyennant des hypothèses actuelles, les droits à terme correspondant aux cash-flows futurs ;



- Une répartition des droits à terme sur la période d'activité au cours de laquelle BMCE Bank bénéficie des services de ses employés.

Les principales hypothèses actuarielles :

- Des hypothèses financières, à savoir le taux d'actualisation et le taux d'inflation.
- Des hypothèses socio-économiques.
- Le taux d'augmentation des salaires.
- Le taux de sortie des bénéficiaires.
- L'âge et les modalités de départ à la retraite.
- Des hypothèses de mortalité.
- Les dépenses de santé pour les régimes de frais médicaux.

Principes de comptabilisation

Définitions

- Valeur actualisée de l'obligation : engagement brut i.e. valeur actuarielle des droits des participants ou dette actuarielle.
- Eléments non reconnus : pertes et gains latents à amortir dans le futur ou éléments non reconnus.

Comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi

La provision à constituer est égale à l'engagement net diminué des éléments non reconnus. Ces éléments non reconnus peuvent être de deux natures.

- Dans le cas où la société opte pour la méthode du corridor, les pertes et gains actuariels, qui sont constitués de la différence entre la valeur actualisée de l'obligation réelle à la clôture et la valeur actualisée de l'obligation estimée à la clôture sur la base de la valeur actualisée de l'obligation d'ouverture et des événements de l'exercice ; ils ont deux origines :
 - Une modification des hypothèses actuarielles entre l'ouverture et la clôture suite à des événements particuliers de l'exercice ou des modifications de l'environnement économique général : il s'agit des pertes et gains actuariels sur hypothèses ;
 - Une différence entre les prévisions à l'ouverture de comportement socio-économique des salariés ou de comportement de l'environnement général au cours de l'exercice- et traduit dans les hypothèses actuarielles- et la réalité : il s'agit des pertes et gains actuariels d'expérience.
- Les coûts des services passés, qui se constatent lors d'une modification du régime et sont constitués de la variation consécutive de l'engagement à la date de génération de la modification du régime.

Les éléments non amortis s'amortissent de manière différente :

- Le coût des services passés s'amortit linéairement entre la date de modification et la date à laquelle les droits sont acquis.

La règle du corridor consiste à amortir au minima au cours d'un exercice, et sur la durée d'activité résiduelle des participants à la clôture, le montant de pertes ou de gains actuariels non reconnus supérieur en valeur absolue à 10 % du montant de la dette actuarielle à l'ouverture ou du montant des actifs de couverture si ce dernier montant lui est supérieur.

Comptabilisation des autres avantages à long terme

La provision à constituer à chaque clôture est égale à la valeur actuelle de l'obligation.

1.14.1 Options retenues par BMCE Bank

Une provision doit être constituée à chaque clôture égale à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies évaluées actua-

riellément selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les avantages au personnel comptabilisés correspondent à la médaille du travail et l'indemnité de fin de carrière.

Cependant, aucune provision relative à la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM) n'a été constatée, en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires.

1.15 Crédits restructurés

Les crédits restructurés incluent les encours ayant subi, en raison des difficultés de la contrepartie, une restructuration entraînant une modification de la rémunération de la Banque.

Principe comptable

Lorsqu'un crédit est restructuré du fait de la situation financière d'un débiteur, les flux futurs du crédit sont actualisés au TIE d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable du crédit est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

1.15.1 Options retenues par BMCE Bank

Les dossiers restructurés ont été identifiés par recoupement entre les comptes comptables affectés aux encours consolidés et les fichiers de suivi de la gestion globale des engagements sur la base d'un scope d'encours supérieurs à 1 MMAD.

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au TIE ;
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au TIE.

Pour le bilan d'ouverture, la décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie des capitaux propres, les amortissements seront ensuite comptabilisés en produits en PNB.

En traitement récurrent, les décotes sont comptabilisées en charge au moment de la restructuration.

1.16 - Actions propres

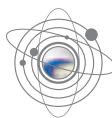
Si une entité rachète ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci doivent être déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres de l'entité. Les actions propres peuvent être acquises ou détenues par l'entité ou par d'autres membres du groupe consolidé. La contrepartie versée ou reçue doit être comptabilisée directement en capitaux propres.

Les titres d'autocontrôle détenus dans le cadre de plans de *stock-options* en faveur des salariés doivent, quel que soit le but de leur acquisition, être portés en déduction des capitaux propres consolidés.

1.16.1 - Options retenues par BMCE Bank

L'ensemble des titres BMCE détenus par les entités du Groupe est annulé en moins des capitaux propres.

L'entité impute directement au débit des capitaux propres, nettes de tout avantage d'impôt sur le résultat y afférent, les distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres.



Les coûts de transaction d'une transaction portant sur les capitaux propres, à l'exclusion des coûts d'émission d'un instrument de capitaux propres directement attribuables à l'acquisition d'une entité doivent être comptabilisés en déduction des capitaux propres, nets de tout avantage d'impôt sur le résultat y afférent.

Seule BMCE Bank Maroc est concernée par l'application de cette norme.

1.17 - Taux d'intérêt effectif

L'IAS 39 définit le taux d'intérêt effectif comme étant le taux qui égalise les cashs flows futurs estimés actualisés et la valeur comptable initiale du prêt, la valeur initiale intégrant les produits et les coûts de transaction.

Coûts et commissions à intégrer dans le calcul du TIE.

Coûts

Les coûts à étaler via le TIE correspondent selon la norme IAS 39 aux coûts de transaction.

Ces derniers sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition, à l'émission ou à la sortie d'un actif ou d'un passif financier.

Commissions

L'IAS 18 distingue 3 catégories de commissions selon leur finalité

- Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif global ;
- Les commissions d'octroi reçus ;
- Les commissions d'engagements reçus ;
- Les commissions acquises à mesure que des services sont fournis ;
- Les commissions acquises pour l'exécution d'un acte important.

Principes comptables

Les prêts émis sont comptabilisés au coût amorti à l'aide du Taux d'Intérêt Effectif.

1.17.1 - Options retenues par BMCE Bank

L'analyse a montré que les coûts et commissions sont peu significatifs, il a été décidé par conséquent de ne pas les étaler pour la FTA. Par ailleurs, un suivi régulier des coûts et produits de transactions devra être effectué pour s'assurer de leur caractère non significatif.

En fonction de l'importance significative, le Groupe étale ou non les coûts et produits de transactions pour les crédits à plus d'un an. Les crédits à moins d'un an sont maintenus au coût historique.

1.18 - Dépôts de la clientèle

Principes comptables

Evaluation initiale

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif financier, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement imputable à l'acquisition ou à l'émission du passif financier.

Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, une entité doit évaluer un actif financier au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf :

- Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat ;
- Les passifs financiers qui surviennent quand un transfert d'actif financier ne répond pas aux conditions de décomptabilisation ou quand il est comptabilisé selon l'approche de l'implication continue.

1.18.1 - Options retenues par BMCE Bank

Actuellement, le Groupe classe tous les dépôts dans la catégorie des autres passifs financiers, aucun n'est classé dans la catégorie « passifs financiers détenus à des fins de transaction ».

Les dépôts de BMCE Bank sont systématiquement d'une durée maximale d'un an. De ce fait, la position retenue a été de considérer que l'impact du calcul d'une décote et son étalement sur la durée de dépôt était non significatif.

Aucun élément à intégrer au calcul n'a été identifié concernant les dépôts, qu'ils fassent partie du stock ou de la nouvelle production. A ce stade, le TIE est donc le taux facial du dépôt.

Aucun retraitement n'a été prévu pour les comptes à vue et les comptes sur carnets.

Pour les avances sur dépôts rémunérés, celles-ci doivent être constatés en prêts et créances et traitées en tant que tel.

1.19. Impôts différés

L'impôt différé est une correction apportée à la charge d'impôt et/ou la situation nette qui a pour effet de gommer l'effet des différences temporelles d'imposition.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur.

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer.

En cas de changement de taux d'impôt ou de règles fiscales, l'impact sur les impôts différés est comptabilisé selon le principe de symétrie : si l'impôt différé a été comptabilisé initialement en capitaux propres, l'ajustement est également comptabilisé en capitaux propres sinon comptabilisation de l'impact en résultat.

1.19.1 - Options retenues par BMCE Bank

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les ID dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement peut être appréhendée par les business plan des sociétés concernées.

Par ailleurs, en IFRS, l'expression « recouvrement probable » devrait être interprétée comme signifiant un « recouvrement plus probable qu'improbable » ce qui pourrait donner lieu, dans certains cas, à la comptabilisation de davantage d'impôts différés actifs qu'en principes comptables, où cette expression est souvent interprétée comme supposant un fort degré de probabilité.

1.20 - Dérivés

Un dérivé est un instrument financier (ferme ou optionnel) qui varie en fonction de la valeur d'un sous-jacent tel que les taux d'intérêts, le cours d'une action, d'une matière première...

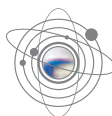
Ce sont généralement des instruments avec effet de levier important et une mise de départ faible. Les instruments dérivés usuels sont les swaps, les options et les ventes à terme.

Les dérivés (swaps, options...) sont comptabilisés au bilan à la juste valeur. A chaque date d'arrêt, ils sont réévalués au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur sont constatées en résultat.

1.20.1 - Options retenus par le Groupe BMCE Bank

Les analyses menées en interne ont conduit à conclure à l'absence d'opérations de couverture réalisées par le Groupe BMCE Bank.

Le retraitement du 31 décembre 2009 a porté sur l'exhaustivité des produits dérivés.



ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2009

BILAN IFRS



ACTIF IFRS

2009

2008

Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	11 961 191	8 761 642
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	23 125 255	16 830 734
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 554 089	1 396 746
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	20 940 147	21 586 233
Prêts et créances sur la clientèle	93 592 762	85 709 392
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	6 367 928	5 928 425
Actifs d'impôt exigible	527 064	602 944
Actifs d'impôt différé	543 064	369 578
Comptes de régularisation et autres actifs	3 568 660	4 210 653
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	362 904	191 437
Immeubles de placement	508 990	505 076
Immobilisations corporelles	4 225 756	3 570 068
Immobilisations incorporelles	642 344	547 948
Ecarts d'acquisition	485 515	249 969
TOTAL ACTIF IFRS	168 405 669	150 460 845

(en milliers de dirhams)



PASSIF IFRS

2009

2008

Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	280
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	13 284 784	12 647 116
Dettes envers la clientèle	122 496 072	113 449 746
Titres de créance émis	8 501 072	4 587 442
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt courant	171 994	375 331
Passifs d'impôt différé	1 069 008	935 380
Comptes de régularisation et autres passifs	8 236 571	5 719 501
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	300 492	325 453
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	5 119 822	4 155 748
Capital et réserves liés	4 210 239	3 300 401
Réserves consolidées		
- Part du Groupe	1 539 126	1 524 790
- Part des minoritaires	2 666 482	2 101 347
Gains ou pertes latents ou différés, part du Groupe	4 935	-98 699
Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires	-14 979	
Résultat Net de l'exercice		
- Part du Groupe	384 821	830 442
- Part des minoritaires	435 230	606 567
TOTAL PASSIF IFRS	168 405 669	150 460 845

(en milliers de dirhams)



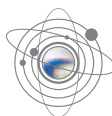
**ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES
COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES**

2009

2008

Résultat net	820 051	1 437 009
Écart de conversion	-50 992	-22 463
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	40 948	-76 236
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-10 044	-98 699
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	810 007	1 338 310
Part du groupe	389 756	731 743
Part des intérêts minoritaires	420 251	606 567

(en milliers de dirhams)



COMPTE DE RESULTAT IFRS CONSOLIDE

2009

2008

Intérêts et produits assimilés	9 870 994	9 206 758
Intérêts et charges assimilés	-5 613 890	-5 081 832
Marge d'intérêts	4 257 104	4 124 926
Commissions perçues	1 397 247	1 279 540
Commissions servies	-175 333	-129 230
Marge sur commissions	1 221 914	1 150 310
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	743 968	477 446
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	-9 015	25 335
Résultat des activités de marché	734 953	502 781
Produits des autres activités	506 266	419 443
Charges des autres activités	-306 284	-179 000
Produit Net Bancaire	6 413 953	6 018 460
Charges générales d'exploitation	-3 758 012	-3 569 552
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-429 526	-331 554
Résultat brut d'exploitation	2 226 415	2 117 354
Coût du risque	-1 133 960	-88 996
Résultat d'exploitation	1 092 455	2 028 358
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	16 514	32 771
Gains ou pertes nets sur autres actifs	53 733	48 777
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
Résultat avant impôts	1 162 702	2 109 906
Impôts sur les bénéfices	-342 651	-672 897
Résultat Net	820 051	1 437 009
Résultat hors Groupe	435 230	606 567
Résultat Net part du Groupe	384 821	830 442

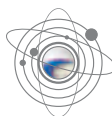
(en milliers de dirhams)



VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2007	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2007 corrigés	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Opérations sur capital		748 150		-537 617		210 533	-65 201	145 332
Paievements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			-1 457 569			-1 457 569		-1 457 569
Dividendes				-485 222		-485 222		-485 222
Résultat de l'exercice				830 442		830 442	606 567	1 437 009
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)						0		0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				-223 412	83 423	-139 989		-139 989
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)					-60 047	-60 047		-60 047
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				-223 412	23 376	-200 036	0	-200 036
Variation de périmètre				79 573		79 573	1 586 017	1 665 590
Capitaux propres clôture 31.12.2008	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2008 corrigés	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848
Opérations sur capital		352 722		-304 743		47 979	75 501	123 480
Paievements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			557 116			557 116	-5 230	551 886
Dividendes				-460 689		-460 689	-102 139	-562 828
Résultat de l'exercice				384 821		384 821	435 230	820 051
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)						0	10 097	10 097
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)				-54 333	103 634	49 301	-14 979	34 322
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)				-17 296		-17 296	4 217	-13 079
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				-71 629	103 634	32 005	-665	31 340
Variation de périmètre				20 955		20 955	-23 878	-2 923
Capitaux propres clôture 30.06.2009	1 587 514	5 733 467	-3 110 742	1 923 947	4 935	6 139 121	3 086 733	9 225 854

(en milliers de dirhams)



EXTRAIT DES NOTES ANNEXES
AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2009



TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

2008

2009

Résultat avant impôts	1 162 704	2 109 906
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	429 526	331 554
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	181 977	-49 227
+/- Dotations nettes aux provisions	1 145 673	-16 190
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-16 514	32 771
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement		-104 526
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		-183 129
+/- Autres mouvements		
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1 740 662	11 253
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	1 283 754	1 637 471
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 162 957	5 807 682
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-3 075 551	-9 361 721
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	2 697 168	-470 061
- Impôts versés	-568 076	-575 106
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	1 500 252	-2 961 735
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	4 403 618	-840 576
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-938 375	-113 024
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-561 970	-527 816
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 500 345	-640 840
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-663 034	-985 222
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	959 310	3 143 491
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	296 276	2 158 269
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	3 199 549	676 853
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	8 761 642	8 084 789
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	8 761 642	8 084 789
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	11 961 191	8 761 642
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	11 961 191	8 761 642
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
Variation de la trésorerie nette	3 199 549	676 853

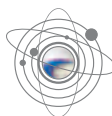
(en milliers de dirhams)



MARGE D'INTERETS

	2009			2008		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	8 605 630	4 629 458	3 976 172	7 352 869	4 187 918	3 164 951
Comptes et prêts/emprunts	5 778 142	2 138 454	3 639 688	4 575 267	1 919 969	2 655 298
Opérations de pensions		231 922	-231 922			0
Opérations de location-financement	2 827 488	2 259 082	568 406	2 777 602	2 267 949	509 653
Opérations interbancaires	453 341	481 809	-28 468	692 652	529 337	163 315
Comptes et prêts/emprunts	400 463	454 728	-54 265	264 024	529 337	-265 313
Opérations de pensions	52 878	27 081	25 797	428 628		428 628
Emprunts émis par le Groupe	-	-	-	-	-	--
Instruments de couverture de résultats futurs	-	-	-	-	-	-
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-
Portefeuille de transactions	709 334	502 623	206 711	1 152 119	364 577	787 542
Titres à revenu fixe	709 334	275 267	434 067	766 166	364 577	401 589
Opérations de pensions			-			-
Prêts/emprunts			-	935		935
Dettes représentées par un titre	-	227 356	-227 356	385 018		385 018
Actifs disponibles à la vente			-			-
Actifs détenus jusqu'à échéance	102 689		102 689	9 118		9 118
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS OU ASSIMILES	9 870 994	5 613 890	4 257 104	9 206 758	5 081 832	4 124 926

(en milliers de dirhams)



COMMISSIONS NETTES

	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	348 353	69 710	278 643
Avec les établissements de crédit			-
Avec la clientèle	192 816		192 816
Sur titres de change	58 922	48 817	10 105
Sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	96 615	20 893	75 722
Prestation de services bancaires et financiers	1 048 894	105 623	943 271
Produits nets de gestion d'OPCVM			-
Produits nets sur moyen de paiement	218 034	38 301	179 733
Assurance			-
Autres	830 860	67 322	763 538
Produits nets de commissions	1 397 247	175 333	1 221 914

(en milliers de dirhams)

COÛT DU RISQUE DE LA PERIODE

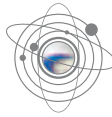
	2009	2008
Dotations aux provisions	-1 282 692	-406 832
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-1 236 417	-292 231
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	-3 454	-4 370
Autres provisions pour risques et charges	-42 821	-110 231
Reprises de provisions	203 082	472 249
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	132 058	345 612
Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	3 240	216
Reprises des autres provisions pour risques et charges	67 784	126 421
Variation des provisions	-54 350	-154 413
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-65 530	-96 231
Décote sur les produits restructurés		-114 918
Récupérations sur prêts et créances amorties	11 180	56 736
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
Coût du risque	-1 133 960	-88 996

(en milliers de dirhams)

INFORMATIONS SECTORIELLES

L'information comptable et financière au sein du Groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôles d'activité :

- Banque au Maroc : BMCE Bank Activité Maroc et BMCE Bank Off Shore
- Gestion d'actif : BMCE Capital, BMCE Capital Bourse, BMCE Capital Gestion, Casablanca Finance Market
- Services Financiers Spécialisés : Salafin, Maghrébil, Maroc Factoring, Heuler Hermes Acmar
- Activités à l'International : BMCE Paris, BMCE International (Madrid), Banque de Développement du Mali, La Congolaise de Banque, MediCapital Bank, Bank of Africa,
- Autres activités : Locasom, EAI, CID, Hanouty



INFORMATIONS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

Résultat par secteur opérationnel						
	Exercice 2009					
	BANQUE AU MAROC	GESTION D'ACTIF	SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	AUTRES ACTIVITES	ACTIVITES INTERNATIONALES	TOTAL
Marge d'intérêt	2 123 202	(1 195)	577 195	(2 521)	1 560 423	4 257 104
Marge sur commission	615 722	105 283	5 584	0	495 325	1 221 914
Produits nets bancaires	3 126 354	183 198	582 172	114 367	2 407 862	6 413 953
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	(2 069 447)	(219 115)	(129 366)	(70 512)	(1 699 098)	(4 187 538)
Résultat Brut d'exploitation	1 056 907	(35 917)	452 806	43 857	708 762	2 226 415
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	(49 930)	(20 255)	(136 161)	(8 509)	(127 796)	(342 651)
Résultat Part du Groupe	287 431	10 871	82 560	(12 601)	16 560	384 821
Actifs et passifs par secteur opérationnel						
Total bilan	123 922 397	353 433	9 319 958	282 661	34 527 220	168 405 669
Eléments d'actif						
Actifs disponibles à la vente	1 026 860	15 057	8 205	20 137	483 830	1 554 089
Prêts et créances sur la clientèle	63 618 992	246	10 666 169	0	19 307 355	93 592 762
Placements détenus jusqu'à échéance	2 712 405	0	27	0	3 655 496	6 367 928
Eléments du passif						
Dettes envers la clientèle	96 265 848	0	692 038	0	25 538 186	122 496 072
Fonds propres	4 722 232	73 884	1 090 304	102 458	3 236 976	9 225 854

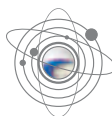
(en milliers de dirhams)



REPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHE OU DE MODELE UTILISE POUR LA VALORISATION

	2009				2008		
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Total
Actifs financiers							
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	23 125 255			23 125 255	16 830 734		16 830 734
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option							
Passifs financiers							
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction							
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option							

(en milliers de dirhams)



ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT

	2009			2008		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
Actifs financiers en valeur de marché par résultat						
Titres de créances négociables	8 124 106	-	8 124 106	5 808 584	-	5 808 584
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des Banques Centrales	8 086 118	-	8 086 118	5 379 613	-	5 379 613
Autres titres de créances négociables	37 988	-	37 988	428 971	-	428 971
Obligations	137 130	-	137 130	704 645	-	704 645
Obligations d'Etat	23 000	-	23 000	135 794	-	135 794
Autres obligations	114 130	-	114 130	568 851	-	568 851
Actions et autres titres à revenu variable	14 863 477	-	14 863 477	10 317 505	-	10 317 505
Opérations de pension	-	-	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-	-	-
Aux établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
A la clientèle entreprises	-	-	-	-	-	-
A la clientèle particuliers	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés de transaction	542	-	542	-	-	-
Instruments dérivés de cours de change	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de taux d'intérêt	542	-	542	-	-	-
Instruments dérivés sur actions	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
Autres instruments dérivés	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers en valeur de marché par résultat	23 125 255	-	23 125 255	16 830 734	-	16 830 734
Dont titres prêtés	-	-	-	-	-	-
Hors actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers en valeur de marché par résultat						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Clientèle entreprises	-	-	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	-	-	-	280	-	280
Instruments dérivés de cours de change	-	-	-	1 335	-	1 335
Instruments dérivés de taux d'intérêt	-	-	-	67	-	67
Instruments dérivés sur actions	-	-	-	-1 122	-	-1 122
Instruments dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
Autres instruments dérivés	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers en valeur de marché par résultat	-	-	-	280	-	280

(en milliers de dirhams)



ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

	2009	2008
Titres de créances négociables	-	-
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la Banque Centrale	-	-
Autres titres de créance négociables	-	-
Obligations	-	-
Obligations d'Etat	-	-
Autres obligations	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	1 674 351	1 396 746
Dont titres cotés	417 843	271 860
Dont titres non cotés	1 256 508	1 124 886
Total des actifs disponibles à la vente avant dépréciation	1 674 351	1 396 746
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-120 262	-
Titres à revenu fixe	-	-
Titres à revenu variable	-120 262	-
Total des actifs disponibles à la vente, nets de dépréciations	1 554 089	1 396 746
Dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations	-	-

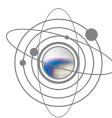
(en milliers de dirhams)



OPERATIONS INTERBANCAIRES, CREANCES ET DETTES SUR ETABLISSEMENTS DE CREDIT

	2009	2008
Prêts consentis et créances sur les établissements de crédit		
Comptes à vue	5 179 545	7 096 508
Prêts	15 364 045	14 037 045
Opérations de pension	400 005	452 680
Total des prêts consentis et créances sur les établissements de crédits avant dépréciation	20 943 595	21 586 233
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-3 448	-
Total des prêts consentis et créances sur les établissements de crédits nets de dépréciation	20 940 147	21 586 233
Dettes envers les établissements de crédit		
Comptes à vue	2 178 611	2 069 331
Emprunts	8 448 615	8 310 722
Opérations de pension	2 657 558	2 267 063
Total des dettes envers les établissements de crédit	13 284 784	12 647 116

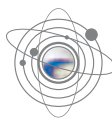
(en milliers de dirhams)



PRÊTS, CREANCES ET DETTES SUR LA CLIENTELE

Prêts consentis et créances sur la clientèle	2009	2008
Comptes ordinaires débiteurs	15 338 894	13 437 216
Prêts consentis à la clientèle	72 513 141	67 220 881
Opérations de pension	2 044 922	1 445 847
Opérations de location-financement	8 024 670	6 938 013
Total des prêts consentis et créances sur la clientèle avant dépréciation	97 921 627	89 041 957
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-4 328 865	-3 332 565
Total des prêts consentis et créances sur la clientèle nets de dépréciation	93 592 762	85 709 392
Ventilation des créances envers la clientèle par agent économique	2009	2008
Banque au Maroc	63 618 992	59 363 292
Services Financiers Spécialisés	10 666 169	9 836 347
Activités à l'international	19 307 355	16 509 753
Gestion d'actifs	246	
Autres activités	0	
Total en principal	93 592 762	85 709 392
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	93 592 762	85 709 392
Ventilation des créances sur la clientèle par zone géographique	2009	2008
Maroc	74 285 406	69 199 639
Afrique	16 489 224	14 662 236
Europe	2 818 132	1 847 517
Total en principal	93 592 762	85 709 392
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	93 592 762	85 709 392
Dettes envers la clientèle	2009	2008
Comptes ordinaires créditeurs	56 118 940	49 269 587
Comptes à terme	41 086 369	44 323 025
Comptes d'épargne	16 119 692	11 640 128
Bons de caisse	4 025 282	3 946 971
Opérations de pension	5 145 789	4 270 035
Total des dettes envers la clientèle	122 496 072	113 449 746
Ventilation des dettes envers la clientèle par agent économique	2009	2008
Banque au Maroc	96 265 848	89 124 032
Services Financiers Spécialisés	692 038	709 333
Activités à l'international	25 538 186	23 616 381
Gestion d'actifs	0	
Autres Activités	0	
Total en principal	122 496 072	113 449 746
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	122 496 072	113 449 746
Ventilation des dettes sur la clientèle par zone géographique	2009	2008
Maroc	96 957 885	89 833 365
Afrique	24 644 711	22 218 247
Europe	893 476	1 398 134
Total en principal	122 496 072	113 449 746
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	122 496 072	113 449 746

(en milliers de dirhams)



IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

	2009			2008		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	7 051 066	2 825 310	4 225 756	5 999 141	2 429 073	3 570 068
Terrains et constructions	2 517 780	472 289	2 045 491	2 826 365	452 190	2 374 175
Equipement, Mobilier, Installations	2 740 707	1 296 882	1 443 825	2 115 076	1 325 908	789 168
Biens mobiliers donnés en location						0
Autres immobilisations	1 792 579	1 056 139	736 440	1 057 700	650 975	406 725
Immobilisations incorporelles	1 051 322	408 978	642 344	853 699	305 751	547 948
Logiciels informatiques acquis	581 858	96 102	485 756	598 375	241 840	356 535
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	469 464	312 876	156 588	255 324	63 911	191 413
Immeubles de placements	546 548	37 558	508 990	537 548	32 472	505 076

(en milliers de dirhams)

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

	2009	2008
Total des provisions constituées en début de période	325 453	272 753
Dotations aux provisions	60 258	83 547
Reprises de provisions	-85 219	-30 847
Utilisation des provisions		
Incidence de la consolidation de variation des parités monétaires et divers		
Total des provisions constituées en fin de période	300 492	325 453

(en milliers de dirhams)

EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

	2009	2008
Capital (DH)	1 587 513 900	1 587 513 900
Nombre d'actions	158 751 390	158 751 390
Résultat Part Groupe (DH)	384 821 000	830 442 000
Résultat par action (DH)	2,4	5,2

(en milliers de dirhams)

REGROUPEMENT D'ENTREPRISE

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	35,90%	35,90%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	73,87%	73,87%	I.G.
BMCE INTERNATIONAL MADRID	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
MEDICAPITAL BANK	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	42,50%	42,50%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	76,00%	72,15%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	27,38%	27,38%	M E E
CASABLANCA FINANCE MARKETS	Banque d'Affaires	33,33%	33,33%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
HANOUTY	Distribution	45,55%	45,55%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	38,90%	38,90%	M E E

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

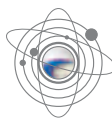
Courant l'exercice 2009, BMCE Bank a procédé à l'acquisition de 45,55% du capital de la société de distribution HANOUTY SHOP au prix de 107,5 MMAD et de 70% de la société LOCASOM SA pour 216 MMAD.

Le Goodwill dégagé, hors retraitement à la juste valeur de la situation nette, est de 102,5 MMAD pour le titre HANOUTY SHOP et de 121,6 MMAD pour le titre LOCASOM SA.

La norme IFRS 3, qui s'applique dans le cas d'une prise de contrôle d'une société par une autre, prévoit que le Goodwill est déterminé par l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part de l'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur de la situation nette. L'application de cette norme pour le GoodWill comptabilisé suite à l'acquisition de LOCASOM SA a généré un GoodWill d'un montant de 98,87 KMAD.



*Réseau de BMCE Bank
à l'International
Filiales du Groupe BMCE Bank*



AGENCES, BUREAUX ET DESKS DE REPRÉSENTATION
DE BMCE BANK À L'INTERNATIONAL

FRANCE

Batignolles

18, Bd des batignolles - 75 017 - Paris
Tél. : 00 331 44 69 96 70 À 78
Fax : 00 331 42 93 90 98

Marseille

20, Bd. Dugommier - 13 001 - Marseille
Tél. : 00 334 91 64 04 31
Fax : 00 334 91 64 88 47

Montpellier

59, Cours gambetta - 34 000 - Montpellier
Tél. : 00 334 67 58 06 18
Fax : 00 334 67 58 58 06

Lille

48, Bd. De la liberté - 59 800 - Lille
Tél. : 00 333 20 40 12 00
Fax : 00 333 20 12 98 08

Lyon

1, Rue carry - 69 003 - Lyon
Tél. : 00 334 72 34 38 07
Fax : 00 334 78 54 24 04

Strasbourg

13, Av. Du général de gaulle - 67 000 - Strasbourg
Tél. : 00 333 88 61 00 18
Fax : 00 333 88 61 45 73

Bordeaux

35, Av. Charles de gaulle - 33 200 - Bordeaux
Tél. : 00 335 56 02 62 60
Fax : 00 335 56 17 09 52

Toulouse

64, Bis avenue jean rieux - 31500 - Toulouse
Tél. : 00 335 61 20 08 79
Fax : 00 335 61 20 06 92

Orléans

6-8 Place de l'indien - 45 100 - Orléans la source
Tél. : 00 332 38 25 31 90
Fax : 00 332 38 25 31 99

Asnières

43, Rue pierre brossollette - 92 600 - Asnières
Tél. : 00 331 46 13 43 40
Fax : 00 331 46 13 43 44

Mantes-la-jolie :

34, Bd du maréchal juin - 78 200 - Mantes-la-jolie.
Tél. : 00 331 39 29 25 30
Fax : 00 331 39 29 25 40

Dijon :

64 Bis, avenue du drapeau - 21 000 - Dijon
Tél. : 00 333 80 60 59 00
Fax : 00 333 80 60 59 01

ESPAGNE

BMCE international

Madrid

Calle Serrano, N°59 - 28006 - Madrid
Tél. : 00 3491 575 68 00
Fax : 00 3491 431 63 10

Barcelone

Avda Diagonal, N°613 - 7^{ème} étage
08028 - Barcelona
Tél. : 00 3493 325 17 50
Fax : 00 3493 423 26 05

Bureaux de représentation MRE

Madrid

Plaza cataluña, n°1 - 28002 - Madrid
Tél. : 00 3491 564 58 34 / 564 57 63
Fax : 00 3491 564 59 11

Barcelone

Calle tarragona , 129 – 08014 - Barcelona
Tél. : 00 3493 325 17 50
Fax : 00 3493 423 26 05

Valence

Calle alfonso magnanimo n°3 (esquina
Calle la paz) 46003 - Valencia
Tél. : 00 3496 353 44 41
Fax : 00 3496 394 24 39

Almería

Calle lentisco 27 local 5 cortijo grande
04007 - Almería
Tél. : 00 3495 028 23 28
Fax : 00 3495 015 25 76

Desk MRE

Alicante

Calle aragón n° 2 urbanización virgen del remedio
03011 - Alicante
Tél. : 00 34 638 56 17 11

Lorca

Calle mayor, 54 Lorca
30800 - Murcia
Tél. : 00 34 679 74 73 80

Murcia

Plaza juan de la cierva sn barrio del carmen
Urb plaza del rollo
30002 - Murcia
Tél. : 00 34 679 747 408

Girona

Calle major 44 - 50- ed. Titania
17190 - Salt (Girona)
Tél. : 00 34 608 05 64 42

Elejido

Carretera Málaga, 350 Elejido
04700 - Almería
Tél. : 00 34 62 635 06 22

Torremolinos

Oficina 0518 international Torremolinos
Av. Palma de mallorca, 26 - edif rumar
29620 Torremolinos (Malaga) España
Tél. : 00 34 952 058 750 (ligne standard)
Fax : 00 34 952 057 352

Tarragona (CAM)

Rambla nova, 106 bis
43001 - Tarragona
Fax : 00 34 977 254 999

ITALIE

Bureau de représentation BMCE Bank

Viale nazario sauro,5 - cap 20124 Milano
Tél. : 00 39 02 89 28 17 00
Fax : 00 39 02 89 69 16 28

Bologne

Tél. : 00 39 05 12 49 824
Fax : 00 39 02 89 69 16 283

Turin

Tél. : 00 39 01 14 36 77 89
Fax : 00 39 02 89 69 16 28

Padova

Tél. : 00 39 04 97 80 03 01
Fax : 00 39 02 89 69 16 28

Rome

Tél. : 00 39 05 12 49 824
Fax : 00 39 02 89 69 16 28

ROYAUME - UNI

London Representative Office

26 Upper Brook Street - London WKQE
Tél. : 00 4420 75 18 82 52
Fax : 00 4420 76 29 05 96

EMIRATS ARABES UNIS

Délégation BMCE Bank aux Emirats Arabes Unis

Moroccan Embassy - p.O. Box 4066 - Abu Dhabi
Tél. : 00 971 24 461 337
Fax : 00 971 24 43 64 42

ALLEMAGNE

Agence de Services Financiers Frankfurt

Friedensstrasse 3 - 60 311 Frankfurt am main
Tél. : 00 49 69 27 40 34 40
Fax : 00 49 69 27 40 34 44

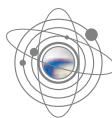
**Agence de services financiers
düsseldorf**

Eller str 104 - 40227 Düsseldorf
Tél. : 00 49211 8 63 98 64
Fax : 00 49211 8 63 98 70

CHINE

Bureau de représentation de Pekin

Henderson Center, Tower One,
Units 1202/1203/1204
18, Jian Guo Men Nei Avenue
100 005 Beijing, PR China
Tél. : 00 8610 65 18 23 63
Fax : 00 8610 65 18 23 53



FILIALES DU GROUPE BMCE BANK

BMCE CAPITAL

PRESIDENT DU DIRECTOIRE

M. Khalid NASR

OBJET

Banque d'Affaires

SIEGE SOCIAL

Tour BMCE, rond point Hassan II,

20 000 Casablanca

TEL : 0522 49 89 50/51

FAX : 0522 26 98 60

SITE INTERNET

www.bmcecapital.com

VICE PRESIDENT DU DIRECTOIRE

M. Youssef BENKIRANE

TEL : 0522 49 81 01

FAX : 0522 48 10 15

SECRETAIRE GENERAL

M. Mohamed IDRISSE

TEL : 0522 49 86 34

FAX : 0522 26 46 29

BMCE CAPITAL GESTION

DIRECTEUR GENERAL

M. Amine Amor

OBJET

Société de Gestion d'Actifs

SIEGE SOCIAL

Tour BMCE, rond point Hassan II,

20 000 Casablanca

TEL : 0522 47 08 47

FAX : 0522 47 10 97

SITE INTERNET

www.bmcecapital.com

MAGHREBAIL

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

M. Azeddine GUESSOUS

OBJET

Société de leasing

SIEGE SOCIAL

45, Bd Moulay Youssef,

20 000 Casablanca

TEL : 0522 48 65 00

FAX : 0522 27 44 18

SITE INTERNET

www.maghrebail.co.ma

BMCE CAPITAL BOURSE

PRESIDENT DU DIRECTOIRE

M. Youssef BENKIRANE

OBJET

Société de Bourse

SIEGE SOCIAL

Tour BMCE, rond point Hassan II,

20 000 Casablanca

TEL : 0522 49 81 01

FAX : 0522 48 10 15

SITE INTERNET

www.bmcecapital.com

BMCE CAPITAL CONSEIL

PRESIDENT DU DIRECTOIRE

M. Mehdi DRAFATE

OBJET

CONSEIL FINANCIER

TEL : 0522 42 91 00

FAX : 0522 43 00 21

BMCE INTERNATIONAL LONDRES

VICE PRESIDENT & CEO

M. Jaloul AYED

OBJET

Banque

SIEGE SOCIAL

100, ST Paul's Churchyard

Juxon House 2nd Floor

London EC4M 8BU

TEL : 00 44 207 429 55 50

FAX : 00 44 207 248 85 95

BMCE CAPITAL CAMEROUN

DIRECTEUR GENERAL

M. Serge Yanic NANA

SIEGE SOCIAL

316, Rue Victoria, 5ème Etage

Immeuble Victoria

Bonanjo, Douala Cameroun

TEL : 00 237 75 60 40 40

MAROC FACTORING

DIRECTEUR GENERAL

M. Hicham DAOUK

OBJET

Société de Factoring

SIEGE SOCIAL

243, Boulevard Mohamed V,

20 000 Casablanca

TEL : 0522 30 20 08 - 0522 30 13 42

FAX : 0522 30 62 77

SITE INTERNET

www.maroc-factoring.co.ma

SALAFIN

PRESIDENT DU DIRECTOIRE

M. Amine BOUABID

OBJET

Société de Crédit à la Consommation

SIEGE SOCIAL

Zenith Millenium

Immeuble 8, Sidi Maârouf

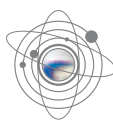
Casablanca

TEL : 0522 97 44 55

FAX : 0522 97 44 77

SITE INTERNET

www.salafin.com



HISTORIQUE

- 2009**
 - Renforcement de la participation de CIC dans le capital de BMCE Bank, à travers sa holding BFCM, de 15,05% à 19,94%
 - Emission d'une dette subordonnée perpétuelle de 1 milliard de DH sur le marché local
- 2008**
 - Acquisition d'une part additionnelle de 5% par le CIC dans le capital de BMCE Bank, portant sa participation à 15,04%
 - Lancement d'un emprunt subordonné perpétuel de Eur 70 millions conclu avec la SFI
 - Lancement d'un emprunt subordonné de Eur 50 millions auprès de la Proparco
 - Emission d'un emprunt subordonné de DH 1 milliard
 - Réduction de la valeur nominale de BMCE Bank de DH 100 à DH 10
 - Renforcement de la participation de la Banque dans le capital de Bank of Africa de 35% à 42,5%
 - Transfert de la participation de CIC dans le capital de BMCE Bank, à sa holding, La Banque Fédérative du Crédit Mutuel
- 2007**
 - Entrée de la Caja Mediterraneo dans le capital de la Banque à hauteur de 5% aux termes d'un partenariat stratégique
 - Alliance entre les Groupes BMCE Bank et AFH/Bank of Africa, BMCE Bank devenant l'actionnaire bancaire de référence du Groupe Bank of Africa à travers une participation à hauteur de 35% du capital
 - Démarrage des Activités de MediCapital Bank, filiale du Groupe BMCE Bank basée à Londres
 - Obtention par BMCE Bank du 1er prix Ressources Humaines attribué par l'Association des Gestionnaires et Formateurs des ressources humaines (AGEF).
 - 1er Prix de la Communication Financière décerné pour la 2ème année consécutive par la Société Marocaine des Analystes Financiers à BMCE Bank en tant que première société cotée et premier banquier, toutes catégories confondues
- 2006**
 - Obtention du rating «Investment Grade» sur les dépôts bancaires en DH, attribué par l'agence de rating internationale Moody's
 - Certification ISO 9001 des activités de Financement de Projet et de Recouvrement
 - Obtention du titre «Bank of the Year - Morocco», pour la 5ème fois depuis 2000 et la 3ème année consécutive, décerné par The Banker Magazine
 - Inauguration d'Axis Capital, banque d'affaires en Tunisie
 - Obtention par la Fondation BMCE Bank du Prix d'Excellence pour le Développement Durable, décerné par la Fondation Maroc-Suisse
- 2005**
 - Nouvelle identité visuelle enrichie pour BMCE Bank dans le cadre de la célébration du 10ème anniversaire de sa privatisation
 - Lancement du programme d'ouverture de 50 agences par an
 - Signature d'une convention avec la BEI pour la mise en place d'une ligne de financement de 30 millions d'euros sans garantie souveraine
 - Lancement de la 2ème OPV réservée aux salariés du Groupe BMCE Bank
 - Lancement de la 2ème tranche de l'emprunt obligataire subordonné de 500 millions de dirhams
 - Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine
- 2004**
 - Prise de participation du CIC à hauteur de 10% du capital de BMCE Bank
 - 1ère entreprise non européenne ayant fait l'objet d'un rating social au Maroc
 - Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine
- 2003**
 - Lancement du projet d'entreprise CAP CLIENT
 - Lancement d'une OPV réservée au personnel portant sur 4,72% du capital de la Banque
 - Lancement d'un emprunt obligataire subordonné de 500 millions de dirhams
 - Inauguration de BMCE Capital Dakar
- 2002**
 - Entrée en vigueur d'une nouvelle organisation centrée sur le client
 - Certification ISO 9001 pour l'ensemble des activités de gestion des transactions Titres
 - Changement du statut de l'agence de Tanger Zone Franche qui devient une banque offshore
 - Programme de rachat de 1,5 millions d'actions BMCE, représentant 9,45% du capital social
- 2001**
 - Ouverture du Bureau de Barcelone
 - Certification ISO 9001 pour le système de management de la qualité mis en place pour les activités étranger et monétique
 - Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine
- 2000**
 - Ouverture des Bureaux de Représentation de Londres et de Pékin
 - Création du Holding Finance.Com
 - Titre «Bank of the Year - Morocco» décerné à BMCE Bank par The Banker Magazine
- 1999**
 - Prise de participation dans le capital d'AL WATANIYA donnant naissance à un pôle leader dans l'assurance
 - Acquisition par le Groupe BMCE de 20% du capital du premier opérateur privé de Télécoms, MEDITELECOM
- 1998**
 - Création de BMCE CAPITAL, la banque d'affaires du Groupe
- 1997**
 - Création de SALAFIN, la société de crédit à la consommation
- 1996**
 - Lancement sur les marchés financiers internationaux d'une opération inédite d'émission de 60 millions de dollars d'actions GDRs
- 1995**
 - Privatisation de la Banque
- 1994**
 - Création des premières entités des marchés des capitaux de BMCE Bank : MIT et MARFIN
- 1989**
 - Ouverture de BMCE International à Madrid
- 1988**
 - Création de Maroc Factoring, société d'affacturage
- 1975**
 - Introduction en bourse
- 1972**
 - BMCE, première banque marocaine à s'installer à l'étranger en ouvrant une agence à Paris
- 1965**
 - Ouverture de l'agence Tanger Zone Franche
- 1959**
 - Création de la BMCE par les Pouvoirs Publics

BMCE BANK

BP 13425 Casa Principale
Tél : 05 22 20 04 92 / 96
Fax : 05 22 20 05 12
Capital : 1 587 513 900 dirhams
Swift : bmce ma mc
Télex : 21.931 - 24.004
Registre de Commerce : casa 27.129
CCP : Rabat 1030
CNSS : 10.2808.5
Numéro Identification Fiscale : 01085112
Patente : 35502790

Secrétariat Général - Communication Financière

Tél : 05 22 49 80 03 / 05 22 49 80 04
Fax : 05 22 26 49 65
E-mail : communicationfinanciere@bmcebank.co.ma

PORTAIL BMCE BANK

www.bmcebank.ma

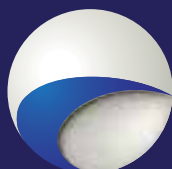
SITE DU COMMERCE INTERNATIONAL

www.bmcetrade.com

PORTAIL BMCE CAPITAL

www.bmcecapital.com

BMCE BANK



البنك المغربي للتجارة الخارجية